



TOURISME ET PAUVRETÉ

Sous la direction de :

Said BOUJROUF et Ouidad TEBBAA



éditions des archives contemporaines



TOURISME ET PAUVRETÉ

TOURISME ET PAUVRETÉ

Sous la direction de

Said BOUJROUF et Ouidad TEBBAA

COMITE DE LECTURE :
Said BOUJROUF
Abdelmajid EL COHEN
Bernard DEBARBIEUX
Hayat KARTAOUJ
Rachida SAIGH BOUSTA
Ouidad TEBBAA

**AGENCE
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOPHONIE**

**e|o
a|c**
éditions
des archives
contemporaines

Copyright © 2011 Éditions des archives contemporaines, en partenariat avec l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement, quelque système de stockage et de récupération d'information) des pages publiées dans le présent ouvrage faite sans autorisation écrite de l'éditeur, est interdite.

Éditions des archives contemporaines
41, rue Barrault
75013 Paris
France

www.archivescontemporaines.com

ISBN : 978-2-813000-27-9

Avertissement :

Les textes publiés dans ce volume n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Pour faciliter la lecture, la mise en pages a été harmonisée, mais la spécificité de chacun, dans le système des titres, le choix de transcriptions et des abréviations, l'emploi de majuscules, la présentation des références bibliographiques, etc. a été le plus souvent conservée.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	1
<i>Bernard CERQUIGLINI</i>	

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	3
<i>Said BOUJROUF</i>	

AXE 1:

ENTRE TOURISME ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL.
QUEL POSITIONNEMENT THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE ?

ESTHÉTIQUE DE LA MISÈRE ET TOURISME SOCIAL	9
<i>Henri-Pierre JEUDY</i>	

TOURISME, SOCIÉTÉ, CULTURE ET PAUVRETÉ : LES AMBIGUÏTÉS D'UNE POLITIQUE DÉVELOPPEMENTALE	15
<i>Jean-Marie BRETON</i>	

DU TOURISME « MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT » AU TOURISME DE « LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ » !	27
<i>Mimoun HILLALI</i>	

« TOURISME ET PAUVRETÉ » : UN PARADOXE INQUIÉTANT !	37
<i>Jean-Michel HERNER</i>	

LE TOURISME EN MILIEU FRAGILE : ENTRE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DÉGRADATION ENVIRONNEMENTALE	45
<i>Rachele BORGHI, Paola MINOIA et Monica CAMUFFO, Fatima EL AMRAOUI</i>	

LE TOURISME COMME INSTRUMENT D'EMPOWERMENT POLITIQUE : UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DANS UN MONDE GLOBALISÉ.....	57
<i>Cécile ROUSSET et Stefano DE SANTIS</i>	

PAYSAGES, IDENTITÉS CULTURELLES ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE : REPRÉSENTATIONS ET STATUTS DE LA PAUVRETÉ ET DE SES MANIFESTATIONS	71
<i>Philippe BACHIMON, Pierre DÉRIOZ</i>	

AXE 2 :

TOURISME ET PAUVRETÉ : OPPORTUNITÉS ET MENACES

TOURISME « ALTERNATIF » ET PAUVRETÉ : LIMITES ET RISQUES POUR LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET L'ENVIRONNEMENT	89
<i>Jean RIEUCAU</i>	

LE REGISTRE DE LA PAUVRETÉ DANS LES REPRÉSENTATIONS FRANÇAISES SUR LE MAROC	99
<i>Stéphanie LEROUX</i>	

TOURISME ET PAUVRETÉ AU MAROC : UNE APPLICATION DU TEST DE SPEARMAN AUX DONNÉES SPATIALES.....	113
<i>Aomar IBOURK, Said BOUJROUF</i>	

TOURISME ET VULNÉRABILITÉ SOCIALE DANS LES COMMUNES DE MONTAGNE AU MAROC	125
Said BOUJROUF	
MUTATION DES USAGES ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME : LA PLACE JEMAA EL FNA DE MARRAKECH ENTRE PAUVRETÉ, FOLKLORISATION ET SAUVEGARDE	137
Ouidad TEBBAA, Ahmed SKOUNTI	
À QUI PROFITE LE TOURISME À MARRAKECH ?	147
Rachida SAIGH BOUSTA	
TOURISME RURAL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS L'UTP LA VALLÉE DE CRISUL REPEDE DES MONTS APUSENI	155
Rodica PETREA, Luminita FILIMON, Angela MARUSCA	
TOURISME ET PAUVRETÉ : PROJET ET ATTENTES EN ÉRYTHRÉE.....	167
Fithawit WOLDEGHIORGHIS	
LE TONLE SAP AU CAMBODGE : VERS UNE EXPLOITATION TOURISTIQUE À TROIS VOIES ?	177
Sebastien PREUIL	
LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DANS LES PROVINCES DU NORD DU VIÛT NAM	189
Alain MAHARAUX	
AXE 3 :	
TOURISME ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ. QUELLE POLITIQUE OU QUELLE STRATÉGIE D'ARTICULATION ?	
DU NÉCESSAIRE TRAITEMENT DE LA PAUVRETÉ ÉLÉMENTS POUR UNE APPROCHE DE LA RELATION PAUVRETÉ ET TOURISME URBAIN DANS LE CAS DE MARRAKECH	209
Nadir BOUMAZA	
TOURISME ET PAUVRETÉ DANS LA VALLÉE DU ZAT, COMMUNE DE TIGHDOUINE : QUE FAIRE ?.....	223
Ahmed BELLAOUI	
LE JEU DE LA GALLINA : DU REGARD À L'IMPLICATION CULTURELLE ET TOURISTIQUE DE JEUNES PUBLICS AU CŒUR D'UN QUARTIER ANCIEN EN DIFFICULTÉ (QUARTIER SAINT-JACQUES, PERPIGNAN, FRANCE).....	237
Christine PAGNON-MAUDET, Marianne CHARLET	
LE TOURISME COMMUNAUTAIRE, UN INSTRUMENT DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ?	247
TRUONG Thi Thuy Hang	
LES VILLAGES DE MÉTIER TRADITIONNEL CHAM À NINH THUAN : LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET TOURISME ?.....	257
VO SANG Xuan Lan	
CONCLUSION GÉNÉRALE	265
Ouidad TEBBAA	

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage collectif rassemble des communications présentées lors de deux colloques internationaux organisés en 2008, respectivement à l'université Cadi Ayyad de Marrakech, au Maroc, et à l'université Van Lang d'Ho Chi Minh Ville, au Vietnam.

La thématique de ces colloques résulte du choix commun de chercheurs spécialisés dans le domaine du Tourisme ; ils ont pris l'initiative d'organiser ces rencontres lors d'un programme conjoint réunissant diverses institutions universitaires francophones, à travers le monde (Madagascar, Sénégal, France, Vietnam, Maroc), sous l'égide de l'Agence universitaire de la Francophonie.

Les réflexions et débats échangés à cette occasion ont conforté le désir d'approfondir la réflexion sur le tourisme. Il s'agit de l'inscrire dans le contexte spécifique des pays émergents, tiraillés entre les exigences toujours croissantes du développement et les nécessités non moins impératives de préserver les équilibres sociaux, environnementaux et culturels. C'est à l'aune du développement humain et de la lutte contre la pauvreté que cet ouvrage tente d'analyser l'essor du tourisme, tant au niveau du Maroc, du Vietnam que d'autres contrées du monde.

Cette publication est en outre une première dans le dialogue instauré entre plusieurs universités francophones des pays dits du « Sud », autour de la thématique du tourisme et du développement durable. Elle a pour ambition de se prolonger, dans les années à venir, par d'autres initiatives similaires.

Publié grâce au soutien de l'Agence universitaire de la Francophonie, cet ouvrage a vu le jour grâce au travail mené par deux équipes de recherche de l'université Cadi Ayyad de Marrakech (le laboratoire des Études et de Recherches sur les montagnes atlasiques et l'équipe de recherche Culture, Patrimoine et Tourisme), sous la direction de M. Said Boujrouf et de Mme Ouidad Tebbaa, auxquels il faut adjoindre, la contribution décisive, de Mme Xuan Lan Vo Sang et de toutes les instances de l'université de Van Lang.

Bernard CERQUIGLINI

Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Said BOUJROUF

Moteur de croissance, locomotive d'un développement économique voire durable, facteur de changement, champ propice aux échanges interculturels... autant de qualificatifs désignant les objectifs assignés au tourisme. Le dernier en date est d'en faire un facteur d'équité sociale et spatiale pour réconcilier tous les territoires, qu'ils soient riches ou pauvres.

Le rapport du tourisme à la pauvreté recouvre certainement des dimensions inédites. S'agit-il d'un nouveau paradigme ou seulement de l'évolution normale d'une activité à fort contenu économique et politique ?

Durable, responsable, équitable, solidaire voire humanitaire, le tourisme n'est pas seulement un phénomène multidimensionnel. Il est également complexe, générateur de changements et de structurations des systèmes sociaux et territoriaux et producteur de nouvelles relations humaines.

De nouveaux sens et valeurs se voient octroyés alors au tourisme. Lorsqu'il est « durable », pour ne prendre que ce qualificatif, il devrait l'être aussi pour la population qu'il concerne. Si cette population conserve ses formes de production, le tourisme devrait la respecter telle qu'elle est. Se pose alors la question de la nature de ce tourisme, mais aussi et surtout de l'équilibre (s'il a lieu) mis en place par cette population. Mais cet équilibre, comme le dit Keynes, peut être aussi fait de sous-emploi, c'est-à-dire non satisfaisant pour cette population dans sa totalité ou du moins pour une partie de celle-ci. Le tourisme, aussi durable soit-il, peut-il perturber cet équilibre fait de sous-emploi ou au contraire contribuer à son éradication ? En effet, le tourisme est recherché par bien des pays (en voie de développement essentiellement) pour les bienfaits qu'il générerait, notamment en matière d'emploi.

Aujourd'hui, les différents acteurs nationaux et internationaux affichent leurs attentes vis-à-vis du tourisme qui devrait non seulement être un secteur d'ouverture des pays et des civilisations mais aussi un vecteur du développement humain et social. La réduction de la pauvreté devient de plus en plus un enjeu sociétal de taille. Elle constitue ainsi la mission fédératrice de plusieurs secteurs et de divers acteurs de l'action sociale, surtout lorsque la pauvreté est liée à différents facteurs socio-économiques, en l'occurrence le chômage, l'analphabétisme, la mortalité infantile et la dégradation de l'environnement, etc. Dans cette lutte contre la pauvreté, le tourisme peut être alors une opportunité à saisir. Par quels moyens ? Avec quels acteurs ? En s'appuyant sur quelle philosophie ? Sur quelles démarches ? Avec quelles limites et quels risques ? Ou bien le tourisme n'est-il au contraire qu'une activité économique « égoïste », capitaliste, provoquant l'injustice, la misère, la vulnérabilité sociale et renvoyant l'autochtone à une irréductible altérité ; et de ce fait, ne pourrait-il être finalement qu'un facteur aggravant la pauvreté dans toute sa complexité ?

La pauvreté est une problématique majeure des pays du Sud et le tourisme un enjeu économique nouveau pour la plupart de ces pays, or les relations entre les deux restent ambiguës sur plusieurs plans. Rendre ces relations plus intelligibles nécessite effectivement un éclairage particulier et une réflexion approfondie, car leur champ couvre plusieurs dimensions et comporte une multitude d'incertitudes.

La pauvreté et ses paradoxes nous amènent dans, un premier lieu, à nous interroger sur la nature de la répartition des richesses dues au tourisme. Quels arbitrages alors pour traiter les inégalités éventuelles ?

La notion de frontière en tant que référent, mérite d'être interrogée et analysée, soit entre ce qui est pauvre et ce qui ne l'est pas (Simmel, 1907 ; Sélیمانovski, 2008) et entre ce qui est touristique et ce qui ne l'est pas, et bien évidemment entre territoires de la pauvreté et territoires touristiques, entre ce qui est économique et ce qui est social, entre le compétitif et l'équitable, entre les territoires de l'exclusion et les territoires de la dépendance (Scholz, 2005).

Ces frontières interpellent plus que jamais la notion d'intégration territoriale et sociale à différentes échelles. Elles ne sont pas seulement d'ordre spatial, économique et social, mais également d'ordre psychologique et de celui des représentations culturelles.

Frontières et intégration nécessiteraient des approches et des stratégies d'intervention appropriées capables de jeter les ponts entre les territoires « riches » du tourisme et les territoires de la pauvreté et de l'exclusion, autrement dit entre « terres d'exclusions » et « terres d'espérances » (Bailly, 1997), pour créer enfin des espaces de compréhension et des cultures de partage. Comment les pauvres peuvent-ils devenir de vrais acteurs du tourisme capables d'en tirer les dividendes ? Et comment à l'inverse, faire du tourisme un levier de développement solidaire et un instrument de réduction de la pauvreté ? Enfin, comment faire pour une mobilisation collective au profit d'une « schengenisation » des territoires du tourisme et ceux de la pauvreté ?

Le tourisme est sans doute le secteur économique par excellence qui mobilise les flux humains dans le monde pour une activité à forte intensité de main d'œuvre et qui occupe une des premières places, par ses recettes, dans le commerce international. Mais les politiques publiques, dans les pays émetteurs ou récepteurs des flux touristiques, ont longtemps ignoré la possibilité de croisement et de partage entre les politiques touristiques cherchant la compétitivité et les politiques sociales cherchant à être plus équitables et solidaires. Comment amener ces différentes politiques à être bien articulées pour être au service de la réduction de la pauvreté ou pour produire de la « prospérité partagée » ? Quelles stratégies adopter ? Quels rôles devront jouer les différents acteurs et les différents organismes de coopération ? Et comment évaluer plus finement les indiscutables retombées économiques du tourisme ? Il s'agira, en particulier, de susciter des interrogations et des recherches sur les modalités et les processus de redistribution de ces retombées dans des sociétés inégalitaires.

Un autre volet mérite d'être traité dans le cadre des perspectives de bonne articulation entre tourisme et pauvreté c'est celui de la place du tourisme dans la valorisation des ressources territoriales mobilisables pour le développement local et régional. Dans certaines conditions, qui restent à préciser, le tourisme peut jouer un rôle important dans le processus de construction de la ressource terri-

toriale, en ce sens qu'il permet la révélation, par des acteurs externes, de ressources susceptibles d'entrer ensuite dans un processus de spécification et de conservation, puis de développement. Il peut valoriser des ressources « ignorées » ou parfois même qui ont un statut d'handicap comme la neige¹, le relief, les dunes de sable, les vagues de mer, etc. Cependant, la mise en tourisme des filières comme celles de l'arganeraie, du safran, des plantes aromatiques², ou encore du cactus dans différentes régions du Maroc, articulées avec le tourisme solidaire, responsable, doux, intégré, durable, ne pourraient-elles pas l'être comme ressources territoriales à exploiter aussi dans une perspective de lutte contre la pauvreté (cohésion) et de renforcement des capacités productives des territoires locaux (compétitivité) ? Ces ressources territoriales ne pourraient-elles pas être stimulatrices et provocatrices des projets des territoires (Lajarge et Roux, 2007) dans les zones difficiles et de grandes contraintes à des fins de durabilité ?

Pour répondre à cette problématique, trois axes ont été inscrits à l'ordre du jour pour décrire, analyser, synthétiser et prospector les rapports entre tourisme et pauvreté. Il s'agit de traiter en premier lieu les positionnements théoriques et méthodologiques du rapport entre tourisme et développement humain et social. Dans un deuxième axe, l'accent est mis sur le diagnostic pouvant traiter des opportunités et des menaces résultant des interactions entre tourisme et pauvreté. Un troisième axe essaie d'identifier les possibilités offertes par le tourisme pour lutter contre la pauvreté en proposant des éléments de base pour élaborer des stratégies et des articulations entre ces deux secteurs.

1. ENTRE TOURISME ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL, QUEL POSITIONNEMENT THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE ?

Les auteurs abordent cet axe théorique et méthodologique dans différents articles dédiés à la réflexion autour du rapport : tourisme, pauvreté et développement humain en abordant divers registres comme celui de la mendicité, l'interculturalité, le tourisme solidaire et social.

Les apports sont conceptuels avec notamment : l'esthétisation de la misère, le luxe réinventé, le colonisme et le coloniste, etc. Un suivi de l'évolution du tourisme montre par ailleurs, les changements opérés dans les fonctions du tourisme, depuis le « moteur de développement » jusqu'à « la lutte contre la pauvreté ».

2. TOURISME ET PAUVRETÉ : OPPORTUNITÉS ET MENACES

Dans ce deuxième axe, un long et profond diagnostic territorial et social s'opère dans tous les articles qui le composent. Ils représentent un éventail d'études et de recherches abordant différentes expériences et concernant différents terri-

¹ Hervé Gumuchian, dans sa thèse sur *La Neige dans les Alpes françaises du Nord* (Éditions du Cahier de l'Alpe, 1983), montre comment la neige passe du statut de handicap à celui de ressource, et le rôle émergent de la station dans la construction de cette ressource.

² Un cas pour la France a été développé par Pierre-Antoine Landel (2009) pour proposer un modèle de phasage dans le processus de mise en construction de la ressource territoriale à partir des plantes aromatiques et médicinales.

toires au Nord comme au Sud. Le but recherché est de mettre en relief tant les opportunités que les menaces qui opèrent au contact du tourisme avec les sociétés locales et avec leurs milieux naturels.

3. TOURISME ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ, QUELLE POLITIQUE OU QUELLE STRATÉGIE D'ARTICULATION ?

Cet axe est composé d'articles qui, au-delà du diagnostic territorial, tentent d'explorer de nouvelles pistes en proposant des stratégies et des outils qui peuvent articuler tourisme et réduction de la pauvreté, selon des propositions et des recommandations concrètes.

RÉFÉRENCES

- BAILLY A. S. (dir.), 1997, *Terres d'exclusions, terres d'espérances*, actes du Festival international de géographie de Saint-Dié (FIG), Paris Économica.
- GUMUCHIAN G., 1983, *La Neige dans les Alpes françaises du Nord*, Éditions du Cahier de l'Alpe, 620 p.
- LAJARGE R., ROUX E., 2007, « Ressource, projet, territoire : le travail continu des intentionnalités » in GUMUCHIAN (H.), PECQUEUR (B) (dir.), 2007, *La Ressource territoriale*, éd. Économica et Anthropos, 252 p., pp. 133-146.
- LANDEL P.A., 2009, « Quelle compétitivité pour les territoires fragiles ? L'exemple de la construction de la filière des plantes aromatiques et médicinales dans la Vallée de la Drôme », in *Colloque international « Sociétés en transition et développement local en zones difficiles (DELZOD) »*, Institut des régions arides, Médenine, Tunisie, 22-24 avril 2009. [http ://www.delzod.ira.rnrt.tn/acceuil.html](http://www.delzod.ira.rnrt.tn/acceuil.html).
- BARON-YELLES Nacima, 2005, *Comment le tourisme met le monde en réseaux ?* in : [http ://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=740](http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=740)
- SCHOLZ F., 2005, « The theory of fragmenting development », *Geographische Rundschau International Edition* 1(2), 4-11
- SELIMANOVSKI C., 2008, *La Frontière de la pauvreté*, PU Rennes, collection Géographie sociale.
- SIMMEL G., 1998, *Les Pauvres*, 1^{re} éd. 1907, Paris, PUF / Quadrige.

AXE 1

ENTRE TOURISME ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL. QUEL POSITIONNEMENT THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE ?

ESTHÉTIQUE DE LA MISÈRE ET TOURISME SOCIAL

Henri-Pierre JEUDY

*Sociologue, Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales LAIOS
EHESS, Paris*

Un *homeless* a demandé le classement à l'Inventaire du patrimoine de son habitation en carton. En entrant dans la catégorie des Monuments historiques, il espérait sans doute accomplir l'acte suprême de son intégration sociale. Passer du statut de sans logis à celui de « trésor vivant », tel un modèle de la transmission culturelle, est une manière de gravir tous les échelons de la hiérarchie sociale d'un seul coup. La vie quotidienne dans une architecture éphémère est-elle devenue une valeur patrimoniale ? Les non-lieux de la banlieue, les habitats précaires, les rues avec des carcasses de véhicules calcinés sont depuis longtemps déjà l'objet d'une appréhension esthétique, autant pour le photographe que pour le sociologue étudiant les territoires de l'anomie. Mais ce qui se donne en spectacle pour les uns demeure une nécessité vitale pour les autres. En admettant que l'individu, quelles que soient ses conditions de vie, soit tenté par une certaine auto-esthétisation de sa manière d'être au monde, il ne vise pas pour autant à se donner en spectacle.

Et pour couronner cette anticipation patrimoniale, en l'été 2000, sur la parvis de Notre-Dame, au cœur de la capitale française, des *homeless* sont été conviés par un artiste à s'installer comme une peuplade de nomades. Ils ne faisaient pas la grève. Ils ont reçu un salaire, versé par la Mairie de Paris, pour réaliser une performance publique par leur seule présence. Les touristes de tous les pays du monde ont pu contempler leurs habitats précaires et leurs manières de vivre. Ils ont pu leur poser des questions sur leur avenir patrimonial, et ont obtenu avec un peu de commisération, des précisions sur leur vie intime. Le paysage familier de la misère dans les rues est frappé du sceau de l'étrangeté esthétique. Les *homeless* sont devenus des artistes de la vie sociale en situation post-catastrophique. Ils constituent un patrimoine universel et salutaire puisqu'ils donnent à voir les moyens indispensables pour la survie des hommes dans le cas où un désastre se produirait. Faire œuvre de soi-même pour s'offrir en modèle aux bonnes œuvres de l'humanité est une coutume de notre modernité. Celle-ci a des antécédents : les Indiens étaient autrefois exhibés pour le plaisir des yeux avides de curiosités exotiques. Ils en sont morts. Leurs cadavres ont été parfois repris et mis sous vitrine dans un muséum d'histoire naturelle. Avec les patrimoines de l'humanité, rien ne se perd.

Si l'exclusion reste une affaire d'administration sociale, la singularité de l'individu marginalisé est l'objet privilégié d'une entreprise de gestion culturelle, au même titre que celle de l'individu bien intégré. L'identité culturelle vient combler les défaillances de l'identité sociale. Au nom d'un multiculturalisme à vocation œcuménique, tous les signes d'une distinction culturelle sont destinés à

être reconnus et sauvegardés. Le culturel, comme autre source intarissable des identités, sert de « soupape de sécurité » à la gestion du social. On attribue à cette singularité culturelle une valeur esthétique positive puisqu'on peut la mettre en scène et la montrer en public. Ainsi en est-il de la restitution des histoires individuelles en vidéo, en photographie, des récits de trajectoires de vie qui offrent la certitude de conserver une identité culturelle. Les itinéraires individuels ou communautaires sont « mis en mémoire », exposés comme les fragments d'une esthétique existentielle par les « plasticiens de la proximité » qui prétendent rendre la parole aux habitants des cités. Même les *homeless* sont de plus en plus photographiés par des anthropologues, des artistes et des journalistes, dans tous les pays du monde. Le portrait du *homeless* est traité comme celui de « l'être singulier » par excellence. Il s'agit de choisir des visages qu'on n'oublie pas, des visages qui traduisent toute la profondeur existentielle de celui qui est « sans abri », livré à la rue. Dans l'espace public indifférencié, le visage du *homeless* devient comparable à celui du « dernier des Mohicans », de l'Indien qui survit au milieu d'un monde dominé par le culte de la consommation. Ce primitif des temps modernes présente le visage de la liberté radicale. Il donne une image publique de la souveraineté conquise à partir de rien. La photographie d'un *homeless* à Tokyo est particulièrement significative : sa tête qui dépasse d'un assemblage de cartons qui lui sert d'habitation, est absolument magnifique, elle représente la fierté sans partage et sa souveraineté semble transcender la réalité de sa condition. Le design des *homeless* représente l'assomption d'une harmonie originaire entre l'homme et son milieu : l'homme avec si peu de moyens se révèle plus inventif que les designers de la production industrielle. Face aux extravagances de la consommation, le *homeless* montre combien il outrepassa la pression des besoins en assurant la construction de son propre habitat. Ainsi peut-on multiplier les photographies des inventions réalisées par les *homeless* dans le monde entier pour prouver que le « design minimal » demeure plus que jamais présent dans les sociétés post-industrielles comme la figure d'une esthétique de la survie.

Ces photographies des inventions réalisées par les *homeless* dans le monde entier, rassemblées dans des livres d'art (pour les cadeaux de Noël), présentent les images remarquables d'une esthétique de la survie. Il n'y a pas cet effet « hyperréaliste » que pourrait produire la photographie en présentant une « réalité excédée », une réalité qui exacerbe sa manière même d'être présentée. La connotation esthétique limite d'emblée la possibilité d'afficher, comme dans la peinture américaine hyperréaliste, une « autre » réalité qui naîtrait de la puissance même de l'image. La règle déontologique qui consiste à nier, au nom d'une bonne conscience, l'esthétisme de la photographie, est justement constitutive de cette esthétique de la réalité sociale. Et lorsque les anthropologues, ou les journalistes, proposent aux *homeless* de faire eux-mêmes des photographies ou de se filmer, cela ne change rien : l'auto-esthétisme n'est jamais que la conséquence de l'esthétisme. Ce qui explique pourquoi bien des *homeless* demandent de l'argent pour être photographiés, comme le faisaient les indiens quand les anthropologues venaient les prendre en photo ou les filmer. Cette exigence est d'autant plus légitime que les photographies seront utilisées dans les livres d'art. Dans certaines communautés de *homeless*, la possibilité de prendre des photographies, de faire un reportage dépend d'une autre règle : le journaliste ou l'anthropologue devront rester pendant un mois sur les lieux et partager la vie des pauvres. L'esthétisme de la misère n'est pas en mesure de disparaître. Même entre les anthropologues de différents pays, les photographies

ne circulent pas librement, chacun finit par exiger des droits, considérant que « sa » collection a déjà une certaine valeur.

L'exemple du *homeless* peut paraître exagérée quand on parle du patrimoine, mais il est toutefois significatif du processus actuel d'anticipation de la protection patrimoniale. Dans les mentalités collectives, et cela d'une manière universelle, l'idée de patrimoine devient un principe téléologique. Tout étant virtuellement un patrimoine futur ou immédiat, il n'y a guère d'autre alternative pour obtenir une « consécration culturelle ». N'importe quel artiste, préoccupé par la transmission de son œuvre, ne songe qu'à la protection patrimoniale, l'entrée au musée devenant son unique finalité. Entrer dans l'ordre patrimonial – comme « entrer au musée » pour un artiste – est le meilleur moyen de lier le passé au futur, c'est-à-dire d'être assuré de rester dans la logique d'une continuité historique. Du coup, l'anticipation patrimoniale est susceptible de doubler de vitesse et de s'étendre partout. En France, des immeubles construits dans les années 1960, sur la périphérie de Paris, sont détruits aujourd'hui parce qu'on les appelait des « cabanes à lapins ». Mais, suite à des mouvements de protection des mémoires urbaines, certaines de ces « tours » sont conservées comme des lieux de mémoire pour montrer aux jeunes générations comment leurs parents ou grands-parents vivaient dans ces « cabanes à lapins ». De même que les catastrophes peuvent être traitées comme des objets muséographiques, de même la « misère sociale » peut être un objet patrimonial.

La mise en spectacle de l'espace public s'accompagne d'une esthétisation de la vie sociale et de la misère elle-même. Grâce à elle, certaines valeurs morales semblent devenir plus acceptables : au lieu d'attirer la pitié par sa manière d'habiter une maison faite de cartons et de morceaux de véhicules, le sans-logis provoquera la curiosité par l'ingéniosité de sa construction. Même si la commisération se cache derrière la perception esthétique de sa singularité, elle ne sera plus condescendante. Bien des habitats du même genre ne sont-ils pas reconnus comme les modèles d'une architecture éphémère ? L'esthétisation des objets et des lieux (désignés comme des non-lieux) se poursuit avec celle de la vie sociale. Est-ce le lien social lui-même qui devient un objet esthétique ? Mais pour qui ? Se présentant comme une alternative implicite à la victimisation et au misérabilisme, l'esthétisation de la vie sociale n'offre que l'illusion suprême d'un regard commun porté sur les incroyables richesses des liens sociaux. Le regard « esthétisant », orienté sur les manières de vivre, d'habiter l'espace, permet de se représenter les formes de la vie communautaire dans des espaces précaires comme une esthétique existentielle. Selon Nietzsche, la « mort de l'art » correspond à un clivage fondamental dans l'histoire des sociétés modernes : c'est la vie elle-même qui devient l'objet de l'esthétique. On passe d'une réflexion sur l'art et la philosophie à une réflexion sur l'art et la vie. À la multiplication des cultures, et grâce à leur reconnaissance publique, répond la dynamique actuelle des phénomènes d'esthétisation. Si le regard porté sur les manières de vivre, d'habiter l'espace, privé ou public, ne vient plus seulement des experts ou des gestionnaires de l'urbain, s'inscrit-il comme une habitude mentale dans la vie sociale et culturelle ? Le phénomène d'esthétisation – pris comme un fait social actuel – n'est pas réductible à un jugement de valeur, il exprime surtout une idéalisation de l'environnement, une volonté implicite, difficile à objectiver, d'attribuer aux manières de vivre et aux cadres de vie une qualité esthétique. Ce phénomène d'esthétisation a été en majeure partie impulsé par les nombreuses mises en scène dans l'espace public, par les nouvelles modalités de création qui apparaissent comme d'autres formes d'appropriation de l'urbain. L'approche des

phénomènes d'esthétisation pose d'emblée un problème épistémologique et idéologique : qui attribue une qualité esthétique à un espace ou à un mode de vie ? Est-ce le sociologue (ou l'anthropologue) qui, par delà l'objectivité recherchée de sa démarche, porte un tel regard, accompagné d'un jugement de goût aussi discret puisse-t-il paraître, sur ce qu'il observe.

Les touristes peuvent être attirés par les manières dont les plus pauvres réussissent à survivre. En ce sens, les « arts du social » participent aujourd'hui d'une reconnaissance publique de la relation entre l'esthétique et la misère. Ce qui pourtant devrait demeurer contradictoire. On ne peut parler d'une esthétique de la vie ordinaire sans tenir compte du point de vue qui permet de l'affirmer. L'esthétique n'est pas le fruit d'une revendication sociale ou culturelle. La reconnaissance de ses manifestations concrètes engage l'observateur, ses manières de voir et d'interpréter. L'aménagement des lieux, la décoration des espaces, les relations aux objets peuvent être révélatrices d'une volonté collective d'organisation esthétique de l'espace et du temps. Que l'art puisse se comprendre comme un art de vivre est le fruit d'une croyance dont l'idéalisation semble satisfaire autant les collectifs d'artistes dans leurs squats que les gestionnaires de l'urbain. Un art de vivre pris comme l'accomplissement des finalités mêmes de la création artistique demeure démonstratif, il ne peut exister en lui-même. L'art devenant œuvre de vie est-il destiné à s'exposer comme toute œuvre d'art ?

Ce qui est exposé à l'œil des touristes, c'est une alternative aux monuments et aux spectacles classiques, comme si les modes de vie des plus pauvres offraient au regard un « autre monde », une sorte d'exotisme. Soit les espaces (habitats précaires des SDF, des bidonvilles, des favelas...) sont à visiter comme des lieux organisés pour la survie par les habitants eux-mêmes, soit une certaine conception artistique se développe en proposant la « mise en œuvre » d'une vie communautaire rendue séduisante par son « art d'utiliser les restes ».

Nous prendrons pour exemple, l'expérience singulière de Mari-Mira, réalisée par un collectif d'artistes marseillais et mauriciens, qui montre comment s'élaborent les possibilités de transformer la vie quotidienne en un art de vivre. Cette expérience apparaît comme une « exposition vivante » dont les multiples aspects se renouvellent au contact du public. Mari-Mira a été présentée l'été 1999 à Paris, sur un terrain qui se situe au bord du canal de l'Ourcq. À Mari-Mira, ce qui prime, c'est la fabrication de luxe avec des choses de peu. Il s'agit de créer un cadre de vie évolutif qui s'oppose à la standardisation. Ainsi les verres confectonnés avec des bouteilles en plastique prennent la forme de verres à pieds, aux larges bords décorés avec des fleurs peintes. Le baby-foot adopte une forme légèrement incurvée, au creux d'un tronc d'arbre séché posé sur des pieds en tubes récupérés, et les footballeurs sont composés de vieilles fourchettes à peine tordues fixées sur les axes. Les balançoires pour les enfants sont faites avec des poubelles coupées en leur milieu, un bon coussin se lovant à l'intérieur. Disons que l'ensemble des objets fabriqués dévoile un goût esthétique raffiné. Ce qui est fondamental également, c'est l'entretien d'une relation sensible avec le contexte social, urbain et architectural. Il s'agit de créer un milieu autonome qui fait signe à son environnement. Les constructions sont liées à la pratique de la pêche. L'eau est toujours à côté, elle rappelle que la nourriture ne s'épuisera pas, qu'il sera possible de manger, même si on n'a pas grand chose. Et le temps, c'est ce temps indéfini de la pêche, ce temps qui n'est pas compté, ce temps qui permet la rêverie. Pareille fiction domestique s'inspire de la « vie au cabanon ». Le cabanon des pêcheurs est un véritable mythe. Il est le lieu d'une

autre vie, d'une vie séparée des tourments de la ville, tout en pouvant être dans la ville elle-même. Une vie de liberté quotidienne, un art de vivre, un art d'inventer la vie dans une atmosphère continue du « presque rien ».

Au cours d'une exposition, « les magiciens de la terre », organisée à Beaubourg et à la Grande Halle de la Villette, bon nombre de créateurs du monde entier, recherchés par les commissaires d'exposition dans leurs lieux les plus retranschés, ont présenté ce qui devait être considéré comme œuvre de grande valeur, au même titre que les œuvres des artistes de renommée mondiale. Or, ces créations n'étaient pas pensées à l'origine comme des œuvres d'art, elles le sont devenues à partir du moment où elles ont été intégrées dans le marché de l'art. C'est toujours ce rapport que la culture occidentale entretient avec les objets primitifs : leur valorisation en tant qu'œuvre dépend exclusivement des procédures de spéculation. L'expérience de Mari-Mira rompt-elle avec le mythe de « l'œuvre primitive » comme procédé spéculatif de valorisation culturelle et financière ? Cela n'aurait aucun sens de vendre tel ou tel objet confectionné à partir des résidus collectés. Dans cette expérience, le « faire » l'emporte sur le prêt-à-porter artistique : les objets eux-mêmes ne continuent à faire sens que par la transmission de leur valeur projective. L'enjeu est de mettre en œuvre des valeurs esthétiques déconsidérées par la consécration institutionnelle de l'art. Il n'est plus question de faire référence, le principe de valorisation de la valeur disparaît dans un processus de création qui vaut pour lui-même.

Mari-Mira se présente comme un « univers transportable et évolutif ». L'artiste est un inventeur. Le champ d'expérience de sa création est celui de la vie de tous les jours. Aucune prétention artistique n'est mise en avant pour elle-même, c'est le rythme de l'invention qui crée l'espace, qui le façonne, et qui rend harmonieuses les manières de vivre. Un mode de vie n'est pas le fruit d'une adaptation à un espace déjà constitué, il se met en forme en même temps que l'espace lui-même. C'est le « presque rien » qui permet une telle dynamique, parce que « l'événement est l'invention esthétique de la vie elle-même ». « L'évolutif » se conçoit à partir du « presque rien », comme une démultiplication événementielle de la vie quotidienne. La contingence propre à l'existence quotidienne n'est plus un obstacle à l'organisation de la vie, elle devient un principe fondateur, elle s'impose comme une « raison d'être ». L'art de vivre en devenant l'art tout court anéantit la distinction entre l'acteur et le spectateur. L'inventeur, le créateur, et celui qui jouit de ses créations constituent le même individu. Un tel idéalisme conduit à la conception d'un monde qui ne vit plus de son spectacle, mais qui transforme l'effet spectaculaire en mode de vie, chaque détail confortant la jouissance collective et individuelle d'une telle manière d'être. Vivre et se voir vivre ne font plus l'objet d'une distinction puisque l'un et l'autre entrent en synergie. Œuvrer à chaque instant pour l'amélioration de la vie quotidienne, comme si toute finalité existentielle trouvait là son chemin naturel. L'assurance de la jouissance, sa confirmation rétrospective et prospective, tient à la permanence du regard porté sur l'évolution du mode de vie lui-même qui ne viendra jamais nier ce qu'on éprouve. Sur la voie de cette perpétuelle jubilation, le résidu, ce qui reste de la société de consommation, est source d'une satisfaction qui ne se mesure plus au manque. C'est le principe même d'une anti-consommation idéalisée par l'usage infini des restes. Le résiduel sans commencement ni fin, le résiduel pris tel qu'en lui-même comme figure d'un bonheur insoupçonnable aux yeux des plus riches et des obsédés de la consommation. Le résiduel offre la figure toujours possible du somptuaire. Si avec du

« presque rien », on peut construire un espace somptuaire, n'est-ce pas le signe de la négation du gaspillage ? Que l'utile puisse naître de l'inutile, ou plutôt de ce qui est condamné au rebut, voilà qui viendrait donner la preuve publique qu'on peut vivre mieux avec peu dans la mesure où on est habile et où l'on a un souci esthétique de vie.

La culture exhibée comme une mise en scène active d'une esthétique de la vie quotidienne aurait pour mission de redonner confiance à ceux qui n'ont pas grand chose en leur faisant croire qu'ils peuvent (peut-être mieux que les autres) décider d'un art de vivre quotidien. Est proposé là un étrange retournement de l'état de misère : c'est à partir du « moins » qu'on peut inventer le « plus ». La pensée d'une « esthétique de la vie quotidienne » viendrait de ceux qui disposent de moins de biens. Et celle-ci s'élaborerait comme un programme d'insertion naturelle à la société, grâce à la reconnaissance publique d'une certaine singularité artistique qui devient du même coup un principe fondamental de la régulation de la violence urbaine. Cette perspective présente un avantage sérieux pour les pouvoirs publics, qu'ils soient de gauche ou de droite : la reconnaissance de la qualité de vie des plus démunis passe pour un facteur de cohésion sociale.

Au cours d'un montage vidéo, un *homeless* au visage tragique, et pourtant souriant, est convié à adresser un message au monde. Cette adresse à la cantonade prend un aspect solennel puisque celui qui l'effectue ne se tourne vers personne afin de dire ce qu'il pense de plus profond ou de plus futile. Cet *homeless* hésite, son regard devient hagard, ses lèvres bougent légèrement. Il finit par dire qu'il n'a rien à dire. Ce qui, bien entendu, au comble d'une pareille démagogie, conforte l'idée que le plus haut degré de la pensée reste le silence absolu. Au-delà de toute réflexion possible, il n'y a plus rien. Telle est la philosophie suprême du *homeless* qui semble ainsi penser mieux que les autres puisqu'il pense ne pas penser. Ainsi s'accomplit la reproduction esthétique du plus démuné.

TOURISME, SOCIÉTÉ, CULTURE ET PAUVRETÉ : LES AMBIGUÏTÉS D'UNE POLITIQUE DÉVELOPPEMENTALE

Jean-Marie BRETON

Centre de recherches et d'études juridiques sur l'environnement, l'urbanisme, le tourisme et l'aménagement (CREJETA), université des Antilles et de la Guyane, Guadeloupe - France

L'analyse sociologique du tourisme et de ses effets demeure encore très embryonnaire et fragmentaire. Tantôt considéré comme un incontournable facteur de développement, tantôt accusé d'accentuer ou de pérenniser le sous-développement, il fait l'objet de louanges excessives comme de critiques exacerbées, paré à la fois de toutes les vertus et porteur de tous les maux. Par réaction à ses excès, souvent réels, il a suscité, de la part des pays ou régions qui sont les destinations de rêve des sociétés désincarnées et stressées, un discours passionné et banalisé : appropriation, colonisation et néocolonialisme, conquête et reconquête, invasion, pillage, pollution, subversion, dégénérescence, etc.

L'activité touristique est porteuse, pour les sociétés et les communautés locales, du paradoxe d'effets socio-économiques ambivalents : d'une part, comme instrument d'un développement économique durable, qui bénéficierait aux populations d'accueil, au plus démunies d'entre elles en particulier, et comme facteur de redistribution des fonctions et de renforcement de la cohésion sociale ; d'autre part, comme élément perturbateur sinon destructeur de sociétés et de cultures peu propices à l'absorption d'un tourisme de masse non ou mal maîtrisé, cédant sous le poids d'apports exogènes inaptés à répondre aux besoins des plus défavorisés, et enclin à les figer, au nom d'un exotisme fallacieux, dans leur statut de paupérisation.

Il convient d'en apprécier les apports positifs comme les effets pervers, en analysant tant la contribution qu'un tourisme maîtrisé, à partir d'une gestion participative des ressources du patrimoine tant naturel que culturel, peut apporter à la réduction de la pauvreté et à la remise en cause des hiérarchies socio-économiques ; que les limites et les excès d'un tourisme de masse porteur de déstructuration culturelle et de désintégration sociétale, dont les communautés les plus défavorisées sont, par le déséquilibre des intérêts en présence, les victimes désignées. Les enseignements d'un bilan objectif et raisonné des avantages et des risques liés au développement exponentiel du tourisme mondial, dans des sociétés fragiles et en quête de reconnaissance et d'identité, doivent être appréhendés et évalués à partir d'une telle approche.

La situation contrastée de nombre de pays, sociétés et/ou communautés en développement et en mutation illustre de manière significative les potentialités autant que les ambiguïtés inhérentes à l'essor trop souvent « spéculatif » d'un

tourisme présenté, face au défi du développement durable, comme l'une des réponses alternatives crédibles à la stagnation économique des territoires et à la pauvreté endémique de certaines populations locales.

À partir de ces considérations, on situera d'abord la place du tourisme dans une perspective de gestion participative impliquant les populations locales dans la réappropriation et la valorisation touristiques de leurs territoires, en analysant successivement l'aptitude d'un tourisme maîtrisé et durable à favoriser l'ouverture politique et le développement économique ; puis, partant, ses impacts en matière de valorisation culturelle et de mobilisation sociale, au service de la lutte contre la pauvreté (I).

On montrera, ensuite, comment le tourisme de masse, par la « colonisation » marchande qu'il engendre, peut être un facteur d'intégration autant que de désintégration des sociétés hôtes, en termes de dévalorisation socioculturelle et de déconstruction identitaire, montrant par là des limites des attentes envers un tourisme « alternatif », dont les ambiguïtés et les risques excluent qu'il puisse être, in se, porteur de réponses pertinentes au souci de réduction de la pauvreté (II).

1. LE TOURISME MAÎTRISE, INSTRUMENT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE ALTERNATIVE DE RÉPONSE À LA PAUVRETÉ ?

1.1. De l'ouverture politique à la dynamisation économique

1.1.1. Rencontre des peuples et démocratisation

Il est généralement admis que démocratisation et lutte contre la pauvreté vont de pair. La capacité d'un pays à s'inscrire dans un processus de développement économique est à la mesure de son ouverture sur les échanges mondiaux, en même temps que la démocratisation du régime favorise une participation égalitaire et responsable au processus de production des richesses, et une répartition plus égalitaire des revenus qui en résultent. A cet égard, l'ouverture politique, à travers le statut du pouvoir comme le fonctionnement des institutions, a souvent pour corollaire la dynamisation du secteur économique, en créant des conditions favorables à son expansion, libéralisme politique et libéralisme économique procédant souvent d'une même dynamique, sans qu'il s'agisse pour autant d'une « loi » absolue.

Le tourisme, en favorisant la rencontre des peuples et des cultures, en postulant une ouverture sur l'extérieur, par l'accueil de visiteurs et la réception des idées et des valeurs « autres » dont ils sont les représentants et les vecteurs s'inscrit dans cette perspective. Il est à cet égard porteur d'altérité et, partant, de pluralisme. Pour sa part, le pays hôte, par son acceptation du regard et de la critique du visiteur, se doit de se construire une image démocratique, en même temps qu'il recherchera dans cette ouverture une légitimation qu'elle contribuera par là à lui apporter.

Sans doute s'agit-il plus d'un facteur déterminant, en termes de causalité, parmi d'autres, que d'une condition nécessaire, encore moins suffisante, de démocratisation économique, a fortiori politique. Les contre-exemples ne manquent pas, et conduisent à relativiser le propos, qui peut difficilement être généralisé, au-

delà de cas et de modèles précis, sauf à relever des tendances et des orientations convergentes sur la longue période.

Le tourisme s'inscrit surtout dans le sens de l'émergence, voire de la consolidation, d'un contexte favorable à un tel processus, en créant des conditions socio-économiques favorables aux populations, à la fois en générant des revenus directs à leur profit, issus des activités touristiques, en termes d'économie informelle y compris ; et, indirectement, en procurant à l'État des ressources qui seront consacrées à l'amélioration de leurs cadres et conditions de vie, par l'affectation d'un surplus de revenus aux investissements productifs, aux équipements collectifs, et à l'amélioration des politiques publiques répondant à des besoins basiques en matière de santé, d'éducation sinon, a minima, de subsistance.

La « légitimation » politique procède donc en ce sens de la construction d'une image démocratique liée à l'instauration du pluralisme, à laquelle contribue et que favorise dans une mesure significative une politique d'accueil touristique aussi large que libérale.

1.1.2. Développement touristique durable et développement économique

Le tourisme, comme d'autres secteurs d'activité, doit prendre en compte le développement durable. Il est ainsi vital, dans la conception et la mise en place d'un tourisme durable, de responsabiliser et de sensibiliser les touristes, ce qui impose un certain nombre d'obligations corrélatives aux professionnels. Quelle signification faut-il alors reconnaître au développement durable appliqué au tourisme ? Quel est l'effet économique du tourisme sur le développement ? Comment articuler l'équilibre entre tourisme et développement ?

Au fil des années, l'évolution de la demande touristique, et la diversification de l'offre de la part des voyagistes professionnels, favorisent l'émergence et la promotion d'un tourisme plus soucieux des réalités et des attentes locales. Les populations sont, elles, susceptibles d'en tirer en contrepartie des avantages qui diffèrent à l'évidence entre les pays et les régions. L'évolution en cours du loisir rural en général, et du tourisme écologique en particulier, peut ainsi attirer des opérateurs tendant à intervenir sur des critères purement économiques, au risque de multiplier la diversité, et donc l'instabilité, des activités proposées.

Le développement touristique durable (DTD¹) met en cause des intérêts très diversifiés, bien que largement complémentaires. Il part du concept de base de développement durable, pour en faire application au secteur du tourisme, en s'efforçant de parvenir à une conciliation des intérêts qui le sous-tendent. Une politique de DTD prend à ce égard appui sur des espaces et des lieux de vie inévitablement caractérisés à la fois par des ressources géophysiques, environnementales et culturelles propres, et par des acteurs et décideurs multiples, aux intérêts et logiques d'action différenciés, voire divergents. Il doit donc concilier des intérêts et des objectifs souvent antagonistes, à partir de trois axes essen-

¹ Les références à cette notion sont multiples. Entre autres : J.P. Ceron et G. Dubois (2002), *Le tourisme durable dans les destinations*, Pulim, Limoges ; C. Desvignes (dir.) (2000), *Tourisme durable, Les Cahiers Espace*, n° 67 (le tourisme durable y étant successivement décliné en « utopie et nécessité », « objectif à long terme », et « méthode de gouvernance ») ; Ch. Merchadou (2000), *La Promotion de la protection de l'environnement et du développement durable en matière de tourisme*, Rapport, SET, Paris, muligr., 23 p. ; *ibid.* (2001), *Piloter le tourisme durable (dans les territoires et les entreprises)*, Guide de savoir-faire, Cahiers de l'AFIT, Paris

tiels de réflexion, qui se réfèrent respectivement : à la rencontre des hommes ; aux espaces de contacts et d'échanges ; aux services et aux produits. Il lui revient conjointement de favoriser le partenariat des décideurs et des opérateurs, rechercher l'intérêt général par delà les intérêts particuliers, viser à la durabilité dépassant le court terme.

L'activité touristique, par l'apport de *royalties*, par la création de nouveaux emplois comme par l'offre d'alternatives d'emplois saisonniers et complémentaires, par la diversification des secteurs d'activité économique, par la redynamisation de régions et de sites, etc., contribue à la fois à la stabilisation des populations, voire à leur retour, dans des zones où n'existe aucun autre gisement d'activité économique et qui seraient menacées, sinon, de désertification tant économique que démographique.

1.2. De la valorisation culturelle à la mobilisation sociale

1.2.1. La rencontre des cultures

Le tourisme constitue un facteur puissant d'« acculturation » positive, par la rencontre des cultures de l'hôte et du visiteur, par la découverte, la reconnaissance et donc la valorisation des cultures locales, par le brassage des cultures, sinon par l'émergence de cultures syncrétiques partagées, entraînant la rupture et la remise en cause des « ghettos » tant sociaux que politiques, et favorisant les échanges économiques. Il contribue par là à la reconnaissance des statuts sociaux qu'il ancre dans leur spécificité, dès lors que les modes de vie, les traditions, les valeurs et les composantes du patrimoine tant naturel que « culturel » local alimentent une offre touristique directement liée aux caractéristiques et aux paramètres des pays et des sociétés visités.

Le tourisme, *a fortiori* l'écotourisme comme proposition alternative (cf. *infra*), procéderait ainsi d'un processus ambivalent d'accueil, de rencontre, de découverte et de partage mutuels, à la fois positivement « acculturant », dans sa dimension syncrétique et intégrante, et « a-culturant » (ou déculturant), en termes de destruction des valeurs et des modes de vie locaux.

Des réponses peuvent être recherchées dans la volonté délibérée d'assumer une culture historique dépourvue de son passéisme conflictuel, dans la prise de conscience des bénéfiques inhérents à une rencontre équilibrée et à un enrichissement mutuel des cultures ; et dans une formation apte à favoriser la symbiose de l'offre et de la demande touristiques. Les gains attendus s'expriment, au bénéfice des deux parties, en termes d'ouverture et d'écoute, d'attente et de proximité, au niveau de la demande ; de qualité et d'acceptabilité, d'accueil et de disponibilité, à celui de l'offre.

Pour cela, il importe, par une modification impérative des termes de l'échange, de fixer au tourisme des objectifs précis, d'en déterminer le rythme, d'en maîtriser l'expansion, et d'en identifier des limites. Il convient tout autant de l'intégrer dans une politique de développement dûment repensée sinon reconstruite, à partir d'instruments, juridiques et financiers *ad hoc*.

1.2.2. La recomposition sociale

Ces considérations appellent une politique adéquate de gestion concertée et intégrée des ressources environnementales et patrimoniales, apte à susciter et à

alimenter l'offre comme la demande touristiques, démarche comprise et conçue, par une prise de conscience appropriée, à la fois comme déterminant et stimulant d'un développement local durable et viable.

Il importe notamment que l'hôte-récepteur sache ce qu'il a à offrir, et ce qu'il veut offrir, au touriste-visiteur, à travers une relation authentique de rencontre et d'échanges dépourvue de présupposés ou d'arrière-pensées, afin de dépasser les mystifications affectant des comportements de part et d'autre largement « artificialisés » par la rencontre et, surtout, la crainte endémique et irraisonnée de l'altérité dérangeante et déstructurante².

Sous réserve de revenir sur les implications socioculturelles entropiques générées par l'activité touristique, on peut se demander si le développement du tourisme présente toujours in se une menace à l'endroit des valeurs identitaires locales. Aucune culture ne saurait en effet survivre à l'absence de contacts et d'échanges, indispensables pour en permettre l'évolution et l'adaptation, sauf à se scléroser et à périlcliter par excès d'endogamie. La tradition comme le passé se nourrissent au contraire d'une dynamique de reconstruction et d'enrichissement permanents. Mais l'authenticité proclamée et mythifiée ne saurait qu'être un leurre, dès lors que beaucoup d'éléments de la culture prétendument locale ont en réalité une origine exogène, et ont été réappropriés au fil des temps par les traditions qu'ils ont contribué à construire.

Le tourisme est ainsi de nature à permettre une réappropriation de l'environnement et de l'espace culturel et écologique par des communautés dont il peut contribuer à réactiver les traditions et, partant, à cimenter les solidarités à travers des actions partagées de promotion et de valorisation du patrimoine³ (réhabilitation de bâtiments et/ou de productions traditionnels, préservation et exploitation des ressources de biodiversité, aménagement et mise en valeur d'espaces protégés, etc.⁴). Il ne saurait donc être accablé de tous les maux auxquels on imputerait un abâtardissement culturel qui lui est largement étranger.

Bien au contraire, il peut s'imposer comme un paramètre essentiel de recomposition sociale et de promotion économique, par ses effets conjugués, tenant à l'ouverture, socioculturelle notamment, sur « l'extérieur » (au pays, pour le tourisme étranger, ou à la région, pour le tourisme domestique) ; au désenclavement géographique et à la mixité sociale ; à la rupture des conservatismes, voire des régionalismes et des communautarismes, et des tendances endogamiques qui les caractérisent et les sclérosent ; à l'ouverture et à la recomposition des hiérarchies sociales, par la diversification et la promotion des

² Etymologiquement la racine grecque *xenos* (*xenoV*), désignait aussi bien l'hôte, reçu comme un véritable membre de la famille, que l'étranger dont il convenait de se méfier en lui fermant sa porte. Si elle a surtout engendré en français le terme de xénophobie, dans la seconde approche, la notion latine correspondante *hostis a*, elle, donné naissance aux termes rigoureusement opposés d'hospitalité et d'hostilité, rejoignant l'ambivalence en apparence paradoxale du terme grec !

³ Sur cette notion, voir en particulier L. Noppen, L. et L.K. Morisset (2003), « Le patrimoine est-il soluble dans le tourisme ? », *Teoros*, vol. 22, n° 3, p. 57-59 ; également, S. Jérémie (2004), « Patrimoine et développement durable », communication aux « Assises de la Recherche en Amazonie », Plateau des Guyanes, Cayenne, octobre 2003, éd. Conseil régional de Guyane

⁴ Dans certains cas, le développement du tourisme peut effectivement amener à préserver des patrimoines culturels ou monumentaux qui auraient été perdus sans cela. Il peut y avoir une certaine forme de réappropriation culturelle du passé, même si le regard du tourisme en modifie l'image. D'autre part, la collectivité peut se reconstituer d'une manière associative autour des actions de gestion des ressources touristiques et écotouristiques.

activités économiques et, partant, des revenus et des conditions et niveaux de vie.

Sous ces différents angles, les impacts sur la résorption ou la réduction de la pauvreté sont réels, quelles qu'en soient la portée et la nature. Ils exigent, là encore, d'être relativisés, qu'ils s'expriment en termes de propension ou de tendances, qu'ils s'avèrent concrets et manifestes, ou induits et indirects, qu'ils se combinent ou non avec d'autres facteurs et paramètres eux-mêmes plus ou moins déterminants à cet égard.

2. LE TOURISME INCONTRÔLÉ, FACTEUR DE DÉSTRUCTURATION SOCIÉTALE : DES RISQUES DE PÉRENNISATION DE LA PAUVRETÉ

2.1. De la propension à l'« a-culturation » aux risques de désintégration

2.1.1. Les dangers de l'« a-culturation »

Il est incontestable que des perturbations sont générées, par définition, par la rencontre, a fortiori l'affrontement ou le conflit, avec des cultures « autres ». Le tourisme (de masse) classique est porteur de germes de destruction du fait de l'importation sans nuance de comportements et de valeurs exogènes, en raison d'une démarche économiquement mercantile et socialement destructurante. Les populations locales qui y sont confrontées tendent à perdre la maîtrise de leurs espaces et de leurs modes de vie, et donc de leurs valeurs identitaires. Elles cherchent par réaction à se les réapproprier, alimentant une critique exacerbée et sans nuance, envers une présence et une prégnance touristiques mal ou insuffisamment maîtrisées. On assiste de fait, dans de nombreux cas, à une absorption quasi unilatérale par les cultures dominantes, au détriment de tout véritable syncrétisme culturel, qui représenterait pourtant la manifestation optimale -mais sans doute quelque peu idyllique ou naïve. de la rencontre des cultures locales et importées.

Trop souvent, en effet, le touriste, parce qu'il n'a pas été lui-même suffisamment « averti » des cultures hôtes rencontrées à l'occasion de ses visites, ni préparé à les découvrir, à les connaître, et à les respecter, génère une relation d'indifférence sinon de rejet des valeurs « autres » auxquelles il se trouve confronté (alors qu'il les a souvent paradoxalement recherchées), faute d'ouverture, de curiosité et d'acceptation, ce que traduisent des attitudes désinvoltes et de comportements dégradés. Tous les ingrédients sont alors réunis pour une perception conflictuelle de cette relation par l'hôte, qui y voit une « agression » plus ou moins manifeste.

Un touriste majoritairement issu des classes moyennes sinon modestes, et porteur d'un exotisme ambigu plus ou moins bien masqué à travers son statut nouveau de consommateur de voyages et de loisirs, pâtit du déficit d'une véritable « culture d'échange ». Le sentiment de frustration sinon d'aliénation qu'en éprouve l'hôte tend de ce fait à s'exacerber au fil du temps, en raison d'une dégradation progressive de la représentation que véhicule de son côté le touriste. C'est à ce niveau que se situent, comme rappelé ci-dessus, les limites les plus manifestes d'un prétendu syncrétisme culturel, plus voulu ou souhaité qu'effectif et réel, marquant par là même celles de l'aptitude de la promotion et du développement du tourisme à avoir un impact déterminant direct sur la lutte contre la pauvreté des régions et des populations.

Les termes de l'échange reposent donc sur un malentendu profond, entre un sujet recevant qui n'est pas en mesure de contrôler la demande réelle du touriste ni de lui imposer le respect de ses valeurs ; et un touriste enclin à exporter son statut, et à faire prévaloir sa propre culture, au nom des paramètres mercantiles de sa demande (de service la plupart du temps), relation procédant d'un décalage radical, et donc négateur, des intérêts et des attentes réciproques.

2.1.2. La désintégration sociétale

Les apports exogènes dus à l'activité touristique ne sont donc pas dépourvus d'effets pervers. On est en effet légitimement enclin à se demander, d'abord quels sont les impacts du tourisme sur des sociétés et des milieux encore engagés dans un processus de développement perturbé et inachevé⁵. C'est le cas de certains pays en devenir, dont on sait les handicaps économiques et la relative précarité du tissu social, alors même qu'ils sont en proie à des mutations rapides, aussi déstructurantes que fragilisantes, à la recherche d'équilibres encore incertains. L'occupation fréquemment anarchique des espaces, et l'exploitation désordonnée et excessive des ressources, souvent destructrices, sont en proie aux effets multiplicateurs d'un tourisme en expansion et mal contrôlé, dont la pression grandissante est de nature à générer des effets perturbateurs peu réversibles. Les avantages, pécuniaires notamment, qui en sont attendus à court terme ne peuvent en occulter les effets négatifs, à plus long terme, aux plans économique, social et culturel.

Plus brutale est l'irruption du fait touristique dans une société et une culture en partie en retrait de la modernité, et plus graves sont les risques de destruction des milieux, d'a-culturation des comportements, et d'aliénation des mentalités à des intérêts dont la monétarisation accélérée n'obéit plus alors qu'aux seules rationalités et logique d'un capitalisme financier sauvage générateur de subversion morale et de dépendance économique.

Il est par ailleurs indéniable que le tourisme international⁶ entraîne corrélativement et conjointement des modifications dans les structures sociales du pays d'accueil, aux plans surtout économique et professionnel. Les impacts socioculturels, pour leur part, renvoient à des thématiques et à des discours connus et largement médiatisés. La nature de l'interrogation se situe ici au niveau des modalités et de l'issue de la « rencontre » entre différents types de sociétés et de civilisations, de la découverte par les visiteurs de territoires, d'hommes et de valeurs autres ; de la différence vécue.

La perturbation de la construction identitaire n'en constitue pas la manifestation la moins remarquable, sinon la moins inquiétante. Cette question, déterminante, ne peut être valablement appréhendée que par référence à des contextes particuliers, notamment aux implications d'un vécu identitaire peu ouvert à la démarche touristique, sinon en conflit « culturel » avec celle-ci. Les problèmes et les difficultés qui s'y rattachent comptent au nombre des obstacles auxquels se heurte celle-ci, et ce même si la problématique identitaire n'est pas à mettre sur le même plan que les autres causes, pour deux raisons.

⁵ Sur ce point, et sur les développements qui s'y rapportent, voir G. Cazes (1992), *Tourisme et tiers-monde : un bilan controversé*, Paris, Hachette.

⁶ Voir F. Vellas et L. Bécherel (1999), *The International Marketing of Travel and Tourism (A Strategic Approach)*, McMillan Press Ltd.

D'abord, parce que, souvent, elle les précède, constituant la matrice de comportements « négatifs », tant individuels que collectifs, imputables aux acteurs privés autant qu'aux responsables publics, que l'on ne peut appréhender et comprendre que si l'on s'y réfère, comportements ignorants ou inconscients à minima, délibérés ou irresponsables à maxima.

Ensuite, parce que le vécu identitaire engendré par les activités touristiques dépasse largement les enjeux économiques. En opposant des obstacles déterminants à la dynamisation des activités du secteur touristique, il peut laisser douter de la volonté réelle et, partant, de l'intérêt effectif des populations et des élus, en faveur d'un développement local axé sur le tourisme et sur ses retombées.

Sans doute un tel constat présente-t-il un caractère iconoclaste, voire quelque peu provocateur. Il ne saurait pour autant être ignoré, sauf à appréhender la problématique touristique à partir de présupposés délibérément biaisés ou occultés, la privant par là de toute crédibilité et donc de toute capacité opérationnelle. Les conséquences, en termes de renforcement de la ségrégation sociale comme de déstructuration des sociétés, traditionnelles en particulier, n'en sont pas les moindres manifestations, en s'inscrivant, paradoxalement en apparence, à contre-courant des facteurs exogènes de lutte contre la pauvreté, comme le montreraient sans difficulté de nombreux constats opérés *in situ*.

Il convient, par exemple et entre autres, de faire preuve de prudence quant à la conception et à l'exploitation de « produits » touristiques, au profit de communautés caractérisées par une structuration et une cohésion sociales fortes (assises en particulier sur des réseaux de solidarités parentales, culturelles et relationnelles fortes, de type clanique, et/ou clientéliste).

Il importe tout autant que les populations réceptives soient, à la fois singulièrement et globalement, appelées à (ré)occuper une place centrale essentielle dans la démarche touristique, dans l'offre de produits, dans l'organisation et la maîtrise des politiques, dans la réponse à la demande, afin qu'elles deviennent des acteurs et des décideurs à part entière d'une activité qu'elles n'auront plus à subir passivement, et ce à partir d'un processus adéquat de sensibilisation, de mobilisation et de responsabilisation.

2.2. Des limites du tourisme alternatif à la tentation de l'ethnotourisme

2.2.1. Les insuffisances d'un tourisme « alternatif »

Il va de soi que les différentes formes que peut revêtir un tourisme « autre » (écotourisme en particulier, mais également tourisme « vert », « responsable », « solidaire », etc.) ne constituent et ne constitueront longtemps encore, malgré des avancées de plus en plus nombreuses et significatives en ce domaine, que des offres et des manifestations d'un tourisme de « niche » dont l'impact et la portée envers le tourisme global, encore largement massifié, restent limités, sinon parfois encore marginaux. Il n'en demeure pas moins qu'il ne doit pas être pour autant ignoré ni négligé, en raison à la fois de son impact économique croissant, des nouveaux comportements qu'il suscite et, partant, des nouvelles offres qu'il génère ; et de son aptitude, du fait de l'idéal sociétal et développemental dont il procède, à apporter des réponses nouvelles et originales à la lutte contre la pau-

vreté, en plaçant l'accent sur la valorisation des ressources et des patrimoines naturels et traditionnels des populations concernées, en leur offrant de nouveaux champs d'activité et d'emploi, en favorisant l'apparition et l'expansion d'un artisanat et l'exploitation de savoir-faire inhérents à leur culture et à leur mode de vie, et en générant des retombées financières qui, pour n'être pas massives, n'en sont pas pour autant sans effet sur leurs revenus et leur niveau de vie.

On a toutefois dénoncé avec raison, ici et là, s'agissant de ces formes alternatives de tourisme, l'insuffisance de l'expertise technique et des moyens financiers qu'ils appellent, bien qu'il existe certes déjà, dans différents États, des éléments d'un cadre légal de gestion des ressources du tourisme durable et de l'écotourisme. Les interactions de la gestion de l'environnement et du développement constituent à cet égard un objectif essentiel de l'industrie du tourisme, même hors l'émergence de l'écotourisme comme secteur spécialisé.

Mais demeure le souci plus général d'élaborer des réglementations techniques spécifiques, pour pallier les insuffisances et les dysfonctionnements de certains secteurs touristiques, au profit d'un développement durable, ceci par des interactions appropriées entre loi, police administrative et gestion. Les besoins des pays affectés par une pauvreté endémique en dispositifs normatifs aptes à favoriser un développement touristique durable, dans le respect de la gestion des ressources, ont été clairement identifiés, et il n'y a pas lieu d'y revenir ici.

Si, cependant, les législations et réglementation applicables au tourisme de masse traditionnel sont aujourd'hui bien élaborées, celles qui régissent l'écotourisme, ou le tourisme durable, sont plus limitées. Elles ont trait à la préservation des réserves naturelles, de leurs ressources faunistiques et floristiques, ainsi que des sites à caractère culturel. Si la situation varie logiquement d'un pays à l'autre, rendant par là toute généralisation impossible, les contraintes inhérentes aux besoins identifiés demeurent toutefois très fortes, au regard des disponibilités et des possibilités de mobilisation de ces financements (tant internes qu'internationaux).

Le tourisme et l'écotourisme, ne constituent certes pas la seule alternative crédible au financement d'un développement économique apte à limiter sinon à éradiquer la pauvreté, face au déclin des productions vivrières et agricoles, au faible potentiel industriel, et à l'exploitation encore limitée des gisements de services. Les courbes de convergence du développement du tourisme et de la productivité économique tendent en effet à « s'aplatir » assez rapidement, au bout de quelques années, marquant les limites de la capacité du tourisme à dynamiser la croissance au-delà d'un effet initial d'accélération. Le danger est de voir les initiatives et les efforts, et donc les investissements, être détournés, par un effet d'écran, d'autres secteurs d'activités, également porteurs de développement durable, en raison d'une attente excessive envers le seul secteur touristique.

Un certain nombre de questions se posent à cet égard. On peut tout d'abord s'interroger sur le retard voire sur la carence, dans certains pays, à mettre en place les moyens juridiques et incitatifs d'un tourisme assis sur le développement durable, le respect de l'environnement et l'éthique sociale.

On peut également regretter que l'accent ne soit pas plus systématiquement mis sur le développement et la promotion d'un tourisme plus et mieux diversifié, à l'endroit des publics cibles, plus soucieux des priorités locales et de la redistribution des retombées et des bénéfices du tourisme au profit des populations. Le tourisme classique, en grande partie géré et contrôlé par les entreprises et opé-

rateurs des pays riches et industrialisés, économiquement excessivement extraverti et insuffisamment modulé et intégré au milieu local, profitant majoritairement à des groupes et à des intérêts financiers extérieurs ou étrangers, a en effet atteint ses limites.

Le risque est que les politiques publiques du tourisme deviennent – si elles ne le sont pas déjà – les otages d’une politique « politicienne », qui s’oppose à sa gestion saine et maîtrisée. Il procède notamment, sous bénéfice d’inventaire, de la dialectique complexe de l’économique et de l’écologique, de l’aménagement et de la protection, du développement et de l’environnement, dont l’intégration conditionne à la fois un développement socio-économique viable, et un développement touristique durable.

Une politique dynamique et largement médiatisée, de promotion et de facilitation d’un tourisme aux dimensions culturelle et environnementale, présenterait de ce point de vue des avantages incontestables. Certains pays n’en continuent pas moins à faire preuve d’une « frilosité » surprenante face aux effets positifs qui pourraient en être attendus à terme.

2.2.2. Les dérives de l’écotourisme

La notion d’écotourisme est aujourd’hui à la mode. La notion a connu, depuis quelques années, un succès tel que certains en ont souligné la dimension paradigmatique, sans pour autant que le concept échappe aux incertitudes ni que le paradigme connaisse des limites.

Sont en particulier en cause les différents aspects et problématiques de la gouvernance participative des ressources de biodiversité affectées au tourisme, ou de l’implication des communautés locales dans le développement durable et le tourisme viable. Ils conduisent à voir dans l’écotourisme un « nouveau paradigme », dont le contenu et la signification procèdent d’une analyse du concept, de ses définitions et de ses impacts.

Il s’agit en effet, malgré les réserves formulées plus haut, du secteur de l’industrie de voyage qui connaît la croissance la plus rapide, tout en reposant sur une nouvelle approche alliant les objectifs de protection (des zones naturelles menacées) avec la participation des communautés locales (à leur propre développement). On peut en ce sens considérer que l’écotourisme, quelles qu’en soient les limites, ajoute au développement durable les dimensions du patrimoine culturel et l’inclusion des communautés locales, afin de contribuer à leur bien-être et à un tourisme à l’échelle humaine, principes qui rejoignent l’objectif du tourisme social et humaniste. Il doit alors prendre en compte ces dimensions de durabilité de la ressource, et de participation des populations à un projet de développement⁷, reposant sur « un processus d’interaction avec l’environnement et d’échanges culturels avec les communautés d’accueil⁸ ».

⁷ M. Lequin (2001), *Tourisme et gouvernance participative*, PUQ, p. 3 et 4. Nous estimons pour notre part que l’écotourisme, faute de « définition » possible ou crédible, repose à tout le moins sur trois paramètres fondamentaux et déterminants, procédant des concepts de « nature », de « responsabilité » et de « durabilité ». Ceux-ci se déclinent alors respectivement en termes de gestion environnementale et patrimoniale ; de valorisation culturelle et identitaire partagée ; et de développement local participatif et intégré.

⁸ *Ibid.*, p. 25.

Mythe ou paradigme ? Slogan ou concept opérationnel ? Mode, ou tendance à long terme ? L'arbre du mot ne cacherait-il pas la forêt de la problématique, des implications, des enjeux et, partant, des intérêts multiples et souvent antagonistes sous-jacents ? Mythe et paradigme ? On ne peut exclure que la perception intuitive de l'écotourisme soit apte à générer un paradigme nécessaire, sinon même à constituer une condition de sa formulation. Le passage du discours à la démarche opérationnelle, dans son approche économique, n'est-il pas alors le cheminement logique indispensable pour crédibiliser l'offre correspondante, et y sensibiliser les consommateurs comme les acteurs potentiels ?

Il convient en tout état de cause de se démarquer des ambiguïtés du mythe pour retrouver le pragmatisme et l'efficacité attendus des alternatives que l'écotourisme peut apporter à la perception et aux limites d'un tourisme jusqu'alors principalement cantonné à une dimension essentiellement commerciale, *i.e.* exposée aux excès d'une logique à dominante productiviste. Il s'agit alors de savoir dans quelles conditions et limites, et selon quelles modalités, une telle démarche serait apte à répondre, eu égard à un objectif de lutte contre la pauvreté, aux attentes de pays détenteurs d'un large potentiel touristique, encore insuffisamment exploité.

Au-delà d'une recherche légitime d'efficacité et de crédibilité, il importe toutefois, lorsque l'on est en présence de sociétés en mutation encore très marquées par des valeurs, des dynamiques et des modes de vie traditionnels, de rechercher si les effets pervers induits, ou implicites, dont l'écotourisme n'est pas non plus exempt, ne sont pas de nature à en remettre en cause les avantages par ailleurs escomptés.

La référence identitaire, en termes de reconstruction et de réappropriation, appelle, si l'on entend affiner le propos, quelques observations complémentaires, qui exigeraient d'être développées et approfondies, mais qui n'ont pas leur place ici⁹. On se limitera aux brèves remarques ci-après, qui ne prétendent proposer que quelques pistes de réflexion.

Lorsqu'on évoque la « réappropriation » de valeurs identitaires, il est nécessaire de nuancer le propos, car en réalité il s'agit souvent beaucoup plus d'appropriation. Il n'y a en effet réappropriation que lorsqu'il s'agit d'un patrimoine originaire et propre du groupe ou de la communauté, pour une partie de son héritage historique. À l'inverse, lorsqu'il s'agit, par exemple, d'intégrer au patrimoine local, et d'en revendiquer la dimension culturelle, des vestiges (architecturaux ou monumentaux) issus d'une activité économique ou militaire qui était celle du colonisateur, il ne peut s'agir alors que d'appropriation (initiale) par une communauté différente de celle à laquelle est due la constitution de ce patrimoine.

Il ne faudrait pas, d'autre part, que le tourisme alternatif, l'écotourisme en particulier, sous prétexte d'approche des cultures et de découverte des traditions et des modes de vie indigènes et/ou autochtones, cède à la tentation du « voyeurisme » touristique, à la rencontre du « bon sauvage » et de ses cadres et modes de vie, aliénant la démarche responsable d'un ethnotourisme respectueux de l'autre, et susceptible de le valoriser à travers des valeurs d'échange

⁹ Voir, pour la Guadeloupe, J.M. Breton, « Tourisme, culture et environnement. Une problématique identitaire ? », in Ch. Gagnon et S. Gagnon (2006), *L'Écotourisme entre l'arbre et l'écorce*, PUQ, Québec, pp. 43-70

partagées, en un ethnotourisme perturbateur et destructeur, plus porteur d'aliénation unilatérale et de condescendance pernicieuse que d'enrichissement mutuel. Les bénéfiques en termes de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions et niveaux de vie des populations et/ou communautés concernées seraient alors inexistantes.

De tels comportements aboutiraient alors inévitablement à la pérennisation d'une paupérisation accentuée, en raison soit de l'enfermement de celles-ci dans le « ghetto » d'un folklore mercantile et d'une prétendue authenticité complaisante, exclusif de toute forme de développement endogène viable ; soit, à l'inverse, de leur perversion, de leur « dénaturation », et à terme de leur destruction, par l'effet de l'irruption de relations et de produits marchands générateurs de besoins artificiels, face auxquels elles se trouveraient de plus en plus économiquement démunies et, partant, socialement déstructurées, en y perdant leur identité et leur être.

Les quelques observations formulées et constats établis ci-dessus, inévitablement sommaires et rapides eu égard au calibrage de la présente étude, n'entendent pas épuiser le champ des questions abordées, qui exigeraient d'être approfondies, affinées, et illustrées d'exemples appropriés. On a surtout entendu ici esquisser des problématiques, et proposer des pistes tant à la réflexion individuelle qu'au débat collectif.

La contribution du tourisme à la réduction de la pauvreté (des différentes formes et cas de « pauvreté » ?) n'est certes contestable ni dans son objet ni dans ses effets. Encore ne faut-il pas en attendre de solutions miracles, car il ne s'agit là que d'un paramètre parmi d'autres, susceptible de permettre d'apporter des éléments de réponses aux questionnements et aux attentes en cause. Il importe en outre de le combiner et de l'articuler avec d'autres facteurs tout aussi déterminants, selon des formules qui varient selon le lieu, le moment, et le contexte à travers ses composantes politiques, économiques, sociales et culturelles.

On mesurera donc les limites du propos comme des enseignements que l'on peut en tirer. Il doit parallèlement se nourrir du bilan des expériences conduites ici et là, et de l'analyse des indicateurs d'impact – qui restent en grande partie à déterminer – de l'activité touristique sur la situation économique des populations, en particulier dans un contexte de développement dont la durabilité constitue une condition sine qua non d'une intervention crédible et efficace en vue non seulement de réduire la pauvreté, mais également, là où elle tend à s'accroître, de lutter contre la paupérisation endémique de certaines sociétés ou de certains groupes sociaux.

Au regard des attentes comme des enjeux et de perspectives, les conclusions provisoires s'inscrivent dans l'optimisation de la connaissance des impacts directs et indirects, manifestes et latents, du tourisme à l'égard des composantes culturelles et identitaires, mais surtout économiques (celles-ci étant toutefois largement déterminées par celles-là) des sociétés et des populations concernées ; et, partant, dans l'identification des paramètres et donc, par voie de conséquence, des conditions d'une maîtrise et d'une gestion participatives et intégrées des activités touristiques, au profit d'un développement apte à favoriser une réduction significative de la pauvreté dans une perspective de durabilité multiforme.

DU TOURISME « MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT » AU TOURISME DE « LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ » !

Mimoun HILLALI

Institut supérieur international de tourisme (ISIT), Tanger – Maroc

Il n'est pas loin, le temps (milieu du xx^e siècle) où le tourisme constituait un immense espoir pour les pays en développement. C'était l'époque où il leur faisait miroiter la possibilité d'un accès libre au club fermé des nations riches. À vrai dire, il y avait de quoi rêver et espérer. Qualifié à l'époque de moteur de développement par les experts les plus en vue des institutions financières et des organisations internationales de renommée, le tourisme avait tout pour séduire les pays engagés sur la voie du libéralisme. Un expert de la Banque Mondiale avait fourni un argument de choc, notamment aux pays hésitants, en déclarant au milieu des années 1960 : « Le tourisme représente dorénavant pour les pays en voie de développement le véritable moteur de développement de la même façon que le fut l'industrie lourde pour l'Europe au xix^e siècle¹. »

À la naissance du tourisme de masse (fin des années trente), les ressources naturelles (soleil, mer, plages...) et les données culturelles (patrimoine, monuments historiques, sites archéologiques...) étaient perçues comme des gisements inépuisables. Les pays ensoleillés et dotés de cultures « exotiques » semblaient disposer de matières premières inépuisables pour alimenter et animer l'industrie du tourisme. Considérés comme bœufs des dieux du voyage d'agrément, les gouvernements de ces nouvelles destinations étaient décidés à financer des équipements et des aménagements touristiques souvent créés de toutes pièces.

« A priori, il suffirait donc à ces pays de bénéficier de potentialités touristiques notables et d'ouvrir leurs frontières pour s'ouvrir au tourisme. Il est vrai que le dépaysement offert par la culture et la tradition authentiques, voire par l'archaïsme enchanteur des contrées enclavées, attire un flux touristique non négligeable vers des destinations en développement. Il n'en demeure pas moins que les mécanismes qui commandent le niveau de production qualitative et quantitative dans ce secteur sensible échappent encore à la majorité des pays du Sud. Il s'agissait à l'époque du triptyque climatique : mer, plage et soleil². »

¹ David Davis : « Le développement de l'économie marocaine » ; *Revue du fonds de la Banque Mondiale*, vol. III, n° 1, mars 1966, cité par Hassan Debbar.

² Mimoun Hillali : « Du tourisme et de la géopolitique au Maghreb : le cas du Maroc », *Hérodote*, n° 127, La Découverte, 2007, Paris, p. 47-63.

C'était compter sans le retour de manivelle de l'écologie, ignorée encore (ou négligée) à l'époque.

Aujourd'hui, le changement de valeur est brusque et pose énormément de problèmes aux pays en développement qui connaissent des évolutions économiques lentes et des mutations sociales rapides. Autrement dit, les besoins galopent et le développement traîne ! C'est dire qu'avec le triomphe de la mondialisation, la majorité de ces pays sont pressés d'allier démocratie politique, bonne gouvernance et qualité des produits et services dans des contextes socioéconomiques chaotiques. Bref, les pays en retard ne savent plus que faire pour s'en sortir.

1. FIN D'UN VIEUX RÊVE ET DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE

Il faut bien rappeler que, de par sa nature de secteur récent parachuté au siècle dernier dans les pays du Sud, de surcroît ouvert aux influences et aux capitaux étrangers et dépendant exclusivement de la demande des pays émetteurs du Nord, le tourisme avait longtemps échappé aux planifications nationales. De plus, le combat doctrinal entre les grandes puissances, engagé par pays interposés, opposant les principaux antagonistes, d'un côté le socialisme (idéologie marxiste), et de l'autre le libéralisme (idéologie capitaliste), avait tôt montré les limites du développement satellisé. Mais qui pouvait oser à l'époque de la guerre froide sortir du rang et trahir son camp ? Les quelques voix dissidentes ou contestataires n'avaient pas mis longtemps à s'effriter devant la puissance et l'intransigeance des pensées ou des partis uniques immuables. Alors, à défaut de pouvoir opérer des rapprochements entre les deux clans antagonistes, les adeptes du tourisme avaient recours, au moment des grandes crises, à des slogans rassurants apparemment destinés aux nations périphériques.

Les principaux slogans touristiques et leur justification, entre 1960 et 2000

Slogans ou concepts	Périodes / justifications
Moteurs de développement	Début de la guerre froide
Vecteurs de paix	Guerres d'indépendances
Dialogues entre les cultures	Conflits du Proche-Orient
Rapprochement entre les peuples	Affrontement entre l'Est et l'Ouest
Industrie sans cheminées	Avènement de l'écologie
Lutte contre la pauvreté	Triomphe de la mondialisation

Et l'on comprend que le tourisme, malgré les soutiens idéologiques et économiques, n'ait pas tenu toutes ses promesses. La déception est grande malgré les discours de dédramatisation et de justification. Mais n'exagérons rien, le tourisme reste et restera l'activité accessible, sinon rentable, et du moins abordable, pour les populations sans grande formation, en mal de revenus et d'emplois. C'est pourquoi, un grand nombre de spécialistes et d'experts n'hésitent plus à qualifier le tourisme de simple moyen de lutte contre la pauvreté.

té ! Ce nouveau discours, élaboré sûrement à l'aune de la mondialisation, présente de grands contrastes comparativement aux promesses euphoriques de la période de la guerre froide (1946-1989). Aveu d'échec ou discours néolibéral, la question revêt une complexité étonnante et nécessite un raisonnement nuancé.

2. UN CONCEPT VAGUE MAIS PORTEUR D'ESPOIR ÉTAIT NÉ

À son avènement au siècle dernier, le tourisme était censé lutter miraculeusement contre le sous-développement des pays économiquement en retard mais dotés de potentialités touristiques importantes. Il faut dire qu'au moment des indépendances en Afrique (années 1960 et 1970), les choix économiques étaient presque téléguidés par les deux géants du bipolarisme dominant, dont les chefs de file étaient la Maison Blanche et le Kremlin. Les pays satellites du monde libéral avaient privilégié le tourisme international, notamment sa branche ascendante, le « tourisme de masse », qui s'est avéré plus tard peu rentable et nocif. Pourtant, aux dires des experts les plus éminents, le tourisme était capable d'enrayer les déséquilibres spatiaux et sociaux hérités de la période coloniale.

Le tourisme, moteur de développement, avantagé par les pays libéraux non producteurs de pétrole, a souvent occupé le devant de la scène socioéconomique, reléguant au second rang les secteurs traditionnellement rentables. Ce renversement de situations aux plans social et économique – désorganisation des secteurs vivriers, mutation des élites sociales et inversion des priorités économiques – avait mis en chômage technique, dans beaucoup de pays du Sud, les systèmes productifs communautaires, en marginalisant du même coup les détenteurs de savoirs locaux. Il y a lieu de préciser que ces savoirs étaient fort maîtrisés par des populations en majorité analphabètes.

De nos jours, avec suffisamment de recul, nous constatons que ce qui était censé combattre le sous-développement des régions géographiques en retard et le dénuement des classes sociales marginales (importation de modèles mal assimilés et mal adaptés) s'est avéré, à la lumière des pénuries qui secouent le monde actuel, un facteur de déstabilisation pour les sociétés et de désorganisation pour les économies. Sans crainte de contradiction, les organismes internationaux ayant milité pour la privatisation tous azimuts changent subitement de langage et en appellent à la solidarité, avec le respect des valeurs humaines et éthiques dans les domaines de l'échange, du commerce, du tourisme... Et l'on assiste à l'émergence de nouvelles pratiques touristiques qu'il faudrait peut-être regrouper sous le chapiteau du tourisme doux (écotourisme, tourisme solidaire, tourisme équitable, tourisme responsable, tourisme rural...), pratiques auxquelles on attribue des dons rémunérateurs prodigieux. L'effet multiplicateur du tourisme, tant vanté durant les années 1960, est purement et simplement remplacé par un autre effet, répartiteur celui-là : il prétend distribuer (ou redistribuer) raisonnablement les revenus et les recettes du tourisme. Cette nouvelle attribution est censée se faire à des coûts moindres, en ciblant comme il se doit les équipements, les clientèles et les emplois à destination des populations et des régions pauvres.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), sept approches sont nécessaires pour atteindre les objectifs stratégiques souhaitables.

3. L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME : 7 MÉCANISMES POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

1. Bâtir un secteur touristique plus fort, plus sain et plus efficace.
2. Optimiser les avantages socio-économiques du tourisme.
3. Lutter contre la pauvreté à la base.
4. Favoriser les moyens d'existence durables.
5. Protéger, sauvegarder et mettre en valeur les patrimoines culturel et naturel.
6. Associer les communautés locales au développement.
7. Encourager le partenariat public-privé.

Les propositions de l'OMT sont par essence très pertinentes mais leur application sur le terrain risque de poser quelques problèmes. Ces objectifs stratégiques ressemblent fort à des lois dont les décrets d'application ont besoin d'une grande justice et d'un cadre exécutif compétent pour que la réalisation en devienne effective.

3.1 Embauche de personnes pauvres par des entreprises touristiques

Il est ici question des mesures qui peuvent être prises pour que les entreprises touristiques embauchent un plus grand nombre de personnes pauvres. En effet, le rapport entre les entreprises touristiques et l'emploi de travailleurs locaux est un rapport de symbiose, dans le sens où les deux parties en sortent largement gagnantes. Ces mesures agissent directement sur la pauvreté en permettant aux personnes pauvres de développer leurs propres compétences, en profitant directement à un grand nombre d'individus et en relevant le niveau des services. Il importe de renforcer les actions d'éducation et de formation pour que les pauvres puissent mettre à profit ces possibilités, et que tous les obstacles sociaux ou culturels disparaissent.

Source : Organisation mondiale du tourisme, Madrid.

L'idée est en elle-même excellente. Toutefois, reste à savoir comment résoudre le problème de la formation, et partant, celui de la compétence. N'y a-t-il pas dans tout recrutement une prédisposition sociale sous-tendue par une « vocation » que révèlent des cursus de formation pointus ? Car l'idée du tourisme qui se propage au moindre coût est révolue, elle aussi.

3.2 Fournitures de biens et de services aux entreprises touristiques par les pauvres ou par des entreprises employant des pauvres

Une des conditions indispensables à la réduction de la pauvreté est de s'assurer que les biens et services composant la chaîne d'approvisionnement touristique viennent, autant que possible, de sources locales à tous les niveaux. L'objectif est d'augmenter au maximum la part des dépenses touristiques qui va aux

communautés locales et d'associer les pauvres au processus d'approvisionnement. Cette mesure aiderait à préserver sous leurs formes traditionnelles les activités et qualifications des ruraux, améliorerait la qualité des produits touristiques locaux tout en renforçant l'identité, et aiderait à établir des sources d'activité stables.

Source : Organisation mondiale du tourisme, Madrid.

À supposer que les pauvres aient quelque chose à commercialiser, se poserait alors la question de l'hygiène, de la qualité et de la distribution (cf. toujours formation). Le tourisme est devenu de nos jours un secteur sensible où la qualité des produits et des services font éminemment partie des potentialités qui attirent et fidélisent les clientèles.

3.3 Ventes directes de biens et de services aux visiteurs par des pauvres (économie informelle)

L'un des principaux moyens, pour les personnes pauvres, de tirer un revenu de la présence des touristes consiste à leur vendre directement des produits et des services, comme des fruits, de l'artisanat ou des circuits guidés. L'interaction des visiteurs avec les acteurs de cette économie informelle peut constituer une bonne source de revenus pour les pauvres et permettre aux visiteurs de vivre une expérience originale et enrichissante. Il est important d'informer les touristes sur les produits locaux à disposition, et de former les populations locales pour que leurs produits respectent les critères de qualité des visiteurs.

Source : Organisation mondiale du tourisme, Madrid.

Économie informelle : ce n'est plus un tabou ? C'est une bonne nouvelle pour les pays où l'informel occupe près de la moitié des échanges. Mais alors comment fait-on pour contrôler tous les trafics qui sous-tendent l'informel (drogue, prostitution, contrebande...) dans un monde craintif où le crime organisé et le terrorisme menacent l'équilibre de la planète ? Encore faut-il trouver le type de tourisme qui rapporte parmi la panoplie des concepts en vogue actuellement.

3.4 Création et gestion d'entreprises touristiques par des pauvres – micro, petites ou moyennes entreprises (MPME), ou entreprises communautaires (économie formelle)

Il est ici question de la création et de la gestion d'entreprises touristiques plus formelles par les pauvres, dans le cadre d'une initiative soit individuelle soit communautaire. Ces entreprises peuvent fournir divers services, notamment hébergement, restauration, transport, vente au détail, guides et divertissements. La création d'entreprises au niveau local présente les avantages suivants : le pouvoir et la maîtrise des choses sont placés entre les mains de la population, les investissements sont garantis sur le long terme, et les entreprises peuvent définir leur champ d'activité en fonction de ce qui est nécessaire pour attirer des clients.

Source : Organisation mondiale du tourisme, Madrid.

La prolifération des concepts liés aux activités et aux pratiques des « touristes » qualifiés de doux ou de respectueux (tourisme écologique, équitable, éthique, communautaire, responsable, social, solidaire, durable...) semble entretenir une certaine confusion dans les domaines de l'offre et de la demande. Ce flou artistique (souvent voulu) persiste même au sein de la profession. Ce foisonnement thématique ne cesse de brouiller les cartes et désoriente les acteurs peu (ou pas) au fait de ces nouvelles tendances : problèmes de conception, d'homologation, de promotion, de qualité/prix...

3.5 Taxe ou impôt sur les revenus ou les bénéfices tirés du tourisme dont le produit bénéficie aux pauvres

Il est ici question des rentrées que le tourisme procure aux gouvernements nationaux ou régionaux et qui peuvent être utilisées pour réduire la pauvreté. Ce mécanisme présente l'avantage que tous les pauvres peuvent profiter du tourisme sans être directement engagés dans le secteur. La mesure dans laquelle les recettes fiscales tirées du tourisme seront mises au service de la lutte contre la pauvreté dépendra des priorités et des programmes arrêtés à l'échelon national. Les taxes ou impôts prélevés localement, par exemple les taxes de séjour ou les droits d'entrée dans des zones protégées, sont souvent utilisés en totalité ou en partie dans l'intérêt de la communauté. Il est primordial d'appliquer les taxes locales d'une manière transparente, ainsi que de consulter le secteur privé pour éviter de faire fuir l'industrie et les voyageurs en les taxant trop lourdement.

Source : Organisation mondiale du tourisme, Madrid.

Cette proposition nous semble en contradiction avec la mondialisation triomphante qui prône :

- moins d'État ;
- moins d'impôts ;
- moins de subventions ;
- et indirectement plus de démocratie et moins d'égalité.

3.6 Dons et aide volontaire des entreprises touristiques et des touristes

L'aide volontaire que les visiteurs ou les entreprises touristiques apportent, en espèces ou en nature, aux populations déshéritées, peut largement contribuer à réduire la pauvreté localement. Plusieurs études montrent que les touristes sont désireux de laisser quelque chose dans la région qu'ils visitent. Beaucoup d'entreprises touristiques s'efforcent également de parrainer des initiatives de développement dans les régions où elles ont leur activité. Des ONG ou sociétés fiduciaires locales peuvent aider à mettre sur pied les mécanismes nécessaires pour la collecte et la répartition des dons. Les dispositifs d'entraide dont les retombées locales sont manifestes et qui impliquent clairement une participation de la communauté ont toutes les chances d'attirer des parrainages et d'obtenir le soutien des visiteurs.

Source : Organisation mondiale du tourisme, Madrid.

Après la reconnaissance indirecte de l'informel, voici venu le temps de la reconnaissance des bienfaits de la solidarité mécanique (assistance et entraide traditionnelles), pourtant considérée jusqu'à une date récente comme un frein au développement moderne !

3.7 Investissements d'infrastructure stimulés par le tourisme et dont les pauvres peuvent aussi bénéficier là où ils vivent, soit directement, soit à travers d'autres activités que ces infrastructures favorisent

Le développement du tourisme, notamment dans de nouvelles zones ou dans des régions isolées ou rurales, peut requérir des investissements dans de nouvelles infrastructures telles que les routes, les réseaux d'adduction d'eau et d'alimentation en électricité, les installations sanitaires et les communications. Lorsqu'elles sont soigneusement planifiées, ces infrastructures peuvent également apporter des bénéfices nets aux pauvres en leur fournissant des services essentiels et en ouvrant des voies d'accès aux marchés nouvelles et plus rapides. La grande difficulté est de veiller à ce que les nouveaux aménagements touristiques ne s'accompagnent pas d'une consommation des ressources aux dépens des communautés locales, mais que ces aménagements leur offrent au contraire de nouveaux moyens d'y accéder.

Source : Organisation mondiale du tourisme, Madrid.

Est-ce un retour au socialisme ? Pourtant ce mode de planification et de gestion, tant combattu par le passé, s'avère opérationnel dans les pays scandinaves, du fait qu'il est appliqué dans un système politique de démocratie véritable.

4. HYMNE A LA PATIENCE : ENTRE LE « MARCHÉ ET RÊVE » DU TOURISME ET LE « MARCHÉ OU CRÈVE ! » DE LA MONDIALISATION !

L'on insiste cette fois sur le fait que le tourisme solidaire, au sens humain et humanisant, se distingue des autres tourisms (balnéaire, de masse, d'affaires...) par le respect profond des milieux professionnels, des communautés d'accueil et des possibilités d'auto-emploi. De ce fait, il s'inscrit tout naturellement dans le développement durable.

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) propose sept mécanismes pour mettre en œuvre les moyens et démarches de lutte contre la pauvreté par le biais du tourisme. Sans abandonner définitivement l'idée du tourisme moteur de développement, l'expression est améliorée pour mieux coller à la nouvelle réalité socioéconomique du monde : on parle alors de « tourisme moteur de croissance ». Et peu à peu, les concepts glissent par la force du réalisme vers des vérités éclatantes : le tourisme ne constitue plus la locomotive du développement, mais plutôt sa remorque. « L'expérience a montré que le décollage du tourisme est intimement lié à la qualité de l'économie des pays d'accueil. Autre-

ment dit, seul un bon développement social et économique peut garantir un bon développement touristique³. »

Afin de procurer aux pauvres des avantages tangibles, il faut tout d'abord bien comprendre les différentes façons dont les dépenses des visiteurs, et les investissements qui y sont associés, peuvent être canalisés pour améliorer le niveau des revenus et la qualité de vie des personnes vivant dans la pauvreté, de manière à envisager toutes les possibilités et à en tirer le meilleur parti.

Dans sa publication « Le tourisme et la réduction de la pauvreté – Recommandations pour l'action », l'Organisation mondiale du tourisme présente un plan de lutte contre la pauvreté en sept points permettant aux pays pauvres de profiter directement ou indirectement du tourisme. Cette démarche, qui représente un principe important de l'initiative « ST-EP4 », fait l'objet d'une large diffusion grâce aux projets, aux études, aux séminaires et aux stages de formation et autres qu'animent l'OMT et ses partenaires. Le tableau suivant expose de façon synthétique le contenu de ces dispositifs :

« La réduction de la pauvreté est devenue une condition essentielle à la paix, à la protection de l'environnement et au développement durable, outre qu'il s'agit d'une obligation morale dans un monde d'abondance où, ces toutes dernières années, la fracture entre pays pauvres et pays riches semble s'être aggravée. En même temps, alors que la croissance du tourisme international et du tourisme interne se poursuit, il est de plus en plus évident que, s'il se développe et est géré de façon durable, le tourisme peut grandement contribuer à soulager la misère, surtout dans les zones rurales, où habitent la plupart des pauvres et pour lesquelles il existe très peu d'autres formules de mise en valeur⁵. »

CONCLUSION

Élu secteur prioritaire dans beaucoup de pays durant les années 1960, pour sa capacité de levier économique, le tourisme n'a pas tenu toutes ses promesses. Pourtant, les pays touristiques avaient mis à sa disposition des acteurs publics, des institutions administratives, des textes juridiques, des codes d'investissement avantageux et des capitaux étatiques sous forme de primes à fonds perdus, d'exonérations d'impôts ou de crédits à des taux alléchants. Ces facilités économiques et autres outils d'accompagnement avaient sûrement contribué au décollage du tourisme, mais aussi au délaissement de branches économiques localement rentables et de secteurs d'activités vitaux. Évidemment, les impacts sociaux et économiques positifs attendus de l'effet multiplicateur propre au tourisme (surtout l'apport en devises) devaient jouer le rôle d'agents compensateurs ou distributeurs, par une sorte de ricochet, pour l'ensemble des secteurs et des régions en marge de la planification socioéconomique (le rural, la santé, l'agriculture, l'éducation...).

³ Mimoun Hillali : *La Politique du tourisme au Maroc (diagnostic, bilan et critique)*. L'Harmattan, coll. « Histoire et perspectives méditerranéennes », 2007 (quatrième de couverture).

⁴ ST-EP : *Sustainable Development for Eliminating Poverty*, programme de l'OMT de lutte contre la pauvreté.

⁵ Organisation mondiale du tourisme : *Le Tourisme et la réduction de la pauvreté. Recommandations pour l'action*. Madrid 2004.

À ce sujet, il faut déplorer les analyses classiques (arrivées, nuitées, recettes...), qui demeurent muettes sur la participation réelle du secteur au développement national. De plus, l'absence de statistiques analytiques (comptes satellites, observatoires des économies nationales, études d'impact périodiques...) imposaient à l'époque aux économistes et chercheurs des PVD des constructions biaisées de leurs investigations à cause du recours inévitable (faute de mieux) aux postulats et probabilités expérimentées avec succès dans les pays développés. Or, il est bien connu que les contextes économiques et sociaux (ne serait-ce que par l'hypertrophie de l'informel dans le Sud) de ces deux mondes inégalement développés tendent à contraster fortement, voire à s'opposer. C'est pourquoi le tourisme doit non seulement être positionné dans le cadre global des activités socioéconomiques du pays considéré, mais il doit aussi, ou surtout, être repositionné dans le contexte global des dynamiques sociales, politiques et culturelles pour être mieux compris en tant que phénomène. Cette ambition vise à comparer le coût environnemental et socioculturel du potentiel commercialisé par le tourisme (souvent sans restriction) avec ses revenus et impacts positifs palpables (équipements, recettes, emplois, formation...).

C'est à ce prix que le tourisme peut participer à la lutte contre la pauvreté, sans trop d'optimisme, ni d'ailleurs ce scepticisme qui le présente invariablement comme un ogre dévoreur des cultures, des patrimoines, bref de l'environnement.

Le temps semble venu de prospecter la voie du tourisme solidaire et durable pour opérer une rupture démonstrative qui récuse l'inaction improductive (responsable des aides classiques) et l'exploitation abusive (responsable des atteintes à l'environnement). Il s'agit en somme de favoriser les porteurs de projets locaux soucieux de :

- collectiviser les dépenses en socialisant les profits pour le grand bien des populations et des acteurs locaux dans une perspective de développement local ;
- créer des réseaux locaux, régionaux et nationaux capables de gérer, en partenariat avec des acteurs animés par des idéaux compatibles, des projets fiables et viables ;
- veiller à la protection de l'environnement et, mieux encore, à son amélioration, en en faisant un facteur essentiel du potentiel touristique local ou régional.

« TOURISME ET PAUVRETÉ » : UN PARADOXE INQUIÉTANT !

Jean-Michel HERNER

*Professeur de géopolitique et doyen de la faculté « Sport, Tourisme, Hôtellerie internationale »
de l'université de Perpignan Via Domitia*

INTRODUCTION

À propos de la question du développement économique par le tourisme dans les pays du Sud, nous nous souvenons avoir dit à des universitaires de Cadi Ayyad qu'il serait indécent que les occidentaux se transforment encore en donneurs de leçons. En choisissant, pour ce colloque, « Tourisme et pauvreté », on n'a donc pas seulement évité le pensum du management prétendument exemplaire, mais on a surtout proposé un thème qui est excellent jusque dans sa contradiction. En effet, n'est-il pas contradictoire, alors que les richesses distribuées au Sud par le tourisme international pourraient enrayer la pauvreté, que les touristes des classes moyennes du Nord affichent leur fausse richesse auprès des populations moins aisées qu'elles visitent ? Lorsque les investisseurs de l'industrie touristique du Nord exportent à la fois leurs entreprises et leurs clientèles vers le Sud, n'a-t-on pas l'impression qu'elles mettent en place des « colonies de vacances » exotiques afin de satisfaire les « enfants du personnel » ? Peut-on imaginer qu'une industrie des loisirs soit capable de provoquer les retombées sociales que toutes les autres tentatives de développement économique n'ont jamais pu procurer ? Enfin et surtout, dans la mesure où maints pays du Sud tels que le Maroc seraient séduits par la mono-activité touristique, serait-il crédible de faire dépendre le sort d'un État tout entier des simples « voyages » que les Occidentaux consentent à y faire ? Si nous avons beau mettre en valeur le rôle de l'industrie du tourisme international, nous restons sceptiques sur sa capacité à tout résoudre.

Finalement, nous risquons d'exprimer autrement ce que beaucoup d'intervenants ne vont pas manquer de dire. Beaucoup d'amis marocains, notamment, ont ainsi une perception très critique du seul choix touristique comme facteur de développement. En fait, il peut devenir salutaire, surtout que les autres activités industrielles, comme l'industrie textile, sont de plus en plus contrariées en raison des concurrences asiatiques. Cependant, bien des incertitudes demeurent et les écueils restent nombreux, bien que nous sachions que dans ce « Sud », qui nous est cher et où nous avons consacré de nombreuses années de recherche (18 ans à Madagascar), nous n'avons plus le droit d'être pessimistes. Même si le tourisme international est une activité par défaut, c'est-à-dire faute d'autre solution, nous pensons qu'il ne faut pas gaspiller cette ultime chance. Nous croyons même, dans sa complexité culturelle, qu'il est peut-être susceptible de créer un cadre de développement qui associerait, comme jamais cela n'a encore été fait, le Nord et le Sud.

Nous proposerons un plan en trois parties presque trop académiques, mais aussi sans concession. Tout d'abord, nous ferons un rapide constat du développement touristique dans le monde et dans le Sud, où le Maroc reste un bon exemple. Cette vision nous conduira à mieux définir les orientations de l'industrie touristique dans la mondialisation, voire dans la globalisation financière. Ensuite, nous ne passerons pas sous silence la rencontre teintée « d'incompréhension », disait Bernard Kouchner au Top Résa de Deauville en 2005, entre les touristes du Nord et les populations visitées du Nord. Mimoun Hillali évoque une forme de « néo-colonialisme¹ », tandis que nous lui préférons le mot colonisme², dont nous débattons. Enfin, face à une économie mondiale qui privilégie les échanges de capitaux et ceux des personnes, les touristes en l'occurrence, les pays du Sud doivent inventer une économie du tourisme bien à eux qui s'appuierait sur les cultures locales et confirmerait le respect des populations. Certes, les expériences de « tourisme solidaire » sont trop confidentielles pour être efficaces, mais nous ne croyons pas que l'invasion de millions de touristes du Nord, seulement soucieux de prendre du plaisir, laissera indemnes des territoires dévolus à la fête des autres. Il est sans doute temps que le Sud prenne toute sa part dans le développement, en concevant un système propre fondé sur l'association du capital privé et de l'initiative publique.

Nous terminerons notre introduction par un proverbe arabe qui, en quelque sorte, placerait sur le même plan les touristes du Nord et les pauvres du Sud : « Le pauvre est un étranger dans son pays ».

1. LA MONDIALISATION TOURISTIQUE

Après une longue phase d'internationalisation de l'économie, qui vit notamment éclore puis se renforcer les firmes multinationales, nous sommes entrés dans la mondialisation, sans doute autour des années 1989-1991 liées à la fin du socialisme des ex-pays de l'Est et de l'URSS. Outre la disparition avérée du 3ème monde, le tiers monde, puisque le 2ème, le « bloc socialiste », a cessé d'exister, la mondialisation nous oblige à opposer le Nord au Sud qui, nous le pensons, sont des termes à la fois symboliques et économiquement justifiés. Elle implique deux réalités incontournables : la multiplicité des échanges de capitaux et de ceux des personnes. Autrement dit, tandis que l'industrie touristique se nourrit des investissements de toutes sortes, notamment de la part des fonds financiers dont l'objectif cherche à satisfaire les Bourses et actionnaires aux dépens des salariés, le tourisme international connaît une expansion sans précédent. Deux données générales témoignent du phénomène global : de 1983 à 2000, le chiffre d'affaires des filiales de toutes les firmes multinationales a été multiplié par 6,5, et les recettes du tourisme international par 4.

L'exemple du tourisme marocain s'inscrit dans ce contexte et il n'est pas étonnant qu'il ait suscité la mise en place du « plan azur ». Nous avons souvent écrit que les professionnels marocains, avec beaucoup de sagesse et de responsabilité, avaient accepté les investisseurs étrangers, et que les autorités chérifiennes leur avaient offert d'excellentes conditions. Cela permettra sans doute que plus de

¹ Mimoun Hillali, *Le Tourisme international vu du Sud*, Presses de l'université de Québec, 2003.

² Jean-Michel Hœrner, *Le Tourisme et la géopolitique*, Paris, revue *Hérodote* n° 127, 4^e trimestre 2007, et *Géopolitique du tourisme*, Paris, Armand Colin, 2008.

60 % des recettes internationales du tourisme soient conservées au Maroc, contre souvent moins de 50 % ailleurs dans le Sud. Pourtant, il faut savoir que 13 pays dans le monde, parmi les États les plus riches et la Chine, accaparent plus des trois quarts des revenus du tourisme mondial, grâce à leurs compagnies aériennes, à leur industrie des voyages, à leurs chaînes d'hôtels et à beaucoup d'autres prestations, comme celles résultant de la formation, voire bien sûr à leur propre tourisme interne. Nous avons parlé alors de « tourisme captif³ », comme il existe un « commerce captif » au sein des firmes multinationales, leurs filiales comprises. Cela signifie que le Nord a tout intérêt à développer l'industrie touristique au Sud, sans états d'âmes, car elle contribue à son enrichissement.

Certes, un tel constat n'est pas original. Ce qui le serait davantage, c'est la manière dont les choses peuvent évoluer, dans la mesure où le tourisme est loin, ici, d'exprimer « l'humanisme » que d'aucuns croient toujours voir en lui. Pour mieux nous expliquer, nous citerons brièvement les exemples de trois fonds américains puissants, Starwood Capital, Blackstone Group et Colony Capital, qui sont devenus des opérateurs touristiques de premier plan. Starwood, qui vient de racheter La société du Louvre, donne dans le haut de gamme accessible au plus grand nombre, du moins l'espère-t-il. Blackstone, plus ou moins partenaire du géant américain Cendant Corp., pourrait acquérir les Hilton et gère, depuis peu, l'un des principaux pôles de voyage avec Travelport, qui a intégré la grande centrale de réservation Galileo. Quant à Colony Capital, premier actionnaire du groupe Accor et propriétaire des hôtels Raffles à Singapour, l'un des grands centres-relais de la parahôtellerie dans le monde, il a obtenu récemment le contrôle du futur complexe hôtelier marocain de Taghazout aux dépens des locaux. Cette frénésie du grand capital, quoique lié aux épargnants des classes moyennes américaines, se manifeste partout dans le monde et dans tous les secteurs. Toutefois, peut-elle contribuer au développement des pays du Sud par le tourisme ?

La question est éternelle et, en tous cas, indissociable de l'ensemble de l'économie mondiale. Puisque le développement économique des firmes multinationales dans le Sud ne lui a pas vraiment réussi, sans contribuer donc à une réelle et globale élévation des niveaux de vie, pourquoi l'industrie touristique conçue sur les mêmes bases y parviendrait-elle ? Les bourgeoisies locales compradore dans ce secteur pourraient-elles avoir un autre comportement ? Il y a toutefois des exceptions notoires. Les pays du BRIC, Brésil, Russie, Inde et Chine, sont maintenant intégrés aux pays riches. Mieux, on prévoit 13 pays émergents prêts à les rejoindre, bien que tous, tels que l'Égypte, la Turquie ou le Vietnam et la Malaisie qui ne négligent pas la manne touristique, soient justement très peuplés et soient alors bien perçus par le Nord qui a besoin de consommateurs. Quant aux petits pays du Golfe arabo-persique, tels que Dubaï ou le Qatar, ils ont sans doute choisi, avec bonheur, de satisfaire leurs diverses bourgeoisies aux dépens des 60% de non-résidents.

Il nous paraît donc indispensable de rappeler les orientations de l'industrie touristique qui est de plus en plus internationale, depuis la relative stagnation du tourisme interne des pays riches. Ainsi, selon le rapport annuel de l'agence américaine Carlson Wagonlit Travel, le marché international du voyage était de 870 milliards \$ en 2007, soit 2,5 fois ce qu'il était seulement en 2000 en tenant

³ Jean-Michel Hœrner, *Géographie de l'industrie touristique*, Paris, Ellipses, 1997 et Jean-Michel Hœrner (avec Catherine Sicart), *La Science du tourisme, Précis de tourismologie*, Balzac Éditeur, 2003.

compte de la dépréciation du dollar. Or l'hôtellerie représente 45 % de ce total, soit près de 400 milliards \$, le transport aérien 37 %, soit plus de 320 milliards \$, et le tourisme d'agrément 60 %, soit plus de 520 milliards \$ de l'ensemble. On saisit donc très bien où se situent les intérêts du tourisme international. Or, tant que les transports aériens seront rentables, et nous ne doutons pas de leur mutation face au surcoût du kérosène (139 milliards \$ en 2007 contre 21 milliards \$ en 2002, pour les compagnies d'IATA), l'industrie des voyages du Nord n'est pas prête de négliger le marché du Sud.

Par conséquent, elle continuera de proposer des tarifs alléchants à leurs touristes dans le Sud, grâce aux faibles charges et salaires qui y sont pratiqués, et le Sud demeurera attrayant s'il ne se développe pas. Certes, il y a encore de la marge mais il est probable que ses hôtels tiendront à contenir la masse salariale, et plus d'un économiste, prétendra avec cynisme qu'il s'agit là des avantages comparatifs. En fait, c'est le principe des augmentations de salaires qui est en cause et, à ce propos, nous pouvons nous demander si les formations professionnalisées en hôtellerie, qui devraient y contribuer, sont aussi demandées qu'on ne le dit. Les États du Sud devront faire des choix, en mesurant le poids des concurrences mais également en contribuant à augmenter les niveaux de vie, mais ils sont obligés de rester soucieux de l'intérêt de la grande industrie touristique. Comme c'est l'usage depuis l'internationalisation du capital, qui est déjà ancienne, et depuis la mondialisation qui la conforte, le tourisme ne pourra pas échapper aux tendances globales. Il y aura le Sud et il y aura le Nord, sauf pour les États du Sud qui accèderont au rang suprême de l'émergence absolue. Or, on l'a souligné, aucun pays de moins de 50 millions d'habitants n'a, pour l'instant et sauf exception, des chances d'y parvenir.

2. LES TOURISTES DU NORD DANS LE SUD, DE FAUX RICHES PARMIS DE VRAIS PAUVRES

Comme nous ne cessons de le répéter, c'est aujourd'hui plus de 150 millions de touristes du Nord qui séjournent dans le Sud et, en 2020, selon les prévisions de l'OMT⁴, ils seront peut-être plus de 400 millions ! Il s'agit, bien que le mot soit discutable, d'une « invasion » sans précédent. Nous avons rejeté l'expression tout à fait inappropriée de « colonisation » pour définir ce phénomène, et nous ne pensons pas également que le « néocolonialisme » cher à Mimoun Hillali⁵ soit le terme juste. Certes, il le serait au niveau strictement économique de l'industrie touristique, mais ce n'est pas le sujet que nous voulons aborder ici. Dans une récente publication sur la Géopolitique du tourisme, ainsi que dans un article publié par la revue Hérodote, nous avons inventé un mot, le colonisme⁶, qui nous semble plus adéquat. Qui plus est, il garde tout son sens dans ce colloque « Tourisme et pauvreté ».

De quoi s'agit-il ? Lors de la conquête coloniale française de l'Algérie, en 1830, on ne parlait pas de « colonisation » ni de « colonisateurs », mais de colonisme et de colonistes. Quelques années plus tard, ces définitions n'étaient plus usitées. Or nous cherchions des termes qui collent à la réalité touristique, dans

⁴ OMT, *Tourisme, horizon 2020*, Madrid, 1999.

⁵ Mimoun Hillali, *op. cit.*

⁶ Jean-Michel Hœrner, *op. cit.*

la mesure où des millions de touristes du Nord effectuent un séjour dans le Sud. Outre que le colonialisme a des relents de « colonies de vacances », il signifie pour nous un phénomène très explicite : des millions de touristes issus des classes moyennes, vivant dans une certaine aisance mais souvent assimilables au petit peuple, vivent le rêve de leur vie en devenant des personnes « distinguées » au sein des pays du Sud. On comprend que ces gens-là connaissent ainsi la promotion de leur existence, jouissant de « palaces » en théorie inaccessibles chez eux, avec une foule de personnels prêts à satisfaire tous leurs caprices. À Marrakech, par exemple, les hôtels de plus de « 4 étoiles » ne représentent-ils pas les deux tiers du parc ? Cette tendance élitiste est conforme à l'héritage du tourisme d'autrefois, dans ce sens où, justement, les pays du Sud permettent à des touristes modestes de se « reclasser » dans la frange supérieure. Naturellement, sur un plan strictement interculturel, ce n'est pas une réussite.

En effet, souvent par manque d'éducation et sur la base d'un standing qui n'est pas le leur, les colonistes affichent des comportements de nantis, ils sont peu respectueux, ils se comportent, lâchons le véritable « mot », comme les « colons » de jadis et peut-être pire, car leur rêve ne durera que quelques jours et qu'ils ne seront pas soumis au besoin de compromis de ceux qui s'installent définitivement. En même temps, les populations locales, qui connaissent leur genre de vie – on pourrait citer les nombreuses « paraboles », même dans des habitations sommaires, qui ouvrent leurs yeux sur la vie quotidienne du Nord – prennent conscience qu'il s'agit de faux riches. Une phrase de Mathurin Régnier, écrivain français du XVII^e siècle, dit : « Riche vilain vaut mieux que gentilhomme pauvre ». Autrement dit, les populations moyennes sinon les pauvres du Sud considèrent les véritables riches comme une classe inaccessible, mais se mettent probablement à détester ces colonistes, qui les toisent sans d'autre raison apparente que celle d'une situation où ils sont obligés d'être leurs larbins. Pour attester cette observation, nous ferons part d'une expérience vécue dans des taxis de Tunis où, dans le cas le plus extrême, un chauffeur nous a fait comprendre que nous pourrions très bien nous rendre au souk à pied.

Bien sûr, si la grande majorité de ces colonistes sont sans doute bêtes dans leurs attitudes mais honnêtes dans leur rapport avec les locaux, d'autres se comportent beaucoup plus mal. Nous voulons mettre, là, l'accent sur la prostitution qui, d'ailleurs, nous en sommes persuadés, est exagérée mais excite l'animosité des gens du Sud. On nous a rapporté, par exemple, que chaque année, un groupe de jeunes Français, issus également des classes moyennes, louent un riad à Marrakech et payent des intermédiaires pour se procurer des filles. Cela, hélas, ne nous paraît pas invraisemblable. C'est peut-être l'arbre qui cache la forêt, mais de telles pratiques alimentent certainement un courant de xénophobie aux dépens des colonistes qui n'auraient pourtant que de banales attitudes comportementales. Or la pauvreté contribue, partout et depuis toujours, à la prostitution. Pour être plus explicite, nous rappellerons que la prostitution s'est développée dans la pauvre Bigorre française, au XIX^e siècle, autour du pèlerinage de Lourdes⁷.

Mais nous n'insisterons pas davantage sur ce tourisme sexuel, pour revenir sur « l'incompréhension » évoquée dans l'introduction, qui est tout de même beaucoup plus répandue. Elle nous conduit alors à développer l'autre facette

⁷ Jean-Michel Høerner, *Géopolitique des territoires*, Presses universitaires de Perpignan, 1996.

suggérée par le titre du colloque, « les touristes et les pauvres ». Puisque, probablement, il faudra attendre longtemps avant que l'industrie touristique développe en profondeur les pays du Sud, la vitrine en trompe-l'œil des touristes du Nord risque d'être de plus en plus mal perçue par les gens du Sud, pauvres ou moins pauvres. C'est le pari déclaré que font les terroristes des mouvances d'Al-Qaida et si, pour l'instant, en Tunisie, en Égypte ou au Maroc, par exemple, les menaces ne débouchent plus sur le pire, une mauvaise ambiance interculturelle pourrait s'instaurer. Outre qu'elle nuirait au tourisme international, elle ne préparerait surtout pas les conditions d'un développement économique et social. Les touristes américains qui visitent les favellas brésiliennes ignorent, que malgré eux, ils alimentent un climat mafieux. Si des géopolitistes prétendent que la pauvreté est source de délinquance, ils ajoutent toujours que les provocations accroissent le phénomène.

3. L'ÉTAT, LES PAUVRES ET LE TOURISME

Des ONG⁸, des collectivités territoriales françaises et européennes, des spécialistes du Nord et du Sud, dans le cadre du « tourisme durable » auquel ils aspirent, militent dans le Sud pour un « tourisme solidaire ou équitable », voire alternatif, car ils ne sont pas avares de projets. L'ancienne ministre de la culture et du tourisme du Mali, Aminata Traoré, voit dans le meilleur tourisme international un « état de dépersonnalisation absolue », voire « un viol de l'imaginaire ». Cependant, elle imagine seulement des opérations de co-développement très limitées, où des touristes conscientisés échangent leur savoir-faire avec des populations prêtes, en échange, à leur offrir un total dépaysement. Or de telles opérations ne créent ni beaucoup de richesse ni les centaines de milliers d'emplois escomptés avec le tourisme de masse lointain. Elles sont surtout envisageables en milieu rural où, de toute façon et faute d'hébergements conséquents, il n'y a sans doute pas d'autre solution.

Le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, par exemple, ont fait un autre choix, dans lequel le tourisme international doit contribuer au PIB dans un taux à deux chiffres. Il s'agit du pari engagé par des États responsables, et nous ne désirons pas le remettre en cause. Au demeurant, nous savons également qu'ils sont conscients des difficultés évoquées et nous ne doutons pas qu'ils aient ou auront des programmes ambitieux en la matière. Nous ne voulons donc pas apparaître comme des donneurs de leçons, notre souci premier. Pourtant, à notre manière, nous croyons que les touristes du Nord pourraient déjà devenir un peu plus solidaires, tout en le sachant. Une taxe de 10% sur leur séjour hôtelier, payée à moitié par eux-mêmes et les hôtels, serait la bienvenue, dans les stations, pour alimenter des actions alimentaires, sanitaires et scolaires auprès des plus démunis. Elle pourrait même s'ajouter aux taxes d'habitation des possédants de résidences secondaires. Après le terrible tsunami qui a frappé tant de pauvres gens dans l'Asie du Sud, nous avons ainsi espéré vainement que les investissements nécessaires pour reconstruire les grands hôtels allaient intégrer une petite marge pour permettre aux victimes locales de racheter des bateaux de pêche, reconstruire leur terroir, bénéficier enfin de véritables structures sanitaires et scolaires...

⁸ Organisations non gouvernementales

Nous pensons donc sincèrement que le rôle de l'État devient primordial. Dans les régions riches du Nord, de plus en plus délaissées par la grande industrie touristique qui n'y fait plus les profits espérés, les collectivités territoriales suppléent de plus en plus les carences du privé. Alors que la mondialisation, attachée aux superprofits financiers, semblait avoir raison de tout, on reprend espoir dans le cadre d'une économie mixte de marché. En l'occurrence, il ne s'agirait pas de participer au financement des structures hôtelières comme en Tunisie, ce qui a abouti de facto à leur endettement structurel dans la mesure où elles ne veulent pas rembourser (près de 2 milliards € de dettes). L'engagement de l'État, des régions et des stations serait tout autre. Tout d'abord, il faut multiplier les formations professionnalisées et les élargir au domaine culturel. Ne doit-on pas regretter, par exemple, qu'il n'existe aucune petite structure d'animation susceptible de faire partager aux touristes le grand héritage culturel des pays du Sud ? Qui évoque, par exemple, l'existence du grand philosophe arabe Averroès (Ibn Rushd) à Marrakech, qu'il dirigea et où il est mort ?

En matière de formation, justement, et notamment grâce à des programmes de formation permanente ou continue, on pourrait donner des diplômes à tous les employés des secteurs touristiques et hôteliers quand ils n'en ont pas, exiger que les qualifications soient visibles dans les grilles de salaires, et mieux permettre les promotions. Cette suggestion est d'ordre général, car nous ne sous-estimons pas les efforts qui sont, par exemple, opérés aujourd'hui au Maroc. Il faut, par tous les moyens, que l'embellie de l'industrie touristique dans les pays du Sud ait des retombées sociales franches et nettes. Dans un premier temps, les investisseurs étrangers et même nationaux vont regimber, car nous n'ignorons pas que leur libéralisme de façade tient assez peu compte du respect social auquel aspirent les populations locales. C'est pourquoi nous pensons que seul l'État et ses rouages, qui ont déjà fait tant de concessions, peuvent parvenir à l'équilibre social sans lequel la confrontation interculturelle des touristes du Nord et des visités du Sud ne cessera de s'aggraver.

Nous voudrions enfin revenir à l'esprit du « tourisme solidaire », qui est loin d'avoir donné tout ce qu'il porte, car il faut certainement remettre en cause la mono-activité touristique. Dans la conclusion de notre Géopolitique du tourisme (*op. cit.*), nous avons formulé un certain nombre de propositions. Il ne s'agirait pas d'une généralisation et encore moins, de la définition d'un tourisme éthique exclusif. Mais si, hélas, trop de touristes du Nord, de colonistes disions-nous, considèrent leurs séjours dans le Sud seulement comme une fausse promotion sociale, nous sommes persuadés que quelques-uns, peut-être plus nombreux qu'on ne le pense, seraient prêts à participer à des opérations de co-développement sans que cela ne nuise à leur bonheur de touristes. Il y a une dizaine d'années, nous aurions été moins affirmatifs. Aujourd'hui, en France à tout le moins mais certainement dans toute l'Europe de l'Ouest, de véritables militants désirent ardemment associer les joies d'un voyage exotique à des préoccupations humanitaires. La conférence que nous avons donnée dans une association des régions françaises, Cités Unies France, nous a ainsi démontré qu'il ne s'agissait plus d'une utopie. Localement, on pourrait en laisser l'initiative aux seules ONG mais on pourrait aussi la structurer au niveau des stations, avec le concours des écoles et des universités, et de toute autre association, sans oublier, bien sûr, les structures officielles.

Dans le cadre des migrations internationales, de celles du travail et de celles du tourisme, nous percevons la possibilité d'une conjugaison des savoir-faire qui feraient évoluer la mono-activité touristique. Ainsi, pour les premières, nous

avons été étonnés de constater que beaucoup de pays touristiques du Sud, tels que le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Turquie, Cuba, les Philippines, etc., disposent d'un énorme contingent d'immigrés dans les pays riches qui, en outre, maintiennent des liens très forts avec leurs pays d'origine. Non seulement, ils y reviennent périodiquement mais leurs remesas (revenus rapatriés) sont considérables, de l'ordre de 170 milliards \$, soit presque autant que les apports bruts du tourisme international (200 milliards \$). Qui plus est, l'argent va à la famille mais est également souvent investi dans l'immobilier, voire dans les affaires. Il suffirait alors de coordonner toutes ces initiatives, dans des programmes de co-développement signés entre les États du Nord et du Sud, avec l'appui de touristes volontaires et « responsables ». En prenant un exemple concret, des touristes du Nord, appuyés par l'une de leurs collectivités territoriales, feraient partager leurs compétences à des entreprises diligentées par des structures publiques du Sud et des associations, et permettraient sans doute une immigration « choisie », circulaire ou non (il ne faut pas être restrictif), afin de contribuer à une formation professionnelle utile pour les projets conçus au Sud. Cela aurait le mérite de maintenir le tourisme de masse mais de montrer, par l'exemple, que les barrières interculturelles ne seraient plus immuables. C'est pourquoi, nous pensons que les pouvoirs publics du Sud ont un grand rôle à jouer, sans porter ombrage à la grande industrie touristique qui ne serait plus le seul opérateur du développement économique.

CONCLUSION

En définitive, nous pensons que notre exposé n'aura pas été trop académique, ce que réclame le sujet du colloque. Après avoir douté de la vertu de la mono-activité touristique, nous avons montré les deux écueils majeurs qui contrarient le développement du tourisme dans des pays, où les poches de pauvreté sont loin d'être résorbées. D'une part, l'industrie touristique internationale fonctionne de plus en plus comme une activité qui participe à la mondialisation, et les mesures souhaitables d'équité ressemblent à un cautère sur une jambe de bois, dans la mesure où il serait vain de vouloir changer le monde. D'autre part, nos colonistes, qui veulent sans doute résoudre leurs problèmes existentiels, ne sont pas prêts, dans leur grande majorité, à abandonner leurs comportements de faux riches dans les « palaces » qui les accueillent. Penser que la « pauvreté » se visite ou du moins qu'on peut s'estimer plus riche en côtoyant plus pauvre que soi, n'est certainement un facteur « durable » de développement.

Cependant, un espoir réside dans des opérations de co-développement qui ne se cantonneraient plus dans le milieu rural mais intégreraient les grandes stations, telles que Marrakech, à condition que les pouvoirs publics veillent au grain. Ce n'est pas une vision optimiste, teintée de trop d'angélisme, mais le sentiment que sans de tels engagements, les centaines de millions de touristes du Nord qui foulent et fouleront les territoires du Sud risqueraient d'y créer un chaos interculturel aux pires conséquences. Hélas, et malgré certains signes encourageants, ce ne sera pas non plus la prolifération des hôtels haut de gamme qui permettront, seuls, l'élévation souhaitable des niveaux de vie. On l'aura compris, nous croyons au principe des migrations du travail et du tourisme qui, en s'associant, seraient susceptibles de mettre enfin en place un système de développement compatible avec les intérêts du Nord et surtout capable de contribuer à l'enrichissement du Sud dépourvu de richesses minières.

LE TOURISME EN MILIEU FRAGILE : ENTRE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DÉGRADATION ENVIRONNEMENTALE

Rachele BORGHI, Paola MINOIA et Monica CAMUFFO
Centre interdépartemental IDEAS, université Ca' Foscari de Venise - Italie

Fatima EL AMRAOUI
Association Hassilabiad, Merzouga - Maroc

INTRODUCTION

Cette communication propose une analyse des impacts du secteur touristique dans la région des oasis marocaines et dans l'organisation du territoire qui en suit, en relation aussi aux changements d'ordre social, économique et environnemental qui se sont vérifiés. Bien que considérée, traditionnellement, comme une région marginale par rapport aux centralités urbaines, elle a récemment gagnée une nouvelle considération pour ses caractéristiques environnementales et ethnographiques, qui pourraient devenir des ressources importantes pour le marché touristique. Son potentiel est vu avec beaucoup d'intérêt par le gouvernement marocain, dans le cadre du projet national nommé « Vision 2010 », ayant pour but un flux annuel de 10 millions de touristes. Il s'agit d'un programme ambitieux, engagé par le roi Mohammed VI à Marrakech au janvier 2001, pour un secteur qui, jusqu'à ce moment là, n'avait jamais été ciblé par une stratégie nationale, ni par des instruments de gestion (Alami 2004). Le Roi souligna que l'engagement dans le tourisme ne devrait pas être simplement économique, mais devrait devenir l'expression d'une façon d'être, l'articulation d'une vie sociale, une philosophie qu'il définit en tant qu' « art de communiquer avec l'Autre ». Pour cela, il n'invite pas seulement les catégories strictement économiques, mais tous les marocains à devenir promoteur du tourisme, surtout international, pour atteindre ce qui est devenu un objectif crucial pour le développement du Pays. Le Maroc, en fait, occupe encore une place marginale, voire décroissante, dans la liste des destinations les plus fréquentées au niveau international, enregistrant au 2006 le 0,6% des arrivées mondiales, par rapport au 0,8 % au 1993 (Alami 2004). Le Roi souhaite donc le développement d'un tourisme culturel plus élargi par rapport au circuit des villes impériales, qui puisse impliquer les régions restées à l'écart du développement, et constituer une alternative au tourisme balnéaire localisé dans la région d'Agadir.

La région oasienne, pour ses caractéristiques environnementales et ethnoculturelles, a donc été prise en considération dans cette stratégie qui, dans les dernières années, a gagné l'adhésion des populations locales. Pour cela, donc, elle fait partie de l'ensemble des régions cibles dans les programmes de développement national et de renforcement infrastructurel.

Cependant, à côté d'un discours optimiste et encourageant de la part des institutions centrales, il faut considérer de façon critique le concept de développement touristique tout court, par rapport aux variables sociales, économiques et environnementales impliquées par les nouvelles infrastructures et services (Mowforth 2003). Si, dans la vision des institutions centrales, le secteur apparaît en tant que moteur de développement, de modernité du pays et d'acquisition de quelques positions de centralité par rapport aux dynamiques internationales, en pratique l'ouverture de nouvelles routes goudronnées, l'inauguration de nouvelles destinations aériennes par des vols charters directement dans les zones périphériques, et les conséquentes arrivées de « touristes à forfait », comportent un risque d'érosion immédiate des mêmes ressources touristiques. Donc si elles manquent de moyens de gouvernance locale durable, les activités touristiques peuvent emporter un dommage sérieux soit à l'économie (pour la basse rentabilité des investissements et la perte des intrants), soit à la culture (par la commodification de la culture indigène, l'apathie des communautés locales jusqu'à l'antagonisme avec les touristes : Chapman 2007), soit à la société (déracinement de l'organisation traditionnelle/tribale, changement des valeurs, précarité et basse professionnalisation du travail, émigrations etc.), et à l'environnement (déchets solides et liquides, dérangement aux animaux etc.). La prise de conscience de tels impacts commence à se renforcer auprès des mêmes communautés locales et des ONG qui les représentent, et pour cela on commence à rechercher de nouvelles formes de tourisme qui puissent donner des réelles opportunités de développement local, durable et non destructif du patrimoine local.

L'augmentation croissante du nombre d'associations spontanées de la société civile, surtout à partir des années 90, a exercé une pression positive sur les institutions publiques, et lancé des expériences de développement participatif (Tosun 2004). Cette démarche a été possible, dans un contexte d'ouverture politique du régime et de désengagement de l'État, se liant étroitement à la nouvelle rhétorique internationale du développement, qui insiste justement l'implication de la société civile (Damamme, 2003). Le tissu associatif est sûrement plus présent à Rabat et à Casablanca, mais sur des thématiques plus spécialisées ; tandis qu'au milieu rural, de nouvelles associations se sont constituées pour véhiculer des exigences de développement local, à cause de leur distance par rapport aux pouvoirs administratifs (Belghazi e Madani, 2001). Malgré de nombreux obstacles à une véritable affirmation de la société civile dans le Pays, quelques signes incontestables démontrent l'existence d'un processus dynamique de changement. La résistance et l'intensité des mouvements sociaux, qui ont, petit à petit, mis à jours leurs modalités pour adapter la vieille tradition associative marocaine aux nouvelles exigences, ont permis aux 30 000 associations reconnues par loi de proliférer autour de nouveaux besoins, ainsi qu'aux nouveaux intérêts des citoyens (Saaf, 1992).

Sur la base de ces considérations, notre recherche analyse le rôle des associations de base dans l'accompagnement des communautés vers les dynamiques de développement touristique, leur capacité d'adaptation aux opportunités offertes par l'ouverture de régions marginales aux flux touristiques, et de mitigation des risques des impacts provoqués par le tourisme. L'on donnera une importance particulière aux impacts environnementaux, car dans les sociétés rurales la qualité environnementale est à la base du bien-être social et économique. Le rôle des associations est central dans la diffusion d'une conscience par

rapport aux questions environnementales et pour faire face aux impacts émergents.

On présentera un cas d'étude basé dans la région de Meknès-Tafilalet, dans le village d'Hassilabiad, près de l'oasis de Merzouga, et en particulier de l'expérience d'une petite ONG, l'Association Hassilabiad pour l'environnement, le développement et la coopération (AHT). Tout étant basée dans un petit village, son action couvre plusieurs localités de la province, par de différents projets sur de divers aspects de développement des communautés locales. L'activisme de ses représentants et l'augmentation du tourisme étranger dans la région, ont permis à l'association de se renforcer et de créer des partenariats internationaux, grâce aux contacts avec des ONG françaises, espagnoles et italiennes.

2. LA REGION DES OASIS SAHARIENNES : FRAGILITÉ ÉCO-SYSTEMIQUE ET PROGRAMMES NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

Le Maroc comprend une vaste zone saharienne et présaharienne qui s'étend au de là des chaînes de l'Atlas. Cette zone est caractérisée par l'aridité, avec six mois secs par an et un nombre de jours de pluie inférieur à 40. La sécheresse en été est plus grave, à cause des hautes températures dues à la continentalité (AAVV 2000).

La région oasienne considérée par les programmes de développement national est comprise entre les vallées de la Ziz et du Draa, sur une surface d'environ 8 millions d'hectares. Dans ce travail on se focalisera sur la vallée de la Ziz, dans la région du Tafilalet, l'oasis saharienne la plus grande au Maroc, au sud-est du pays vers l'Algérie. L'oasis comprend les villages fortifiés d'Erfoud, Arab Sebbah du Ziz, Rissani, Seffalat, Aoufous et Jorf, et les palmeraies qui s'étendent sur 50 km le long de l'oued Ziz.

L'environnement physique est caractérisé par un bilan hydrique déficitaire, déterminé par la rareté des pluies, combinée à une forte évaporation due à des températures élevées et l'intense action du vent. L'ensablement et la désertification représentent des problèmes auxquels les oasiens ont toujours dû faire face ; mais au cours des sécheresses récentes, leurs capacités de réponses ont été moins efficaces, à cause d'une croissante pression démographique et de changements des technologies productives et des typologies culturelles, qui ont accentué les phénomènes érosifs. Les réponses élaborées par les populations sont de plus en plus en termes d'abandon des cultures et de migrations.

Par contre, des réponses constructives ont été élaborées soit par les institutions publiques, tels que l'Office régional de mise en valeur agricole de Tafilalet – ORMVAT), par de nouveaux programmes de valorisation de l'activité des agriculteurs, soutenant la plantation de palmes, la protection des sols agricoles de l'érosion éolienne et de l'ensablement ; soit par la société civile, par la constitution d'associations locales pour la sauvegarde des oasis : un exemple est l'Association Oasis Ferkla pour l'environnement et le patrimoine (AOFEP), active dans la restauration des réseaux hydriques traditionnels, le contrôle des prélèvements et l'introduction de méthodes d'épargne hydrique, tels que le goutte à goutte appliqué sur les terrains à Jorf.

Ces problèmes sont profondément liés aux nouvelles formes de gestion des ressources, des productions et du territoire. Un exemple est l'augmentation des barrages le long des rivières, qui, tout en assurant une plus grande réserve en eau, ont diminué le même flux hydrique et le transport solide en aval, causant des processus érosifs et limitant la fertilité des sols d'exondation ; en outre, ils ont réduit la recharge naturelle des nappes. De même, le passage des systèmes traditionnels de prélèvement d'eau tels que l'oughrou (levier manuel) ou la khattara (canal de drainage souterrains) aux motopompes, appauvrit davantage aussi bien les rares ressources en eaux, que la qualité environnementale ou le bilan économique des agriculteurs.

Un autre exemple est donné par le Programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales (PAGER), adopté par le gouvernement pour garantir la distribution d'eau aux populations rurales. Malheureusement la prolifération de points d'eaux n'a pas été accompagnée par des réseaux d'assainissement, et cela a donc suscité de nouveaux problèmes. Des études ont mis en évidence le risque de détérioration de la qualité des ressources en eau à cause du manque de récolte des eaux usées, et donc de risque sur la santé humaine et environnementale, dû à leur remise en circulation sans de traitements préalables, dans des zones soit urbaines soit rurales (par ex. : Aghzar *et al.* 2002, Melloul *et al.*, 2002).

La responsabilité du traitement des eaux usées au Maroc relève des autorités locales (Communes urbaines ou Communes Rurales), sous le contrôle du ministère de l'Intérieur. Les autorités locales n'ont toutefois pas de fonds spécifiques et en fait, surtout dans les zones rurales, il n'y a pas de véritables systèmes de collecte et traitement des eaux. Récemment (5 juin 2006) le gouvernement national a lancé un Programme d'assainissement national (PAN) pour lequel étaient prévus, en 2008, des interventions qui toucheraient 6.7 millions de personnes résidant dans 130 villes. Quant à l'aire du Tafilalet, l'Office national de l'eau potable (ONEP) a récemment inauguré un projet d'installation d'un réseau sanitaire dans la ville d'Errachidia, mais qui n'interviendra pas dans les périphéries rurales, malgré l'expansion de l'urbanisation et des infrastructures touristiques, en raison plus que proportionnelle, qui emportera de grandes décharges d'eaux à aménager.

3. LE VILLAGE D'HASSILABIAD. FRAGILITÉ ET VULNÉRABILITÉ DE L'OASIS

La province d'Errachidia, dans la région du Tafilalet, se caractérise par des espaces arides et peu peuplés à l'exception de quelques réalités oasiennes et d'installations de populations nomades. Dans l'histoire, cette région a joué un rôle important ; à partir du XII^e siècle, on connaît des pistes caravanières qui la parcouraient, et l'ancienne capitale Sijilmassa prospérait jusqu'au début du XIX^e siècle. De là, le déclin a commencé et est encore en cours.

Le village d'Hassilabiad se situe à sud est du pays, vers l'Algérie, près de Merzouga, à l'extrémité méridionale du Tafilalt et aux pieds de l'erg Chebbi, un ensemble composite de dunes sableuses dont la hauteur varie de 100 à 150 mètres.

L'environnement est caractérisé par de rares précipitations, inférieures à 60 mm par an et concentrées sur le printemps et l'automne ; des températures élevées et une végétation réduite. L'eau de la nappe superficielle est plutôt salée, comme le nom du même village (Hassi Labiad = puits blanc) le rappelle, attestant la présence d'incrustations salines (Lahcen, 2007).

Depuis 2004, le village est connecté à l'aqueduc régional alimenté par le barrage Hassan Addkhil d'Errachidia. Ce fait a suscité d'importants changements dans la vie de la communauté locale. D'une consommation minimale d'eau par jour par famille, puisée dans les puits aux pieds de l'erg, on est passé à une moyenne de 30 m³ par famille et quelques 500 m³ pour les auberges. Malheureusement, comme pour la majorité des zones rurales au Maroc, on n'a pas prévu des formes d'aménagement des eaux usées, et le village a dû faire face à de nouveaux problèmes d'assainissement et au risque de pollution de la nappe, donc les prélèvements, gratuits, sont souvent préférés aux consommations d'eau du réseau de l'aqueduc, dont le coût est proportionnel aux volumes utilisés.

L'origine et l'existence même du village, où les communautés nomades de la tribu amazigh Ayt Khabbach décidèrent de s'installer dans les années soixante, est liée à l'exploitation agricole dans l'oasis : un petit périmètre irrigué, de la superficie de 80 m² environ, alimenté par un système de canalisation souterraine (*khattara*), 2 km de longueur, qui draine l'eau de la nappe phréatique à basse profondeur. La construction de la *khattara* a suivi les connaissances locales des *khattaras* anciennes existantes à Erfoud et Rissani, et est renforcée par 5 canaux drainant l'eau sous les dunes de l'erg Chebbi. Initialement, seules les familles qui participaient à l'agriculture de l'oasis avaient pu s'installer. Il s'agissait de 50 familles admises à la répartition des parcelles (*gmoun*), dont les règles, comprenant les turnes d'irrigation, le maintien des canaux, le respect des distances parmi les parcelles cultivées et les canalisations, étaient soumises au contrôle du chef de l'oasis. Dans ces dernières décennies, la pénurie hydrique et l'ensablement ont constitué de fortes contraintes à la rentabilité agricole. Malgré des cessions de parcelles à de nouvelles familles, l'aire de l'oasis effectivement utilisée est bien inférieure à son extension originelle. Le manque de maintien continu de l'oasis exige le besoin de réponses occasionnelles fortes : comme la construction d'un barrage anti-sable autour de l'oasis, installé il y a peu d'années, mais déjà envahi par les sables qui se déversent sur les terrains agricoles ; ou la récente intervention de l'association Hassilabiad avec l'appui d'une ONG de coopération espagnole, pour la construction de quadrillages en feuilles de palmier, pour canaliser les sables dunaires, et pour la restauration des canaux de drainage de la *khattara*. Il s'agit d'interventions exceptionnelles et dérivant de logiques externes à la logique normale de l'agriculture qui prend soin de son terrain.

L'oasis d'Hassilabiad apparaît donc comme un système socio-territoriale récent, où le lien territorial des communautés nomades sédentarisés depuis quatre décennies seulement, se révèle plus que jamais précaire. Devant un système aussi vulnérable, qui nécessiterait un travail agricole constant auquel la population locale ne répond pas, quels pourraient être les effets environnementaux et territoriaux d'un développement touristique désiré par le gouvernement national ?

4. LE POTENTIEL TOURISTIQUE ET LES PROBLÉMATIQUES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les ressources touristiques en milieu saharien constituent l'objet d'une demande importante et croissante dans le cadre d'un tourisme très en vogue, basé sur la qualité des services, sur la découverte culturelle et sur les itinéraires éco-touristiques (Tebbaa 2004). Cependant, la région reste encore aujourd'hui un sous-produit du tourisme balnéaire et itinérant, et subordonnée aux flux touristiques gravitant sur Agadir et Marrakech. Cela est attesté par sa caractéristique de destination touristique de transit, par des séjours d'une durée moyenne de 1,7 nuitées (que l'on justifie par un manque d'activités récréatives) et par des taux occupationnels bas, dans des emplois presque exclusivement temporaires. Sous cet aspect, le tourisme n'a pas su promouvoir une réelle croissance du taux d'emploi, ni le renforcement des capacités locales et d'entreprise dans les services offerts. Toutefois, face à une situation de fort déclin de l'agriculture oasienne, avec de fréquents abandons des activités agricoles et pastorales et d'émigration croissante surtout des jeunes, le tourisme est considéré comme une alternative économique viable, malgré la saisonnalité et les bas revenus produits par le secteur hôtelier.

Les oasis et le désert entrent dans le grand programme de développement touristique national, en tant qu'éléments « originaux et typiques » – selon les mots du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale – à valoriser pour en promouvoir l'attractivité touristique. Les dunes de l'Erg Chebbi sont considérées comme des sites éco-touristiques, selon une interprétation extensive de ce secteur, qui semble comprendre toutes les activités de réception et d'excursion en milieu rural. Elles peuvent être parcourues par des chameaux, satisfaisant une vision classique des pistes dans le désert, et permettre « la pratique de sports comme le ski sur sable ou le golf sur sable » (AAVV 2006).

Tout en prenant en compte les limitations découlant de l'environnement fragile des oasis, telles qu'elles furent mentionnées dans le discours officiel du Roi de 2001, on inclut le tourisme dans les stratégies de développement de la région saharienne, en prévoyant une collaboration étroite avec les populations locales dans les activités de sauvegarde et de valorisation du patrimoine culturel et naturel. Le délégué régional du Tourisme de Ouarzazate affirma à ce propos : « Les acteurs du tourisme et les institutions ont tendance à oublier que la valorisation de l'environnement permettra d'améliorer le produit touristique et de rendre la région plus attractive pour les entreprises privées désireuses d'investir dans le secteur touristique » (*ibid.*).

Dans les dernières années, les flux touristiques qui arrivent à Merzouga ont commencé à intéresser aussi le village d'Hassilabiad : pour le moment, ce flux est relativement faible mais il tend à croître... La construction de la route goudronnée a permis un accès rapide au village pour ceux qui arrivent de Rissani, et facilitera les futures arrivées en masse.

On n'a pas de données sur l'occupation actuelle dans le secteur touristique. Selon une estimation non officielle (communication du chef de village en septembre 2006), 200 personnes environ seraient occupées dans le tourisme, donc 60 à 70 % de la force de travail locale est employée dans une quarantaine d'hôtels déjà présents à Hassilabiad. Il s'agit de travailleurs non spécialisés et précaires et s'ils ne sont pas déjà intégrés dans les filières organisées par les

agences internationales ou, au moins, par les maîtres d'hôtels locaux, ils ont souvent peu d'audience auprès des touristes à cause de leurs modalités d'approche insistantes, et pour le manque de garanties sur la qualité des services qu'ils proposent.

Toutefois, le secteur touristique est considéré, par les habitants d'Hassilabiad, comme une source de revenus importants, du moment que les politiques du gouvernement déclarent que celui-ci pourrait remplacer le secteur agricole par rapport à l'offre d'emploi. D'ores et déjà, comme on a vu, la présence de structures touristiques par rapport à la population d'Hassilabiad, qui compte un millier d'habitants, exerce une grande influence sur la structure socio-économique du village.

En réalité, le développement des activités touristiques constitue un facteur de risque tant sur le plan environnemental que social, du moment où les habitudes et attentes des touristes sont peu compatibles avec la fragilité du système. Il faut aussi considérer que la survie de l'oasis est garantie presque exclusivement par sa fonction agricole, qui elle-même détermine une série de règles précises, vitales pour son maintien. Mais si le secteur agricole, déjà peu attractif, est peu encouragé par rapport au secteur touristique, il faudra trouver de nouvelles règles pour sa gestion. Faute de quoi, on risque de mettre en péril l'équilibre de l'oasis et ses disponibilités hydriques.

La mode récente des quads, des moteurs sur sable, a déjà généré, même à Hassilabiad, ses premiers impacts environnementaux, qui se couplent à ceux des voitures de rallye dans le désert. Il n'existe aucun système de contrôle ni d'interdiction sur les parcours faits par ces voitures, qui causent soit une pollution atmosphérique et sonore, soit soulèvent de grandes quantités de sable, accélérant le processus d'ensablement de l'oasis ; soit détruisent la végétation et endommagent la khattara qui, en proximité de l'oasis, est plutôt superficielle.

Le déficit de comportements conformes à des territoires si fragiles, est dû à un manque de sensibilisation de la part des touristes, qui arrivent dépourvus de tout moyen d'interprétation des signes territoriaux liés à un système culturel et de gestion environnementale très différent de celui qu'ils connaissent. Sans une explication préalable, et avec une vitesse de passage, on ne saurait distinguer des cailloux ordinaires des pierres qui marquent la présence de la khattara sous les sables. Le manque de compréhension des signes et de leurs valeurs territoriales pour les cultures locales peut avoir des impacts graves sur l'environnement et sur les possibilités de survie des populations résidentes.

Selon Mowforth (2003), le tourisme dans les pays en développement n'est pas substantiellement différent du colonialisme, mais se rapproche davantage d'une forme subtile d'imposition d'un modèle du Nord au Sud. En Afrique du Nord, la relation entre les touristes « occidentaux » et l'environnement du désert relève en fait d'une rhétorique orientaliste qui s'est formée lors des découvertes géographiques et qui s'est consolidée pendant la période coloniale. Elle est entrée dans l'imaginaire collectif par un genre littéraire qui avait comme scénario le paysage désertique. Le succès d'un roman tel que *Un thé au Sahara* de Paul Bowles et surtout de sa version cinématographique, et aussi du *Patient anglais*, démontrent l'attraction que le désert exerce sur l'imaginaire occidental ; un milieu qui devient pour le touriste occidental, la métaphorisation d'une découverte de soi, de mise à l'épreuve de ses propres capacités et de ses limites dans la relation à un espace considéré comme « vide ».

C'est justement sur la sédimentation de ces stéréotypes, que les demandes et offres touristiques se forment et se consolident. Un exemple est même déjà évident à Hassilabiad, il concerne l'activité des femmes qui fréquentent l'association Hassilabiad AHT et qui participent à ses cours d'alphabétisation : elles ont bien appris à écrire en langue tamazigh des mots tels que « soleil », « dune » et « désert », afin de pouvoir les reproduire sur étoffe et sur les autres produits artisanaux à proposer aux touristes. Elles ont donc bien appris les mécanismes du tourisme et surtout à satisfaire les attentes des touristes. Il s'agit d'un processus de prise de conscience de soi et qui passe par ce que Urry (2001) appelle la *tourist gaze* (voir aussi : Minca 1996 et Aime 2000).

Le paradoxe du tourisme, expliqué par Minca (1996) par l'exemple de ce qu'on appelle le « syndrome de Bali », s'est exprimé dans les préoccupations que les représentants du village nous ont communiquées par rapport à un possible décalage des touristes. Celui-ci pourrait se vérifier à travers l'insatisfaction ressentie par des touristes s'autodéfinissant comme « voyageurs », et qui déclarent leur déception lorsqu'ils arrivent jusqu'Hassilabiad ou Merzouga et trouvent que la destination n'est pas si « exclusive », mais fréquentée par d'autres touristes !

D'autre part, la radicalisation de l'idée de se trouver à l'intérieur d'une « espace vide », est déterminante à travers plusieurs mauvais comportements de la part des touristes.

Il s'agit, donc, d'un tourisme débordant des lignes spécifiquement dédiées à ce propos, et impliquant la vie des gens du village ; ceux-ci ont commencé à tracer des frontières visibles entre leurs espaces de vie et les espaces des touristes : par exemple, marquant les abords de l'oasis par des cordes, pour limiter les incursions des touristes dans les parcelles cultivées, ou les piétinements des canalisations de la khattara. Pour la même raison, un panneau avec l'indication « Respecter l'environnement » a été installé à l'entrée de l'oasis par les gérants des hôtels d'Hassilabiad. L'invitation est écrite soit en arabe soit en français, ce qui donne à penser que les destinataires ne seraient pas seulement les touristes, mais aussi les résidents qui les accompagnent. Les administrateurs des hôtels, en fait, craignent qu'à cause des ordures, piétinements et ensablement, l'oasis ne perde son attractivité en tant que « ressource » d'intérêt touristique.

Toutefois, les impacts principaux sur l'environnement dérivent surtout des structures réceptives d'Hassilabiad. Ceux qui sont les plus visibles et dont la société civile a pris conscience et a commencé à s'exprimer, concernent le manque de gestion durable des ordures ménagères et des eaux de décharge.

Le problème de l'aménagement des ordures, causé par le changement des styles de vie des membres du village et l'adhésion à de nouveaux modèles de consommation, s'est en fait renforcé avec l'augmentation de la pression touristique. La question intéresse tout le Maroc et s'est aggravée avec des déficits en normes et en infrastructures. Dans le village d'Hassilabiad, l'association locale a lancé des campagnes de sensibilisation pendant les cours d'alphabétisation, afin que les ordures ne soient pas abandonnées auprès des habitations. On a donc délimité un espace pour la décharge, sur un terrain à l'extérieur du village, auprès du cimetière et de la nouvelle route en construction. Toutefois, l'habitude de brûler les ordures dans les cours des habitations est encore courante dans les familles, afin de diminuer le volume des déchets à emmener à la décharge ; en plus, les difficultés de transport des charrettes sur des terrains sableux et acci-

dentés, et le manque de contrôle des comportements individuels, ont démotivé les habitants à les conduire jusqu'à destination et ont en fait poussé à l'abandon des ordures à l'extérieur de l'aire délimitée à ce propos. Une première analyse des déchets montre qu'il n'y a pas, pour le moment, une grande quantité de matières plastiques ; donc la typologie des déchets ne porterait pas de risques importants à cause de l'habitude de les brûler. Toutefois, la situation est aléatoire et dépend de causes externes : par exemple, la présence d'emballages métalliques d'aliments est due aux touristes qui les amènent de leurs pays d'origine ; ou, en 2006, aux envois de dons de la coopération internationale suite à une alluvion désastreuse. La solution d'incinérer les ordures est à haut potentiel de risque surtout dans le futur, si elle est aussi appliquée aux déchets contenant du PVC, et donc délivrant du dioxine, furane et autres polluants toxiques, soit sous forme de gaz, soit sous forme de cendres. L'accumulation sur le sol de telles substances pose des problèmes à court mais surtout à long terme, comportant des risques pour les nappes hydriques, sans compter que de longues expositions peuvent causer des déséquilibres dans le système immunitaire, nerveux et endocrinien, et à la capacité reproductive (WHO, 1998).

Les administrateurs d'hôtels ont organisé des opérations de collecte des déchets dans la dune en face du village, qui est la destination d'excursions nocturnes qu'ils organisent pour les touristes. Pour ce qui concerne l'écoulement, toutefois, ils se limitent à brûler les déchets produits par leurs clients, ou à les emmener loin du village et des points de passage des touristes. La décharge a une extension effective très ample, et son activation a donné lieu à une sorte de no man's land, en direction de Taouz, caractérisée par des taches blanches sur la hamada noire, qui, observées de près, révèlent la présence de déchets. A ce passage décevant, on doit ajouter que cette "décharge des hôtels" se trouve tout près du "lac des flamants" (Tefartniedad), une zone humide fréquentée par une avifaune diversifiée et qui s'étend ensuite aux précipitations saisonnières.

Quant au problème de l'assainissement, on doit faire face à un phénomène récent, à cause des pressions du secteur touristique. Jusqu'à il y a quelques années, les décharges humaines n'étaient pas écoulées par l'eau mais simplement collectées à sec, avec les décharges animales, et constituaient un fertilisant organique pour l'agriculture. Maintenant la présence de l'eau est la cause du « grand problème » du village, pour lequel on n'a pas encore élaboré des solutions valides pour tous. En général, les décharges sont gérées localement : maison par maison, hôtel par hôtel. Chaque habitation a un petit puits de 8-10 mètres de profondeur, et qui, une fois saturé, est fermé et remplacé par un autre puits autour de la maison. Il ne s'agit pas d'un parcours durable, mais justifié par le manque de gestion collective des déchets. La même solution est adoptée par les hôtels, à part quelques uns qui ont cherché des alternatives, comme la canalisation des décharges des toilettes vers la zone agricole de l'oasis. Les eaux sont collectées dans des petits puits d'une ampleur de 2 m et pas très profonds, qui sont vidés de temps en temps et utilisés pour l'irrigation des parcelles à fourrage. Les pluies naturellement augmentent la charge liquide des puits, jusqu'à les faire déborder, avec des effets pas seulement visibles, mais aussi olfactifs plutôt gênants pour les touristes.

Donc, la préservation de la qualité environnementale joue une importance fondamentale dans l'attractivité touristique ; pourtant, l'association Hassilabiad a su s'adresser aux gérants des hôtels, comme à une catégorie d'acteurs sensible à l'environnement. Pour défendre ces intérêts, on a constitué une association

d'hôteliers, qui dialogue avec l'association Hassilabiad pour l'application de solutions qui aient moins d'impacts sur les ressources naturelles.

5. CONCLUSION. Y A-T-IL DES ALTERNATIVES À LA GRANDE EXPANSION TOURISTIQUE DANS LES OASIS ?

Dans cette communication on a présenté l'exemple de l'expansion touristique dans l'oasis de Hassilabiad et son potentiel soit en termes de contribution à l'économie du village, soit en termes d'impact sur la culture et l'environnement locaux. Par rapport à ces derniers, les implications territoriales concernent la nature même de l'oasis : sa vocation agricole et le paysage, soit dunaire et de l'hamada, soit de la partie résidentielle. La prolifération de nouvelles structures touristiques a certainement induit une modification visible, en termes de quantité d'unités construites, et aussi en termes de qualité typologique, car les nouvelles constructions visent à faire correspondre les caractéristiques des bâtiments aux attentes des visiteurs. Un exemple est la reproduction de l'architecture et de l'habitat des kasbas dans les nouveaux hôtels, surtout ceux qui sont la propriété d'étrangers et qui sont gérés par des employés locaux. Meublés selon le style des ryads de Marrakech, ces hôtels présentent une ambiance orientaliste qui révèle la recherche d'« authenticité » et d'exotisme du touriste européen. Malgré le manque de respect de la réalité culturelle locale, ces structures, sont par contre attentives aux questions environnementales, et cela les rend – paradoxalement – plus durables : en fait, ils possèdent des moyens pour le traitement et la réutilisation des eaux usées, et se servent des sources énergétiques alternatives.

En alternative au tourisme hôtelier, l'association Hassilabiad propose aussi d'autres formes de tourisme, dit « responsable », rapprochant les visiteurs de la communauté locale, et qui implique les habitants des villages de la région pas seulement dans la phase de l'accueil, mais aussi dans la phase de formulation du projet. Des itinéraires et des activités sont en fait décidés par les habitants, qui commencent, petit à petit, à proposer la formule « chez l'habitant ». Il s'agit toutefois d'un tourisme de niche et qui exerce un impact culturel fort sur les familles impliquées dans ce projet, justement à cause de la nature contradictoire de cette proposition, qui attirerait des touristes dans des structures pas adaptées à l'accueil d'étrangers aux habitudes et exigences si différentes. Le risque est que les résidents modifient leurs habitations de manière à garantir la satisfaction de ces touristes qui voudraient « vivre » avec les populations locales, mais qui ne sauraient s'adapter à leurs habitudes quotidiennes, trop différentes de leur propre « normalité »

Un autre effort proposé concerne l'utilisation des produits oasiens dans la restauration locale, afin de soutenir les productions agricoles, qui souffrent de la pénurie hydrique et de l'ensablement, surtout par l'abandon de l'oasis de la part des jeunes. Une relance de l'activité agricole grâce au tourisme pourrait entraîner une reprise du travail agricole et donc le maintien de l'oasis, qui constitue l'enracinement territorial originaire du village d'Hassilabiad.

Donc, l'association Hassilabiad a le mérite d'avoir ouvert une ample réflexion sur divers aspects du tourisme, et de chercher des formes alternatives à moindre impact sur l'environnement et le territoire. À cette fin, elle se fait garante d'un mécanisme d'approche participatif, voué à l'implication de tous les groupes

d'intérêts et aussi des femmes, que la permanence de styles de vie traditionnels normalement exclut de toute dynamique touristique et des avantages économiques que ce secteur apporte.

RÉFÉRENCES

- A.A.V.V. (2000). *Le Territoire marocain. État des lieux*, Rabat, direction de l'Aménagement du territoire.
- A.A.V.V. (2006) *Le Secteur du tourisme dans la province d'Errachidia*, ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale.
- AGHZAR, N., Berdai, H., Bellouti, A., & Soudi, B. (2002). « Ground water nitrate pollution in Tadla (Morocco) », *Revue des Sciences de l'eau*, 15(2), 459-492.
- AIME, M. (2000), *Diario Dogon*, Bollati Boringhieri, Torino.
- ALAMI, A. (2004), *Le Tourisme marocain : l'éternel espoir*, Media Ten, Casablanca.
- BELGHAZI, T., Madani M. (2001). *L'Action collective au Maroc. De la mobilisation des ressources à la prise de parole*, faculté des Lettres et des Sciences humaines, Rabat.
- CHAPMAN, R.H. (2007). « Sustainability and Tourism », *Geodate*, 20(2), 1-5.
- DAMAMME, A. (2003). *Les Associations marocaines face à la question « femmes et développement durable »*, compte rendu des III^e Journées scientifiques du réseau Cultures, Identité et Dynamiques sociales, Agence internationale de la Francophonie, Bamako.
- KABIRI L. (2007), *Évolution de l'irrigation et impact sur les communautés humaines dans les oasis du Sud Marocain : cas de l'oasis de Tafilalet (Errachidia)*, Communication au séminaire du département de Sciences environnementales, 13 février 2007, Venise.
- MELLOUL, A., AMAHMID, O., HASSANI, L., & BOUHOUM, K. (2002). « Health effect of human wastes use in agriculture in el Azzouzia (the wastewater spreading area of Marrakesh city, Morocco) », *International Journal of Environmental Health Research*, 12(1), 17-23.
- MINCA, C. (1996). *Spazi effimeri*, Cedam, Padova.
- MOWFORTH, M. (2003), *Tourism and sustainability : Development and Tourism in the Third World*, Routledge, New York.
- OLIVIER DE SARDAN, J. (1996), *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Karthala, Paris.
- ROQUE M.A. « Clés politiques et sociologiques de la société civile au Maroc », in Roque M.A. (dir.) (2004), *La Société civile au Maroc*, Publisud, Paris.
- SAAF, A. « L'hypothèse de la société civile au Maroc », in El Aoufi N. (dir.) (1992), *La Société civile au Maroc*, SMER, Rabat.
- TEBBAA, O. « Pour un tourisme saharien durable », in Boujrout S. (dir.) (2004), *Le Tourisme durable* (S. Boujrout, cura). Université Cadi Ayyad, Marrakech.
- TOSUN, C. (2005). « Stages in the emergence of a participatory tourism development approach in the Development World », *Geoforum* 36, 333-352.
- WHO (1998), *Assessment of the health risk of dioxins : re-evaluation of the Tolerable Daily Intake (TDI)* WHO Report of Consultation, May 25-29 1998, Geneva.

LE TOURISME COMME INSTRUMENT D'EMPOWERMENT POLITIQUE : UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DANS UN MONDE GLOBALISÉ

Cécile ROUSSET et Stefano DE SANTIS

CIRPS – Ripartizione IX Relazioni Internazionali, université La Sapienza – Rome

INTRODUCTION

La globalisation est au centre de toutes les discussions, en passant des bavardages de comptoirs où elle est diabolisée, aux réunions de l'OMC où les opportunités commerciales tentent d'être maximisées. Elle est souvent représentée comme une sorte de force surhumaine, volonté de dieux démiurges, qui agirait indépendamment des pratiques des acteurs sociaux (Mato, 2007). Dans cet article, la globalisation sera conçue comme « l'intensification des relations sociales mondiales qui relient les localités lointaines, en faisant en sorte que les événements locaux soient modelés par les événements qui se vérifient des milliers de kilomètres plus loin et vice-versa » (Giddens, 2001). Les « processus de globalisation » étant loin d'être récents, il est légitime de se demander pourquoi ils ont acquis une importance prépondérante au sein du débat public international. Ils sont couramment assimilés à l'imposition d'un modèle économique néolibéral avec pour corollaire son lot d'impacts négatifs sur les sociétés locales : accroissement de l'inégale répartition des richesses, imposition d'un modèle hégémonique culturel consumériste, acculturation, augmentation de la pauvreté... Mais la globalisation serait-elle un phénomène exclusivement négatif ? En réalité, comme tout phénomène complexe, il implique des risques mais aussi l'émergence de nouvelles opportunités, très souvent sous-estimées ou reléguées au second plan. En effet, les communautés locales marginalisées doivent s'adapter à la réalité de ce nouveau contexte global et en tirer profit pour sortir des logiques perverses de paupérisation et marginalisation dans lesquelles elles sont immergées. Giddens considère la globalisation comme une force positive qui a le potentiel d'avoir un effet démocratisant notamment grâce à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux globaux et grâce à la diffusion de nouvelles technologies capables de créer de nouvelles sphères publiques au niveau global (Lewandowski, 2003). A l'intérieur de ce contexte, il apparaît pertinent de s'interroger sur le rôle du tourisme, activité globalisatrice par excellence, et ses implications sur la pauvreté. L'objectif que nous nous proposons est de nous focaliser sur le rôle sociopolitique du tourisme dans le cadre d'un modèle de développement politique, social et économique au sein d'un monde globalisé.

1. LE TOURISME RESPONSABLE COMME INSTRUMENT POLITIQUE

Si les liens entre tourisme et économie ont été amplement étudiés dans les cercles académiques, il n'en est pas de même des connexions entre tourisme et politique. Étudier le tourisme comme instrument de sensibilisation politique peut permettre d'enrichir le débat sur le pro-poor tourism en se concentrant sur les conséquences politico sociales de la pauvreté, c'est-à-dire la marginalisation des processus décisionnels (cercles de pouvoir).

La littérature relative à l'utilisation du tourisme à des fins majoritairement politiques s'est concentrée sur l'analyse du tourisme dans les états communistes (Hall, 1994). Dans ces pays, le tourisme était conçu comme instrument de politique extérieure pour faire la propagande du système économique et social communiste et comme générateur de devises extérieures pour financer ce système (Hall, 2001). Dans certains cas, le développement touristique peut donc être utilisé à des fins nationalistes plus qu'économiques (Harrison, 2001). Au même titre que les états, les communautés locales peuvent favoriser le tourisme pour des motivations politiques. Cette décision dépend de la conscience collective et de l'identité du groupe. C'est le cas des zapatistes qui conçoivent le tourisme comme un instrument clé pour diffuser leurs idées, augmenter le soutien en faveur de leur autonomie et les aider financièrement afin qu'ils puissent rester indépendants de l'État. Il ne faut certes pas faire une analyse simpliste des motivations poussant les communautés locales à s'ouvrir au tourisme : il existe toujours un ensemble de motifs entremêlés où le critère économique et financier recouvre toujours un poids important. Le politique et l'économique s'entrecroisent puisque l'indépendance économique renforce l'indépendance politique en permettant aux communautés de pouvoir choisir leur propre mode de développement.

Actuellement, la conscience de vivre dans un monde globalisé s'amplifie et un nombre croissant d'acteurs au niveau planétaire développe ses pratiques sociales dans ce cadre. Par exemple, la « conscience de la globalisation » (Mato, 2007) a particulièrement influencé les agissements politiques des communautés indigènes qui ont choisi de construire leur identité indigène au niveau transnational, comme stratégie politique (Russo, 2007). En fait, ces dernières représentent l'exemple parfait de minorités qui ont échoué à s'affirmer dans l'espace national, restant marginalisées. L'absence de possibilités de négociation avec le niveau national les a poussées à chercher d'autres voies pour protéger leurs droits menacés et pour obtenir leur propre affirmation. Maintenant que les processus de globalisation ont affaibli les États, de nouvelles marges de manœuvre semblent s'ouvrir pour répondre à des problèmes anciens. La mise en réseau de réalités distinctes et de mouvements sociaux au niveau planétaire a permis la constitution de réseaux transnationaux capables de sortir les communautés de l'isolement.

Il est intéressant de noter comment des populations locales marginalisées se sont créées un espace d'action au niveau global en s'appropriant des logiques universalisantes. Aurélie Volle parle de « branchement¹ » d'une dynamique locale

¹ L'idée de « branchement » est empruntée à J.L Amselle (2001) qui explique « en recourant à la métaphore électrique ou informatique du branchement, c'est-à-dire à celle d'une dérivation de signifiés particularistes par rapport à un réseau de signifiants planétaires, on parvient à se démarquer de l'approche qui consiste à voir dans notre monde globalisé le produit d'un mélange de cultures vues

amérindienne sur un courant de pensée universalisant qui est celui du développement durable. (Volle A., p. 28-33). Elles ont incorporé ce discours très à la mode dans le monde occidental, pour légitimer les droits ancestraux sur leurs terres, promouvoir leur cosmovision et mobiliser l'opinion publique à leurs causes. Les organisations indigènes ont appris que les relations transnationales pouvaient améliorer leur pouvoir de négociation avec les gouvernements nationaux (Mato, 2007).

« Paradojicamente, lo que los indigenas y nuestras organizaciones habiamos planteado a nuestros gobiernos, en cada uno de los paises amazonicos, tuvo que esperar a ser dicho en inglés » (COICA, 1989 : 11 – 12 in Mato, *ibid.*).

Comment des communautés locales isolées ont-elles pu intégrer le tourisme, élément exogène, parfois associé au post-colonialisme, dans leurs stratégies de développement, sans se pervertir ? Se « brancher » n'engendrerait en rien un risque d'acculturation mais permettrait de profiter d'une opportunité extérieure pour renforcer son identité au niveau interne et trouver du soutien. Le tourisme, activité occidentale par excellence exogène, peut être réapproprié par les communautés locales grâce à cette logique de branchement et de partage d'une éthique.

2. EXPLICATIONS DU MODÈLE : LE TOURISME COMME FACTEUR D'EMPOWERMENT DANS UN MONDE GLOBALISÉ

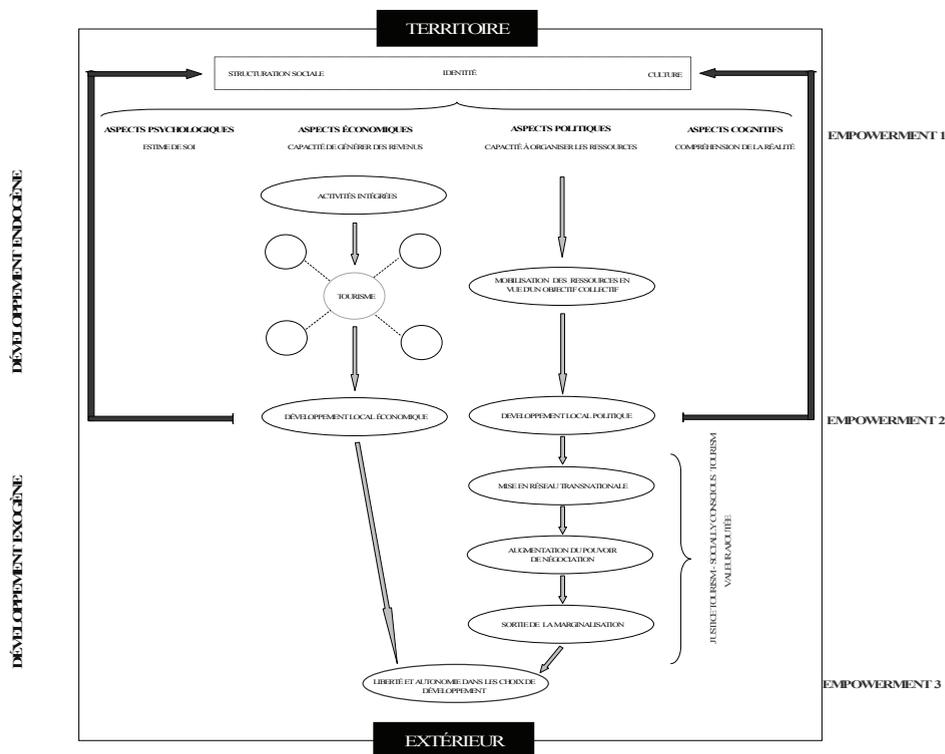
À la base du modèle, on note la présence d'une communauté locale c'est-à-dire d'une société au sens sociologique du terme qui est caractérisée par une culture, une structuration sociale et donc une identité spécifique. Avant de proposer une explication de ce modèle, il est nécessaire de poser quelques définitions des notions précitées et du concept d'*empowerment*, nécessaires à la compréhension du graphique.

La culture serait définie comme l'ensemble des modes de vie et des valeurs présents à l'intérieur d'une société (personnes ou groupe de personnes). Loin d'être statiques et autoréférentielles, les cultures sont fluides et se redéfinissent constamment selon les influences du monde extérieur. C'est ainsi que, citant Wolf, nous pouvons affirmer que le défi en tant que chercheurs est de dépasser les visions essentialistes des cultures pour comprendre comment les protagonistes combinent des pratiques anciennes et des configurations nouvelles constamment renouvelées dans ce processus de résistance et d'intégration à la société globale (Carter et Beeton, 2003). Il en résulte que l'identité ethnique n'est pas une reproduction infinie mais un processus, une valeur relationnelle « attribuée socialement, maintenue socialement et transformée socialement » (Berger et Luckman, 1995). Nous nous contenterons d'affirmer que la construction sociale de l'identité est soumise aux influences extérieures, sans émettre de jugement de valeur sur cette réalité. Les populations indigènes ont par exemple utilisé des recours « non traditionnels » comme l'usage de la langue nationale, de nouvelles formes d'organisation politiques transnationales pour renforcer leur processus d'*empowerment* et leurs identités. La structuration sociale, fortement corrélée à

elles-mêmes comme des univers étanches, et à mettre au centre de la réflexion l'idée de triangulation, c'est-à-dire le recours à un élément tiers pour fondre sa propre identité. » in *Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion.

la culture, représente un système d'interrelations qui unissent les individus présents dans une société. Aucune culture ne pourrait exister sans une société et aucune société ne pourrait exister sans une culture (Giddens, 1989). La communauté locale se situe sur un territoire géographiquement déterminé, qui ne se limite pas à un simple espace topographique mais qui est considéré comme un espace socialisé par l'homme sur lequel la communauté résidente réalise l'ensemble de ses activités². La société locale et le territoire ne représentent qu'une partie du cadre puisqu'ils doivent se confronter au monde extérieur, et ce encore plus dans un monde globalisé comme le monde actuel. De telles influences avec le monde externe auront des incidences sur la dynamique et sur le développement des communautés locales.

Figure 1 : Le tourisme comme instrument de développement politico-social :



un modèle d'empowerment dans un monde global

L'ensemble des éléments décrits jusqu'alors permettent de définir de façon synthétique une communauté locale. Cette dernière dispose, au départ, d'une certaine dotation en ressources économiques, politiques, etc. qui détermineront l'ampleur des capacités décisionnelles dont elle dispose. Pour développer ce con-

² Le territoire synthétise l'histoire des relations instaurées entre l'homme et la nature ; il constitue une réordination de l'espace dont l'ordre est à chercher dans les systèmes informationnels dont dispose l'homme en tant qu'il appartient à une culture.

cept et proposer une dimension analytique, nous aurons recours au concept d'*empowerment* développé par Stromquist (2002), qui le définit comme un processus composé de quatre dimensions : cognitive, psychologique, politique et économique. Les dimensions cognitives et psychologiques comprennent des éléments de conscientisation tels que la prise de conscience de sa propre réalité et le renforcement de l'estime de soi. Les dimensions politiques et économiques renvoient à des thèmes plus pratiques tels que la capacité à s'organiser (cohésion) et à survivre économiquement. L'*empowerment* doit permettre à la communauté locale de pouvoir décider et gérer de façon autonome ses propres choix politiques, économiques et sociaux afin de pouvoir prendre en charge sa propre destinée. Il peut être défini comme un processus qui permet aux communautés locales de décider elles-mêmes des stratégies de développement qu'elles souhaitent adopter.

À la base de notre modèle vertueux, nous partons du principe que les communautés locales sont parties prenantes et possèdent une capacité de contrôle sur le développement du tourisme ; peu importe si la volonté de s'ouvrir au tourisme ait émergé au sein de la communauté (existence d'un leader ou décision collective) ou que celle-ci provienne de l'extérieur (État, ONG, opérateur touristique) et ait été appropriée par la communauté dans un second temps. Dans le modèle proposé, le tourisme responsable n'agit pas comme catalyseur du processus d'*empowerment* ; il a un rôle de renforcement du processus. La communauté part d'un niveau d'*empowerment* donné qui est représenté dans le graphique comme niveau d'« *empowerment 1* ». Au centre de la réflexion, nous nous interrogeons sur la possibilité d'augmenter le niveau de départ dans le but de garantir aux communautés locales des espaces décisionnels majeurs. Pour proposer une solution, nous nous concentrerons sur les aspects économiques et politiques en laissant de côté ceux plus psychologiques et cognitifs.

L'innovation de ce graphique consiste à proposer une connexion entre *empowerment* politique et économique³ mais surtout à analyser la valeur ajoutée que peut représenter le « *justice tourism* »/ « *socially conscious tourism* » dans un contexte de mise en réseau transnational. Dans un monde globalisé, nous postulons que cet *empowerment* aura des conséquences non seulement sur les sociétés nationales mais à l'échelle internationale, grâce à l'émergence de mise en réseaux au niveau transnational. Associer le tourisme avec d'autres activités et mouvements sociaux au niveau transnational lui permet de recouvrir un nouveau rôle, fortifiant et dynamisant le cercle vertueux du processus d'*empowerment* des communautés locales. Ce processus d'*empowerment* politique se décompose donc en deux phases : la première se situe dans l'espace propre et est endogène alors que la seconde se déroule dans l'espace de l'interaction. Les prochaines sections visent à analyser en quoi le tourisme peut permettre le déclenchement d'un premier cercle vertueux endogène où *empowerment* économique et *empowerment* politique se renforcent et la naissance d'un deuxième cercle vertueux, celui-ci exogène et centré sur l'*empowerment* politique.

³ En effet, l'*empowerment* économique ne garantit pas nécessairement l'*empowerment* social et politique (Friedman, 1992) mais l'indépendance économique et sociale engendre de l'autonomie politique.

3. DE L'EMPOWERMENT ÉCONOMIQUE À L'EMPOWERMENT POLITIQUE : LA CULTURE COMME RESSOURCE

La partie économique se propose d'étudier le rôle que peut revêtir le tourisme dans les communautés traditionnelles. Comme souligné précédemment, les processus de globalisation en cours engendrent une restructuration globale du panorama international, ayant de forts impacts sur les communautés locales qui doivent remettre en cause leur façon de vivre, de s'organiser et de produire. La globalisation néolibérale imposant de fait des activités économiques de type modernes, engendre une déstabilisation des systèmes locaux, provoquant la disparition des activités traditionnelles, minant les processus économiques et les styles de vie (et donc des valeurs qui lui sont associées). En affirmant que la dynamique économique modifie le visage d'une société confrontée au changements, il est nécessaire de souligner que ce changement doit être analysé dans une optique plus générale, c'est-à-dire de transformation et de crise sociale et non seulement en terme de variation des grandeurs économiques. Comme le souligne Polanyi (1974, p.92), « l'ordre économique est...fonction de l'ordre social dans lequel celui-ci se développe ». Les changements sont souvent perçus comme des impositions venant de l'extérieur qui ne peuvent rester confinés à la seule sphère économique. Le processus économique peut engendrer une désagrégation des communautés locales avec l'effondrement consécutif des institutions (tout d'abord économiques, puis politiques et sociales dans un second temps) à travers lesquelles se matérialisait l'existence de ce peuple. Cette problématique est aujourd'hui de prime importance et l'exigence de trouver des politiques de développement, ne visant pas à la seule croissance économique mais conjuguant développement économique et respect des valeurs culturelles ancrées dans la réalité régionale est plus que d'actualité. L'objectif de cette section est de présenter un modèle de développement compatible avec la valorisation de l'output adapté aux capacités de contrôle et de gestion des communautés traditionnelles, afin de garantir une expansion des ressources à leur disposition et augmenter ainsi leur autonomie. Comment le tourisme peut-il jouer ce rôle ?

A partir de la théorie sur les systèmes territoriaux précédemment développés, les projets de développement doivent tenir compte des exigences et des problèmes réels des populations dans un contexte territorial donné. Dans le cas des sociétés traditionnelles, cela revient à identifier les activités économiques qui pourront être « intégrées » entre elles (au sens économique) et surtout en relation avec la culture locale. La nécessité de garantir une indépendance économique correspond au besoin de sortir des logiques d'assistentialisme économique pour permettre un processus d'*empowerment*. Le tourisme doit être conçu comme une activité complémentaire capable de revaloriser les secteurs traditionnels tels que l'agriculture et l'artisanat grâce à une augmentation de la demande relative et aux effets du multiplicateur. La tendance actuelle mondiale du marché touristique à valoriser les cultures traditionnelles et le tourisme culturel représente une nouvelle opportunité à saisir pour les communautés locales. Réussir à allier culture et développement en transformant la culture en ressource est une des clés du processus d'*empowerment*. De nombreuses organisations indigènes ont saisi cette opportunité pour renforcer les pratiques d'ethnodéveloppement basées sur l'ethnotourisme (ou tourisme culturel) et la production d'artisanat indigène ou populaire. Si les bénéfices qui dérivent du développement touristique sont principalement de nature économique à travers

la production de revenus locaux, les effets induits sont tout aussi intéressants à analyser. On peut noter :

- l'expansion des secteurs intégrés à la société et à l'économie, qui permet d'obtenir un effet multiplicateur au niveau local plus important que si les activités n'étaient pas intégrées (Colombi, 2007) ;
- une attention plus grande portée au respect de l'environnement qui devient au même titre que la culture, une ressource pour la croissance. Les sociétés traditionnelles se définissent par une relation de quasi complicité avec la nature, de dépendance mutuelle et réciproque.

Éviter les phénomènes de déracinement social et freiner l'exode rural en proposant de nouvelles alternatives de travail, attractives pour les populations jeunes.

Pour terminer cette démonstration, il est nécessaire de souligner que le problème du sous-développement n'est pas lié à la dimension ou à la multiplicité des interventions réalisées mais plutôt à leurs natures, à leurs caractéristiques en relation au contexte socio-économique dans lequel elles viennent s'insérer. On refuse souvent d'admettre que l'imposition de projets de développement étrangers à un contexte socioculturel déterminé ne peut que conduire, dans la meilleure des hypothèses, à la réalisation d'épisodes productifs singuliers qui se transforment difficilement en logiques de croissance cumulative et peuvent par contre empirer les tensions et créer des déséquilibres à même de conduire à la désagrégation du système socio productif traditionnel. Comme souligné par de nombreux auteurs, la rentabilité économique n'est pas le développement. Dans l'analyse comparative de plusieurs projets de tourisme rural dans des communautés mapuche au Chili, Volle A. constate que les initiatives dont les capacités de gestion territoriales sont les plus élevées ne sont pas forcément les plus rentables à court terme, mais pourraient être les plus aptes à produire, dans le futur, du développement local, parce qu'elles lient dans un élan de restructuration sociale, culture et développement. Le lien entre l'économique et le politique mis en relief dans le graphique est un lien causal assez simple : l'indépendance économique est un pré requis pour obtenir l'indépendance politique. L'assistentialisme et la dépendance économique annihilent toute possibilité de choisir son propre mode de développement.

4. CERCLE VERTUEUX *D'EMPOWERMENT* POLITIQUE ENDOGÈNE

Dans cette section, nous nous proposons d'affronter l'*empowerment* du point de vue politique. Nous partons du principe que pour assurer l'*empowerment* des communautés, il est nécessaire de rompre avec les logiques d'assistentialisme et de renverser le rôle traditionnel des politiques afin qu'elles rejoignent la dynamique d'un mouvement préexistant.

Trois variables principales influencent la réussite du processus d'*empowerment* :

1. la cohésion identitaire et l'appropriation de la culture ;
2. la mobilisation du tourisme en vue d'une fin politique ;
3. les sources de financement du projet influençant l'autonomie politique.

L'appropriation de la culture recouvre un rôle fondamental au sens où elle définit le niveau de l'estime de soi des acteurs, permet la valorisation des connaissances autochtones et favorise la prise de conscience collective. La capacité de gestion politique est pratiquement proportionnelle à la conscience identitaire (Volle A., 2006, p. 155). Là où la culture n'est que résiduelle, la capacité de gestion politique est nulle car le tourisme n'est finalement considéré que comme une activité économique. La mobilisation des ressources en vue du tourisme peut être instrumentalisée dans le but d'augmenter l'autonomie politique. En écoutant le récit de nombreuses communautés indigènes d'Amérique Latine, narrants leurs expériences de tourisme communautaire, on constate que le tourisme les a aidées à créer de la solidarité, à renforcer leur identité et à assumer avec fierté leurs traditions. Le cercle vertueux qui se met en place dépend du niveau d'organisation sociale et de la conscience identitaire de base, déterminant la capacité à mobiliser les ressources en vue d'un objectif collectif. Cette mobilisation permet dans un second temps de renforcer la conscience identitaire (aspects psychologiques de l'*empowerment*), la capacité de travailler ensemble (aspect politique de l'*empowerment*) et l'amélioration de la compréhension des problèmes de la communauté (aspect cognitif de l'*empowerment*). La représentation graphique de ce schéma vertueux est présentée dans la figure 1. Par exemple, la communauté indigène Pataxó du Brésil a compris que la commercialisation de sa culture à travers le tourisme pourrait lui amener des bénéfices aussi bien économiques que culturels, sans pour autant la conduire dans un processus d'acculturation. Au contraire, elle a renforcé son identité (réappropriation de la langue qui commençait à se perdre, valorisation des traditions) et la cohésion au sein de la communauté (Grünwald, 2002, p. 1001). Par conséquent le tourisme possède un rôle en terme d'identité nationale et de communication politique (Richter, 2002 p. 108). La communauté locale doit posséder le contrôle de l'expérience pour pouvoir instrumentaliser le tourisme à des fins politiques ou sociales. Ce contrôle peut se réaliser à travers la sélection des espaces « front and back » (concept développé par Goffman, 1959) qui expriment la dichotomie entre l'espace propre réservé du regard extérieur et l'espace ouvert au touriste.

Afin que le tourisme puisse être facteur d'autonomie politique, il est nécessaire qu'il ne soit pas seulement conçu comme source de revenus mais également comme instrument politique. Combiné à une conscience identitaire bien définie, cela évite que la communauté d'accueil ne dérive dans la folklorisation de sa propre culture. En fait, en cas contraire, la logique d'*empowerment* se mettra difficilement en marche et le tourisme pourra avoir des effets plus destructeurs que bénéfiques. Si la communauté est par exemple insérée dans un conflit social et politique, elle percevra aisément le tourisme comme moyen d'éducation et de sensibilisation à sa cause (« faire passer un message ») et le cercle vertueux de l'*empowerment* pourra se mettre facilement en marche. Les acteurs des projets de tourisme communautaire réussis sont conscients de cette dynamique. Par exemple, un représentant de la communauté Pataxó lors d'un entretien réalisé pendant la conférence de Fortaleza⁴ a répondu à la question : « Quel œil portez-vous sur le tourisme conventionnel, massif ? », de la façon suivante : « Cela ne sert à rien de recevoir cinq cent touristes puisque nous ne réussirions pas à faire

⁴ Entretien réalisé par Aline Baima à Jaguatiry Pataxó, chargé de communication du II SITS (*op. cit.*), disponible en ligne, <http://www.adital.com.br/site/noticia.asp?lang=ES&cod=33137>

passer notre message à tous⁵ ». De la même façon, les leaders politiques mapuche conçoivent le tourisme comme la mise en action de leur revendication sur le contrôle territorial. « Pour les mapuches, il est clair que le tourisme n'est pas une fin en soi, une activité purement économique, il répond dans la plupart des cas, à des stratégies qui visent un objectif éminemment politique : la reconnaissance d'une culture marginalisée et le respect du territoire par l'occupation physique des terres, contre des entreprises forestières ou les intérêts de promoteurs touristiques externes. » (A. Volle, 2006, p. 177.)

La dernière variable influençant le processus d'*empowerment* politique endogène est constituée des sources de financement qui définissent le degré d'indépendance politique. Ce financement peut provenir de sources différentes : État, ONG nationales, ONG internationales et autofinancement. Le choix d'utiliser une source plutôt qu'une autre (ou l'utilisation de ressources mixtes) dépendra du positionnement idéologique des porteurs de projets : certains leaders mapuches refusent toute aide étatique puisqu'ils soupçonnent l'État de vouloir appuyer financièrement leurs projets pour mieux les intégrer et nier leurs spécificités culturelles. En ce sens, ils préfèrent très souvent utiliser des réseaux internationaux d'ONG pour obtenir des financements. (A. Volle, 2006, p.36), plutôt que de négocier avec l'État ; afin de garder un certain pouvoir de décision interne, pouvoir cher aux peuples qui cherchent à conserver une identité culturelle spécifique.

Pour conclure la réflexion sur le processus d'*empowerment* endogène, nous pouvons affirmer que l'utilisation du tourisme peut contribuer à l'émergence de nouveaux espaces d'autonomie pour les communautés locales, aussi bien dans le domaine économique (développement local) que politique (majeure autonomie politique et augmentation des marges de manœuvres politiques) ; le politique et l'économique se renforcent mutuellement afin de nourrir le premier cercle vertueux d'*empowerment* (passage du niveau 1 au niveau 2).

L'augmentation de l'indépendance politique et économique contribue au développement de la société locale (flèches rouges dans la *Figure 1*) et permet une amélioration successive des quatre aspects de l'*empowerment* à travers les mécanismes précédemment décrits qui amélioreront les capacités de gestion et de choix autonome du propre modèle de développement. Nous pouvons définir cette première phase de « développement endogène », étant donné que les processus décrits sont internes à la communauté et peuvent se mettre en marche indépendamment du rôle du touriste c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire que la communauté locale ait appréhendé la vision éducative ou sociale que peut revêtir le tourisme. Que la communauté accueille des touristes plus intéressés par la connaissance de l'environnement naturel que par sa culture propre ou que ce dernier soit susceptible ou non de s'engager dans de nouveaux activismes après le voyage n'a pas d'importance à ce stade du processus d'*empowerment*. Par exemple, l'étude d'A. Volle réalisée au Chili montre que la majorité des touristes en terre mapuche sont des touristes nationaux, plus intéressés par l'attractivité des prix et la beauté des paysages que par la spécificité culturelle de l'offre et l'envie de découvrir la culture mapuche. Cela n'empêche pas que se mette en marche le premier cercle vertueux de l'*empowerment* ; en revanche il limitera la possibilité de mettre en route le deuxième cercle vertueux

⁵ Traduction réalisée par Cécile Rousset.

exogène. Le rôle du tourisme comme facteur de sensibilisation politique et sociale sera appréhendé dans la partie suivante en étudiant le processus d'*empowerment* exogène, rendu possible par le contact avec l'extérieur et la création de réseaux transnationaux.

5. RENFORCEMENT DU PROCESSUS D'EMPOWERMENT À TRAVERS LE « JUSTICE TOURISM » / « SOCIALLY CONSCIOUS TOURISM »

La partie la plus innovante du modèle proposé consiste à présenter en quoi le tourisme responsable peut jouer un rôle de sensibilisation politique et sociale, procurant la visibilité à la communauté locale, à même de renforcer le processus d'*empowerment*. Nous faisons référence à la seconde partie du graphique présentée dans la *Figure 1*, relative au processus de développement exogène puisque le passage à ce nouveau niveau d'*empowerment* ne dépend plus de mécanismes internes à la communauté locale mais plutôt à la façon dont cette dernière se relationne avec l'extérieur. La nécessité de nouer des liens avec l'extérieur naît de la condition de marginalisation politique et/ou économique dans laquelle se trouve immergée la communauté locale suite à un rapport conflictuel entretenu avec le gouvernement national. Le renforcement des processus de globalisation représente une nouvelle opportunité pour les communautés locales puisqu'elle affaiblit le pouvoir des états nationaux et permet l'émergence de nouveaux espaces de mobilisation au niveau supranational. Les communautés locales en situation conflictuelle avec l'État national ont compris qu'elles devaient passer outre ce niveau national avec lequel elles n'ont aucun pouvoir de négociation pour nouer des réseaux au niveau transnational. Certains mouvements sociaux globaux (particulièrement les regroupements indigènes) sont capables d'organiser un lobbying sur les instances supranationales afin de faire reconnaître leurs droits au niveau international, dont le respect sera ensuite imposé à l'échelle nationale. Les nouvelles opportunités nées de cette mise en réseau au niveau transnational permettent le passage du niveau d'*empowerment* 2 au niveau d'*empowerment* 3.

Les communautés locales impliquées dans des conflits politiques ou sociaux voient dans la rencontre avec des touristes internationaux une opportunité pour médiatiser leurs causes et obtenir du soutien. Dans cette optique, le tourisme peut jouer un rôle clé pour augmenter la visibilité de communautés locales marginalisées à travers différentes modalités d'action :

La littérature existante met en avant le rôle du touriste comme facteur de changement social et comme acteur central apte à procurer visibilité aux communautés locales. Ce concept est développé seulement comme toile de fond dans les théories sur le *justice tourism* et le *socially conscious tourism* puisque les définitions de ces concepts restent assez vagues et sont loin de faire l'unanimité entre les quelques chercheurs spécialisés sur le sujet. Nous différencions ces deux concepts en termes d'analyse du rôle des acteurs. Le concept de « *Justice Tourism*⁶ » définit l'intention de l'opérateur touristique et des communautés locales (en ce sens, il qualifie l'offre et non la demande) : il est conçu dans le but de proposer de réels échanges d'expériences entre hôtes et visiteurs

⁶ Développé entre autres par l'association de tourisme alternatif ATG en Palestine, Scheyvens (*ibid.*) et Welton (*ibid.*).

capables de créer de nouveaux activistes pour soutenir les populations locales en situation de conflits politiques ou sociaux ou plus largement comme facteur de changement social et politique dans les pays sources occidentaux. Les termes « *socially responsible tourism* » ou « *socially conscious tourism* » sont utilisés pour qualifier les mêmes types de voyage, en mettant l'accent sur le comportement du touriste (c'est-à-dire sur la demande) qui voyage non seulement par loisirs mais pour connaître et comprendre la réalité politico sociale du lieu qu'il visite. L'activisme peut prendre des formes très différentes selon les personnes, leurs motivations et ressources. Au sein de la littérature, alors que l'impact de l'expérience touristique sur les touristes individuels (Hutnyk, 1996, Wearing, 2001) a été analysé, celui sur la société du pays émetteur reste très peu étudié. Calculer cet impact est pourtant fondamental pour comprendre en quoi le tourisme revêt un rôle en matière de visibilité. Le concept d'effet multiplicateur, en terme de sensibilisation de l'opinion publique est très important pour mesurer cet impact tenant compte du fait que la majorité des touristes responsables sont des personnes impliquées au niveau social et qui peuvent faire circuler les informations : création d'un network après le voyage entre les participants, maintien de contacts entre les visiteurs et les communautés d'accueil, contact des participants avec leur entourage extérieur (famille, amis, travail) et leurs réseaux.

La réflexion sur la médiatisation de l'initiative touristique est l'apport innovant que nous proposons d'apporter au sens où nous ne limitons pas les effets que peut recouvrir le tourisme en termes de visibilité au seul rôle du touriste. La visibilité s'acquiert avant tout grâce à la médiatisation. Dans un monde actuel où les mass media sont créateurs d'opinion, la communication et la publicisation sont des instruments politiques cruciaux. Pour sortir de l'isolement et trouver des soutiens politiques, il est important de médiatiser les initiatives de tourisme communautaire. Les communautés locales seules n'ont pas la possibilité et les contacts pour accéder aux mass media. En ce sens, ce sont les ONG porteuses de projet qui peuvent jouer un rôle déterminant en intégrant dans les budgets des activités pour la promotion et la communication des initiatives. Elles se devraient également de favoriser la création de réseaux d'échanges d'expériences en matière de tourisme communautaire

Le tourisme permet, de façon plus générale, la mise en réseau d'expériences hétérogènes en termes géographiques, ethniques, etc mais regroupées par un objectif commun. En ce sens, le tourisme représente un important élément d'agrégation de communautés différentes. Le Second Séminaire international de Fortaleza visant à l'échange d'expériences communautaires latino-américaines a entériné la création d'un réseau TURISOL regroupant les communautés indigènes de l'État du Ceara. Cette mise en réseau de communautés, qui était auparavant isolées, a été permise grâce au tourisme et aura des répercussions politico sociales bien au-delà de ce secteur. Le tourisme peut être un élément de cohésion pour regrouper des communautés isolées.

Dans la majorité des cas, ces communautés sont insérées dans un long processus d'isolement et le contact avec l'extérieur par la mise en réseaux avec d'autres communautés divisant des problématiques communes leur permet d'entrevoir de la solidarité et de définir ensemble des solutions. Grâce à la mise en réseau, la communauté locale augmente son pouvoir de négociation à l'échelle nationale (augmentation de l'*empowerment* politique), lui permettant

de sortir de sa condition de marginalisation, en acquérant une majeure liberté et autonomie pour définir ses propres choix de développement.

CONCLUSION

Les processus de globalisation constituent une réalité actuelle à laquelle il est impossible d'échapper. La création de réseaux au niveau transnational a facilité les échanges entre individus, documentations, expériences et publications. « L'émergence d'une société civile internationale correspond au passage d'une société formée de groupe d'individus privés à une société composée d'individus qui partagent un idéal public et commun » (Roberto Saba, directeur exécutif de Poder Ciudadano⁷). Dans ce nouveau contexte émergent, de nouvelles opportunités en matière de politiques alternatives de développement visant l'*empowerment* des communautés locales et s'éloignant du seul concept de croissance économique. L'innovation de cet article quant à son apport sur le thème de la médiatisation comme facteur prépondérant en vue de la sensibilisation politique et sociale ouvre de nouvelles pistes de réflexion ; loin des sentiers battus.

RÉFÉRENCES

- AMSELLE J.-L. (2001), *Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, flammariion.
- BAWTREE (Eds.), *The Post Development Reader*, Zed Books, Malaysia.
- BERGER et LUCKMAN (1995), *La Construcción social de la realidad*, Amorrortu, Buenos Aires.
- CARTER R.-W et BEETON R.-J.S. (2003), *Managing Cultural Change and Tourism : A review and perspective*,
<http://www.nrsm.uq.edu.au/Staff/bcarter/TourPapers/CultCartBeet2004.pdf>
- CELANT A. (compilateur) (1995), *Sahel, geografia di una sconfitta*, Pacini editori, Roma.
- ESTEVA G. et PRAKASH (1997), *From Global Thinking to Local Thinking*, in M. RAHNEMA & V. FORMICA C. (1999), *Lo spazio geoeconomico*, UTET, Torino.
- FRIEDMANN J. (1992), *Empowerment : The politics of alternative development*, Cambridge.
- FREIRE P. (1970), *Pedagogy of the oppressed*, Penguin, London.
- GIDDENS A. (1989), *Sociology*, Polity Press, Cambridge.
- GIDDENS A. (1990), *The Consequences of modernity*, Polity Press, Cambridge.
- GOFFMAN E. (1959), *The Presentation of self in every day life*, Doubleday, New York.
- GRÜNEWALD R.-d.A. (2002), *Tourism and cultural revival*, *Annals of Tourism Research*, 29, 1004-1021.
- HALL D. et KINNAIRD V.-E. (1994), "Ecotourism in Eastern Europe », in : CATER E., LOWMAN G. eds. : *Ecotourism : A Sustainable Option ?* ; John Wiley & Sons, Chichester, UK, pp.111-136
- HALL D.-R. (2001), « Tourism and development in Communist and postCommunist societies » In Harrison D. (Ed.), *Tourism and the less developed world : Issues and case studies*. Oxon :CABI.
- HARRISON D. (Ed.) (2001), *Tourism and the less developed world : Issues and case studies*. Oxon :CABI.
- HUTNYK J. (1996). *The rumour of Calcutta : Tourism, charity and the poverty of representation*, Guildford & King's Lynn : Zed..

⁷ Entretien Roberto Saba, directeur exécutif de Poder Ciudadano, réalisé par Daniel Mato, in Mato, 2007, *ibid*.

- LEWANDOWSKI, J. D, 2003, *Disembedded democracy ? Globalization and the "Third Way"*, European Journal of Social Theory, 6, 115-131.
- MATO D. (2007), « Cultura, comunicación y transformaciones sociales en tiempos de globalización », p.13-87, in MATO Daniel et MALDONADO Fermin Alejandro (compilateurs), 2007, *Cultura y transformaciones sociales en tiempos de globalización, perspectivas latinoamericanas*, Clasco Libros, Colección Campus virtual, Buenos Aires.
- POLANYI K. (1974), *La Grande Trasformazione*, Giulio Einaudi editore S.p.A., Torino.
- RAFFESTIN C. (1984), *Territorializzazione, deterritorializzazione, riterritorializzazione e informazione*, in *Regione e regionalizzazione*, (a cura di) Turco A., Franco Angeli, Milano.
- RAFFESTIN C. (1997), *Réinventer l'hospitalité*, in *Communications* n° 65, Paris, p. 165-177.
- STROMQUIST N.P. (2002), "Education as a means for empowering women", in J.L. PARPART, S.M. RAI et K. STAUDT (eds.), *Rethinking empowerment : Gender and development in a global/local world*, Routledge, London.
- RICHTER L. K. (2002), « The politics of heritage tourism development : Emerging issues for the new millennium » in D. G. PEARCE et R. W. BUTLER (eds.), *Contemporary issues in tourism development* (pp. 108-126) London, Routledge.
- RUSSO N. (2007), "Quando outros mundos se encontram : movimentos indígenas e a construção de uma identidade étnica transnacional no Fórum Social Mundial", p.199-213, in MATO Daniel et MALDONADO Fermin Alejandro (compilateurs), *Cultura y transformaciones sociales en tiempos de globalización, perspectivas latinoamericanas*, Clasco Libros, Colección Campus virtual, Buenos Aires.
- VOLLE A. (2005), *Quand les Mapuche optent pour le tourisme, regards croisés sur le développement au Chili*, L'Harmattan, Collection tourisms et sociétés, Paris.
- WOLF E. (2003), « Cultura : panacea ou problemma ? » in FELDMAN-BIANCO, Bela e Ribeiro, Gustavo, *Antropologia e poder*, Brasilia.
- WEARING S. (2001), *Volunteer tourism : Experiences that make a difference*, CABI, Oxon.
- WRELTON E. (2006), *Reality Tours to Chiapas, Mexico : The role of Justice Tourism in Development*, mémoire de master en philosophie des études de développement, Massey University, Palmerston North, Nouvelle Zélande.

PAYSAGES, IDENTITÉS CULTURELLES ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE :

REPRÉSENTATIONS ET STATUTS DE LA PAUVRETÉ ET DE SES MANIFESTATIONS

Philippe BACHIMON, Pierre DÉRIOZ

*UMR 5194 Pacte – Territoires – équipe Cermosem,
faculté des Lettres et des Sciences humaines d'Avignon et des Pays de Vaucluse*

Même s'il est répété plusieurs années de suite, même s'il est soigneusement préparé par la lecture de guides ou d'ouvrages spécialisés, le séjour touristique paraît bien court pour que la confrontation du touriste avec d'autres identités culturelles que la sienne puisse déboucher sur une appréhension satisfaisante d'une réalité aussi complexe, toujours en mutation derrière ses apparentes fixités, toujours fragmentée à l'infini par le prisme des clivages sociaux et des histoires individuelles. Et pourtant, si timidement, si marginalement que cela puisse être, le touriste est en quête de confrontation avec l'autre et l'ailleurs, en quête de découverte et de dépaysement : dans un dosage variable – et subtil – avec activités de loisir et éléments de confort permettant le repos, on peut en effet regarder « l'identité comme fond de commerce du tourisme » (Michel, 2006). Rares, toutefois, sont les touristes véritablement à la recherche d'une interaction culturelle approfondie avec une société et des individus, compte tenu de ce qu'elle suppose d'ouverture et de capacité d'écoute, aussi de ce qu'elle comporte d'inconfort psychologique, intellectuel et philosophique. En général, le fait d'être un moment plongé au milieu des signes plus ou moins intelligibles de ces identités différentes suffit à produire la sensation de dépaysement recherchée : la découverte de l'ailleurs éclipse alors celle de l'autre, l'identité des territoires prend le pas sur celle des sociétés, et la rencontre du paysage, en tant qu'apparence perceptible du territoire et vecteur de son identité, l'emporte sur celle des individus. Aux multiples biais de la relation asymétrique entre le touriste et l'habitant du pays hôte (Cazes, 1992) se superposent les faux-semblants, les trompe-l'œil et les énigmes du paysage.

Dans son acception la plus courante, cette notion de paysage renvoie du reste à un ensemble de représentations culturelles propres à la civilisation occidentale¹ (Cauquelin, 1989 ; Luginbühl, 1989 et 1992 ; Debarbieux, 2004), qui se sont progressivement enrichies, diversifiées et diffusées à partir de la Renaissance, en liaison étroite avec l'art pictural d'une part (Milani, 2005), mais également très tôt avec le voyage et « l'invention » du tourisme (Corbin, 1995). S'il existe

¹ Ainsi, quoique de manière sensiblement différente, qu'aux civilisations extrême-orientales, chinoise et japonaise (Berque, 1995).

donc bien un lien originel du paysage avec sa médiatisation par l'image, la formalisation précoce d'une esthétique paysagère a d'emblée valorisé des archétypes bien précis, ceux de la belle campagne riche et ordonnée d'abord, plus tard ceux de la nature grandiose et sauvage (XVIII^e), ou ceux de l'exotisme ultramarin, dont seules les classes aisées disposent à la fois des codes culturels pour les apprécier et des moyens financiers pour aller les contempler. Les plus pauvres, tout particulièrement ceux qui appartiennent aux « civilisations non paysagères » (Berque, 1995), s'ils font parfois partie du décor jusqu'à se fondre dans le paysage, sont exclus de sa découverte.

Tout le monde, donc, ne « voit » pas du paysage. Mais l'hégémonie exercée par les cultures occidentales, de la période coloniale jusqu'aux formes contemporaines du processus de globalisation, a tendu à imposer leurs valeurs à l'ensemble de la planète, et le paysage, regardé comme valeur esthétique, culturelle et patrimoniale, en fait partie, comme en témoigne l'entreprise de classement d'un certain nombre de sites mondiaux dans le « patrimoine de l'humanité » sous l'égide de l'Unesco². Cette démarche, qui est l'une des facettes de la mondialisation, s'inscrit en quelque sorte dans le prolongement du processus interne de diffusion des valeurs paysagères au sein même des différentes couches de la société occidentale, par le biais de l'école notamment, par la lente démocratisation de l'accès aux médias (descriptions livresques, gravures, photographies, cinéma...), mais aussi par effet d'imitation des couches dominantes, exacerbé par le développement de la publicité ; dans ce transfert, le développement du tourisme à l'échelle mondiale joue évidemment un rôle fondamental : c'est le regard des touristes, majoritairement venus des nations occidentales, qui a peu à peu transformé certains lieux, ou certaines physionomies typées des territoires, en « paysages » à visiter, donc en ressource potentielle pour les habitants de ces territoires – ou pour les entrepreneurs touristiques. Cela est vrai quel que soit le type de tourisme, y compris le tourisme balnéaire où l'on attend seulement un archétype paysager (la plage de sable blanc, l'eau bleue du lagon, les cocotiers).

L'une des questions essentielles de la recherche d'un développement touristique « solidaire », dès lors, réside dans la manière dont cette représentation exogène mais génératrice d'une demande est reçue, considérée, appropriée peut-être par les populations réceptrices, et la manière dont elle s'articule avec leurs propres représentations de leur environnement – leur propre « médiance », pour reprendre le terme forgé par Augustin Berque (1990) pour désigner le « complexe orienté à la fois subjectif et objectif, physique et phénoménal, écologique et symbolique » tissé entre une société et son espace. Si différentes soient-elles, toutes les formes de médiance possèdent en effet une double nature. En tant qu'expression perceptible d'un système de forces où s'interpénètrent le « naturel » et le « social » (Bertrand, 1978), qui façonne le territoire dans la recomposition permanente d'éléments hérités et d'éléments nouveaux, elles

² 851 sites ont été classés au patrimoine mondial de l'humanité depuis 1972, date de l'élaboration de la convention initiale. L'introduction en 1992 de la notion de « paysages culturels » dans la définition des sites et territoires susceptibles d'être intégrés à cette liste, puis l'élargissement au patrimoine naturel de la stratégie de classement (1996), ont encore renforcé l'importance d'une approche paysagère, qui intègre désormais davantage les interactions permanente entre les sociétés et l'environnement, et le caractère dynamique des paysages qui résultent de ces interactions. Cette approche s'accompagne en outre d'une volonté de rééquilibrage géographique au bénéfice des pays du Sud, dans la mesure où Europe et Amérique du Nord représentent encore plus de la moitié des sites classés. (Fowler, 2006 ; Rössler, 2003)

renvoient à une matérialité ; mais elles constituent aussi autant d'interprétations culturelles du réel, et ce faisant relèvent aussi du domaine des représentations (Wieber, 1980). En ce sens, la médiance s'insère profondément dans le système identitaire individuel et collectif, tout en correspondant aussi, dans ses deux dimensions, à une réalité mobile et dynamique, parce que l'environnement matériel et ses physionomies, tout comme les systèmes de représentations, sont en constante évolution : il y a donc place pour de multiples hybridations entre la vision « paysagère » à l'occidentale, qui se distingue notamment par un processus de distanciation du regard, d'esthétisation, et d'externalisation du sujet regardant par rapport à l'environnement perçu (Roger, 2005), et les approches locales de l'environnement.

La mise en ressource des paysages et des identités culturelles dont ils sont le reflet, dans le cadre d'un développement fondé, au moins en partie, sur le tourisme, soulève ainsi plusieurs questions distinctes, à commencer par celle des mécanismes qui fondent l'attractivité de certains paysages, c'est-à-dire transforment des lieux ou des portions d'espaces en « matière première touristique ». Lorsque cette attractivité est avérée, il importe d'ailleurs de s'interroger sur la manière dont le développement de l'activité touristique est susceptible d'impacter les territoires dans lesquels elle s'exerce, et d'y transformer (sinon d'y mettre en péril) les paysages : question essentielle dans une optique de développement durable, c'est-à-dire une optique de préservation de la ressource exploitée. Mais il convient également d'explorer les modalités de la confrontation entre les attentes des touristes (« demande » nourrie et déterminée par des représentations préexistantes du territoire et de ses paysages), les représentations (toujours diverses) des habitants, et la « réalité » perceptible du territoire (Dérioz, 2004). Dans des pays où la pauvreté est souvent très présente, parfois extrême, il s'agit en particulier d'examiner les différents statuts que le processus de mise en tourisme attribue à l'expression perceptible de cette pauvreté, tantôt montrée, tantôt ignorée, presque toujours tenue à distance – que la distance soit réelle ou symbolique. Plusieurs formes de décalages, sources de malentendus et de déceptions réciproques, méritent d'être analysées.

1. LE PAYSAGE : UN ATTRACTEUR POUR LE TOURISME, UNE RESSOURCE POUR LES TERRITOIRES

De nombreuses études ont été consacrées à la genèse des « paysages touristiques », dont les plus récentes (équipe MIT, 2002) mettent davantage l'accent sur les interactions sociales que sur les spécificités des lieux et des espaces « découverts », « inventés » ou « révélés » par leur mise en tourisme. Pourtant, dans cette « mystérieuse alchimie » (Baron-Yelles, 1999), les lieux, dans leur matérialité même, interagissent constamment avec les phénomènes sociaux et les stratégies d'acteurs. Entendu ici à la fois comme physionomie d'un territoire et comme modalité de son appréhension consciente, sensorielle et intellectuelle, le paysage apparaît comme une composante nécessaire de l'expérience touristique, qu'il figure seulement un décor privilégié dans lequel le touriste évolue, ou que sa découverte – active ou contemplative – représente le principal objectif du voyage. Dans les deux situations, cela suppose que le touriste dispose de codes de « lecture », plus ou moins complets, plus ou moins sincères, des physionomies de l'espace auxquelles il est confronté, qui lui permettent de reconnaître les paysages qu'il attend et de les distinguer des paysages banals, communs,

sans valeur touristique reconnue, de tout cet entre-deux qui relève pour lui du « non-paysage ».

L'élaboration et la transmission de ces codes de lecture constituent les mécanismes fondamentaux de l'émergence des paysages touristiques, à la croisée de quatre ensembles de facteurs connexes, mais de nature différente : la construction d'un imaginaire, les pratiques touristiques à la rencontre de cet imaginaire, les aménagements et les structures qui facilitent et jalonnent ces pratiques, et les modes de communication qui transmettent l'imaginaire et informent sur pratiques et aménagements. Attestée par la mise en place de flux et le développement de la fréquentation, la cristallisation d'un paysage touristique et sa montée en puissance s'opèrent à travers l'activation des interactions positives au sein de ce complexe moteur, qui fonde l'attractivité touristique, à la charnière entre les stratégies d'acteurs intervenant à des échelles différentes, et la matérialité – écologique, économique, spatiale... – de chaque territoire, à laquelle ces stratégies se trouvent confrontées. Encore faut-il distinguer dans ce processus les logiques plutôt aréolaires (Vitte, 2005), qui reposent sur la reconnaissance de paysages archétypiques, génériques et interchangeableables, à l'emprise spatiale étendue – les rizières en terrasse de Bali, les steppes mongoles, la forêt amazonienne –, et les logiques de site, qui focalisent l'intérêt et l'attractivité sur des lieux précis et spécifiques – Machu-Picchu, Copacabana, la Médina de Marrakech –, avec toutes les formes de combinaison ou de filiation des unes aux autres, du paysage générique qui finit par s'incarner dans des lieux spécifiques – Erfoud et les dunes de Merzouga comme point de contact avec le mythe du grand désert de sable – au site emblématique qui contribue à forger un archétype – le Kilimandjaro en révélateur de la haute montagne tropicale.

L'exemple du développement du tourisme de trekking au Népal à partir des années 70 donne quelque idée du fonctionnement de ces mécanismes : il repose avant tout sur un complexe de représentations qui combine la valorisation des paysages de la haute montagne amorcée dès le XVIII^e siècle dans le massif alpin, la geste héroïque de la conquête des sommets de plus de 8 000 m (Raspaud, 2003), et l'attrait diffus pour les cultures et les spiritualités orientales (bouddhisme, hindouisme). Dans les guides en langue française, les figures de Maurice Herzog, ou du sherpa Tenzing voisinent avec celle d'Alexandra David-Neel, et l'ascèse de la marche en montagne entre en résonance avec la présence des nombreux sanctuaires himalayens et la sacralisation des sommets³. Cet imaginaire est dès lors indissociable d'un ensemble de pratiques touristiques spécifiques (trekking, alpinisme, plus récemment kayak et rafting), qui requièrent et entraînent tout à la fois la mise en place progressive d'aménagements et de structures (balisage des chemins, lodges, guest houses, échoppes, agences, aéroports...). L'entretien et le renouvellement de l'imaginaire comme la promotion des circuits mis en place sont assurés par des moyens de communication abondants et diversifiés, récits d'expédition, « beaux livres », guides généralistes ou spécialisés sur le trekking, mais aussi sites Internet, dans lesquels les opérateurs népalais

³ L'accroche du circuit « *Le légendaire camp de base de l'Annapurna* » proposé par le tour-opérateur TUI (automne-hiver 2006-07) illustre particulièrement bien cette construction imaginaire : « *Découvrez le trekking avec un itinéraire aussi accessible qu'emblématique. [...] Des vertes vallées du haut Népal au mythique camp de base de l'Annapurna, il n'y a que quelques pas... Des mœurs préservées de l'éthnie Gurung à l'immensité du sanctuaire des Annapurna, vous apprécierez la sérénité qui règne ici [...] : un bain d'air pur, d'émotions et d'authenticité qui vous fera découvrir des paysages exceptionnels.* »

(agences) se font plus présents alors que les médias précédents relèvent très majoritairement de sources issues des pays développés...

Toutefois, les interactions entre ces facteurs, qui jouent à plein dans le massif des Annapurna (Sacareau, 1999) – un des plus renommés, le mieux balisé et aménagé, le plus largement décrit dans les guides non spécialisés, et donc le plus fréquenté⁴ –, fonctionnent encore de manière embryonnaire dans de nombreuses vallées, dont les paysages, pour être moins fameux, ne sont pas moins extraordinaires – celle de l'Arun, par exemple, qui remonte vers le Makalu et vers le Tibet –, mais où la faible fréquentation par les trekkeurs s'explique par la quasi absence d'hébergements pour touristes, la médiocre fiabilité des cartes et la difficulté des chemins, inconvénients que l'ensemble des guides ne manque pas de souligner. Dans ce contraste entre les stades de développement d'un même processus touristique, le contexte territorial et les héritages, tant physiques que socio-culturels, dont il est la résultante, tiennent une place déterminante : « L'inscription locale [du tourisme dans le massif des Annapurna], écrit Isabelle Sacareau (1999), ne peut être comprise sans référence au contexte économique et socio-culturel de la région. Le massif des Annapurna, outre la variété et l'intérêt de ses paysages, réunit en effet un certain nombre de conditions favorables [...] : la présence de populations commerçantes et entreprenantes rompues aux échanges avec "l'étranger" et l'existence d'un vaste réseau de sentiers et d'auberges locales favorisant les déplacements et l'accueil des voyageurs. »

Dans la mise en tourisme de cette riche gamme paysagère, qui vaut d'abord par les ambiances de la très haute montagne et le voisinage des « 8 000 », mais leur associe également paysages ruraux (rizières en terrasse) et physiologies forestières (forêt humide, forêts d'altitude) (Jamen E. & R., 2005), l'exemple népalais témoigne aussi de la manière dont se combinent les stratégies d'acteurs variés : aux formes d'auto organisation du voyage par les touristes – les trekkeurs individuels sont nombreux, autour de la moitié du nombre total des visiteurs – répondent les initiatives de ceux parmi les locaux qui étaient en mesure de saisir l'opportunité de vendre hébergement, restauration, boissons, provisions ou portage ; à une échelle différente, l'expérience touristique est structurée par des agences de trekking népalaises (Katmandu, Pokhara) aux prestations très diverses et par les tour opérateurs occidentaux spécialisés dans le tourisme « d'aventure » (pour la France, Nouvelles frontières, Club aventure, Terre d'aventure, Allibert...), imités sur leurs produits les plus sécurisés et les mieux balisés par des tour opérateurs plus généralistes ; les unes et les autres prennent appui sur les entrepreneurs locaux pour élaborer leurs produits (circuits), en général plus adaptables dans le cas des agences népalaises. À travers la gestion par l'armée des parcs nationaux (Langtang, Sagarmatha, Makalu Barun...), et, de façon plus originale, l'expérience de l'ACAP (*Annapurna Conservation Area Project*⁵), l'État s'est aussi inséré, avec quelque retard, dans

⁴ 40 000 à 50 000 trekkeurs par an dans l'aire protégée du massif des Annapurna (source : Annapurna Conservation Area Project), 60% environ du nombre total des trekkeurs pour l'ensemble du Népal (Sacareau, 1999)

⁵ Cette O.N.G. créée en 1986 et présidée par le prince héritier, combine les objectifs de préservation de la ressource – paysagère, environnementale et culturelle – avec des objectifs de développement local en référence aux concepts du développement durable. La taxe d'entrée payée par les touristes depuis 89 vient abonder le financement des projets locaux (lutte contre le déboisement, reforestation, promotion des énergies renouvelables...)

le système touristique (délivrance de permis et perception de droits d'entrée, missions de protections mais aussi d'information des visiteurs).

Tous les territoires ne détiennent évidemment pas la formidable richesse paysagère de l'Himalaya népalais, qui associe sites emblématiques et « toile de fond » presque continue de paysages de qualité, ambiances exclusivement « naturelles » (la haute montagne avec ses pierriers, ses pics et ses glaciers) et terroirs humanisés, l'ensemble formant aux yeux du touriste un tout particulièrement continu, cohérent en dépit de la variété induite par l'étagement altitudinal des milieux et la diversité des identités culturelles. Le plus souvent, le mécanisme de la mise en tourisme isole dans la trame spatiale du territoire les paysages, localisés ou archétypiques, qui s'accordent avec les représentations mentales sous-jacentes que les guides, pour ne citer qu'eux, alimentent autant qu'ils en sont l'émanation directe : le territoire parcouru par le visiteur se trouve alors partagé en deux catégories, entre lesquelles la frontière est cependant moins nette qu'on ne l'imagine, et le rapport en termes d'étendues respectives extrêmement variable : d'une part les paysages touristiques, que l'on est venu contempler ou que l'on a choisi comme décor, au sein desquels se déploie une partie des pratiques et des aménagements touristiques, et d'autre part des espaces intermédiaires, banals, « hors champ » à l'aune de l'expérience touristique (fig. 1). Les premiers ont les honneurs de la photographie et donc de la mise en mémoire, alors que les seconds ne fixent pas le regard, parce qu'ils sont déconnectés de l'imaginaire du touriste et lui font pas « signe », y compris lorsqu'il s'agit de paysages – ou d'objets dans le paysage – construits par l'activité touristique elle-même, supports de cette dernière, mais trop standardisés et trop ubiquistes pour susciter un intérêt autre qu'utilitaire (grands hôtels, centre commerciaux, secteurs pavillonnaires de station balnéaire...etc).

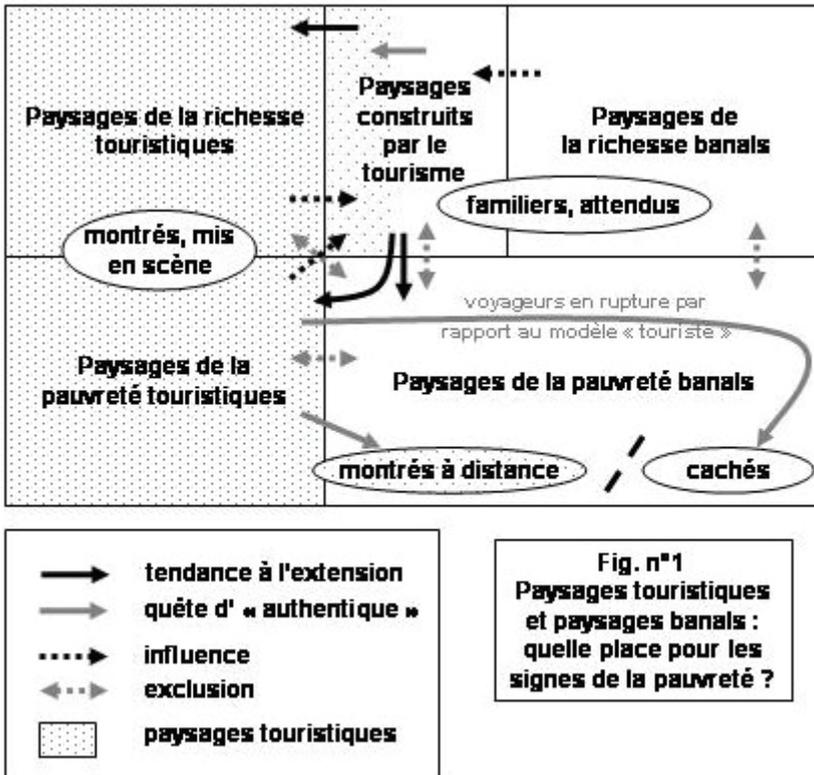
Dans cette façon d'appréhender les territoires visités, la vertu cardinale que le touriste attend du paysage, comme de l'ensemble de son expérience, réside dans son « authenticité », forme ambiguë de la vérité des apparences, dont serge Briffaud (2001) souligne bien l'aspect contradictoire : « l'attrait pour les apparences paysagères peut encore avoir son principe dans l'épaisseur du paysage, c'est-à-dire dans son lien avec les réalités dont ce dernier rassemble les indices ou avec les significations qu'il recèle. Mais jamais plus qu'aujourd'hui le sentiment du paysage n'a reposé sur l'attente d'une sensation pure, relevant d'une imprégnation davantage que d'une distanciation, c'est-à-dire de la recherche d'une relation fusionnelle, plutôt que de la construction d'une perception raisonnée. » Certes, on peut se demander ce qui demeure de l'authenticité de l'émotion et de la sensation, lorsque la tromperie du paysage est avérée, lorsque la réalité du territoire pointe de manière trop évidente derrière les mises en scène « disneylandisées » (Brunel, 2006), ou que le paysage banal l'emporte trop largement sur l'image touristique vantée. Mais force est de reconnaître, ne serait-ce qu'aux chiffres de fréquentation, que le touriste n'est souvent pas très regardant : de la même manière qu'il se laisse volontiers séduire par les décors qui empruntent formellement aux paysages touristiques, ceux de la richesse (pseudo-palais) comme ceux de la pauvreté (pseudopaillettes), pour lui construire des hébergements ou des lieux de loisir (fig. 1), il semble s'accommoder majoritairement des expériences formatées et sécurisées qui lui sont proposées.

Toutes les supercheries, toutefois, ne sont pas possibles, et l'évaluation lucide de la réalité, de l'intérêt et l'étendue de la ressource paysagère d'un territoire apparaît comme un préalable obligé à une démarche d'ouverture au développe-

ment touristique (Dérioz & Laques, 2004). Ceci implique notamment la détermination du caractère plus ou moins exceptionnel de ce potentiel, quelle que soit sa nature, la mise en évidence du rapport spatial entre paysage « touristique » et paysage « banal » (emprises et distributions spatiales respectives), et la recherche systématique des connections entre les éléments de l'identité locale et les grandes catégories de l'imaginaire universel, susceptibles de venir en appui de la construction d'une image cohérente et attractive du territoire. Encore faut-il toujours considérer la double fragilité de la ressource paysagère : son attractivité repose à la fois sur des physionomies de l'espace, que les évolutions socio-économiques du territoire, sinon même les effets du développement touristique, peuvent mettre en péril, et sur un faisceau de représentations complexes, mouvantes, et parfois contradictoires. Pour revenir un instant sur l'exemple népalais, l'ampleur de la fréquentation touristique, source indiscutable de développement pour les communautés villageoises, constitue aussi un puissant facteur de transformation des économies locales, au détriment des activités agricoles et au profit des activités liées au tourisme : à terme, le recul des terroirs cultivés et pâturés, la construction de routes et d'hébergements plus « modernes » et l'évolution en véritables stations de certains villages, à l'origine d'une densification et d'une diversification des clientèles, pourrait entraîner de puissantes mutations paysagères, au moins dans la partie aval des vallées les plus fréquentées. Mais sans doute les représentations locales quant aux effets d'un développement du réseau routier diffèrent-elles profondément de celles des trekkers occidentaux, déjà évoquées, attirés là – en avion – par l'image d'une très haute montagne préservée où l'on ne circule qu'à pied.

Par rapport à ce référent imaginaire plus ou moins confus qui opère ainsi un tri entre les lieux, les scènes et même les acteurs, et dont chaque touriste détient un arrangement qui lui est propre même si les schémas sont communs, la question de l'expression sensible de la pauvreté et de son statut dans le paysage apparaît transversale : d'abord parce que les pays du Sud – de l'ensemble de la planète, en réalité – juxtaposent des paysages qui donnent à voir la richesse et le développement économique, et des paysages dans lesquels se lit, à des degrés divers, la pauvreté. Il n'est pas rare qu'une même scène paysagère associe étroitement les deux, campement précaire de nomades sur un délaissé de carrefour autoroutier géant en banlieue marseillaise, ou imbrication des vieilles demeures bourgeoises, des tours flambant neuves et des favelas à Rio de Janeiro (quartiers d'Humaita et Botafogo). Mais au-delà de ces rencontres fortuites, non « programmées » et souvent dérangeantes avec l'évidence paysagère et sociale de la pauvreté, la démarche touristique elle-même entraîne souvent des expériences de même nature ; dans la quête fantasmagique de l'altérité⁶ qui l'anime, le touriste est attiré par des pratiques et des paysages en rupture avec son quotidien, dont certains relèvent de la « nature » peu ou pas humanisée (hautes montagnes, déserts, marécages, forêts primitives...), d'autres le mettent en contact avec une richesse de conte de fées (palais à visiter et palaces où séjourner), et d'autres encore le confrontent, sans qu'il en ait toujours clairement conscience, avec divers visages de la pauvreté, urbaine ou rurale.

⁶ « Constitutive des pratiques touristiques, propose l'équipe MIT (2005) dans son glossaire à propos de l'altérité, elle implique une rencontre avec un autre soi-même, d'autres lieux, d'autres personnes, d'autres temps, un ailleurs, à la faveur du déplacement. [...] ...L'ailleurs comme dimension géographique de l'altérité joue un rôle essentiel dans l'imaginaire et la pulsion d'aller dans des lieux autres. »



Vis-à-vis des manifestations de la pauvreté, qui sont pour lui source de répulsion, d'insécurité et de mauvaise conscience, la démarche du touriste s'accompagne souvent d'un double processus de distanciation. A la mise à distance physique, qui évacue les pauvres du paysage – c'est là le préalable, par exemple, du réaménagement contemporain de sites touristiques égyptiens comme Louqsor ou Karnak, qui se fait au prix de l'expulsion de toute une partie de la population résidente, relogée dans des cités « hors champ » –, ou contient les touristes dans des périmètres relativement restreints (Médrinas de Fès ou Mekhnès, infrastructures du « tourisme enclavé » (Cazes, 1992)), s'ajoutent diverses formes de mise à distance en termes de représentations : à l'ignorance et au mépris qui ont souvent prévalu, en particulier dans les régions rurales et montagnardes pauvres d'Europe occidentale aux premiers temps de leur mise en tourisme, se sont substituées d'autres constructions intellectuelles, qui tantôt trouvent une autojustification dans l'apport supposé du tourisme à l'économie locale, tantôt s'efforcent de voir dans la pauvreté, notamment rurale, une sorte de pureté essentielle dont l'homme occidental se serait coupé⁷, tantôt encore

⁷ On peut citer à cet égard les travaux d'Eric Boutroy (2002), montrant à travers l'analyse des récits de voyage dans l'Himalaya entre 1880 et 2000 le glissement d'une conception très dévalorisée des autochtones (« lorsque ceux-ci sont évoqués, les brefs portraits répètent les mêmes éléments. Le montagnard incarne la figure du sauvage dont il décline le versant négatif aussi bien physiquement que moralement : arriéré, sale, obtus, plaintif, malhonnête, il est écrasé par une nature trop forte dont il n'a au mieux hérité que la robustesse. ») à diverses formes contemporaines d'exaltation de la vie « authentique » des montagnards, dont la

dissocie les signes paysagers de leur signification en termes de niveau de vie, et ne s'appesantit guère, par exemple, sur le fait que les paysages de terrasses les plus spectaculaires, partout dans le monde, traduisent avant tout des situations, anciennes ou contemporaines, de surpeuplement rural et de grande pauvreté.

2. LE PAYSAGE, VECTEUR D'IDENTITÉ LOCALE OU DÉCOR POUR TOURISTES : LA PAUVRETÉ ENTRE MISE EN SCÈNE ET DISSIMULATION

Tantôt placée sous les projecteurs, tantôt gardée en coulisse, comme un vice caché ou l'envers d'un décor, la pauvreté occupe ainsi des positions différentes dans la mise en scène touristique du paysage, tout comme les pauvres y jouent des rôles variés. Les plus pauvres servent parfois de faire valoir, de témoins, de main d'œuvre... et pour certains d'entre eux peuvent s'enrichir alors que d'autres tombent dans un plus grand dénuement du fait même de la présence des touristes. Nous allons tenter de passer en revue ces positionnements multiples, en gardant comme entrée la question de la proxémie de la pauvreté au tourisme sous l'angle de l'interface paysagère. Comme nous le verrons, une misère « à chaud », c'est à dire incluant la mise en contact physique des plus pauvres, n'a pas le même impact qu'une misère « à froid », une misère dont il ne resterait que les reliefs déshumanisés. Dans le premier cas, au-delà du statut qui lui est conféré dans l'appréhension touristique des territoires, l'on pourra examiner si la pauvreté se trouve accentuée, atténuée, ou encore seulement révélée par la présence du tourisme, c'est-à-dire s'interroger en termes d'impact de l'activité touristique sur le processus de développement des pays hôtes. Dans le second cas l'objet de l'expérience touristique ne portera plus que sur la mémoire de la dite misère en tant qu'enjeu identitaire et patrimonial, sans que le rapport du tourisme à la pauvreté n'apparaisse pour autant comme moins fondamentalement paradoxal que dans le premier cas.

Le plus classiquement, le tourisme produit des paysages qui ignorent la pauvreté éventuellement en l'éliminant. La station touristique qu'elle soit balnéaire, de ski, thermale... se veut être une bulle de bien être, une copie du paradis sur terre, coupée de ses périphéries banales et de leurs affres que sont la pauvreté, mais aussi la maladie et la mort... de tout ce qui est de l'ordre de l'adversité, de la souffrance et du malheur. C'est du moins l'image de marque et le produit qu'elle tend à promouvoir dans son appropriation, sa gestion spatiale et sa communication. Pour y parvenir les stations se vident éventuellement des indésirables, qui par leur présence, leur comportement, leur mode de vie... rappellent ce monde extérieur. Il s'agit parfois de leurs anciens habitants,

pauvreté devient une sorte de gage. Ce processus se cristallise d'abord à travers la médiation de la figure emblématique du Sherpa : « *Désenchanté, l'alpiniste exprime dorénavant des doutes sur sa société et son identité. Loin des certitudes civilisatrices, il met là bas à distance ses propres origines, cherchant à retrouver une part authentique de lui-même jusqu' alors refoulée, endormie par la société [...]; ce contre exotisme (l') amène à s'identifier au Sherpa, devenu dès lors l'horizon ultime de sa conversion.* » Posture que bien des voyageurs reprennent à leur compte dans leur brochures, à l'image de la présentation de la traversée du Zaskar par Club Aventure (catalogue 2006) : « *Fermées au monde extérieur jusqu'en 1980, isolées pendant les huit longs mois de l'hiver himalayen, les hautes vallées du royaume du Zaskar ne se laissent pénétrer qu'en été. La vie reprend ses droits dans cette enclave de paix. Une vie simple où seule les valeurs essentielles ont cours, celles de l'accueil, celles du plaisir d'échange un sourire en se croisant sur un sentier, celles enseignées par le bouddhisme et qui visent à la sérénité.* » Ou comment transformer la réalité d'une pauvreté subie en l'illusion d'une « simplicité » choisie...

autochtones des rivages tropicaux, ouvriers des lieux convoités des ports méditerranéens, pauvres des quartiers centraux des villes patrimoniales. En lieu et place des anciens occupants est proposé un environnement aseptisé, dédié aux loisirs, qui hésite entre deux postures ; soit faire du passé table rase, soit en conserver le cadre ancien (il s'agit parfois d'un simple « façadisme » au nom de la typicité). Le personnel des entreprises touristiques, constitué de migrants saisonniers, n'échappe pas à cette ségrégation spatiale, lorsqu'il appartient à la catégorie du sous prolétariat. En arrière des resorts et villages de vacances, à l'abri des regards, il est « parqué » dans des cités sans charme qui lui sont dédiées, quand il ne s'entasse pas dans de l'habitat précaire (Cazes, 1992).

Le tourisme représente ainsi avant tout, historiquement et pratiquement, un processus d'exclusion de la pauvreté lorsqu'il accapare comme activité dominante des espaces qu'il dédie exclusivement aux loisirs. Le travailleur manuel ouvrier, le paysan sans terre ou le chômeur font mauvais ménage avec le loisir. L'exemple de la conquête touristique des fronts de mer est particulièrement révélateur du processus : l'accaparement du littoral aboutit à la continuité des installations (hôtels, villages de vacances) réservés à l'accueil des touristes et, inversement, à la réduction des accès par la fermeture des passages et l'enclosure des sites. Le tout aboutit à un « apartheid » au sens où les touristes sont isolés des habitants du lieu qui, repoussés en arrière du littoral (le fameux « côté montagne » des îles tropicales), ne peuvent plus facilement avoir accès à leurs activités traditionnelles, comme par exemple la pêche littorale qui, induisant le séchage des poissons sur les plages – nauséabond et pourvoyeur de mouches – et l'atterrissage des pirogues, est considérée comme une gêne, quelle que puisse être la « couleur locale » de l'activité. Les pauvres peuvent alors se voir parqués derrière des haies, des talus, des murs, jusqu'à tomber dans l'oubli dans les coulisses du paysage, le contact avec l'autochtone se résumant souvent à l'entrevue distanciée avec le personnel hôtelier, femmes de ménages, serveurs, jardiniers... Si apparition en pleine lumière il y a, c'est alors sous la forme du spectacle folklorique, soigneusement chorégraphié, avec décoration et habits de jadis, tout droits sortis d'un temps idéal d'avant l'arrivée des touristes, donc d'avant la pauvreté ressentie. Ce « compromis exotique » de la couleur locale mise en conformité à l'attente touristique, de l'ordre du « simulacre » que dénonce Rodolphe Christin (2006), constitue en soit le traitement classique de cette rencontre inégalitaire qui est l'autre versant d'un apartheid de fait, comme par exemple à Cuba, où les plages réservées aux pauvres (soit tout simplement les Cubains) sont très largement séparées des plages réservées aux touristes étrangers porteurs de ces fameuses devises censées enrichir l'île.

Le processus conduisant à remplacer par des touristes les « autochtones » qui ont produit, inconsciemment ou pas, un paysage devenu produit touristique, procède de la force des représentations archétypiques dominantes de l'esthétique paysagère véhiculée par le tourisme. En clair, les nouveaux venus prétendent, de manière unilatérale, que pour pérenniser le paysage en question il est nécessaire de l'aseptiser, en le vidant de ce qui pouvait le « parasiter ». Le prétexte de la préservation en l'état d'une authenticité toujours menacée, conduit à justifier l'éviction d'une population qui pourrait « dépareiller » ce que ses ancêtres avaient élaboré, à laquelle s'en substitue une autre réputée plus respectueuse de l'environnement et des traditions. C'est là le paradoxe totalitaire du processus enclenché par le tourisme. Car ce que l'on reproche, de mauvaise foi, aux « indigènes », c'est bien leur conversion, à la fois inachevée et finale-

ment déplacée, à une modernité véhiculée par les touristes eux-mêmes. Touristes qui tiennent donc un discours autojustificatif validant l'exclusion des plus pauvres, par l'expropriation étatique (sites archéologiques égyptiens) ou le marché (fronts de mer mexicains, médinas marocaines), en s'appuyant sur des observations comportementales et paysagères « de bon sens » telle que la taudification des littoraux, la précarité des installations, et le mauvais goût qu'entraînent la présence de ceux qui, faute de moyens pour accéder pleinement à la société de consommation, gâchent l'esthétique d'un lieu ancestral, ou d'une nature « préservée ». Et la boucle est bouclée.

La pauvreté vivante, induisant une éventuelle promiscuité, a donc manifestement dans l'approche touristique une valeur sociale négative, qui pousse à l'exclure du paysage, au-delà des simples effets de concurrence spatiale. Rares sont les cas où le tourisme se préoccupe de résoudre le dénuement par l'intégration, et les approches participatives ou de mixité volontaire ne sont apparues qu'assez récemment comme moyen de lutte contre l'exclusion (Vellas, 2005). C'est seulement dans quelques cas particuliers, liés à des représentations culturelles spécifiques qui la rendent acceptable sinon même féconde⁸, que la pauvreté à chaud peut faire l'objet d'un voyeurisme d'excursion ou de séjour, et devenir l'objet premier ou annexe du projet touristique. Ainsi, parce que s'est forgé un imaginaire de la vitalité trouble de ces quartiers pourvoyeurs de jeunes footballeurs prodiges et détenteurs de l'« âme » de la culture carioca, intimement liée aux écoles de samba, on peut dorénavant visiter les favelas de Rio de Janeiro avec des agences de voyage spécialisées, qui sécurisent les touristes en groupe tout en leur dressant le tableau apocalyptique des drames encourus par ceux qui s'y rendent isolément⁹.

Outre ces processus de déplacement des populations initiales dans des conflits d'usages avec les opérateurs du tourisme, aboutissant à leur éviction, il se peut aussi que le tourisme produise de la pauvreté in situ, par l'introduction ou le renforcement insidieux d'inégalités sociales là où dominaient des structures communautaires. En effet la proximité ou l'éloignement des retombées touristiques, l'engagement ou leur refus, aboutissent à créer des inégalités sociales dans des sociétés qui les ignoraient. Si certains s'enrichissent d'autres s'appauvrissent, ou du moins entrent dans une relation monétaire. Ceci a d'ailleurs un effet pervers en termes d'authenticité, sachant que les intercesseurs de l'activité facilitent la venue des touristes, en tirent des profits et réorganisent la société réceptive en fonction de leurs intérêts censés traduire la demande touristique. Ainsi en est-il, par exemple, des villages du Haut Atlas marocains sites de trekking. Ceux-ci fournissent de manière associative ou individualiste des guides, des cuisiniers, des muletiers. Ce dernier service, toutefois, interfère avec l'usage traditionnel qui est fait des mules comme moyen de transport et de trait : la mobilisation de cet actif rural, qui intervient en haute saison touristique, saison des récoltes et du labour des terres agricoles, crée une pénurie de bêtes de somme

⁸ Cf. la figure des populations de montagne proches des valeurs humaines fondamentales de par leur pauvreté même, déjà évoquée en première partie de cet article.

⁹ « *Quartiers Estacio de Sã, Sao Cristovao, Maracana, Bonsuccesso... surplombés des grands morros et favelas de Sumaré, Central do Brasil, Mangueira, Complexo do Alemão, Penha, Portela, sièges des plus célèbres écoles de samba du Brésil. C'est ici que vivent la majorité des Cariocas. Evitez impérativement de visiter seul une favela. En revanche, vous ne risquez rien si vous êtes accompagnés d'une personne connaissant et connue de la favela, ou dans le cadre d'une association humanitaire, d'une agence... Renseignez-vous auprès d'eux auparavant.* » (*Guide du Routard, Brésil, 2006, p. 113.*)

qui débouche sur une augmentation des coûts de production et de transport. Confrontée directement à la concurrence des usages touristiques à plus forte valeur ajoutée, l'agriculture en ressort fragilisée. L'abandon des cultures risque de s'ensuivre, d'autant que les friches résultantes peuvent être convoitées par des résidents secondaires ou des hébergeurs extérieurs : le processus d'exclusion des laissés pour compte de cette évolution peut alors s'enclencher.

L'artificialisation se présente comme l'ultime avatar de tout cela, par le biais d'une mise en scène qui tend au kitsch, lorsque par exemple les transports utilitaires sont motorisés alors que les déplacements in situ des touristes sont réali-réalisés par des moyens traditionnels reliques. Il s'agit d'un schéma classique dans lequel la population d'accueil – ou une partie d'entre elle – a accédé à la modernité, a bénéficié d'un enrichissement, qu'elle partage avec les touristes. Cet enrichissement, qu'il soit ou non équitable, aboutira à la transformation profonde du paysage, et tout particulièrement à sa banalisation, déjà évoquée à propos de certains secteurs de l'Himalaya népalais. Ainsi, l'amélioration du niveau de vie conduit en premier lieu à des transformations de l'habitat qui visent à la fonctionnalité et à la recherche du confort, dans l'usage d'énergies « modernes » comme l'électricité et le pétrole. Dès lors qu'il en va de même de l'habillement, des comportements, des goûts musicaux, et à partir d'une certaine généralisation mimétique des modes de consommation importées, c'est en définitive le « fond de commerce » de la tradition qui s'envole.

Dans les processus décrits, où l'on passe communément d'une pauvreté à chaud à une exclusion des plus pauvres et à l'accès des plus favorisés à une modernité « banale », la mise en patrimoine des espaces « confisqués » ou définis comme menacés par la modernité, entraîne le cas échéant la réinvention à froid de la tradition disparue. La friche urbaine du ghetto de Harlem est ainsi devenue, en concomitance à sa gentrification, un quartier résidentiel qui, dans sa recherche d'identité, se donne à voir au regard touristique à travers les prestations de chorales semi-professionnelles, transformant en produits vendus par les tours opérateurs comme des émanations authentiques de la culture negro-spiritual, les cérémonies religieuses dominicales en perte d'audience. Pareille mise en spectacle témoigne éloquemment de la réappropriation de la culture de la misère par une classe aisée : un décalage se creuse peu à peu, entre le référent du « ghetto noir de la pauvreté », et la réalité qu'il est devenu, à savoir un « ghetto de privilégiés » dont l'enrichissement n'a d'ailleurs que peu à voir avec la manne touristique, le fait d'encourager les visites touristiques dans les temples permettant surtout de maintenir vivante la tradition des negro spirituals et d'animer les lieux de culte.

Le scénario le plus classique, maintes fois reproduit, n'impose donc pas nécessairement l'exclusion à chaud des habitants pauvres, particulièrement lorsqu'il se porte sur des paysages en déshérence, préalablement délestés d'une grande partie de leurs habitants par un phénomène de déprise : au départ on trouve un lieu vidé de sa substance (une ville en ruine ou enfouie, une friche rurale ou urbaine...) qui résulte d'un abandon lié à un événementiel plus ou moins dramatique, plus ou moins étalé dans la durée (une guerre, un tremblement de terre, une crise économique...), et plus ou moins ancien (Pompéi a ainsi une nette antécédence sur un bassin minier de la Révolution industrielle). La paupérisation concomitante de la déprise – elle peut en être la cause et/ou la conséquence – aboutit à des vides qui « à froid » deviendront des objets de curiosité touristique. Dans une telle configuration il est possible de procéder à une mise en tourisme induisant des investissements légers, sans recourir a priori à des ex-

appropriations coûteuses humainement et économiquement, le foncier n'y ayant plus qu'une valeur marchande résiduelle. Ces espaces d'ailleurs fortement renaturalisés sont parfois confondus avec des espaces naturels, si les traces de l'occupation y ont été largement gommées par « le temps ». L'emprise initiale disparue, certains enjeux peuvent néanmoins surgir du fait que la valeur symbolique de ces lieux a perduré, ou même crû en proportion inverse à l'écroulement de leur valeur marchande (du moins celle du tout début de leur reconquête touristique). Ainsi, tel lieu sacré, inhabité du fait de tabous territoriaux forts, peut devenir l'objet d'un conflit entre promoteurs touristiques et autochtones qui de fait en demeurent éloignés, mais dont ils considèrent avoir la propriété symbolique exclusive et qu'ils désirent conserver en l'état.

Au final, trois points principaux se dégagent de cette exploration des rapports entre paysage, identités culturelles, pauvreté et développement touristique. En premier lieu, quelles que puissent être les stratégies de développement des pays hôtes, la mise en tourisme repose sur l'adéquation entre la projection imaginaire multiforme de clientèles riches et la qualité de l'offre des territoires en matière d'ambiances paysagères et culturelles, rendue plus ou moins accessible par le niveau d'organisation et d'équipement. L'inégalité la plus fondamentale de ce type d'échange réside dans cette primauté accordée aux représentations de la clientèle, très majoritairement issue des régions riches, sur celles des sociétés hôtes, dont les représentations, « dominées » dans le cadre de l'échange touristique, relèvent tantôt de la « tradition », tantôt reflètent au contraire leurs aspirations à la modernité, sur un plan matériel au moins. Quel que soit le contexte, l'invention d'un « autre » tourisme ne fera pas l'économie d'un « échange de vues », au sens presque littéral, entre hôtes et visiteurs : en l'absence d'une démarche symétrique de partage de la valeur immatérielle et patrimoniale attribuée au paysage et aux phénomènes culturels entre acteurs locaux et touristes, « folklorisation » (Michel, 2006) et « muséification » risquent fort d'être le contrepoint artificiel de la désagrégation et de la banalisation.

Le deuxième point découle directement du premier : c'est à l'aune de l'esthétique des riches que sont évalués le spectacle de la pauvreté, dont aucun touriste ne peut ignorer l'existence, et la place qu'il convient de lui attribuer dans l'expérience touristique, en référence à deux registres diamétralement opposés. Pour peu que sa traduction paysagère ou culturelle entre en résonance avec des pans de l'imaginaire touristique – habitats traditionnels et paysages ruraux perçus comme patrimoniaux, ou traditions culturelles réappropriées (samba, capœira, hip-hop...) –, on la retrouve comme élément « spontané » de l'authenticité du territoire visité. Elle participe alors de l'expérience touristique, éventuellement juste de loin. À l'inverse, la pauvreté résiduelle, qui investit des lieux par ailleurs considérés comme patrimoniaux, celle des squats par exemple, entre dans la catégorie du parasitage paysager et fait l'objet de formes d'expulsion et d'expropriation, justifiées par des démarches de reconquête d'image et de réarrangement identitaires, qui relèvent en définitive du marketing territorial. Demeurent alors les effets « à froid », le paysage hérité sans la société qui l'a produit. Là encore la distanciation est grande. Pourtant, entre la pauvreté qui gêne et que l'on cache, et celle que l'on montre et met en scène il n'y a pas de différence de nature, l'une renvoie à l'autre, comme une présence-absence. Paradoxe ou complémentarité, l'authenticité de celle qui est « présente » se nourrit implicitement, à distance, de l'existence de celle qui ne l'est pas.

Du même coup, de manière plus ou moins directe, la pauvreté se trouve parfois partie intégrante de l'attractivité touristique, et certains projets de patrimonialisation, pilotés par une communauté internationale dominée par les pays riches émetteurs de touristes, impliquent sans le dire que persistent certains de ses éléments « typiques », habitat traditionnel certes « adapté » aux conditions climatiques mais souvent petit et sans intimité, infrastructures routières réduites qui préservent les paysages mais pérennisent les situations d'enclavement... Car le développement, s'il débouche sur l'élévation du niveau de vie des populations concernées, tend à transformer à l'identique sociétés et paysages, partout sur la planète, en puisant dans le même répertoire de formes, parce qu'il donne peu ou prou accès au même marché de biens de consommation : même les modes, encore limités, de tourisme « intégré », qui favorisent l'échange et la mixité entre touristes et habitants, reposent dans les pays pauvres sur le différentiel de niveau de vie, qui permet aux visiteurs de dépenser en un voyage davantage que ne gagnent leurs hôtes en plusieurs années¹⁰, tout en ayant le sentiment de se ressourcer tant par le contact avec les autochtones que par la (relative) rusticité de leurs hébergements. Si l'inversion rêvée de pauvres allant visiter les riches demeure bien anecdotique et fantasmagique, les voies vers un autre tourisme passeront là encore par la mise en œuvre d'un échange approfondi entre clientèles, prestataires – en position de médiateurs privilégiés – et habitants, sur les attentes des premiers, comme sur la répartition des retombées économiques de la mise en tourisme, et le choix de modalités de développement préservant ressource paysagère et identité locale. En tant que ressource territoriale, que révélateur des mutations socio-spatiales et que support de mobilisation et de négociation entre les acteurs, le paysage, objet commun, représente un outil privilégié dans les démarches collectives qui s'ébauchent.

RÉFÉRENCES

- BACHIMON Ph., AMIROU R., 2005, *Tourisme et souci de l'autre*, L'Harmattan, 362 p.
- BARON-YELLES N., 1999. *Le Tourisme en France. Territoires et stratégies*, coll. Prépas Géographie, Armand Colin, 220 p .
- BERINGUIER P., DERIOZ P., LAQUES A.E., 2005. *Glissements progressifs du regard sur des paysages mutants*, actes du séminaire Enfa/ENITA/Géode « Observer, analyser et accompagner le changement paysager et son appréhension », Toulouse, 9-10 mars 2004, 17 p. + planches d'illustrations, article consultable sur http://www.enfa.fr/ACI/doc_pdf/13-Deriaz.pdf
- BERQUE A., 2000. *Médiance. De milieux en paysages*, 2^e édition, Reclus, coll. Géographiques, Belin, 156 p.
- BERQUE A., 1995. *Les Raisons du paysage. De la Chine antique aux environnements de synthèse*, Hazan, 192 p.
- BERTRAND G., 1978. *Le Paysage entre la nature et la société*, in « Géosystème et aménagement », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, vol. 49, n° 2, pp. 239-258.
- BOUTROY E., 2002. *D'un sauvage, l'autre. Les figures de l'altérité dans les récits des expéditions en Himalaya*, actes du XV^e colloque International du Centre de recherche

¹⁰ Autour de 2000 € pour un trekking d'une bonne vingtaine de jours au Népal en passant par l'intermédiaire d'un T.O., soit approximativement le cumul de onze ans du revenu népalais moyen (à peu près 180 € par an).

- sur la littérature de voyage (Paris IV – Sorbonne) consacrés aux « Récits du dernier siècle des voyages », Château de la Napoule, 13-15 juin 2002.
- BRIFFAUD S., 2001. *Sauver les apparences ? Question aux politiques du paysage*, in « Patrimoine et paysages culturels », actes du colloque de Saint-Émilion, coll. « Des lieux et des liens », éditions confluences, Renaissance des cités d'Europe, pp. 37-41.
- BRUNEL S., 2006. *La Planète disneylandisée, chronique d'un tour du monde*, Sciences humaines éditions, 275 p.
- CAZES, 1992. *Tourisme et Tiers-Monde, un bilan contrasté. Les nouvelles colonies de vacances*, coll. Tourisme et Sociétés, l'Harmattan, 208 p.
- CAUQUELIN A., 1989. *L'Invention du paysage*, Paris, Plon.
- CHRISTIN R., 2006. *Le Tourisme entre simulacre et standardisation*, in *Tourisme et identités* (J.M. Furt et F. Michel dir.), coll. Tourisme et Sociétés, l'Harmattan, pp. 79-88.
- CORBIN A. (dir.), 1995. *L'Avènement des loisirs, 1850-1960*, Aubier, Paris, 471 p.
- DEBARBIEUX B., 2004. *Les Métamorphoses du paysage*, *Sciences Humaines* hors série n° 431, pp. 24-26.
- DERIOZ P., 2004. *Le Paysage, une ressource territoriale emblématique mais ambiguë, Montagnes Méditerranéennes* n° 20, actes du colloque « La notion de ressource territoriale », Domaine Olivier de Serres, Le Pradel, 14-15 octobre 2004, pp. 155-163.
- DERIOZ P., LAQUES A.E., 2004. *Évaluation paysagère et diagnostic de territoire : de l'évaluation du paysage à l'évaluation par le paysage*, actes du colloque "l'évaluation du paysage, une utopie nécessaire ?" (Montpellier, 15-16 janvier 2004), UMR 5045-CNRS Mutation des territoires en Europe, Publications de l'Université Paul Valéry, Montpellier, pp. 447-464.
- ÉQUIPE MIT, 2002. *Tourismes 1. Lieux Communs*, Mappemonde, Belin, 320 p.
- ÉQUIPE MIT, 2005. *Tourismes 2. Moments de lieux*, Mappemonde, Belin, 349 p.
- FOWLER P., 2006. *World Heritage Cultural Landscapes*, in *World Heritage* (Unesco) n°44 (novembre 2006), pp. 26-33.
- JAMEN E. & R., 2005. *Grands Treks au Népal*, éditions de la Boussole, 192 p.
- LUGINBÜHL Y., 1989. *Paysages, textes et représentations du paysage du siècle des lumières à nos jours*, Lyon, La Manufacture.
- LUGINBÜHL Y., 1992. *Nature, paysage, environnement, obscurs objets du désir de totalité, in Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, dir. M.C. Robic, Economica, pp. 11-56.
- MICHEL F., 2006. *Le Tourisme face à la menace de folklorisation des cultures*, in *Tourisme et identités* (J.M. Furt et F. Michel dir.), coll. Tourisme et Sociétés, l'Harmattan, pp. 45-78.
- MILANI, R., 2005. *Esthétiques du paysage. Art et contemplation*, Actes Sud, 239 p.
- RASPAUD M., 2003. *L'Aventure himalayenne. Les enjeux des expéditions sur les plus hautes montagnes du monde, 1880-2000*, coll. « Sports, cultures, sociétés », Presses Universitaires de Grenoble, 213 p.
- ROGER A., 2005. *L'Invention des paysages*, in « Des paysages pour le développement local. Expériences et recherches innovantes dans le Massif central », *Revue d'Auvergne* n° 571, pp. 105-113.
- RÖSSLER M., 2003. *Linking Nature and Culture : World Heritage Cultural Landscapes*, in *World Heritage Papers* n° 7, « Cultural Landscapes : the Challenges of Conservation », World Heritage Centre (Unesco), pp. 10-15
- SACAREAU I., 1999. *Les Transformations d'une haute montagne par le tourisme : le massif des Annapurna dans l'Himalaya du Népal*, in *Annales de géographie*, n° 606
- VELAS, F., 2005. *Les Nouveaux Défis du tourisme durable dans les pays en voie de développement*, in « Tourisme et souci de l'autre », Amirou R., Bachimon P., Dewailly J.M. et Malezieux J. (dir.), coll. « Tourismes et sociétés », L'Harmattan, pp. 89-105
- VITTE P., 2005. *La Valorisation touristique des paysages*, in « Des paysages pour le développement local. Expériences et recherches innovantes dans le Massif central », *Revue d'Auvergne* n° 571, pp. 85-102.
- WIEBER J-C., 1995. *Le Paysage visible, un concept nécessaire*, in *La Théorie du paysage en France*, dir. A. Roger, coll. pays/paysages, Champ Vallon, pp. 182-193.

AXE 2

**TOURISME
ET PAUVRETÉ :
OPPORTUNITÉS
ET MENACES**

TOURISME « ALTERNATIF » ET PAUVRETÉ : LIMITES ET RISQUES POUR LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET L'ENVIRONNEMENT

Jean RIEUCAU

Université Lumière Lyon 2, UMR 5600 Environnement, Ville, Société

1. INTRODUCTION

Les pays du sud ont placé d'importants espoirs dans les tourisms dits « alternatifs » (solidaire, équitable, écotourisme) au tourisme de masse. L'écotourisme fait aujourd'hui débat. Il est devenu un marché lucratif pour les voyageurs qui abusent, dans leurs opérations marketing, de la mise en avant de la « victimisation du milieu ». Ce type de tourisme, qui se veut responsable, non destructeur de l'environnement, contribue-t-il véritablement à la sauvegarde de la biodiversité végétale et animale ? Comment l'Afrique au sud du Sahara peine à étoffer une offre touristique quasi exclusivement fondée sur la mise en scène de la nature et les spectacles animaliers ? Pourquoi, l'instauration d'aires protégées entraîne-t-elle, dans l'Afrique subsaharienne, un flux de réfugiés de l'environnement ? Le tourisme communautaire, l'écotourisme autochtone, ne constituent-ils pas une évolution du tourisme de nature plus respectueuse des communautés locales, plus redistributrice des bénéfices générés par l'activité touristique ?

2. LES TOURISMES ALTERNATIFS

Le tourisme interprète, s'inscrit dans les principaux courants de pensée de son époque (Bourdeau, 2004). Depuis les années 1990, trois postures intellectuelles se positionnent face au fait touristique (Bourdeau, *op. cit.*). La position réformiste vise à l'amélioration, à la rénovation, à la réhabilitation des équipements, des aménagements des hébergements existants (réurbanisation, renaturation des stations balnéaires, de montagne). La voie alternative concerne les différentes alternatives au tourisme de masse : tourisme équitable, solidaire, tourisme d'aventure, écotourisme. La position radicale, parfois résumée par l'idée du *no tourism*, remet en question l'existence même du tourisme, pour des raisons économiques, énergétiques et sociétales. Le tourisme est jugé, par les tenants de cette ligne idéologique, destructeur des économies, des sociétés, des cultures, de l'environnement et censé contribuer à l'épuisement des énergies fossiles.

La voie alternative se compose de plusieurs types d'approches du fait touristique : le tourisme solidaire et équitable, le tourisme d'aventure, l'écotourisme. Voyager deviendrait utile et peut constituer une activité militante. Il existe un avant et un après voyage, le touriste devenant, après le déplacement et le séjour adhérent de l'association vendeuse du circuit.

Pour les anglo-saxons, le *Pro-Poor-Tourism* (PPT), traduit en français par le « tourisme pour les pauvres » ou bien le « tourisme pro-pauvres », concerne le tourisme équitable et solidaire. Le tourisme solidaire consistant à donner de son temps de congé pour participer à de micro-projets de développement dans les pays du sud. Les populations pauvres deviennent largement impliquées dans ce type de tourisme, en étant des acteurs et des bénéficiaires. D'autre part, le Community Based Tourism (CBT) trouve, en français, sa traduction dans le tourisme communautaire, qui concerne largement la notion d'écotourisme. Le CBT apparaît être une activité gérée, entièrement par des communautés locales, marginalisées, culturellement très marquées.

Chaque catégorie du tourisme alternatif affiche une motivation dominante. Celle du tourisme équitable et solidaire ambitionne une plus grande justice sociale entre les pays du nord et du sud, vise à un rééquilibrage des rapports marchands nord-sud, in fine au développement des pays pauvres (Stock, 2003). Les valeurs du tourisme d'aventure s'appuient sur l'activité physique, le dépassement de soi au sein d'un groupe ou bien en comptant sur ses propres ressources (randonnée en véhicule tout terrain, rafting, montgolfière...). Ce type de tourisme de « consommation », bien que classé alternatif par l'OMT, consiste en une activité sportive dans un territoire, mais non comme une implication dans le développement, dans la protection de la nature au sein des espaces parcourus, en dépit de l'existence d'un code de bonne conduite chez les voyageurs de ce secteur. Le tourisme d'aventure, au sein de territoires peu intégrés à la mondialisation, les considère et les utilise tels des terrains de sport de l'extrême (escalade, canyoning, trekking...) (Brunel, 2007). Enfin, l'objectif du tourisme de nature réside dans la découverte, la protection, la sauvegarde de l'environnement.

Depuis la fin du xx^e siècle, nombre de militants, de voyageurs, d'ONG, d'associations, tentent d'introduire de l'éthique dans la mondialisation. Ce vaste mouvement en faveur des causes humanitaires, caractérisé par le foisonnement des ONG, créatrices d'une nouvelle économie, correspond à une réaction au processus de globalisation. L'émergence d'un tourisme solidaire du sort des populations visitées, la promotion d'un tourisme responsable des impacts environnementaux, de ses retombées humaines, contribuent à introduire de l'éthique, du sens, dans la globalisation dont il est un des principaux vecteurs (Stock, *op. cit.*).

3. L'ÉCOTOURISME

3.1. Une définition délicate

L'écotourisme participe d'une idéalisation de la nature, comme le tourisme équitable s'inscrit dans une idéalisation de l'échange. L'acception du terme tourisme de nature, pour les uns, concerne la visite de sites naturels peu transformés, peu touchés par la révolution industrielle, dans leur état de « nature » (Stock, *op. cit.*). Pour les autres, elle s'élargit à une dimension culturelle : la découverte

de populations techniquement peu évoluées (Stock, *op. cit.*), par de petits groupes de visiteurs. Le tourisme de nature constitue un tourisme alternatif, très différent du tourisme rural, du tourisme vert, de l'agritourisme et s'oppose également au tourisme en nature.

Selon les pays, selon les spécialistes, la terminologie pour le nommer, diffère : tourisme de découverte, tourisme naturaliste, tourisme scientifique (Mexique), tourisme à objectif de conservation, tourisme d'interprétation de la nature. L'écotourisme constitue une activité de découverte, d'étude, d'observation, d'interprétation de la nature, des milieux naturels, des espèces sauvages, dans un espace sauvegardé, avec des pratiques aux impacts environnementaux minimisés. Le tourisme de nature, pour ses adeptes suppose une sensibilisation à plusieurs sciences : géologie, botanique, ornithologie, interprétation du paysage. Les écotouristes effectuent des séjours dynamiques, dans lesquels ils se doivent d'être impliqués, actifs (comptage d'espèces d'oiseaux, identification, marquage de mâles et femelles, prélèvement d'échantillons dans des formations végétales, mise en place de sentiers de visite). Les destinations proposées par les voyageurs privilégient des milieux naturels singuliers voire remarquables, généralement situés dans l'hémisphère sud, dans la zone intertropicale, recelant une forte biodiversité végétale (forêts primaires), faunique, dans un contexte de forte biodiversité culturelle, équipé en parcs et réserves naturelles.

3.2. Le tourisme de nature en débat

Les voyageurs ont pris conscience que la nature constitue une ressource touristique porteuse, génératrice de fréquentation. Dans leurs actions de marketing (Internet, presse, agences de voyage) ils pratiquent une « victimisation » du milieu, de l'environnement, l'écotouriste devenant l' élu d'un territoire singulier, unique, mais menacé, dans lequel il convient de laisser des traces minimales de son passage.

3.2.1. Un vecteur de la diffusion touristique à l'ensemble de l'écoumène

L'écotourisme, même parcouru d'une dimension éthique et respectueuse de l'environnement, comporte des risques : un excès de visiteurs sur les sites, des perturbations écologiques, sociétales et culturelles. Ses logiques marchandes, participant de l'économie de marché, s'accompagnent d'une recherche de l'augmentation du nombre de visiteurs, de la captation de nouvelles pratiques, pouvant déboucher sur une massification de la fréquentation des sites protégés. En dépit de moyens d'hébergement légers, de la motivation environnementale des visiteurs, de leurs déplacements lents, au rythme du mode de vie des communautés visitées (Blangy, 2007), le tourisme de nature s'insinue dans les lieux les plus reculés, de ce fait les plus fragiles de la planète (Stock, *op. cit.*). Pour certains chercheurs, il constitue la forme ultime de l'entreprise touristique, qui facilite, sous couvert de curiosité écologique, sa diffusion à l'ensemble de l'écoumène (Stock, *op. cit.*).

Aucun lieu ni territoire ne sont à l'abri de la mise en tourisme, à l'exception des zones en guerre (Brunel, *op. cit.*). Le mouvement touristique tend à donner de la valeur aux territoires les moins bien pourvus dans la mondialisation (Brunel, *op. cit.*) dont les inconvénients, dans un passé récent, sont devenus des aménités touristiques : isolement, enclavement, grande pauvreté (Brunel, *op. cit.*). D'autre part, pour nombre de peuples autochtones, ce type de tourisme les im-

merge dans l'économie monétaire sans qu'ils aient les moyens d'y participer pleinement (Muller, *op. cit.*). Ils sont relégués à des emplois subalternes (Muller, *op. cit.*). Certaines ethnies considèrent les milieux conservationnistes tels de « nouveaux colonisateurs » au service de la mondialisation économique et culturelle (Muller, *op. cit.*).

3.2.2. Ingérence écologique et espaces réglementés

De puissantes organisations (agences de l'ONU, ONG conservationnistes) soustraient de nombreux et vastes territoires aux populations autochtones, au nom de la préservation de la nature. L'Afrique continue d'être considérée comme un immense patrimoine de nature, une posture soutenue par nombre d'intellectuels. Pour Alberto Moravia, le continent africain représente la dualité de la civilisation perdue et de celle du futur. Pour cet écrivain, l'Afrique subsaharienne constituait un continent contradictoire, représentant à la fois le désenchantement politique, le domaine du mystère archéologique, celui du foisonnement végétal, animal et la crise du monde moderne (Moravia, 1993). Le géographe Roland Pourtier observe chez les Occidentaux, un « transfert de la nostalgie d'une nature primitive définitivement disparue au Nord vers cette Afrique qui fut longtemps mystérieuse » (Pourtier, 1992). L'Afrique est devenue une destination touristique pour les touristes internationaux en mal de dépaysement, sensible au marketing des voyagistes mettant en avant l'image d'un continent préservé, d'un éden tropical, au sein duquel on peut renouer avec une nature « vierge » (Brunel, *op. cit.*).

En Afrique, 13 % du continent est protégé, jusqu'à 30 % dans certains pays. Dans l'Afrique subsaharienne, des pans entiers de territoires, sous l'action de politiques internationales de conservation de la nature, deviennent des enclaves territoriales extraverties, sous tutelle internationale, à des fins scientifiques et touristiques, dont la souveraineté échappe, de manière croissante, aux États (Rieucou, 2001). Ces « espaces réglementés » (zones touristiques, territoires réservés à la chasse, parcs naturels) afin d'en protéger la flore, la faune, sont gérés par des organisations internationales (programmes de l'Union européenne, des États-Unis, des ONG environnementales) (Mbembe, 2000). Cette conception de la protection de la nature, élaborée par ceux qui l'étudient, pour ceux qui la visite, largement appuyée sur les imaginaires occidentaux, soustrait un nombre croissant de territoires aux communautés locales, paysannes.

En Afrique, le nombre de pays dont une portion du territoire fonctionne sous le régime des « espaces réglementés » (Mbembe, *op. cit.*), fondé sur un véritable statut d'extraterritorialité, ne cesse de croître : Togo, Centrafrique, Kenya, Burundi, Cameroun, Namibie, Botswana, Afrique du Sud. (Rieucou, *op. cit.*). Un tiers de la superficie de la Zambie et de la Tanzanie, un quart de l'Ouganda, sont occupés par des parcs nationaux et des réserves de chasse (Brunel, *op. cit.*). Dans les années 1990, le Tchad augmente fortement la proportion de son territoire protégé, de 0,1 % à 9,1 % ce qui entraîne le déplacement de 600 000 personnes (Muller, *op. cit.*).

3.2.3. Les aires protégées préservent-elles la biodiversité ?

La conservation appliquée à la nature implique une gestion visant à préserver une ou des espèces faunistiques, floristiques voire un paysage, considérés comme menacés (Girault et alii, 2004). On tente de conserver des écosystèmes dynamiques, ouverts, par une approche de la conservation qui est fixiste. Il existe une mobilité naturelle des espèces sauvages (disparition naturelle d'espèces, migrations d'animaux sauvages, évolution constante du paysage)

(Girault et alii, *op. cit.*). Dans le sud-est du Kenya, existent des projets de corridors fauniques pour permettre cette mobilité des espèces animales, en particulier des éléphants. Un paradoxe doit interroger les scientifiques : en Afrique, 90 % de la biodiversité est localisée en dehors des zones protégées, en particulier dans les aires au sein desquelles se sont produites l'éviction des populations autochtones (Muller, *op. cit.*). Au Kenya, 60 % des animaux sauvages vivent en dehors des zones protégées.

Un débat sur la méthode de conservation de la nature divise les tenants d'une approche protectionniste exclusive et les partisans d'une démarche participative (empowerment), communautaire. Les communautés locales doivent-elles, pour leur survie, utiliser les ressources naturelles des parcs et des réserves ? Au Kenya, les parcs nationaux sont directement gérés par des administrations centrales, alors que les réserves nationales dépendent des collectivités locales, en particulier concernant les ethnies masais et samburus. Dans la réserve de Masai Mara, administrée par deux communautés régionales masais, au sud-ouest du pays, les pasteurs ont accès à une partie des territoires, pour y faire paître leurs troupeaux. Les pasteurs et leurs troupeaux cohabitent avec la faune sauvage, la mission des éleveurs consistant autant à préserver leur cheptel que la biodiversité. Au Kenya, les parcs nationaux et les réserves privées sont mieux aménagés, mieux entretenus, la biodiversité davantage préservée, que dans les réserves nationales.

Cependant, les écotouristes sont aussi les bienvenus sur un territoire protégé, en particulier de la part des naturalistes. Dans l'archipel équatorien des Galapagos, la nature et la faune sauvage marquées par un remarquable taux d'endémicité, sont mises en tourisme depuis les années 1960 sur une infime superficie soit 10% du territoire insulaire (Grenier, 1994). La fondation Darwin et la station du même nom récoltent des fonds pour l'amélioration de l'écosystème archipélagique et le développement de la recherche scientifique. Les promeneurs et les écotouristes sont aussi des donateurs potentiels, leur générosité représentant 20 à 30 % du budget de la station Darwin (Stock, *op. cit.*).

3.2.4. Des retombées économiques trop limitées pour les communautés locales

Au Masai Mara, 30 000 masais vivent autour de la réserve, à l'intérieur de laquelle ils sont autorisés à faire paître les troupeaux en cas de grande sécheresse. Cette communauté récupère une toute petite part des revenus générés par la réserve (200 000 visiteurs annuels). Une enquête de la Banque Mondiale, conduite en 1996, fait apparaître que les recettes d'un safari profitaient pour 85 % aux sociétés privées, 5 % revenant aux populations, 5 % aux administrations locales, 5 % pour les administrations centrales (Brunel, *op. cit.*). Pour l'ensemble du pays, cette ethnie minoritaire recevrait seulement 1 % des recettes touristiques (Brunel, *op. cit.*). Les fonds revenant à la communauté, en principe, servent à financer des équipements publics (écoles, puits, hôpitaux).

3.2.5. Des réfugiés de l'environnement

Les « réfugiés de la conservation », sur le continent africain, représenteraient 14 millions de personnes. Seule l'Inde comptabilise cette nouvelle catégorie de populations déplacées (Muller, *op. cit.*). Le gouvernement indien avance le chiffre global de 1,6 millions personnes chassées de leurs terres sur l'ensemble de l'Union, avec pour le seul Assam, entre avril et juillet 2002, 100 000 adivesi

(populations rurales) déplacés et prévoit, pour la décennie à venir, un mouvement de 2 à 3 millions (Muller, *op. cit.*). Dans le monde, la mise en place des aires protégées a provoqué un exode massif des populations locales.

La création du parc Kruger en Afrique du sud, en 1926, premier parc national du pays, résulte de l'assemblage de deux games reserves et porte le nom d'une grande figure afrikaner, pour affirmer la dimension nationale, blanche. Les populations autochtones en ont été chassées, le parc est délimité par des barbelés, destinés à empêcher les hommes habitués à cultiver et à chasser, de pénétrer dans ce sanctuaire de la vie sauvage, davantage qu'aux animaux protégés d'en sortir (Brunel, *op. cit.*).

Au Botswana, devenu une grande destination du tourisme de vision en Afrique australe, le parc national du Kalahari a été réservé, au début des années 1990, à la seule faune sauvage, entraînant l'éviction de l'ensemble des bushmen, expulsés de leurs propres villages, à l'exception de ceux qui acceptaient de faire perdurer une authenticité factice, caractérisée par un renoncement au progrès technique (conservation de leur habitat en terre, de leur mode de vie « traditionnel ») (Brunel, *op. cit.*).

Au Kenya et en Tanzanie, la mise en place des parcs de Masaï Mara et de Serengeti, ont provoqué l'expulsion de leurs pâturages, de plus de 100 000 masais. Au Kenya, la chasse à l'éléphant est prohibée depuis 1977 (tuer un éléphant est puni de 7 ans de prison) entraînant leur prolifération, leur sortie des réserves. Ils deviennent destructeurs des cultures et constituent un risque pour l'homme en causant chaque année la mort de 360 personnes. En Ouganda, destination émergente du tourisme de vision en Afrique orientale, la création de trois réserves forestières : Mgahinga, Echuya et Bwindi, a provoqué l'expulsion des Twas de leurs terres ancestrales et leur installation en périphérie des réserves, dans des camps improvisés (Muller, *op. cit.*).

Les autorités peuvent, fait plus rare, encourager le retour des communautés locales sur leurs terres (Namibie, Afrique du Sud). En Afrique du Sud, la communauté de Makuleke, après plusieurs années de revendications territoriales, a pu réintégrer ses terres ancestrales dans la périphérie du parc Kruger (Blangy, *op. cit.*).

Certains pays (Australie, Bolivie, Népal, Canada) au moyen de lois nationales, protègent les droits des populations autochtones, par le biais des IPA (Indigenous Protected Area) ou des CCA (Community Conservation Area) (Muller, *op. cit.*).

3.3. Le tourisme de nature, unique forme de mise en valeur touristique des territoires dans l'Afrique subsaharienne

L'écotourisme, depuis les années 1950, a constitué un important secteur de développement dans certains pays africains (Kenya, Tanzanie). Dans ces États, le tourisme de nature dégagerait des revenus 10 fois supérieurs à la chasse commerciale et à l'agriculture. Au Kenya, un touriste entraîne la création de 14 emplois, contre 6 personnes au Rwanda (Brunel, *op. cit.*). Le Rwanda compte également s'appuyer sur le tourisme, pour faire chuter les effets de la grande pauvreté (environ 60 % de la population) afin d'atteindre les objectifs du millénaire d'ici 2020, correspondant à une division de ce chiffre par deux (Brunel, *op. cit.*). L'activité touristique dans cet État des grands lacs cherche à se fonder

sur le tourisme de nature et le tourisme de la mémoire du génocide de 1994 (Brunel, *op. cit.*).

Le « tourisme de vision » et ses spectacles animaliers autour des grands mammifères (« big five » : lion, léopard, rhinocéros, éléphant, buffle) prédominent dans l'Afrique orientale et australe (Zimbabwe, Afrique du Sud). Le géographe Roland Pourtier observe que « Nulle part ailleurs au monde, le tourisme n'est aussi prioritairement, voire exclusivement orienté vers la nature » que sur le continent africain. Cette dépendance et cette hyper-spécialisation marquent un continent qui constitue l'espace de la planète le moins marqué par le phénomène touristique. Il se caractérise également par un recul de la fréquentation touristique (Rwanda, Cameroun, Togo, Mauritanie, Kenya...) tout autant que par la non mise en tourisme de vastes portions d'espaces (*no tourism countries*).

Relativement pauvre en monuments anciens, en patrimoine architectural, urbain, l'Afrique subsaharienne, à la différence du Maghreb, ne possède pas les ressources propres à un développement d'un tourisme culturel de masse. La culture africaine, mise en tourisme (danses, rituels de circoncision, plantes médicinales, artisanat) s'inscrit seulement en complément du balnéarisme ou du tourisme de safari (Kenya). L'Afrique ne constitue pas seulement un fournisseur de productions et de ressources primaires, un réservoir de migrants, mais représente aussi un énorme potentiel touristique, dont l'attrait, pour une majorité d'Européens, d'Américains, réside dans la nature, les paysages, la faune, actuellement exploitée dans les seules Afriques orientale et australe (Pourtier, 2001).

4. LES ESPOIRS PORTÉS PAR LE TOURISME AUTOCHTONE

Le tourisme autochtone constitue une voie alternative, mettant en avant d'autres rapports aux sociétés locales, valorisant des « savoir-être » inhabituels en marge de la mondialisation culturelle contemporaine (Blangy, *op. cit.*). Ce type de tourisme participatif se fonde sur l'offre et sa diversité de patrimoines, de modes de vie, conférant de la valeur aux peuples et territoires les moins intégrés à la globalisation (Brunel, *op. cit.*). Dans les pays riches (Europe, Amérique du Nord), une demande, un marché existent, pour le partage des modes de vie fortement en lien avec l'environnement, avec la nature, avec de vastes espaces naturels (Blangy, *op. cit.*). Les principales destinations du tourisme autochtone sont localisées dans les pays de la zone intertropicale mais aussi de manière croissante dans les pays développés (Canada, Australie).

Les visiteurs découvrent des savoirs faire traditionnels (médecine, agriculture sur brûlis, cueillette, chasse, pêche fluviale) des techniques artisanales de construction d'abris pour la nuit, des croyances, des rites propres aux communautés locales. Les voyageurs intègrent de façon croissante, au même titre qu'un site naturel, qu'un territoire, qu'un parc national, les communautés autochtones, dans leur catalogue (Amérindiens, Aborigènes, Inuits, Bushmen, Masai). L'ouverture au tourisme des sociétés locales passe par des acteurs que sont les agences de voyage, les voyageurs, des propriétaires d'hébergements légers (lodge), des ONG de la protection (Blangy, *op. cit.*). Elle met en confrontation des partisans d'une approche culturaliste, communautariste et autochtone de la conservation et de la mise en tourisme (Girault et alii, *op. cit.*).

Le tourisme autochtone participe des principes de solidarité, d'éthique, d'équité, qui le rattache à « l'autre économie », solidaire, délaissant les relations marchandes entre les populations visitantes et celles qui accueillent par le biais d'un « accueil autochtone » (Blangy, *op. cit.*). Le tourisme autochtone ou communautaire apparaît diffus, enraciné, lent, en relation avec les valeurs sociétales des peuples autochtones (Blangy, *op. cit.*). Ce tourisme se définit lui-même comme durable, écologique et invite à voyager « vert » et solidaire (Blangy, *op. cit.*). Cette nouvelle relation aux populations réceptives questionne sur le degré de folklorisation, de simulation et donc d'authenticité, de re-création des traditions, de ces peuples minoritaires, oubliés (Blangy, *op. cit.*). Pour certains chercheurs, l'ouverture au tourisme des zones les plus isolées, enclavées, souvent les plus misérables, la revalorisation des groupes culturels longtemps considérés comme archaïques, relève d'une « disneylandisation » des territoires et des cultures (Brunel, *op. cit.*). D'autres scientifiques rappellent que certaines communautés locales, ouvertes partiellement au tourisme peuvent être amenées à éloigner les touristes de sites sacrés, de zones écologiquement fragiles, selon la saisonnalité (Blangy, *op. cit.*).

Le tourisme autochtone suppose une implication du voyageur, sous des formes et des degrés divers : congé solidaire (France), écovolontariat (tourisme lent, recherche scientifique sur un projet de conservation) (Blangy, *op. cit.*). Le tourisme communautaire peut permettre de créer des emplois pour les jeunes, de procurer des revenus à la communauté locale, pouvant être affectés à l'éducation, à l'encadrement sanitaire.

La mise en place de cette nouvelle forme de tourisme, largement aux mains des populations locales s'accompagne de difficultés de mise en œuvre in situ. La manne financière touristique, la responsabilité d'ouvrir cette activité aux sociétés locales, s'effectue fréquemment dans un contexte de conflits, de rivalités, qui n'exclue pas les détournements d'argent (Blangy, *op. cit.*).

Le tourisme communautaire s'inscrit dans un mouvement planétaire de réhabilitation des droits et des savoirs autochtones ou indigènes, davantage avancé dans les pays neufs (Australie, Canada), pour l'Afrique dans sa partie australe. Plusieurs termes tentent de qualifier ces processus, en français l'autochtonie, l'autochtonisation, pour les anglo-saxons l'empowerment (autonomisation) (Girault *et alii*, *op. cit.*). Dans les zones protégées, socialement sensibles, certains pays (Australie, Bolivie, Népal, Canada), les lois nationales garantissent les droits des sociétés autochtones (Muller, *op. cit.*). Deux notions émergent : les IPA (*Indigenous Protected Area*) et les CCA (*Community Conservation Area*) (Muller, *op. cit.*).

5. CONCLUSION

Le tourisme constitue un des principaux vecteurs de la mondialisation culturelle. Toute destination, dans une économie de marché, est amenée à connaître un accroissement de sa fréquentation. Dans les années 1980 au États-Unis (voyages naturalistes du Sierra Club, du Muséum d'Histoire Naturelle de New York), puis en Europe, à partir de la conférence sur la terre tenue à Rio en 1992, en particulier grâce à la « Convention sur la biodiversité », dans un premier temps, l'écotourisme a incarné les espoirs mis par certains dans un tourisme respectueux de l'environnement et des populations locales. Les dérives engendrées par le tou-

risme de nature (faibles retombées économiques pour les populations réceptives, paupérisation des communautés locales, réfugiés de l'environnement, emplacement majoritaire de la biodiversité en dehors des aires protégées) ont jeté progressivement un discrédit sur cette approche alternative du tourisme. Le tourisme autochtone, communautaire, l'écotourisme autochtone, semblent constituer, aujourd'hui, de nouvelles voies pour un tourisme responsable, davantage équitable pour les populations des pays du Sud.

RÉFÉRENCES

- BLANGY Sylvie (1993), « Du tourisme de nature à l'écotourisme. Tourisme et nature », *Cahiers d'Espace*, février, p 5-8.
- BLANGY Sylvie (1999), « Tourisme autochtone et communautaire », *Courrier de l'Unesco*, Paris, juillet.
- BLANGY Sylvie (2007), « Le tourisme autochtone. Un lieu d'expression privilégié pour des formes innovantes de solidarité », *Téoros, automne*, p 38-45.
- BRUNEL Sylvie (2007), « Tourisme et mondialisation : vers une disneylandisation universelle ? », *La Géographie, Acta Geographica*, n° 1525, p 12-30.
- BOURDEAU Philippe (2004), « Construction et déconstruction de la pensée autour du tourisme. Séminaire du réseau interdisciplinaire et interrégional en tourisme (R2IT), Lyon, 24 juin, 5 p.
- ÉQUIPE MIT (2005), *Tourisme 2. Moments de lieux*, Belin, Paris, 349 p.
- GIRAUT Frédéric, GUYOT Sylvain, HOUSSAY-HOLZSCHUH Myriam (2004), « Les aires protégées dans les recompositions territoriales africaines », *L'Information géographique*, n° 4, p 340-364.
- GRENIER Christophe (1994), « De l'espace marginal à l'espace pionnier frontalier : ouverture et attraction des Galapagos », *L'Espace géographique*, n° 3, p 250-262.
- MBEMBE Achille (2000), « Vers une nouvelle géopolitique africaine », *Afriques en renaissance, Le Monde Diplomatique*, mai-juin, p 11-15.
- A. MORAVIA (1993), *Promenades africaines*, Flammarion, Paris, 1993, 159 p.
- MULLER Anne (2007), « L'envers des pars naturels. Les tribus victimes de l'écologie », *Courrier International*, n° 851, 2 p.
- POURTIER Roland (1992), « Regards, échelles, lieux : un point de vue de géographe », *L'Environnement en Afrique, Afrique Contemporaine*, n° 161, p 13-19.
- POURTIER Roland (2001), *Afriques noires*, Hachette, Paris, 255 p.
- RIEUCAU Jean (2001), « Biodiversité et écotourisme dans les pays du centre du golfe de Guinée, prêtourisme dans une unité géopolitique instable », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 216, p 417-452.
- RIEUCAU Jean (2004), « Bioko (Guinée équatoriale), un espace insulaire stratégique au centre du golfe de Guinée », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 226-227, p 217-232.
- RIEUCAU, J. LAGEISTE, (dir.), (2006), *L'Empreinte du tourisme. Contribution à l'identité du fait touristique*, l'Harmattan, Paris, 342 p.
- STOCK M., (coordi.) (2003), *Le Tourisme. Acteurs, lieux et enjeux*, Belin, Paris, 304 p.

LE REGISTRE DE LA PAUVRETÉ DANS LES REPRÉSENTATIONS FRANÇAISES SUR LE MAROC

Stéphanie LEROUX

doctorante

UFR Patrimoine, imaginaire et espaces de tourisme, université Cadi Ayyad, Marrakech. UFR Géographie et Aménagement, université de Lille1

INTRODUCTION

Les représentations sur le Maroc et diffusées en France jouent un rôle important dans le choix de cette destination touristique par les Français¹. Elles influencent leurs attentes et par enchaînement leurs usages, leurs comportements et leurs attitudes dans leurs relations à l'espace et à la société locale. Il s'agit alors de voir comment est exploité le registre de la pauvreté dans des communications territoriales visant à faire du Maroc une destination touristique attractive. Pour cela, trente et un reportages télévisés se rapportant au Maroc et diffusés en France entre 2001 et 2007 ont été analysés (voir le tableau). Sonder ces derniers est en effet intéressant sur divers points. D'une part, la télévision constitue le média encore considéré comme ayant l'impact le plus fort sur le public pour plusieurs raisons. « Pratiquement tous les foyers français (95 %) sont équipés d'un récepteur ; plus de 80% de la population française regarde la télévision au moins une fois par jour et la durée quotidienne moyenne d'écoute est de l'ordre de trois heures et demi par jour dans les foyers des Français » (G. Audigier, J.-M. Decaudin, 1992, p. 21). L'image vidéo rend en outre ce qui est visionné indéniablement vivant et donne ainsi une valeur d'authenticité et de véracité, au contraire des textes et des photographies figées dans un temps révolu. Cette valeur est accentuée par le statut même de la télévision qui, depuis son invention, se distingue du cinéma par son rapport au direct, tandis qu'elle s'obstine continuellement à « tirer sa légitimité de la relation qu'elle entretient avec la réalité » (F. Jost, 2005, p. 62). D'autre part, le monde de l'information, à l'origine de la diffusion des reportages analysés, tient une relation paradoxale avec le monde de l'entreprise et les autorités territoriales, ce qui amène à transformer les documentaires informatifs en campagne de communication territoriale et commerciale. En effet, « les stratégies promotionnelles des destinations (éductours, relations publiques, press Kits, etc.) ont permis de mettre en place des liens étroits avec la presse et la télévision en donnant lieu à des reportages grand public largement diffusés. Ces reportages apparaissent donc aux yeux du public comme résultant d'un travail journalistique indépendant plutôt que d'une communication commerciale directe (campagne publicitaire) et sont par conséquent perçus

¹ Ils sont les plus nombreux à venir au Maroc alors que leur fréquentation tend à revêtir un caractère massif pour certaines régions du pays. Leur venue tend en outre à être accompagnée d'un processus de sédentarisation.

comme plus crédibles » (I. Frochot, P. Legohérel, 2007, p. 179). En ce sens, les reportages constituent une arme redoutable dans les stratégies marketing car ils bénéficient d'une légitimation journalistique² devant un public confiant vis-à-vis des informations qu'ils considèrent comme véridiques alors que celles-ci visent à délivrer un message publicitaire. Ce dernier a alors un impact d'autant plus fort que le public est en situation de crédulité. L'analyse des reportages³ est donc intéressante par rapport à cette ambiguïté où une forme de propagande – destinée à propager des idées dans l'optique de rallier des individus à une cause – est mise en place en se basant sur des témoignages et des faits existants. La mise à l'écran de ces derniers joue sur les représentations collectives du monde où des faits ponctuels peuvent être gonflés en phénomènes généralisés et inversement où des phénomènes non traités se retrouvent réduits à néant.

En devant répondre à des enjeux commerciaux, la démarche des reportages télévisés consiste ici à tenir compte de ce que I. Frochot et P. Legohérel (2007, p. 178) appellent des images organiques dans l'optique de construire des images induites. Les images organiques forment une sorte de patrimoine cognitif que le public a par le biais de l'école et des programmes scolaires, d'expériences muséales, littéraires, artistiques, empiriques, etc. Les images induites correspondent, quant à elles, à des représentations orientées et véhiculées, non pour elles-mêmes, mais dans une optique publicitaire et commerciale. Les images induites exploitent donc le référentiel images organiques en leur donnant une valeur attrayante⁴ pour le public. Il s'agit

² Les promesses des chaînes et des magazines qui encadrent les reportages analysés révèlent les conditions dans lesquelles les téléspectateurs sont invités à recevoir les messages qui y sont diffusés. Elles affirment leur rôle dans la connaissance du monde – tout en se défendant par ailleurs d'une quelconque responsabilité dans l'influence des comportements sociaux (M. Dagnaud, 2006) – qu'elles légitiment par le statut des acteurs des magazines d'information, des reportages et des documentaires dans leur appartenance au monde du journalisme. Celui-ci bénéficie en effet dans la société occidentale d'une valorisation qu'il entretient et exploite, et dont la figure se rapporte à celui du héros des temps modernes, aux qualités définies et exposées dans les éditoriaux des magazines par un caractère impartial, curieux, ouvert d'esprit, investigateur acharné de terrain, capable de découvrir ce qui est lointain, caché et interdit puis de le restituer au public. Les titres des magazines – comme *Zone Interdite* ; *Envoyé Spécial* ; *Un œil sur la planète* ; *Vie privée*, *Vie publique* ; *Des Racines et des Ailes* ; etc. – illustrent cette démarche. Cette revendication journalistique permet en somme de légitimer un discours de vérité mettant en avant une dualité du savoir entre une élite journalistique détentrice et passeuse d'un savoir et un public de masse récepteur de ce savoir.

³ L'analyse des reportages télévisés nécessite de tenir compte des contextes de diffusion – leur place dans la grille de programmation, la fonction de l'émission sur la plage horaire, etc. – afin de déterminer l'écoute potentielle des messages diffusés. Les reportages analysés appartiennent, pour la plupart d'entre eux à des émissions cycliques qui « reviennent de semaine en semaine, comme autant de rendez-vous » (F. Jost, 2004, p. 50), renforcés par la diffusion constante des bandes-annonces. Cela permet de fidéliser le public et donc d'améliorer l'audience. Les deux-tiers des émissions analysées sont en outre diffusées en prime-time, c'est-à-dire aux heures de grande écoute des premières parties de soirées (20 h 50). Cet horaire a la double particularité de constituer le moment où le nombre de poste allumé est le plus important et celui où le public est le plus attentif aux programmes qu'il regarde. Un-quart des reportages est diffusé en deuxième partie de soirée où l'audience diminue sensiblement tandis que la pratique du « zapping augmente tard le soir » (F. Jost, 2004, p.48). Cette tendance à la diminution d'audience est néanmoins pondérée par le caractère cyclique des magazines aux réputations avérées par leur longévité. Ainsi, les éditoriaux des chaînes étudiées affirment que l'audience moyenne des magazines d'information auquel appartient le corpus analysé varie entre trois et quatre millions de téléspectateurs, mise à part le docu-fiction de Arte et le numéro de *Légitime Dépense* dont le reportage sur la Maroc a été diffusé lors de la première émission.

⁴ Elles sont aussi susceptibles de modifier ce dernier surtout lorsque les images organiques sont faibles comme c'est le cas au Maroc. En effet, des études sur l'évolution des programmes scolaires et celle des musées des autres montrent que le Maroc y est noyé dans une ère orientale des pays arabo-musulmans aux frontières géographiques et culturelles floues. Ces études montrent en outre que le discours de justification de la politique coloniale française a laissé place, dans le courant de la seconde moitié du xx^e siècle, non pas à des démentis sur la propagande menée auparavant, mais à un vide manifesté essentiellement par des évitements dans les programmes scolaires et une tendance à requalifier les musées des autres en

alors de lisser tous les éléments des images organiques ayant une connotation négative pour ensuite les transformer en éléments positifs. Or, la pauvreté constitue un élément repoussant. La première partie analyse donc les processus consistant à minimiser les représentations se rapportant à la pauvreté au Maroc. Elle révèle des stratégies consistant à l'occulter en éblouissant le public de promesses de modernisation et de mises en scènes patrimoniales. Les parties suivantes s'intéressent davantage aux inexprimés se rapportant à la pauvreté. Dans un premier temps, le traitement de la présence française⁵ montre comment la pauvreté est tacitement exploitée, par le biais du bas coût de la vie, pour inviter les étrangers à venir au Maroc. La troisième partie met en valeur une idéologie défendant un monde de privilège où la pauvreté se découvre à travers des rapports de domination et dont les injustices engendrées sont, là encore, escamotées.

1. LE LISSAGE DE LA PAUVRETÉ PAR L'ÉBLOUISSEMENT DE LA MODERNISATION ET DE LA RICHESSE PATRIMONIALE

La pauvreté, à travers ses causes, ses processus et ses manifestations quotidiennes est un sujet totalement absent des reportages. Elle ne constitue pas un sujet central. Son existence n'est pas pour autant niée, elle y est marginalisée comme un appel à relativiser sa présence par rapport aux sujets centraux davantage déterminés selon les intérêts français. Elle est ainsi à peine énoncée à travers ses conséquences⁶ dans des reportages traitant de l'islamisme ou de l'immigration clandestine. Dans les reportages, le milieu géographique révélant le plus des situations de pauvreté demeure cependant le milieu rural. Si les images montrent le dénuement des personnes filmées, les discours ne l'énoncent quasiment jamais. Les sujets sont plutôt dirigés vers la dimension traditionnelle de la vie locale à travers des reportages « ethnographiques » exposant un monde présenté comme « moyenâgeux » et voué à la disparition⁷. Le mode du discours de la voix off est d'ailleurs souvent celui de la narration, mettant ainsi ce monde dans une forme d'intemporalité tandis que les individus sont dépersonnalisés en étant simplement appelés par leur prénom, à l'image des contes. Le tout rend une vision d'un monde tranquille où les conditions de vie difficiles sont à peine énoncées et très vite balayées par le défilement d'images paysagères, d'enfants souriants, de fêtes traditionnelles... comme dans les tableaux romantiques des orientalistes que l'on

musées d'art marqués par la revendication d'exposer des objets – souvent présentés de manière latente comme étant des œuvres d'art primitif ou premier – dans leur subjectivité et dans un rapport sensuel et émotionnel où toute démarche intellectuelle est rejetée pour être considérée comme une entrave à la perception libre du visiteur. Ces processus sont lisibles dans les ouvrages des auteurs listés dans la bibliographie à la fin de cette publication.

⁵ Qui constitue plus des trois-quarts (77 %) du temps global des reportages

⁶ Comme dans *Un œil sur la planète – Maroc : Voile ou bikini ?*, reportage : « La fièvre islamiste » : « VO (images d'un bidon ville de Casablanca) : L'endoctrinement [islamiste] est d'autant plus facile que le terrain est fertile au Maroc. Voici le bidonville le plus tristement célèbre de Casablanca, douar Secoula dans le quartier de Sidi Moumen. Ce n'est pas un hasard si la majorité des kamikazes venait de là. Un lieu qui n'apparaît sur aucune carte. Lieu de misère et de non droit, où vivent 4 à 5 000 familles dans le plus grand dénuement, et la plus grande colère. [...] Devant notre caméra, personne ne revendique le Djihad, mais ici, on le comprend » ; ou encore dans le reportage réalisé à l'origine en 2003 pour Thalassa et rediffusé dans *Un œil sur la planète* : « Les brûleurs du Détroit » : « La plupart des haraga [les brûleurs] viennent des quartiers surpeuplés des grandes métropoles marocaines, les campagnes aussi. Ils partent avec l'espoir de profiter des lois espagnoles qui offrent théoriquement l'asile aux mineurs clandestins et plus tard éventuellement un permis de séjour. Les autres, plus âgés, fuient tout simplement la précarité et partent chercher un travail au noir. »

⁷ Le mariage traditionnel, les derniers nomades, la culture du safran, la médecine traditionnelle, etc.

aimerait ne pas voir disparaître. Cela crée une distanciation avec le téléspectateur qui ne se sent alors pas concerné par ce monde lointain et inconnu. La pauvreté est ainsi essentialisée, comme durant la période coloniale, dans son appartenance à un monde traditionnel en voie de disparition – cela, aux yeux des Français depuis maintenant plus d'un siècle – et opposé au monde moderne dans lequel le Maroc fait, d'après plusieurs reportages⁸, son entrée. À chaque fois, celle-ci est présentée comme le remède de tous les maux que connaît le pays.

La modernisation du pays est définie par la défense de l'idéologie capitaliste. Celle-ci s'expose dans les reportages par les grands investissements économiques – l'installation d'entreprises françaises qui se délocalisent, le suivi d'entrepreneurs français ou marocains mais issus de l'immigration et ayant fait leurs études en Occident – et immobiliers permis par le coût salarial, les franchises fiscales, plus globalement par « une succession de réformes libérales destinées à couvrir la société et dynamiser l'économie. [...] Pour donner de l'espoir à ce pays, il faut au minimum, selon les experts 6 % de croissance par an » (*Un œil sur la planète*). Une batterie de données statistiques – « recrute 100 nouveaux téléopérateurs chaque mois » ; « 250 000 m² de bureaux » ; « taux de chômage passé de 22 à 17 % » ; etc. – et une panoplie de témoignages d'ouvriers et d'employés marocains – « avant, y avait pas de travail, maintenant il y a du travail pour tout le monde » ; « c'est une grosse société mondiale qui vient investir chez nous, on est heureux de travailler chez eux » (*Un œil sur la planète*)... – sont destinés à montrer les effets déjà « positifs » de l'entrée du Maroc dans ce monde « moderne » par le capitalisme et la société du travail, même si au détour d'une phrase et brièvement, des ouvriers témoignent de leurs conditions de vie inchangées⁹. Les conditions de travail, les salaires minimum, l'absence de lois sociales destinées à protéger les travailleurs, les conditions de vie toujours difficiles des ouvriers et des employés et plus globalement de la population sont bannies de ces multiples démonstrations qui affirment l'épuration de la pauvreté marocaine d'ici quelques années.

Le tourisme et plus globalement la présence française sont incités à prendre part à cette modernisation par la présentation de la construction des stations balnéaires et des lotissements privés aux villas destinées à être vendues aux Occidentaux. Les coordonnées des agences immobilières et des clubs de vacances sont indiquées dans les éditoriaux des reportages dans la rubrique des remerciements tandis que les reportages, en parlant de l'engouement des Occidentaux dans ces investissements, appellent insidieusement à se dépêcher d'investir par des pirouettes discursives où il est dit que les demandes dépassent les offres, justifiant par là même, dans une contradiction où le discours tourne en rond, le caractère massif de ces grands chantiers immobiliers. La modernisation est aussi exposée à travers la présentation de nouvelles formes de tourisme comme le présente le reportage d'*Envoyé Spécial* « *lifting* au soleil ». Le reportage valorise ici les compétences des travailleurs et des diplômés marocains aux certificats obtenus en Occident (gage semble-t-il de sérieux) et met en avant l'avantage de ces pratiques par les prix largement moins onéreux qu'en France : « le rêve de beauté est devenu accessible à tous [...] c'est 30 % moins cher qu'en France, le dépaysement d'une semaine au

⁸ *Un œil sur la planète* ; *Zone Interdite*, « Les fêtes les plus folles » ; *Faut par rêver*.

⁹ « UN OUVRIER : Avant y avait pas de travail, maintenant, il y a du travail pour tout le monde, surtout le travail de force. UN AUTRE OUVRIER : Je gagne par jour je 67dh par jour. JOURNALISTE : Qu'est-ce qu'on fait avec 67dh ? L'OUVRIER : Je mange et je dors. Rien, rien. » (*Un œil sur la planète*.)

soleil en plus » (*Envoyé Spécial*). Les bas salaires des infirmières, du personnel hôtelier, leurs conditions de travail difficiles par le nombre d'heures effectuées, le manque de repos amenant à des risques de fautes professionnelles, etc. – permettant cette accessibilité à tous les Français qui effectuent ce genre de pratiques – ne sont pas évoqués. Seul le risque des complications médicales liées au suivi des patients par rapport à l'éloignement du médecin une fois ces touristes spéciaux rentrés chez eux est abordé. Mais le Maroc est sauf, si l'équipe de journalistes a trouvé un cas de ce type, l'opération a eu lieu en Tunisie.

Ainsi, la modernisation présentée dans les reportages consiste à rassurer sur la pauvreté promise à sa disparition. Elle offre en même temps une image d'ouverture à l'Occident par l'adoption de son système économique présenté comme étant le remède à celle-ci. Les appels à venir faire du tourisme et à investir sur place aussi bien dans l'immobilier que dans l'économie locale révèlent un discours défendant la thèse de la venue des étrangers et de leur intervention dans l'économie locale comme un gage du développement du pays.

À côté du monde authentique rural et lointain enfermé dans son passé bientôt révolu, les reportages se concentrent sur la présentation du patrimoine marocain. Celui-ci est alors exposé comme riche et fastueux éloignant du même coup définitivement le téléspectateur du monde de la pauvreté. L'exemple du traitement de la ville de Marrakech illustre cette valorisation culturelle.

74 % du temps à l'image¹⁰ des reportages traitant spécifiquement de Marrakech se rapportent à la médina. Les 26% restant se partagent entre les autres curiosités de la ville¹¹, les espaces mobiles¹², les espaces indéfinis¹³ et des images se réfèrent à des personnages historiques français¹⁴ ou à d'autres villes¹⁵. Ainsi, Marrakech est essentiellement traitée par ses lieux patrimoniaux et les curiosités exotiques qui la composent. Le patrimoine est présenté sous trois formes. Le patrimoine monumental¹⁶ est exposé comme le témoin d'une civilisation riche et passée. Le patrimoine immatériel et oral, symbolisé par la place Jemaa el Fna¹⁷ ou la figure du Gnaoua, est présenté dans sa fragilité et le risque de sa disparition prochaine et par la même de son appartenance, là encore, au passé. Enfin, le patrimoine bâti mais non monumen-

¹⁰ Le temps à l'image se distingue du temps discursif lui-même divisé entre la voix-off, les personnes des reportages et les discussions sur plateau et distingué selon le statut donné à l'interviewé et le degré de crédit donné à son discours.

¹¹ Jardins Majorelle, de la Ménara, Palmeraie, hôtels-clubs, discothèques, parcs de loisirs aquatiques, etc.

¹² Ce sont les moyens de transport : avions, limousines, taxis, voitures privées, cars de touristes, ca-lèches, etc.

¹³ Ce sont les lieux communs que nous n'avons pas réussi à situer dans la ville : cafés, école primaire, peintures orientalistes, etc.

¹⁴ Photos et tableaux de Lyautey et de Majorelle.

¹⁵ Images d'archives se rapportant aux villes de Casablanca et de Fès.

¹⁶ Aucun monument ni tous les monuments dans leur ensemble ne font l'objet d'un reportage à part entière, mise à part les jardins Majorelle présenté comme un chef-d'œuvre patrimonial alors qu'ils ne sont pas classés par l'Unesco. Les lieux sont filmés par des vues d'ensemble donnant sur des patios, et surtout sur des gros plans visant les détails ornementaux des murs et des plafonds.

¹⁷ La place Jemaa el Fna fait l'objet d'une présentation dans le cadre d'un reportage. Sinon, comme les rues de la médina et des souks, elle est montrée, comme autant d'images subliminales, de manière éparse dans tous les reportages se rapportant à la ville. Tout au plus est-elle présentée comme étant la « fameuse place » (*Vie privée, Vie publique ; Zone Interdite ; Des Racines et des Ailes ; Envoyé Spécial*). Les vues sont de deux ordres : vues plongeantes sur l'ensemble de la place ou dans le cadre de scènes au sol.

tal, représenté en force par les « riads¹⁸ » est exposé à travers sa sauvegarde par les Européens, majoritairement Français, et l'art de vivre qu'ils procurent. Quelque soit le type de patrimoine, ils sont tous présentés uniquement dans leur dimension esthétique notamment visuelle et dans l'épanouissement émotif que procurerait la beauté des lieux tandis que les discours accompagnant les images sont plus descriptifs qu'explicatifs. En effet, mise à part un reportage des Racines et des Ailes où des intellectuels marrakchis sont appelés, en tant qu'habitants, à faire découvrir, essentiellement sous le mode du sensible, l'authenticité des lieux, aucun d'entre eux ne présente l'histoire de la ville, l'organisation sociale et culturelle qui la compose. Les discours de la voix-off, des témoins interrogés dans les reportages, appuyés par des démonstrations visuelles, exposent la médina comme un cadre idyllique permettant à l'art de vivre de s'épanouir. L'appartenance de la médina et de la place Jemaa el Fna aux classements de l'Unesco est ainsi présentée comme un label touristique, une sorte de preuve de la véracité du discours sur ces lieux, mais aussi comme le témoignage de leur fragilité et du risque de leur disparition à l'image du monde rural authentique. Cette menace de disparition constitue autant d'appels à venir visiter les lieux comme autant de devoirs de touristes donnés par les commentateurs des journalistes à travers les différents appels qu'ils formulent : « À voir ! » ; « À ne pas manquer ! » ; « À visiter ! » ; etc. (*Des Racines et des Ailes*).

Ainsi, le patrimoine marocain est présenté à l'extrême opposé de la pauvreté. Dans les reportages, il contient la société marocaine dans le bien-être qu'il offrirait à ceux qui les visitent et y vivent. Même la place Jemaa el Fna – alors que certains témoignages marocains font état de conditions de vie difficiles des acteurs de la place dont la pauvreté est extrême – est présentée à travers son aura, source de bonheur pour tous ceux qui y vivraient et la visiteraient.

Au-delà de la présentation de son authenticité culturelle réduite à son patrimoine, lui-même circonscrit dans sa dimension esthétique, ce qui caractérise les reportages sur le Maroc, c'est l'exposition constante de la présence des Français. Cette présence est exprimée à travers les avantages que ceux-ci trouvent sur place. Les reportages puisent l'argumentation de ces avantages dans la pauvreté de la société marocaine, transformée alors en bas coût de la vie.

2. LE BAS COÛT DE LA VIE COMME JUSTIFICATION DE LA MERCANTILISATION TERRITORIALE

Plusieurs thèmes sont constamment employés par les discours pour argumenter la présence française où la fréquentation touristique et l'installation résidentielle sont constamment présentées de manière confondues. D'abord, le thème de l'abondance¹⁹ est traité par l'utilisation massive d'un vocabulaire lié à la richesse, la diversité et la démesure des demeures, des produits artisanaux, culinaires, sensoriels, etc., et dont les lieux symboliques sont les souks. En même temps, cette

¹⁸ Le phénomène des « riads » fait l'objet de la majorité des reportages sur les villes de Marrakech et de Fès. Les « riads » constituent à ce titre les lieux les plus filmés et sur lesquels le temps du discours est le plus important. Ils sont filmés comme les monuments : plans d'ensembles des pièces, des patios et des terrasses, zoom sur les ornements architecturaux, sur l'agencement immobilier et décoratif.

¹⁹ Souvent résumé dans des expressions du style : « Tout se vend, tout s'achète » (*Des Racines et des Ailes*, 2001).

abondance est présentée par son accessibilité à tous²⁰ possible par le bas coût de la vie présenté comme « immodéré » à travers les bas prix ; une main d'œuvre présentée comme bon marché peu exigeante au point que l'on peut se permettre d'être généreux sans effort en la payant juste au dessus du SMIC local²¹ et les « fameux avantages fiscaux » (légitimes dépenses) pour qui veut investir et voir ses impôts réduits de 80 %²². Les bas prix des produits courants, la main d'œuvre bon marché et la réduction des impôts ne sont pas présentés ici comme étant des causes et des symptômes de la pauvreté de la majorité de la population marocaine. De cette manière, la pauvreté est occultée. Elle est détournée en avantage permettant l'épanouissement de la vie des Français. La comparaison systématique avec la France présente celle-ci comme un pays où le coût de la vie ne permet pas de vivre « comme on l'entend » (*Envoyé Spécial, Un œil sur la planète*). Les démonstrations visuelles et les témoignages des Français interrogés sur place montrent que la vie « comme on l'entend » est celle où l'on a des domestiques à son service, la possibilité d'être propriétaire d'une certaine superficie, la possibilité de mener des activités (faire du bateau, du golf, etc.) inaccessibles en France, le tout arrosé d'un ciel bleu et d'un soleil qui brillerait toute l'année.

Plus encore, ce bas coût de la vie est présenté comme un argument permettant de mener des activités lucratives sans risque. Dans les reportages, à coup sûr, quand on investit au Maroc, on ne perd pas d'argent, on en gagne (!) Alors que le discours présente une culture réduite dans son observation et son imprégnation esthétique, moyen présenté comme unique pour comprendre celle-ci, les stratégies notamment immobilières bénéficient de véritables cours d'économie présentant de longues démonstrations didactiques. Les nombreuses expériences françaises malheureuses ne sont jamais exposées. Le tout est présenté comme autant de cycles de vie sur le même mode que les produits industriels²³ où Marrakech, dans les derniers reportages, n'est plus aussi bon marché. Qu'à cela ne tienne, le reste du pays est encore une très bonne affaire à commencer par Fès et Tanger tandis que Marrakech, trop investie par la masse française serait presque destituée de son aura comme l'indique la remarque de cette Parisienne n'ayant pas assez de moyens pour investir dans la ville rouge et s'étant rabattue sur la ville de Fès pour s'acheter un riad

²⁰ Défendues par des tournures comme : « Il y en a pour tous les goûts, toutes les bourses, tous les âges » (*Vie privée, Vie publique*, 2003).

²¹ *Envoyé Spécial*, « Les retraités migrants » ; *Un œil sur la planète*.

²² Les avantages fiscaux et les bas coûts de la vie sont des arguments massivement employés dans les publicités immobilières, les reportages journalistiques, cela jusque dans les JT des chaînes publiques et privées françaises. La stratégie de communication, dépasse ici largement la simple information et se révèle à travers l'utilisation d'un vocabulaire d'appropriation (G. Cazes, 1989) marqué par l'usage des pronoms personnels et possessifs : « Les fameux avantages fiscaux : jusqu'à 80% de réduction sur vos impôts à la seule condition que vous transfériez votre pension au Maroc. » (*Légitime Dépense*, 2007.)

²³ Les reportages de la fin des années 1990 et du début des années 2000 présentent Marrakech comme un lieu de vie des VIP (ou des individus présentés comme tels) qui témoignent de la vie extraordinaire qu'ils mènent sur place. La décennie des années 2000 présente davantage la ville rouge à travers la présence des Français suivant le mouvement où les VIP, toujours présents en toile de fond, ne sont plus autant sollicités. En même temps, le lancement d'autres villes du Maroc bénéficie du même schéma par l'exposition de la présence VIP sur place. La ville de Tanger constitue un exemple typique, notamment dans le reportage de *Zone Interdite* « Les fêtes les plus folles » où est exposée la présence de personnalités qui témoignent de l'aura inexplicable de la ville tandis que la médiatisation de leur présence sur place est présentée comme le moteur du succès à venir où « après Marrakech, Tanger est le nouvel endroit où il faut être. C'est même en train de devenir la nouvelle capitale marocaine de la jet-set. Il suffit de survoler la ville pour apercevoir de nombreuses maisons appartenant à des célébrités. Cette résidence ultra moderne, c'est celle d'Yves Saint-Laurent. Ici, c'est la maison de Bernard-Henry Lévy avec ses six terrasses en escalier, et, à côté, dans un écrin de verdure, le palais de l'émir du Qatar ».

qu'elle veut transformer en RMH²⁴ : « j'ai fait un grand périple euh en fait au Maroc, et Marrakech, c'est bien, mais c'est complètement surfait, c'est complètement surfait, y a trop de monde, trop, c'est fini, c'est Fès, maintenant la ville intelligente ! » (*Un œil sur la planète.*)

Ainsi l'occultation de la pauvreté amène à légitimer une présence française sur une argumentation surprenante et contradictoire. La venue des Français au Maroc est d'abord argumentée par une comparaison avec la France dont le système de protection social – permis par les prélèvements obligatoires et engendrant une domesticité inabordable – et les prix élevés seraient responsables d'injustices qui n'existerait pas au Maroc grâce aux bas coûts de la vie. Ensuite, la venue au Maroc répare doublement l'injustice car elle permet aussi l'élévation individuelle grâce aux profits spéculatifs générés par ces fameux bas coûts de la vie. Cette capacité à mener à bien ces opérations lucratives en profitant de cette situation présentée comme inespérée est en outre exposée comme le summum de l'intelligence.

Ce processus de mercantilisation territorial amène à une certaine appropriation du territoire local. Celle-ci ne passe pas par la connaissance de la société et une volonté de s'y intégrer. Au contraire, elle révèle un rapport autocentré et égocentré au Maroc. Le rapport autocentré se manifeste par une relation marquée par une importance donnée à un intérieur exclusivement réservé, exprimé souvent par la défense du profit et du bien-être que procurerait l'achat d'une propriété privée. Cela passe par la présentation, par exemple, d'un groupe de jeunes parisiens propriétaires de « la maison de leur rêve », un riad à Marrakech, alors qu'ils n'ont encore jamais mis les pieds au Maroc (*Zone Interdite*). Leur préoccupation principale est de passer des vacances entre amis dans leur résidence secondaire. Le rapport égocentré est exposé par des discours où il n'est jamais question du Maroc pour lui-même mais où la proximité géographique et linguistique avec la France sont souvent évoqués. Les témoignages révèlent alors un paradoxe où le sentiment d'injustice française est remplacé par un rapport affectif avec le pays d'origine et une forme de fierté d'appartenir à cette nation dans le sentiment de privilèges qu'elle offre dans le pays d'accueil. Dans les relations entre les Français et les Marocains, ce sentiment de privilège amène à des comportements établissant des rapports de domination cautionnés dans les reportages. Ici, c'est davantage le différentiel social – se rapportant à la pauvreté relative – qui est exploité.

3. DES RELATIONS SOCIOCULTURELLES REVELANT UN RAPPORT DE DOMINATION JUSTIFIÉ PAR LA DEFENSE D'UN MONDE DE PRIVILÈGE

L'étude du temps de parole et de la valeur donnée au discours que ce soit en situation d'adresse au spectateur²⁵ ou commenté²⁶ constituent des critères révélateurs qui montrent une différenciation culturelle (Maroc / France) mais aussi et, enfin de compte, surtout une hiérarchisation sociale où certaines catégories de personnes sont systématiquement portées à crédits tandis que d'autres groupes sont davantage portés au doute et à la méfiance.

²⁴ RMH = Riad Maison d'hôtes.

²⁵ Témoin, guide, analyste.

²⁶ Parole analysée et pouvant être mise en doute.

La domination culturelle est naturellement exposée comme étant française. En effet, l'analyse des reportages révèle un processus discursif amenant à valoriser la parole occidentale et à déprécier les propos marocains. Cela passe par un temps de parole français supérieur (59 %) à celui des Marocains (41 %). En même temps, la parole française, qu'elle appartienne à l'élite ou non, qu'elle soit celle d'un propriétaire, d'un chef d'entreprise, d'un touriste, d'un témoin, d'un guide, etc. est toujours portée à crédit.

Ce rapport supérieur se révèle surtout à travers des comportements discursifs affichant clairement le dépassement des usages communément utilisés en France. En effet, le tutoiement est presque systématiquement employé dès lors qu'un Français s'adresse à un Marocain, même si celui-ci est un adulte qu'il rencontre pour la première fois de sa vie. L'exception est faite auprès des autochtones appartenant à l'élite d'entreprise, ce qui amène à penser que le rapport de domination est plus social que culturel. Ce comportement discursif, habituellement employé en France dans le rapport d'un adulte à un enfant, amène à infantiliser la figure du Marocain et révèle un rapport de domination où le Français tend « naturellement » à donner des ordres à l'autochtone. On se retrouve ici devant le mythe développé durant la période coloniale « du sauvage » essentialisé dans son caractère « primitif » face au « civilisé » présenté, outre son statut « naturellement autoritaire », comme meilleur connaisseur des mœurs locales et des règles du marchandage²⁷. Cette domination est ensuite implicitement affirmée à travers l'expression formulée dans plusieurs reportages où « la vieille amitié qui lie les deux peuples, n'est pas un vain mot » (*Un œil sur la planète*, 2007). Cette expression fait directement référence au passé colonial. Enfin, que ce soit dans le cadre touristique ou résidentiel, les Marocains sont constamment présentés dans un statut de subordination où ils servent le Français comme le « personnel » d'un RMH, d'un hôtel ou le « domestique²⁸ » d'une résidence privée. Cet état d'asservissement est rarement expliqué par les Français dans leur besoin de vivre confortablement à l'image de l'élite internationale tandis que la subordination est plus favorablement présentée comme une volonté de la part des « Marocains [qui] sont aux petits soins avec nos retraités » (*Envoyé Spécial*).

D'un autre côté, la parole marocaine est systématiquement portée à crédit dès lors qu'elle affiche une certaine adhésion au mode de vie occidental. La figure du jeune cadre dynamique (en entreprise ou journalistique) uniformément costumé, répondant à la gestuelle du professionnel sûr de lui, ou encore celle du Marocain au service du bien-être français par le biais des animateurs, directeurs d'hôtels-club ou de RMH constituent les emblèmes de ce Maroc porté à crédit. Plus globalement la figure du cadre en entreprise est présentée comme étant éclairée sur la situation du pays et de son développement et interrogée comme telle. En même temps, l'élite marocaine est souvent présentée comme celle qui a compris la voie à suivre en rejoignant les pratiques des Occidentaux comme l'indique à plusieurs reprises le reportage sur le phénomène des « riads » comme patrimoine où « grâce à l'impulsion des Français », les Marocains « commencent à prendre conscience de la nécessité de se préoccuper du patrimoine local » (*Des Racines et des Ailes*, 2001) ou encore par la présentation d'une jeunesse dorée qui pratiquerait

²⁷ L'architecte H. Wibaux indiquant que le propriétaire marocain effectue « une grande faute de goût » en ayant construit une piscine dans le patio de son « riad » ou encore lorsque Bernard Montiel marchandé dans les souks : « Non, non, c'est encore trop cher ça. Alors ton dernier prix, sois sérieux ! »

²⁸ Le terme est employé, par exemple dans *Envoyé Spécial* sur les « retraités migrants ». Le terme personnel est cependant davantage employé même si celui de domestique correspond davantage aux situations filmées.

les mêmes activités que « tout occidental » à savoir aller en discothèque, à la plage, faire du jet-ski ou du hors-bord...

Pour le reste, les reportages invitent à se méfier de l'organisation autochtone. Celle-ci passe par la critique de déclarations faites par des Marocains présentant des allures²⁹ et un discours autochtones aux allures populaires³⁰. L'administration marocaine en général est présentée sous les traits d'une organisation désuète et ralentissant les projets des Français dans leur démarches d'installation (propriété privée ou entreprise). Ces invitations à la méfiance de l'autochtone n'est pas uniquement le fait des reportages télévisés. Les guides pratiques, à l'image du *Routard*, abondent de ces appels à la méfiance. Ainsi, les reportages associent le développement et la richesse au capitalisme et à son adhésion alors que les manifestations de la culture marocaine, exposées sous les traits de la tradition, sont associées au monde de la pauvreté auquel est prêté la dangerosité et l'avitissement.

Les VIP³¹, quant à eux, sont essentialisés dans leurs qualités novatrices, expertes, sensibles – à travers la mystique du découvreur / connaisseur *via* la mystique de l'art – et généreuses où elle est présentée comme étant le moteur de l'essor économique pourvoyeuse d'emplois³². Les Français du commun sont davantage présentés dans leur volonté d'accéder à ce statut de privilégié et de généreux.

Une autre différenciation apparaît en outre dans la hiérarchisation sociale. L'ancrage temporel quantitatif³³ et qualitatif³⁴ marque en effet une sorte d'échelle dans la reconnaissance sociale. Un séjour au Maroc irradie les touristes ; revenir signifie que l'on est imprégné d'une aura extraordinaire ; vivre sur place signifie avoir une vie exaltée³⁵. Cette hiérarchisation est reprise dans le statut donné aux Français face à la caméra : le simple touriste et les futurs propriétaires venant pour la première fois jouent le rôle de simples témoins qui découvrent ; les touristes habitués à venir et les propriétaires de résidence secondaire ont davantage le statut de guide alors que les Français vivant sur place ou y faisant des affaires sont présentés comme des spécialistes éclairés guidant les téléspectateurs au même titre que les entrepreneurs marocains. Ainsi, l'accession à la propriété privée et la vie au Maroc sont présentées comme un

²⁹ Habillement non uniformisé au cadre occidental.

³⁰ Langage français non maîtrisé, par exemple.

³¹ Dont les images des reportages permettent d'identifier des figures marocaines sans pour autant que celles-ci ne soient invitées à témoigner.

³² Ainsi, les témoignages abondent sur les emplois créés par les Français d'abord de la part des VIP : « Brigitte Perkins, décoratrice : C'est partout, pas seulement à Marrakech mais à Fès ou à Casa aujourd'hui on rouvre des ateliers de tissage. Mais alors qu'il y a 5 ans, quand j'ai commencé il y avait pas de travail pour ces gens-là. Alors j'ai contribué comme d'autres gens dans d'autres secteurs ou même dans celui-ci peut-être à relancer une activité... à relancer l'artisanat local, en transformant les choses, en les réhabilitant, pour que ça devienne... pour leur donner une nouvelle prospérité et un nouvel avenir » (*Des Racines et des Ailes*, 2001) ; puis des Français du commun venus investir sur place : « VO : Pour ce riad de 9 chambres, Emmanuelle a embauché 9 personnes. Les salaires tournent autour de 350€ par mois, c'est près du double du SMIC marocain. » (*Un œil sur la planète*.)

³³ Nombre de fois, temps cumulé passé sur place.

³⁴ Simple touriste, propriétaire, résident, investisseur.

³⁵ Dans une approche égocentrée comme dans les reportages, la vie exaltée se réfère surtout aux Français. En même temps, la focalisation du discours sur les lieux – où les villes sont presque personnalisées et grâce à qui cette vie exaltée serait permise – amènerait à croire qu'elle se répercute sur les Marocains relativisant, là encore, la pauvreté de la société puisqu'ils sont pauvres mais heureux.

ascenseur social qui permettrait d'accéder aux privilèges des grands de ce monde, cela grâce à ce fameux bas coût de la vie marocain.

CONCLUSION

La pauvreté n'est jamais ouvertement abordée dans les reportages sur le Maroc. Elle constitue une sorte d'inexprimé. Les procédés discursifs font allusion à elle, comme si on ne pouvait totalement faire abstraction de son existence, sans pour autant en faire un sujet central où ses causes et ses processus seraient interrogés. Cette négation manifeste est en même temps utilisée de manière latente et transformée en bas coût de la vie pour défendre, par le biais de nombreux sous-entendus, un mode de vie basé sur les privilèges mais qui engendre des injustices et exploite précisément cette pauvreté. Parallèlement, la défense de cette idéologie, à travers ses manifestations égocentrées et de domination, révèle une autre forme de pauvreté mais d'ordre intellectuel et éthique où la culture de l'autre, sa richesse et sa valeur sont délibérément ignorées ou alors exploitées par le biais de stéréotypes orientalistes en décalage avec la société locale. Cette pauvreté intellectuelle se manifeste aussi par la défense d'un monde qui se nourrit des injustices sociales et ne tient pas compte de l'humanité de populations entières soumises à ces conditions iniques. Ces injustices sociales et la pauvreté qui en découle ne sont pas uniquement le fait d'un manque d'argent qui engendrerait des conditions de vie difficile. Elles trouvent par aussi leurs dimensions dans le mal-être en rapport avec le sentiment de soi et de l'autre en lien avec le traitement dégradant qui leur est quotidiennement imposé et dont les reportages ne s'offusquent pas. Cette façon de déshumaniser les pauvres révèle en outre cette capacité à réduire ces derniers et à renier leur condition humaine dans une logique qui vise du même coup à construire la figure des VIP dans une sorte d'aura presque surhumaine. Enfin, la pratique systématique du reniement de la pauvreté ou plutôt la défense de l'exploitation de celle-ci amène à s'interroger sur l'équilibre et le bien être d'une société qui défend délibérément auprès du public l'amnésie des maux qu'elle génère plus qu'elle ne cherche à les résoudre.

Documents

Nom du magazine	Nombre d'émissions enregistrées	Chaînes de diffusion	Cycle de l'émission	Place dans la grille des programmes		Nombre de reportages analysés	Nombre de reportage sur le Maroc – absence de Marrakech	Nombre de reportages se déroulant exclusivement à Marrakech	Nombre de reportages où Marrakech, mais pas exclusivement	Correspondance en temps de diffusion			
				Jour	Horaire					Global	Dont le temps spécifiquement consacré à Marrakech		
Des Racines et des ailes ¹	2	France 3	Hebdomadaire	Mercredi	Prime-time	5	2	2	1	9239	2'33''59	5799	1'36''39
Vie privée, vie publique ²	1	France 3	Mensuel	Mercredi	Prime-time	1	-	1	-	1583	26''23	1583	26''23
Envoyé Spécial ³	3	France 2	Hebdomadaire	Jeudi	Prime-time	3	2	-	1	4667	1'17''47	413	-
Zone interdite ⁴	4	M6	Bi-hebdomadaire	Dim-Mer	Prime-time	4	2	-	2	2971	49''31	1724	49''31
Légitimes dépenses ⁵	1	France 2	Hebdomadaire	Samedi	Ap-midi-17h15	1	-	-	1	140	23''21	750	6''53
Un œil sur la planète ⁶	1	France 2	Occasionnel	Lundi	2 ^{00h} partie soirée	8	9	-	-	4346	1'12''26	-	28''44
Faut pas rêver ⁷	1	France 3	Occasionnel	Vend-Lund	2 ^{00h} partie soirée	9	9	-	-	6600	1'50''00	-	-
« La vie de Nothale à Marrakech » ⁸	1	Arte	Ponctuel	Mardi	Prime-time	1	-	1	-	1227	20''27	2971	12''30
total	12	-	-	-	-	3	23	4	5	30773	8'32''53	13240	3'40''40
										(100%)		(43%)	

Présentation des reportages analysés

Figure : Hiérarchisation sociale donnée par le temps, la valeur et le crédit donné au discours dans les reportages.

¹ 2001, reportage : « Palais à vendre » ; 2005, émission spécial Maroc

² 2003, émission Vacances de Réve, reportage : Marrakech

³ Reportages, 2005 « Portrait : retraités migrants » ; 2006 « Tourisme, les chasseurs de bonnes affaires » ; 2007 « Lifting au soleil »

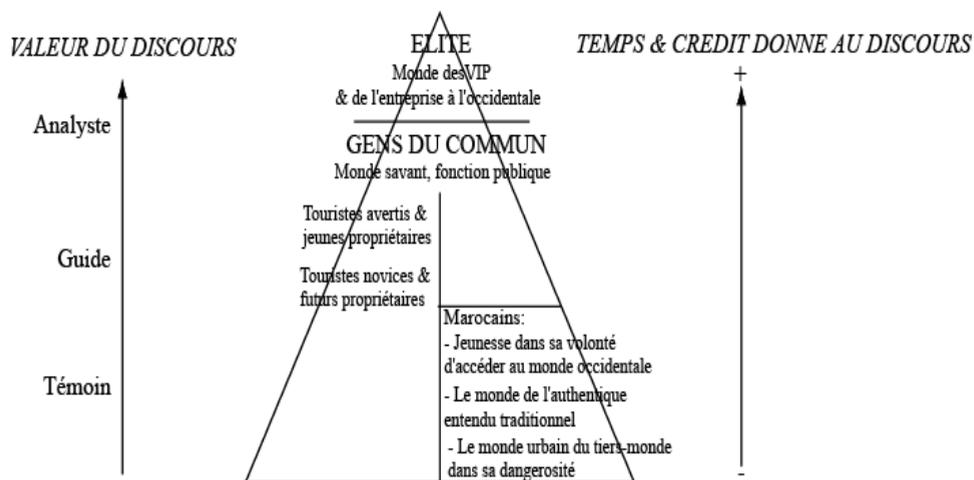
⁴ 2007, reportages : « Les fêtes les plus folles » ; « les vacances des Français » ; « ils ont fait fortune, comment passent-ils leurs vacances » ; « Vivre dans la maison de ses rêves »

⁵ 2007, reportage : « investir au soleil : bons plans Maroc »

⁶ 2007, émission : « Maroc : V.oile ou bikini ? »

⁷ 2007, émission : « Maroc de l'Atlas à l'Atlantique »

⁸ 2006, L'enregistrement de ce docu-fiction n'a pas été programmé à l'avance. Nous sommes tombée dessus par hasard. En cela, les 5 (ou 10) premières minutes n'ont pas été enregistrées, ce qui n'a pas permis de connaître son titre. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à le retrouver dans un programme de télévision.



RÉFÉRENCES

- AUDIGIER Guy, DECAUDIN Jean-Marc, 1992, *Communication et publicité*, Dunod, 124 p.
- BAIDER Fabienne, BURGER Marcel GOUTSOS Dionysis, 2004, *La Communication touristique : approches discursives de l'identité et de l'altérité*, « Sémantiques », L'Harmattan, 295 p.
- BAUDOUI Rémi, « André Malraux et l'invention du patrimoine sous la V^e République » in GRANGE Daniel J. et POULOT Dominique (dir.), 1997, *L'Esprit des lieux : le patrimoine et la cité*, coll. « La pierre et l'écrit », Puf, pp.47-61
- BERNARD Nicolas, 2006, *La Pauvreté aliénée dans son rapport à l'espace : entre assignation et nomadisme*, coll. « Quartier Libre », Éditions Labor, 141 p.
- BOURDIEU Pierre, 1996, *Sur la télévision suivi de L'emprise du journalisme*, Raisons d'agir, 95 p.
- CAZES Georges, 1989, *Les Colonies de vacances ? Le tourisme international à la conquête du Tiers-Monde*, Tourisme et Sociétés, l'Harmattan, 333 p.
- DAGNAUD Monique, 2006, *Les Artisans de l'imaginaire. Comment la télévision fabrique la culture de masse*, A. Colin, 319 p.
- DE L'ESTOILE Benoît, 2007, *Le Goût des autres. De l'exposition coloniale aux arts premiers*, Flammarion, 454 p. Rigouste
- DELTOMBE Thomas, RIGOUSTE Mathieu, « L'ennemi intérieur : la construction médiatique de la figure de l' « Arabe » », dans Pascal BLANCHARD, Nicolas BANCEL et Sandrine LEMAIRE (sous la direction de), 2005, *Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, La Découverte, p. 191-199.
- DEROO Éric, LEMAIRE Sandrine (avec la collaboration de), 2005, *L'Illusion coloniale*, Tallandier, 221 p.
- FLEURET Sébastien (dir.), 2005, *Espaces, qualité de vie et Bien-être*, actes du colloque EQBE, Presses de l'université d'Angers, 318 p.
- FRANCE TELEVISION, 15 juin 2005 (version actualisée), *La Charte de l'antenne*, 48 p.
- FRANCE TELEVISION, 2003, Rapport annuel, 43 p.
- FRANCE TELEVISION, 2004, Rapport annuel, 45 p.

- FRANCE TELEVISION, 2006, Rapport annuel et financier, 125 p.
- FUSCO Alessio, 2007, *La Pauvreté, un concept multidimensionnel*, coll. « L'Esprit économique », L'Harmattan, 276 p.
- GUIDERE Mathieu, 2000, *Publicité et traduction, Communication en pratique*, L'Harmattan, 313 p.
- JOST François, 2004, *Introduction à l'analyse de la télévision*, Infocom, Ellipses, 174 p.
- JOST François, 2005, *Comprendre la télévision*, coll. « 128 », Armand Colin, 126 p.
- LEMAIRE Sandrine, « Colonisation et immigration : des « points aveugles » de l'histoire à l'école ? », dans 2005, *La Fracture coloniale. La société au prisme de l'héritage colonial*, La Découverte, pp. 93-104.
- LEROUX Stéphanie, 2008, « Le rapport à l'autre à travers le rapport à l'espace : l'exemple du tourisme français à Marrakech », thèse de doctorat en cotutelle entre l'université de Lille et l'université de Marrakech, 1 décembre 2008.
- M6, 2006, *Edito de la rentrée 2006-2007*, 40 p. , <http://corporate.m6.fr>
- NASR Marlène, 2001, *Les Arabes et l'Islam vus par les manuels scolaires français*, Karthala, Center for Arab Unity Studies, 376 p.
- PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, 2007, *Sociologie de la bourgeoisie*, « Repères sociologie », La Découverte, 121 p.
- ROUX Michel, 1996, *Le Désert de sable : le Sahara dans l'imaginaire des Français (1900-1994), Histoire et perspectives Méditerranéennes*, L'Harmattan, 204 p.
- SAID Edward W, 2003, *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, « La Couleur des idées », Seuil, 423 p.
- SECHET Raymonde, 1996, *Espaces et pauvreté : La géographie interrogée*, « Géographie sociale », L'Harmattan, 213 p.
- TOCQUER Gérard, ZINS Michel (avec la collaboration de Jean-Marie HAZEBROUCQ), 1999, *Marketing du tourisme*, 2^e édition, Gaëtan Morin éditeur, 303 p.

TOURISME ET PAUVRETÉ AU MAROC :

UNE APPLICATION DU TEST DE SPEARMAN AUX DONNÉES SPATIALES

Aomar IBOURK

Professeur, CREQ, faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Marrakech

Said BOUJROUF

Professeur, LERMA et ERCPT, département de Géographie, université Cadi Ayyad de Marrakech

INTRODUCTION

Comme beaucoup de pays en développement, le Maroc a entrepris depuis le début des années 1980 un vaste programme de réformes économiques et institutionnelles.

Globalement, par rapport aux objectifs spécifiques de ces réformes, des résultats positifs ont été enregistrés. Sur le plan économique, les déséquilibres macroéconomiques ont été considérablement réduits (balance de paiement, dette extérieure, déficit budgétaire, inflation). De même, malgré le fait que son rythme de progression est beaucoup plus lent que prévu, le processus de privatisation des entreprises publiques est bien engagé. Sur le plan institutionnel, les structures actuelles sont théoriquement beaucoup plus propices au développement de pratiques démocratiques¹.

Cependant, si ces réformes ont permis d'enregistrer sur les plans économique et institutionnel des résultats positifs indéniables, elles ont contribué à mettre au grand jour les déséquilibres sociaux qui n'ont cessé de s'accroître tout au long de la période des réformes. Ces déséquilibres sociaux sont de nature à remettre en cause les résultats positifs induits par les réformes économiques et institutionnelles (tableau1).

¹ Le Maroc possible, le rapport sur « 50 ans de développement Humain au Maroc », 2006.

Tableau1 : Évolution des mesures de l'exclusion sociale, de la pauvreté et de l'inégalité

Indicateurs	1985	1991	1994	1999	2001	2004
Exclusion sociale						
Taux de vulnérabilité en %	24,1	22	22,8	23,8	22,7	17,3
Taux de chômage des pauvres niveau supérieur en %	51	100		52	73,6	
Taux d'habitat sommaire en %	20,7	12,3	9,2	9,9	8,5	8,2
Pauvreté						
Taux de pauvreté en %	21,1	13,1	16,5	16,3	15,3	14,2
Effectifs des pauvres en millier	4 585	3 365	4 302	4 513	4 411	4 262
Indice volumétrique	0,056	0,027	0,104	0,044	0,035	0,040
Indice de sévérité	0,023	0,081	0,043	0,016	0,012	0,01
Inégalité						
Part des 10 % supérieur	31,8	30,8		31,0	32,1	
Part des 10 % inférieur	2,6	2,8		2,6	2,6	
Parts des pauvres	7	3,9		5	4,6	
Indice de Gini	0,397	0,392		0,395	0,406	

Sources : Haut Commissariat au Plan, Enquêtes sur la consommation de 1984-1985 et 2000-2001, sur le niveau de vie 1998-1999 et les recensements de la population de 1994 et 2004

Ces statistiques nationales cachent d'importantes disparités spatiales entre le milieu urbain et le milieu rural. En effet, en milieu rural le taux de pauvreté est passé de 25,1 % en 2001 à 14,5 % en 2007 (contre 7,6 % en 2001 et 4,8 % en 2007 en milieu urbain). Plus de 65% des pauvres sont des ruraux. La situation individuelle de la personne vis-à-vis de la pauvreté ne peut être dissociée des caractéristiques du ménage auquel elle appartient.

La pauvreté s'accompagne également d'une forte inégalité². En 2007, la part des 20 % les plus aisés dans la masse totale des dépenses de consommation a été de 48,1 % au niveau national, alors que les 20 % les moins aisés ne consomment que 6,5 % de cette masse et 10 % de la population la plus défavorisée ne réalise que 2,63 % de la masse totale des dépenses. Seule une croissance des revenus doublée du développement humain et du développement social favoriserait les perspectives d'un paysage social meilleur. Sous l'impulsion de la Banque Mondiale qui a souligné

² À défaut des données fiables sur le revenu des personnes, les inégalités sont appréciées par rapport aux dépenses annuelles moyennes par personne (DAMP).

la prédisposition du Maroc à l'activité touristique eu égard à ses potentialités naturelles, culturelles, et humaines, axe fort de développement économique, le tourisme est au centre des préoccupations des hauts responsables marocains. En effet, depuis l'année 2001 (Accord Cadre du 30 octobre 2001 entre le gouvernement et la Confédération générale des entreprises marocaines (CGEM)), le gouvernement marocain a mis en route une stratégie, dite vision 2010, qui a opté pour le tourisme comme étant un des leviers prioritaires de développement socio-économique. Cet accord a fixé des objectifs clairs et chiffrés en matière de PIB, d'emploi, d'investissement et de recettes touristiques. En effet, dans le cadre des ambitions de cette stratégie, la contribution du tourisme au PIB devrait progresser en moyenne annuelle de 8,5 % pour atteindre un pourcentage de 20 % à l'horizon 2010 ; au niveau de l'emploi, 600 000 emplois nouveaux seront créés ; pour ce qui concerne l'investissement, une politique rigoureuse d'incitation à l'investissement dans le secteur est déjà mise en place (aménagement des nouvelles stations balnéaires, infrastructures, hôtellerie et animation). Pour atteindre ces objectifs, plusieurs actions ont été planifiées et entreprises dans les domaines de l'investissement, de la formation, de la promotion, de la professionnalisation des métiers, de l'amélioration de la qualité et de la régionalisation. Or, de tels objectifs impliquent une professionnalisation continue des métiers du tourisme. Utilisant des données émanant du dernier recensement, nous chercherons à analyser les relations éventuelles entre les réalisations touristiques et sociales.

1. RÉALISATIONS TOURISTIQUES INÉGALES : CONCENTRATION RÉGIONALE

Il s'agit de vérifier à travers les données du secteur, si la politique de développement touristique profite à toutes les régions du Maroc.

Trois critères ont été pris en considération :

- L'infrastructure touristique évaluée en nombre de lits dans les établissements d'hébergement classés ;
- les nuitées réalisées par chaque région du Maroc ;
- et le nombre de passagers internationaux par aéroport.

1.1. Évolution de la capacité d'hébergement par région

	2001	2006	Var. (%)	% région
Marrakech	18 876	35 068	86%	26%
Agadir	21 586	26 660	24%	20%
Casablanca	7 804	10 850	39%	8%
Tanger	7 295	7 141	-2%	5%
Fès	4 035	6 584	63%	5%
Ouarzazate	4 730	6 582	39%	5%
Rabat	4 1333	4 592	11%	3%
Tétouan	4 293	4 047	-6%	3%
Meknès	2 137	2 780	30%	2%
Essaouira	1 286	2 130	66%	2%
Autres	20 826	26 796	29%	20%
Total	97 001	133 230	37%	37%

Source : <http://www.tourisme.gov.ma>

En terme de répartition, on constate une concentration de la capacité d'hébergement dans les deux régions de Marrakech (27 %), et Agadir (20 %) qui, à elles seules, totalisent 47 % de la capacité d'hébergement national.

1.1.1. Les nuitées par région

	2001	2007	Var. 07/01	% région
Marrakech	3 576 638	5 950 409	66%	38 %
Agadir	3 960 337	4 923 419	24 %	31 %
Casablanca	1 002 554	1 331 848	33 %	9 %
Tanger	537 692	768 507	34 %	5 %
Fès	632 643	729 597	15 %	5 %
Rabat	552 463	629 870	14 %	4 %
Ouarzazate	540 232	533 380	-1 %	3 %
Tétouan	348 700	324 348	-7 %	2 %
Meknès	192 348	236 035	23 %	2 %
Essaouira	144 939	204 702	41 %	1 %
Total	11 524 546	15 632 115	36 %	

Source : <http://www.tourisme.gov.ma>

En 2007, 78 % des nuitées réalisées ont été concentrées sur les régions de Marrakech, Agadir, et Casablanca.

1.1.2. Le nombre de passagers internationaux par aéroport

	2006	2007	Var. %	Part %
Mohammed V	4 133	4 899	19 %	49 %
Marrakech	2 333	2 772	19 %	28 %
Agadir	1 054	1 111	5 %	11 %
Rabat -Salé	200	245	23 %	2 %
Tanger	220	286	30 %	3 %
Fès-Saïss	141	259	84 %	3 %
Oujda	181	242	34 %	2 %
Nador	104	167	61 %	2 %
Ouarzazate	29	31	7 %	0,3 %
Total	8 395	10 012	19 %	100 %

Source : <http://www.tourisme.gov.ma>

Les données du trafic aérien font ressortir une concentration du transport aérien sur les aéroports de Casablanca (Mohammed V), Marrakech, et Agadir qui ont totalisé 88 % du nombre de passagers internationaux en 2007.

Il ressort donc une concentration de l'activité touristique dans certaines régions du pays, ce qui constitue un obstacle pour la lutte contre la pauvreté dans les zones qui ne bénéficient pas de la croissance touristique.

2. RÉALISATIONS TOURISTIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'énorme potentiel de croissance que recèle l'industrie touristique nationale, l'a placé au premier rang des priorités du gouvernement, dans la perspective plus générale de la mise en œuvre d'un programme de développement accéléré du Maroc sur les plans économique et social, et ce, notamment eu égard à ses effets dynamisants sur la croissance économique, et les populations locales.

La contribution du tourisme à la croissance est à apprécier aussi bien en termes d'investissement qu'en terme de création d'emplois.

2.1. Évolution des principaux indicateurs touristiques

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Arrivées aux postes frontières	4 379 990	4 453 260	4 761 271	5 476 713	5 843 377	6 558 333	7 407 617
Nuitées dans les établissements classés	12 695 227	11 320 882	11 173 119	13 164 870	15 215 589	16 326 885	16 893 803
Capacité d'hébergement (en lits)	97 001	102 097	109 615	119 248	124 270	133 230	
Taux d'occupation des chambres	48	42	39	43	47	49	48
Recettes voyages (en MDH) (*)	29 196	29 159	30 881	34 794	40 967	52 486	58 838

Source : ministère du Tourisme <http://www.tourisme.gov.ma>

La contribution du secteur touristique au PIB ne cesse de s'améliorer à un rythme soutenu d'année en année au niveau des recettes voyages, et des impôts et taxes générés par les entreprises du secteur.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'une grande partie de ces recettes voyages est restituée aux T.O. des pays émetteurs, aux organismes de crédit internationaux, et aux fournisseurs étrangers des équipements et moyens technologiques.

2.1.1. Croissance touristique et création d'emplois

Depuis quelques années, un consensus tant au niveau international que national émerge pour faire des questions sociales une préoccupation centrale de la problématique du développement. L'emploi occupe une place de choix dans ces questions. Conformément aux Objectifs de Développement du Millénaire, adoptés par l'ONU, l'Organisation internationale du travail mène une action d'envergure autour de « l'Agenda global pour le travail décent³ ». Les bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FMI...), longtemps focalisés sur les politiques d'ajustement structurel, accordent désormais une place de choix aux questions de la formation et de l'emploi dans leurs modèles de développement. Ce regain d'intérêt pour les questions sociales en général et pour la question de l'emploi en particulier inter-

³ Ce cadre très large intègre « l'Agenda global pour l'emploi » qui préconise cinq principales mesures centrées sur le marché de l'emploi : i. un travail décent grâce à l'entreprenariat ; ii. développer les aptitudes à l'emploi par l'amélioration des connaissances et des compétences ; iii. mener une politique du marché du travail active et propice à l'emploi, au changement dans la sécurité, à l'équité et à l'élimination de la pauvreté ; iv. opérer des synergies entre sécurité et productivité en améliorant la sécurité et l'hygiène du travail ; v. rendre l'emploi plus productif pour éliminer la pauvreté et favoriser le développement (BIT, 2003).

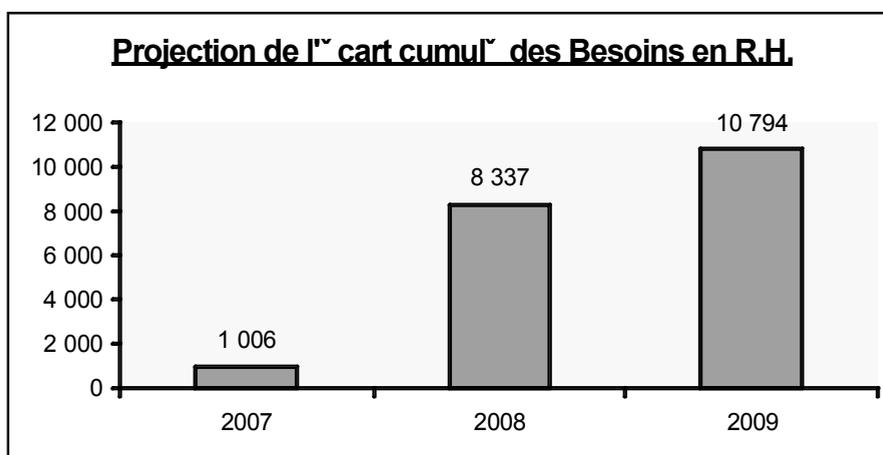
vient dans un contexte marqué par la mondialisation et la poussée des logiques marchandes qui lui sont associées.

Le Maroc est l'un des pays où le contraste entre les indicateurs sociaux et les indicateurs économiques est le plus frappant. Si le Maroc peut se prévaloir d'avoir obtenu des résultats probants en matière de réajustements des grands équilibres macroéconomiques et de l'extension de la sphère marchande (maîtrise de l'inflation, réduction du déficit budgétaire, gestion plus rationnelle de la dette, libéralisation des services sociaux, ...), ses faibles performances en matière sociale interpellent fortement.

Les déséquilibres qui caractérisent le marché du travail constituent l'un des principaux indicateurs qui illustrent ces faibles performances sur le plan social. L'évolution du volume et de la structure du chômage montre à quel point les modalités de mobilisation du travail sont défailtantes. Le chômage a fortement augmenté durant ces deux dernières décennies particulièrement en milieu urbain. En l'espace de 20 ans, le nombre de chômeurs urbains a presque quadruplé. Plus que par la croissance de son volume, le chômage inquiète par l'évolution de sa physionomie qui fait ressortir la dualité entre diplômés et non diplômés.

L'emploi est une composante stratégique de la nouvelle politique touristique inaugurée lors des premières assises du tourisme de Marrakech. Cette nouvelle politique appelée « vision 2010 » a clairement défini un nouveau cadre de développement des ressources humaines et de leurs compétences en vue de répondre aux besoins (600.000 nouveaux emplois) du secteur touristique.

L'enquête prospective sur l'emploi dans le secteur menée par l'ANAPEC dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz vient confirmer la dynamique du secteur du tourisme en matière de création d'emplois. Cette enquête a été menée auprès de 300 entreprises du secteur du tourisme dont 60 hôtels classés, 8 résidences touristiques, 50 maisons d'hôtes, 45 restaurants, 60 agences de voyage, 40 sociétés de transport touristique, et 30 opérateurs de grands projets.



Les résultats de cette étude font ressortir la nécessité de créer dans la région 14 379 emplois à l'horizon 2009 dans le secteur du tourisme soit 37,3 % pour la restauration et 23 % pour l'hôtellerie, dont seuls 25 % seront comblés par les établissements de formation professionnelle. En effet, il est prévu la formation de 3 585 lauréats sur cette période d'où un écart de 10 794 emplois (75 %), et si on prend en compte le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à l'ANAPEC, il faudra chercher plus de 6 000 employés en dehors de la région. Pour pallier à cette insuffisance, l'ANAPEC projette d'assurer une formation qualifiante aux jeunes diplômés inscrits auprès de ses services dont le nombre a été estimé pour la région à 7 045 personnes, et de prospecter le reste, soit 3 749 personnes, dans d'autres régions du pays.

La contribution du tourisme peut être évaluée à partir des masses salariales distribuées par le secteur du tourisme, par les activités complémentaires comme l'artisanat, et par les différents fournisseurs locaux de l'industrie hôtelière. Le secteur continue à souffrir de la politique du salaire minimum légal (SMIG) ce qui ne résout pas la problématique de pauvreté sachant qu'une personne travaille en général pour une famille de plus de cinq personnes. Le secteur souffre également de l'absence de plan de carrière qui garantira une évolution des revenus. De même pour mesurer l'impact réel du tourisme sur l'emploi l'analyse des emplois créés s'impose.

3. PAUVRETÉ ET TOURISME : ANALYSE DU COEFFICIENT DE CORRÉLATION

Cette section a pour objectif de chercher l'existence d'une éventuelle corrélation entre les indicateurs de pauvreté (Encadré 2) et les réalisations touristiques de 62 provinces.

Encadré 1 : Les variables utilisées

Pauv : Pourcentage des individus dont le niveau de vie est inférieur au seuil de la pauvreté relative. Ce seuil est de 1687 DH par mois pour un ménage moyen en milieu urbain (5.6 membres) et de 1745 DH par mois par ménage moyen en milieu rural (6.4 membres)

Sev : Indice de sévérité de la pauvreté : les plus pauvres des pauvres, l'indice sévérité augmente parallèlement à l'augmentation de l'écart entre les niveaux de vie, et le seuil de la pauvreté

Vul : Taux de vulnérabilité : population vivant sous la menace de la pauvreté. Seuil entre 1687 DH et 2531 DH par mois pour un ménage urbain, pour un ménage rural, il est de 1745 DH et 2618 DH soit 1.5 fois le seuil.

Hum : Indice de développement humain :

- situation sanitaire (taux de mortalité infantile)
- niveau d'éducation (taux de scolarisation des personnes âgées de plus de 10 ans et taux de scolarisation de personnes âgées d'entre 7 et 12 ans)

- niveau de vie approché par niveau des dépenses annuelles moyennes et par personne.

Soc : Indice de développement social :

- accès à l'eau potable
- accès à l'électricité
- accès au réseau routier (vivre à moins de 2 km d'une route)

L'exemple de Ourazazate est significatif. En effet, cette ville est classée parmi les dix premières (7^e sur 62) en terme de réalisations touristiques et parmi les dernières en terme d'indicateurs sociaux (tableau 2).

Tableau 2 : Le classement des provinces selon les indicateurs sociaux et réalisations touristiques

Classent selon l'indice Province	sévérité	développement humain	développement social	pauvreté	Nuitées Touristiques	Lits Touristiques	Vulnérabilité
Agadir Ida ou Tanane	20	11	31	15	1	2	12
Marrakech	10	22	13	14	2	1	21
Tanger Açila	16	13	25	17	4	4	16
Fès	15	19	4	21	5	6	26
Ouarzazate	53	53	20	51	7	7	46

Deux types de coefficient de corrélation sont mobilisés : le coefficient de Pearson et celui de Spearman. Le coefficient de Pearson (tableau3) est calculé à partir des données brutes tandis que le rang des observations est utilisé pour le calcul du coefficient de Spearman (tableau 4). Normalement, le coefficient de Pearson est utilisé lorsque nous avons la normalité des observations. et celui de Spearman lorsque la normalité des paramètres n'est pas respectée. Le coefficient de corrélation des rangs de Spearman a pour expression :

$$r_s = \frac{6 \sum d_i^2}{n(n^2 - 1)}$$

Plus r_s est proche de 1, plus les deux classements sont proches. La valeur possible de ces deux coefficients est un nombre compris entre -1 et 1. Si deux paramètres augmentent en même temps, nous disons que la corrélation est positive tandis que si un paramètre décroît lorsque l'autre paramètre croît, nous sommes en présence d'une corrélation négative.

Tableau 3 : Corrélation de Pearson

		PAUV	VUL	SEV	HU	SOC	N_TOU
VUL	Corrélation de Pear-	0,89					
	Sig. (bilatérale)	0,00					
	N	62,00					
SEV	Corrélation de Pear-	0,97	0,76				
	Sig. (bilatérale)	0,00	0,00				
	N	62,00	62,00				
HU	Corrélation de Pear-	-0,85	-0,89	-0,76			
	Sig. (bilatérale)	0,00	0,00	0,00			
	N	62,00	62,00	62,00			
SOC	Corrélation de Pear-	-0,35	-0,35	-0,31	0,44		
	Sig. (bilatérale)	0,01	0,01	0,02	0,00		
	N	59,00	59,00	59,00	59,00		
N_TOU	Corrélation de Pear-	-0,28	-0,24	-0,25	0,29	0,18	
	Sig. (bilatérale)	0,09	0,14	0,13	0,08	0,29	
	N	38,00	38,00	38,00	38,00	35,00	
L_TOU	Corrélation de Pear-	-0,33	-0,30	-0,30	0,34	0,24	0,96
	Sig. (bilatérale)	0,03	0,06	0,06	0,03	0,15	0,00
	N	41,00	41,00	41,00	41,00	38,00	36,00

De façon générale, cette analyse nous indique qu'il semble exister une relation entre les réalisations étudiées. Cependant, ces corrélations ne sont pas très fortes. Ceci s'explique par le fait que les revenus fixes qui sont distribués dans le secteur touristique représentent une part plus importante que les revenus variables, lesquels correspondent aux salaires des extras embauchés en haute saison au salaire minimum légal.

Tableau 4 : Corrélations non paramétriques

		HU	SOC	N_TO	L_TO	Pauv
SOC	Coefficient de corréla-	0,40				
	Sig. (bilatérale)	0,00				
	N	59,00				
N_TOU	Coefficient de corréla-	-0,19	-0,38			
	Sig. (bilatérale)	0,25	0,02			
	N	38,00	35,00			
L_TOU	Coefficient de corréla-	-0,28	-0,41	0,86		
	Sig. (bilatérale)	0,07	0,01	0,00		
	N	41,00	38,00	36,00		
Pauv	Coefficient de corréla-	0,88	0,33	-0,11	-0,32	
	Sig. (bilatérale)	0,00	0,01	0,50	0,04	
	N	62,00	59,00	38,00	41,00	
N-Tour	Coefficient de corréla-	0,19	0,38	-1,00	-0,87	0,11
	Sig. (bilatérale)	0,25	0,02	0,00	0,00	0,50
	N	38,00	35,00	38,00	36,00	38,00
LIT_to	Coefficient de corréla-	0,25	0,14	-0,80	-1,00	0,22
	Sig. (bilatérale)	0,05	0,29	0,00	0,00	0,08
	N	62,00	59,00	38,00	41,00	62,00
Vul	Coefficient de corréla-	0,86	0,31	-0,07	-0,29	0,93
	Sig. (bilatérale)	0,00	0,02	0,69	0,06	0,00
	N	62,00	59,00	38,00	41,00	62,00

L'analyse menée sur les rangs confirme l'impact limité de l'activité touristique sur la réduction de la pauvreté. En effet, la contribution du tourisme peut être évaluée à partir des masses salariales distribuées par le secteur du tourisme, par les activités complémentaires comme l'artisanat, et par les différents fournisseurs locaux de l'industrie hôtelière. Le secteur continue à souffrir de la politique du salaire minimum légal (SMIG) ce qui ne résout pas la problématique de pauvreté sachant qu'une personne travaille en général pour une famille de plus de cinq personnes. Le secteur souffre également de l'absence de plan de carrière qui garantit une évolution des revenus.

CONCLUSION

La fragilité du secteur touristique, et son caractère saisonnier remettent en cause sa durabilité. Le tourisme solidaire est une forme de tourisme qui apporte une solution diffuse et durable qu'il faudra développer dans la perspective d'une lutte contre la pauvreté généralisée à toutes les régions du royaume même celles qui sont éloignées.

RÉFÉRENCES

- ABDALLAOUI Bouchaib, *L'Hôtellerie marocaine. Emploi, formation, et besoins en compétences :Les enjeux de la professionnalisation*, Imprimerie Altopress, Tanger, 1^{re} édition 2005, 316 p ;
- ACCORD CADRE – Version finale – entre le Gouvernement de sa majesté le Roi, représenté par : M. Fathallah Oualalou, ministre de l'Économie, des Finances, du Tourisme et de la Privatisation, et la Confédération générale des entreprises marocaines (CGEM), représentée par :M. Hassan Chami, Président ; M. Mohamed Benamour, Président de la Fédération du Tourisme ;
- ACCORD D'APPLICATION DE L'ACCORD CADRE 2001 – 2010, AGADIR, LE 29 OCTOBRE 2001 ;
- FILALI Jamal, *Le Tourisme autrement*, Imprimerie El Watanya 1ère édition 2007, 364 p ;
<http://fr.wikipedia.org> ; <http://tourisme.gov.ma>
- Le Tourisme moteur de développement économique et social*, 29^e congrès de ATA (*Africa Travel Association*), cameroun 2004 ;
- Radioscopie 2006 de l'observatoire du tourisme du Maroc*, vision 2010 Bilan & Perspectives, n° 1, décembre 2006, Edition PRECOM ; 83 p
- Radioscopie 2007, Vision 2010, Bilan & Perspectives de l'observatoire du tourisme du Maroc*, n° 2, décembre 2007, Edition PRECOM, 122 p ;
- VI^e Assises du tourisme*, revue *Tourisme & Gastronomie*, n° 44-45, édition Avril 2006, 120 p.

TOURISME ET VULNÉRABILITÉ SOCIALE DANS LES COMMUNES DE MONTAGNE AU MAROC

Said BOUJROUF

*Professeur, LERMA, ERCPT et département de Géographie,
Faculté des Lettres et Sciences humaines, université Cadi Ayyad de Marrakech*

INTRODUCTION

Le tourisme est, de plus en plus considéré par les différents territoires comme une solution miraculeuse à leurs crises socio-économiques. Certains d'entre eux misent sur lui pour améliorer le niveau de vie des populations locales, lutter contre le chômage et réduire la pauvreté. Certains chercheurs vont jusqu'à parler de tourisme « pro-pauvre¹ ». Le secteur touristique, selon cette thèse, peut avoir une position centrale dans la lutte contre la pauvreté, en améliorant le comportement des entreprises et en modifiant les politiques publiques.

Le degré de réussite de tels changements résulte sans aucun doute de trois conditions préalables. D'abord, l'intégration de ce secteur dans les structures territoriales, ensuite, son articulation avec les autres secteurs économiques et enfin son impact positif sur tout le territoire et au bénéfice du grand nombre de la population locale.

Les montagnes au Maroc font partie des espaces à fortes fragilités territoriales. La vulnérabilité y est devenue structurelle du fait que les politiques d'aménagement du territoire, de développement local et de protection de l'environnement suivies, depuis environ un siècle, n'ont pas réussi à garder ni les équilibres naturels, ni humains ni encore les équilibres du rapport de l'homme à son milieu. Le retard pris pour équiper et encadrer ces territoires a renforcé l'isolement spatial, l'exclusion sociale et l'incapacité à subvenir aux besoins parfois même des premières nécessités pour les populations locales. Les spécificités des montagnes marocaines sont rarement prises en compte dans les projets réalisés et les actions entreprises par les différents acteurs territoriaux et notamment les pouvoirs publics. Une telle situation expose les populations montagnardes aux aléas externes et les a soumis à des dépendances fonctionnelle, financière, socio-économique.

¹ Ashley C., Mitchell J., 2007, *Assessing how tourism revenues reach the poor*, Briefing Paper 21, Overseas Development Institute, in : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/T1_Evaluer_l_impact_des_revenus_du_tourisme_sur_la_pauvrete.pdf

En associant tantôt le privé tantôt la société civile, les pouvoirs publics, tentent en absence d'une politique de montagne spécifique et adaptée de mettre en place des actions sectorielles, zonales et localisées pour faire face à des situations de crise et de vulnérabilité complexes. Les approches suivies et les objectifs recherchés entre lesdites actions manquent de vraies articulations cependant et lamentablement de cohérences. Les résultats sont, par conséquent, en deçà des objectifs escomptés.

Le tourisme est certes une activité nouvelle et novatrice dans la montagne marocaine, mais il n'a constitué toujours qu'un secteur économique marginal dédié essentiellement aux étrangers. Il s'agit en effet d'un secteur qui présente pour ces montagnes de réelles opportunités de développement, de modernisation et d'ouverture sur le monde, tout en comportant de sévères menaces pour les sociétés et environnements locaux.

Le tourisme peut également constituer un levier pour lutter contre la vulnérabilité territoriale et surtout la pauvreté sociale essentiellement dans les territoires montagnards marginaux et fragiles. Les actions touristiques d'ordre public et privé ont-elles alors réussi à intégrer cette activité dans les économies et les sociétés locales pour promouvoir le développement durable ? Existe-il des articulations et des effets d'entraînement entre le tourisme et le développement social et humain des montagnes concernées ? La spécificité montagnarde est-elle un facteur qui pourrait déterminer la relation entre tourisme et pauvreté ? Les sociétés et les économies locales sont-elles par ailleurs favorables au développement d'un tourisme engagé, équitable et durable ou bien d'un tourisme sélectif et concurrentiel ?

1. DIAGNOSTIC TERRITORIAL DES MONTAGNES MAROCAINES : QUELQUES INDICATEURS DE VULNÉRABILITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT

1.1 Pauvreté communale et structurelle accentuée des massifs du Nord vers ceux du Sud

La pauvreté est un phénomène social qui exprime un état de crise où les individus et les groupes deviennent incapables d'affronter les aléas de leur environnement : la sécheresse, la précarité de l'emploi, la rareté des aliments, le manque des services de base, l'exclusion sociale, etc. Elle devient structurelle lorsqu'elle résulte des rapports sociaux et modes de production. En devenant chronique la pauvreté constitue, dans des situations très complexes, une composante majeure qui bloque toute mise à niveau ou toute initiative de développement durable.

Les indicateurs de la pauvreté au Maroc sont calculés en 2004, en taux, sur la base d'un seuil financier à savoir « 1 745 DH par mois pour un ménage moyen en milieu rural ». Le taux de vulnérabilité est « la proportion de la population vivant

sous la menace de la pauvreté », son seuil se situe pour un ménage rural entre « 1 745 DH et 2 618 DH² » pour la même année.

La carte de la pauvreté au Maroc met notamment en évidence les communes de montagne dont la majorité se trouve au dessus du seuil de 10 %. Celles ayant un taux de moins de 10 % ne représentent, en contre partie, que 5,5 % de l'ensemble des 636 communes montagnardes étudiées³. Un grand contraste est à souligner entre les différentes communes selon leur appartenance géographique.

Le taux moyen de la pauvreté des communes de la montagne rifaine se trouve globalement entre 10 et 20 % tandis que les moyennes des zones du pré-rif occidental, à forte concentration humaine, se situent entre 20 et 30 %.

Le Moyen Atlas présente une situation identique à celle du Rif avec une situation de pauvreté plus accentuée dans les régions du nord ouest autour d'Alhajeb.

Vers le centre et le sud du Maroc, la pauvreté atteint dans le Haut Atlas et l'Anti-Atlas en moyenne et partout des taux échelonnés entre 20 et 30 % alors que cette moyenne s'accroît au sud du Jbel Saghro où la pauvreté enregistre entre 30 et 40 % et dépasse même les 40 % notamment dans plusieurs communes des plateaux du Haut Atlas occidental, le Haut Atlas Central et les versants sud du Haut et de l'Anti-Atlas.

La moyenne du taux de pauvreté de toutes les montagnes marocaines dépasse largement la moyenne nationale en enregistrant un taux de 22,83 % contre 14,20 % seulement. Ces données de la pauvreté sont en parfaite concordance avec la faiblesse des indices du développement humain et social en comparaison avec les moyennes nationales qui sont respectivement de 0,543 et de 0,326 contre 0,642 et 0,460.

1.2 Développement humain communal : des indices de santé, d'éducation et de niveau de vie qui laissent à désirer

Dans leur majorité, les communes de montagne au Maroc présentent un indicateur de développement humain moyen qui se situe entre le seuil de 0.448 et celui de 0.589, alors que les zones les plus favorables au Maroc dépassent ce seuil pour atteindre 0.669 et plus surtout dans les provinces du Sud, le Maroc central autour de la métropole de Casablanca ou autour d'Oujda dans le nord-est marocain.

Les régions de montagne qui révèlent le niveau le plus faible de développement humain, ce sont les versants nord du Haut Atlas central et occidental qui sont en dessous de 0.448.

Dans une situation intermédiaire, les versants sud du Haut Atlas central et occidental et la majorité des communes de l'Anti-Atlas et du Rif occidental et du Pré-rif présentent des indicateurs de développement humain se trouvant dans une fourchette qui s'étend de 0,448 à moins de 0,521, tandis qu'une bonne partie du Moyen Atlas et des versants nord du Haut Atlas central et du Rif oriental se trouve en dessus de 0,521 sans dépasser le seuil de 0,589.

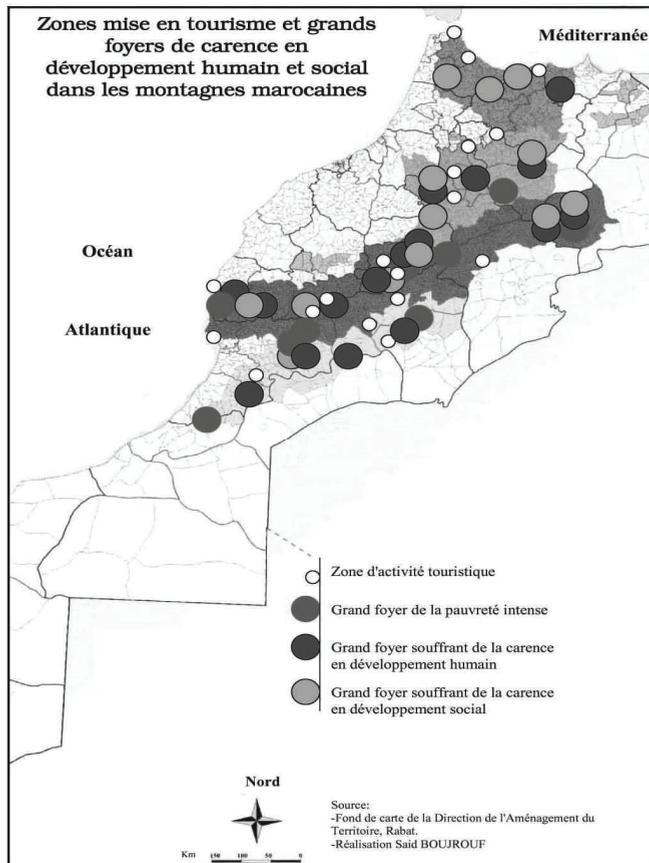
² Haut Commissariat au Plan, 2005, *Pauvreté, développement humain et social, données cartographiques et statistiques*, Rabat, 267 p., page 12.

³ Boujrourf S., 2007, *Les Montagnes au Maroc, quel aménagement ?* thèse de doctorat d'État, université Cadi Ayyad de Marrakech, 2 tomes, 564 p.

1.3 Développement social communal : une montagne moins équipée que le reste du pays

Les montagnes marocaines souffrent dans la majorité des massifs de la faiblesse de l'indicateur du développement social qui est une synthèse de trois indicateurs relevant de l'accès aux réseaux d'eau potable, de l'électricité et de l'équipement routier. Quelques exceptions sont à noter dans des zones du Haut Atlas oriental, l'Atlas de Beni Mellal et des bordures sud de l'Anti-Atlas.

Les communes les moins équipées sont concentrées dans le Rif, le nord et le sud ouest du Moyen Atlas, les versants septentrionaux du Haut Atlas central et occidental, le Haut Atlas se trouvant à l'ouest d'Imi n Tanout et quelques parties du Haut Atlas oriental. Toutes ces régions se trouvent au dessous d'un seuil de développement social de moins de 0,368 ; celui-ci devient plus faible en enregistrant moins de 0,229 dans plusieurs communes au sud d'Essaouira, autour de Khénifra et dans le Rif⁴.



⁴ Il s'agit d'une moyenne trois fois plus bas que celle enregistrée autour du Grand Casablanca et des provinces du Sud : 0,518 et 0,700 voire même plus.

1.4 Très forte fragilité naturelle

La montagne marocaine présente un système naturel très complexe et très fragile. En plus des facteurs classiques de différenciation entre espaces montagnards, d'autres facteurs d'ordre écologique, humain et technique sont dorénavant présents plus qu'avant. En ne prenant que l'érosion hydrique, on s'aperçoit de l'ampleur de la fragilité naturelle dont souffrent les montagnes marocaines, sujettes à une forte pression démographique, à une sécheresse chronique et à un déboisement grave et continu.

La superficie concernée par l'érosion hydrique⁵ en montagne est de l'ordre de 119 000 km², soit 95,2 % de l'ensemble des terres touchées au Maroc. La quantité érodée annuellement des bassins versants montagnards dépasse 77 millions de tonnes, l'équivalent de 77 % des quantités de sols perdues au niveau national.

Le Haut Atlas et le Rif constituent les régions les plus touchées en zone de montagne. Même si le Rif ne représente que 21,6 % des espaces touchés par la dégradation des sols, il est par excellence le massif qui a le plus de pertes en sols (51 %) au niveau national tandis que le Haut Atlas atteint un taux de 64 % alors que la perte en sols ne représente que 24 % de l'ensemble des pertes au niveau national.

1.5 Bilan démographique négatif en cours de généralisation

Si les montagnes au Maroc ont retenu leurs populations des siècles durant, la fin du vingtième et début du vingt et unième siècle a changé la donne. L'ouverture de la montagne aux flux de la modernité, la croissance soutenue de la population, la dégradation des milieux naturels, la faiblesse de l'emploi, le sous équipement et le retard enregistré dans le développement socio-économique local sont tous des facteurs d'expulsion et d'émigration.

Le solde démographique négatif dans beaucoup de communes montagnardes est un phénomène nouveau, surtout entre les recensements de 1994 et de 2004⁶. En effet, les communes présentant une telle situation représentent environ les 1/3 soit 222 des 636 communes montagnardes. Si le taux de progression de la population dans les zones de montagne a atteint 18 % entre les recensements de 1982 et de 1994 (27,8 % pour la moyenne nationale), il a régressé remarquablement à 8,9 % entre 1994 et 2004 (14,7 % pour la moyenne nationale). Ce recul général en zone de montagne est conforté par un autre recul remarquable au niveau du taux moyen d'accroissement annuel qui a baissé entre 1994 et 2004 de 2,1 % à 0,85 % contre 2,5 et 1,4 pour les moyennes nationales pour la même période.

Les communes les plus concernées par ce nouveau phénomène (solde négatif) sont concentrées essentiellement dans la partie orientale du Rif, dans les versants sud du Haut Atlas occidental et les bordures sud de sa partie orientale, dans l'Anti-Atlas, et la partie centre-nord du Moyen Atlas.

⁵ Direction de la Statistique, 2003, statistiques environnementales au Maroc, Rabat, 71 p., p. 48.

⁶ Direction de la Statistique, Recensement général de la population et de l'habitat pour les années de 1982, 1994 et 2004.

2. TOURISME ET PAUVRETÉ : DÉRÈGLEMENT DES PROCESSUS À EFFET DE DÉVELOPPEMENT

2.1 Une mise en place du tourisme rarement exploitée dans le développement social et humain

Le tourisme de montagne au Maroc est principalement un tourisme international. Les produits dominants sont avant tout ceux qui sont liés au tourisme culturel, d'aventure, de nature, de randonnée, etc. Ils sont consommés par une clientèle à majorité française, issue de la classe moyenne et populaire et rarement impliquée et engagée dans le tourisme solidaire ou équitable.

À l'exception des basses vallées situées près des villes touristiques comme Ourika et Ghyghaya pour Marrakech et Dadès pour Ouarzazate, ce type de tourisme s'installe particulièrement dans les régions moins denses en population, en l'occurrence les zones de haute montagne. Comme il est très localisé dans l'espace et ne touche que quelques douars, il est aussi trop sélectif par le nombre limité des intervenants locaux concernés par les activités touristiques. Ce sont notamment des notabilités paysannes et de riches familles, les démunis se contentent des services et engagent rarement des projets touristiques. Le développement du tourisme crée, par ailleurs, un nouveau clivage au sein de la société montagnarde entre ceux qui bénéficient de « l'argent facile du tourisme » et ceux qui sont restés loin de la manne providentielle, et entre ceux qui ont acquis de l'expérience auprès de « l'étranger » et ceux qui sont restés cantonnés dans leurs douars lointains. Dès lors des réseaux conflictuels naissent et se multiplient et les fractures sociales s'élargissent davantage⁷. Les retombées financières profitent en fin de compte aux régions externes et ne laissent que les miettes aux autochtones. Les vrais bénéficiaires se trouvent à Marrakech, à Fès, à Casablanca et même loin à Paris ou à Londres⁸... D'où l'intégration de zones combien fragiles dans des circuits et réseaux mondiaux. De sorte que les populations locales concernées se trouvent de plus en plus dépendantes d'aléas externes et ne sont plus, par conséquent, maîtresses de leurs destins.

Le tourisme est certes une activité bien réelle, mais il est encore loin de s'impliquer dans la sphère économique locale ; son impact sur l'agriculture et l'élevage, secteurs dominants de la vie montagnarde, reste dans l'ensemble faible et dérisoire⁹. Les produits de terroir, censés être consommés par les touristes, ne sont pas tellement demandés par ces nouveaux arrivants. Pire, le tourisme peut entrer en conflit avec l'agriculture dans la mesure où il lui

⁷ H. Khallaf, 2005 *La Vallée des Ait Bouguammez, des acteurs touristiques locaux en mal de synergies*, mémoire de DESS Tourisme et Développement durable, université Cadi Ayyad, Marrakech.

⁸ S. Boujrout, 1996, *Tourisme et développement local, le cas de l'expérience de Tabant dans le Haut-Atlas central marocain*, in colloque international « Quel avenir pour le tourisme en montagne au Maroc ? », organisé par les ministères marocains de l'Intérieur et du Tourisme, Marrakech, 18-21 novembre 1995, pp. 63-76, publication 1996.

⁹ M. Oukelmoun, 1993, *Le Rôle de la pluriactivité dans la formation des revenus des exploitations agricoles dans le Haut Atlas central : cas du tourisme de montagne dans la vallée d'Aït Bouguemmez*, Institut agronomique méditerranéen de Montpellier.

confisque les forces et moyens de travail. La main d'œuvre et les mulets sont au service du transport touristique au moment des grands travaux agricoles d'été¹⁰.

L'emploi du secteur touristique joue un rôle social indéniable, qui pourrait être une solution aux problèmes du chômage chronique du pays en général et des zones de montagne en particulier, seulement il s'agit d'un emploi provisoire et saisonnier, et coïncide souvent avec la saison agricole. Outre cette vulnérabilité, l'emploi touristique est également un emploi précaire du fait qu'il n'est qu'un complément des autres activités économiques.

Le tourisme impose aux populations locales la nécessité de l'apprentissage des langues étrangères, l'art de la communication et des savoirs faire spécifiques ce qui permet pour les jeunes scolarisés d'accéder aux formations comme celle des guides accompagnateurs de Tabant dans la province d'Azilal, montée dans le cadre du projet intégré du Haut Atlas central. On constate néanmoins un déficit flagrant au niveau de la formation professionnelle concernant les métiers du tourisme en l'occurrence l'accueil, la cuisine, la restauration... ce qui se traduit par un apprentissage anachronique, sur le tas, et par une médiocrité des services offerts surtout dans les secteurs non organisés.

Les produits touristiques en montagne sont généralement des produits qui ne nécessitent pas des équipements de base et des infrastructures qui pourraient faire bénéficier les populations locales ; il s'agit avant tout d'un tourisme diffus et léger qui s'adonne à l'excursion et à la randonnée. Le développement social, tant attendu par l'introduction du tourisme, se révèle alors illusoire.

Malgré l'intégration du tourisme dans le tissu socioéconomique de ces espaces, la vulnérabilité demeure un constat évident pour la plupart des communes. Or, il n'en reste pas néanmoins un facteur positif dans la réduction de la pauvreté dans un certain nombre d'entre elles. Les territoires, ayant connu assez tôt le tourisme, sont aujourd'hui moins pauvres que d'autres ; les communes d'Ifrane, My Brahim, Tabant, Tafraout, Asni... enregistrent des taux de pauvreté nettement plus bas que la moyenne nationale ou la frôlent éventuellement.

Pauvreté et indices de développement social et humain
dans quelques communes touristiques en zone de montagne au Maroc

Communes	Taux de		Indices communaux de développement	
	pauvreté	vulnérabilité	humain	social
Tinghir (M)	13,49	15,60	0,670	-
Tafraout (M)	5,07	7,76	0,640	-
Ighil N'umgoun (CR)	34,34	28,72	0,435	0,203
Imi N Tlit (CR)	34,51	21,94	0,471	0,359
Lalla Takerkoust (CR)	30,34	30,29	0,503	0,226
Oukaimden (CR)	30,18	26,02	0,437	0,464
Sti Fadma (CR)	24,11	25,07	0,398	0,434
Ouirgane (CR)	24,50	24,58	0,501	0,332
Asni (CR)	15,46	19,67	0,517	0,586

¹⁰ S. Boujrouf, 1996.

	Taux de		Indices communaux de développement	
Ourika (CR)	14,66	21,91	0,552	0,540
My Brahim (AC)	7,04	24,99	0,535	-
Zaouit Ahnsal (CR)	49,45	28,44	0,292	0,066
Tabant (CR)	20,05	25,44	0,491	0,413
Ait Bou Oulli (CR)	50,08	26,74	0,343	0,131
Dayat Aoua (CR)	56,11	22,00	0,418	0,392
Ifrane (M)	3,83	8,05	0,743	-
Moyenne des montagnes	22,83	22,43	0,543	0,326
Moyenne Maroc	14,20	17,30	0,642	0,460

- (M) : municipalité ; (CR) : Commune rurale ; (AC) : Autre centre urbain.

- Données non disponibles du fait que l'accès aux services collectifs de base est assuré.

Source exploitée : Haut Commissariat au Plan, 2005, *Pauvreté, développement humain et social, données cartographiques et statistiques*, Rabat, 267 p.

Il ressort de la lecture du tableau précédent que la majorité des communes touristiques se distingue du reste des communes montagnardes. Le taux de la pauvreté de ces communes se trouve effectivement en dessous de la moyenne des taux de la pauvreté en montagne, mais la sensibilité de la pauvreté au tourisme change selon le milieu géographique.

En milieu urbain, le taux de la pauvreté des villes et centres urbains touristiques se trouve franchement en dessous de la moyenne montagnarde et plus au moins en dessous de la moyenne nationale. Outre leurs ressources financières plus stables et élevées que celles des communes rurales, ces centres offrent plus d'opportunités d'emploi (administration, artisanat, commerce, tourisme...). Ils sont par ailleurs favorisés, d'une part, par l'existence d'un meilleur encadrement sanitaire, éducatif et d'autre part par l'accès effectif aux services collectifs de base (électricité, eau potable, réseau routier) qui sont la condition de base pour tout développement humain et social. Ce qui constitue, en même temps, des conditions favorables pour le développement touristique.

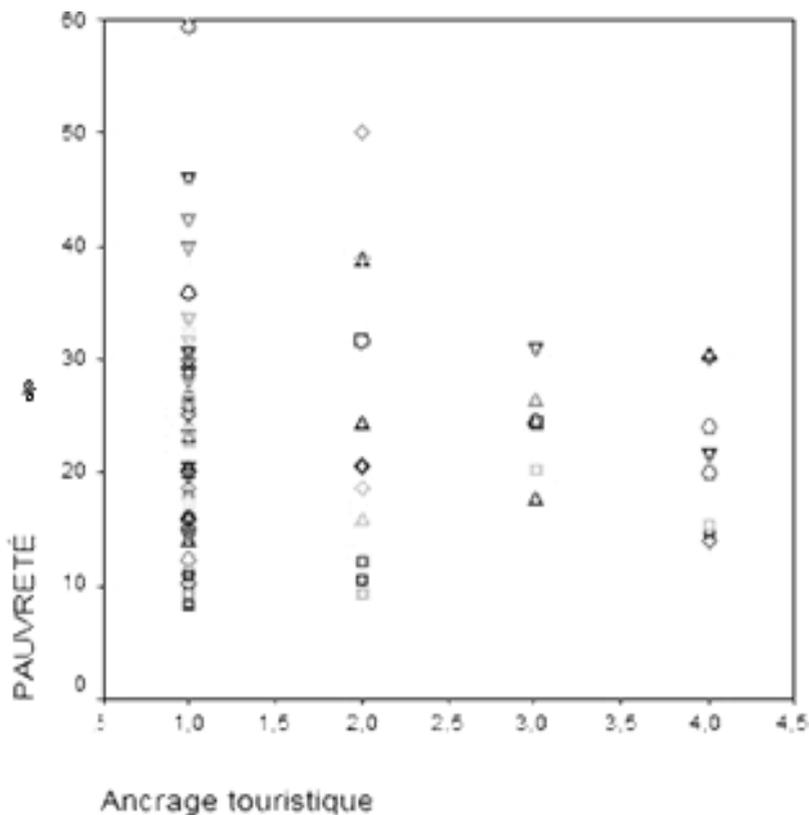
En milieu rural, deux types de communes se distinguent ; les communes de fort ancrage touristique (Ourika, Asni et Tabant) bénéficient de la réduction de la pauvreté, et les communes ayant un tourisme diffus ou de traversée (Dayat Aoua, Ait Bou Oulli, Zaouit Ahnsal, Lalla Takerkoust et l'Oukaimden) se trouvent par contre dans une situation critique.

Dans le cas de deux provinces montagnardes réputées provinces touristiques à savoir Al Haouz et Azilal, l'analyse de trois variables : taux de pauvreté, taux de vulnérabilité sociale et intensité de l'ancrage touristique¹¹ pour 84 communes a été très utile pour comprendre la nature du rapport entre tourisme et développement. Il ressort de l'analyse des principaux composants expliquant la distribution des communes des provinces analysées que la pauvreté à elle seule restitue 49,3 % de l'information totale et la vulnérabilité représente 32,9 % ce qui constitue 82,2 % de l'ensemble traité. L'ancrage touristique occupe alors la troisième

¹¹ L'ancrage touristique a été quantifié sur la base d'une note de 1 à 4 donnée aux communes concernées selon l'importance des infrastructures touristiques, l'intensité des flux touristiques observés ou quantifiés et la présence d'acteurs professionnels organisés.

place par 17,8 %. On en déduit que là où il y a moins d'ancrage touristique, il y a plus de vulnérabilité et de pauvreté sociales. De ce fait, le recentrage de l'analyse sur l'ancrage touristique en rapport avec la pauvreté peut nous aider à comprendre le rôle que peut jouer le tourisme dans le développement social et humain comme le montre le diagramme suivant.

Digramme de croisement des variables ancrage touristique et pauvreté dans les communes des provinces d'Azilal et Al Haouz dans le Haut Atlas central et occidental



À partir de cette figure, deux grandes conclusions peuvent être évoquées :

- Une minorité de communes (14) qui ont un ancrage touristique fort, à très fort, ont un taux de pauvreté relativement faible. Cela signifie que le tourisme pourrait sensiblement contribuer à la diminution de la pauvreté.
- Une majorité de communes (70) qui ont un ancrage faible, à très faible, ont des taux de pauvreté très variables, cela signifie que dans ces communes le tourisme n'a aucun effet sur la pauvreté.

2.2 Des opportunités de développement à exploiter par le tourisme

Les pouvoirs publics ont fourni des efforts pour favoriser le développement social des montagnes marocaines restées longtemps dans l'oubli et la négligence. L'Initiative nationale de développement humain¹² a été engagée dans ce sens pour lutter contre la précarité, l'exclusion et la pauvreté en favorisant la naissance et la constitution d'organisations sociales et professionnelles (associations, coopératives, Jmaa de douar...) pour restructurer la société locale et assister l'administration dans ses actions de développement. Cette initiative lancée par les hautes sphères du pouvoir en 2005, érigea les secteurs humains et sociaux comme nouveaux chantiers pour le monde associatif. On faisait appel alors aux porteurs de projets pour participer à la construction des pistes, à la connexion des maisons au réseau d'électricité et d'eau potable, à l'encadrement et à la sensibilisation sanitaires, à l'alphabétisation, au développement des activités génératrices de revenu, etc. Une nébuleuse d'associations¹³ et d'organisations socioprofessionnelles ont vu effectivement le jour dans plusieurs secteurs (production, collecte et commercialisation des produits locaux, lutte contre l'analphabétisme, éducation pré-primaire...).

Dans le domaine touristique, ce genre d'organisation commence dernièrement à apparaître, mais elles sont encore à l'état embryonnaire et leur nombre est encore très limité. Elles souffrent aussi d'un déficit d'encadrement, de communication et de marketing. Des associations pionnières dans le tourisme social et équitable sont à signaler par leur engagement et leur dévouement pour le développement de la montagne et du tourisme comme en l'occurrence l'Association des amis du Zat dans le Haut Atlas occidental (province d'Alhaouz) et l'Association des amis d'Ait Bouguemmez pour le développement, l'environnement et le tourisme de montagne dans le Haut Atlas central (province d'Azilal)...

À l'encontre des acteurs opérants dans les autres secteurs qui veuillent de plus en plus à s'organiser au sein de coopératives et d'associations professionnelles en faisant fructifier le capital social et la solidarité professionnelle, les acteurs du secteur touristique sont généralement orientés individuellement, pour l'instant, vers le marché. Leurs stratégies sont purement lucratives, basées sur la concurrence et la compétition.

Les premières deviennent très ancrées dans l'économie sociale locale surtout dans la basse montagne et dans les zones ouvertes à l'économie marchande en suivant un processus participatif et une démarche partenariale entre les différents acteurs dans une filière de production plus élargie et une dynamique d'échanges.

Elles sont, par ailleurs, un cadre adéquat pour impliquer les petits producteurs et développer les activités génératrices de revenus pouvant améliorer les conditions de vie locale, promouvoir éventuellement le commerce équitable et participer plus au moins à l'égalité des chances d'accès au marché. Leurs activités sont centrées essentiellement pour les coopératives sur la valorisation des produits du terroir comme les huiles d'argan, d'olive et des noix, le safran... et les produits de l'artisanat local comme le cas de la poterie ou du tissage, ou

¹² Voir le site officiel de l'Initiative nationale de développement humain <http://www.indh.ma/>

¹³ Selon une étude récente du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), il y aurait environ 80 000 associations au Maroc. Cité dans *Le Guide de la liberté associative dans le monde, guide 2007*, 791 p. 2^e édition, p. 282. in http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Guide_2007_doc_fcaise.pdf

encore pour assister les producteurs en équipements, leur apporter un soutien à la formation, leur faciliter l'accès au marché...

Les acteurs du secteur touristique pourraient engager, quant à eux, un tourisme équitable, solidaire et durable en utilisant les créneaux de la société civile et intégrer effectivement les rouages de la société et de l'économie locale. La situation observée dans plusieurs régions de montagne montre que les composantes de la société civile engagent rarement des projets touristiques dans leur démarche pour le développement social et humain. Ils ne font pas assez d'efforts pour articuler la production locale à la demande touristique par la consommation des produits locaux ou par l'achat d'articles de souvenir.

L'écart entre développement local et tourisme pourrait s'expliquer dans les régions, déjà mises en tourisme, par l'absence du souci de l'équité et de la solidarité chez les opérateurs touristiques. Ces professionnels n'ont pas d'une part la confiance nécessaire dans les produits locaux par manque de contrôle de qualité, de labellisation, ou bien par ignorance de l'existence de tels produits.

Le tourisme crée, en outre, un chamboulement dans le champ social des montagnes marocaines, restées longtemps enclavées et fermées aux étrangers, en générant un rapport inégal entre des populations visiteuses, apparemment riches et « supérieures », et des populations autochtones, « aliénées » et « miséreuses ». Des comportements de consommation, jusque ici inconnus, apparaissent et même s'imposent en côtoyant des occidentaux, dès lors s'accroît le sentiment du besoin et se créent de nouveaux besoins. Ces contacts ne seraient pas, par ailleurs, sans conséquences sur la dévalorisation de la culture locale, la dégradation des mœurs locales et le renforcement du clivage tradition – modernité.

CONCLUSION

La montagne marocaine vit, sans aucun doute, depuis longtemps dans une situation de crise due essentiellement à des facteurs de vulnérabilité physique et territoriale. Le tourisme, y est apparu depuis un quart de siècle comme un salut, dans le cadre des politiques volontaristes. Or, les zones de montagne, riches en potentialités touristiques, étaient et restent encore incapables de les convertir en ressources réelles actives dans un cadre de développement durable et équitable.

La mise en tourisme des zones de montagne a touché, en effet principalement, les zones pauvres en équipements et infrastructures nécessaires. D'où le faible impact des activités touristiques sur la société et l'économie locales.

Bien que le tourisme ait eu, dans quelques vallées un ancrage territorial important, il n'a pas pu s'intégrer entièrement et positivement dans la réalité des autochtones soit au niveau de l'amélioration de leur niveau de vie, soit au niveau de la communication et de l'échange culturel. Le tourisme n'a pu réussir, par conséquent, à réduire que sensiblement la pauvreté dans quelques espaces montagnards, ou encore pire, il a échoué dans le reste, de lutter contre ce fléau. Le tourisme connu jusqu'ici est fortement un tourisme sélectif socialement, localisé spatialement, ayant peu d'effets d'entraînement économiquement et peu d'articulations territorialement.

Les nouvelles dynamiques liées à la mobilisation sociale dans plusieurs régions de montagne, surtout la naissance de la société civile liée dans beaucoup de cas

à la coopération décentralisée internationale ou à l'Initiative nationale de développement humain (INDH), sont rarement exploitées par les porteurs de projets touristiques.

RÉFÉRENCES

Bibliographie

- BOUJROUF S., 1996, *Tourisme et développement local, le cas de l'expérience de Tabant dans le Haut-Atlas central marocain*, in colloque international « Quel avenir pour le tourisme en montagne au Maroc ? », organisé par les ministères marocains de l'Intérieur et du Tourisme, Marrakech, 18-21 novembre 1995, pp.63-76.
- BOUJROUF S., 2007, *Les Montagnes au Maroc, quel aménagement ?*, thèse de doctorat d'État, université Cadi Ayyad de Marrakech, 2 tomes, 564 p.
- DIRECTION DE LA STATISTIQUE, 2003, *Statistiques environnementales au Maroc*, Rabat, 71 p., p.48.
- DIRECTION DE LA STATISTIQUE, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat pour les années de 1982, 1994 et 2004*.
- HAUT COMMISSARIAT AU PLAN, 2005, *Pauvreté, développement humain et social, données cartographiques et statistiques*, Rabat, 267 p.
- KHALLAF H., 2005 *La Vallée des Ait Bouguammez, des acteurs touristiques locaux en mal de synergies*, mémoire de DESS Tourisme et Développement durable, université Cadi Ayyad, Marrakech.
- OUKELMOUN M., 1993, *Le Rôle de la pluriactivité dans la formation des revenus des exploitations agricoles dans le Haut Atlas central : cas du tourisme de montagne dans la vallée d'Ait Bouguemmez*, Institut agronomique méditerranéen de Montpellier.

Sites Internet

- ASHLEY C., MITCHELL J., 2007, *Assessing how tourism revenues reach the poor*, *Briefing Paper 21*, Overseas Development Institute, in http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/T1_Evaluer_l_impact_des_revenus_du_tourisme_sur_la_pauvrete.pdf
- Ministère des Affaires étrangères, 2007, « Le guide de la liberté associative dans le monde », 791 p. 2^e édition, p. 282. : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Guide_2007_doc_fcaise.pdf
- Ministère de l'Intérieur, Rabat, 2008, <http://www.indh.ma/>

MUTATION DES USAGES ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME :

LA PLACE JEMAA EL FNA DE MARRAKECH ENTRE PAUVRETÉ, FOLKLORISATION ET SAUVEGARDE

Ouidad TEBBAA

Faculté des lettres et des Sciences humaines, université Cadi Ayyad, Marrakech

Ahmed SKOUNTI

Institut national des Sciences de l'archéologie et du patrimoine, Rabat

Dans les contextes postindustriels, le patrimoine a été critiqué comme n'étant qu'une forme de nostalgie marchandisée et dépolitisée – un ersatz de tradition... Mais en conclusion, avec une tentation politico-moralisatrice, que la nature profonde du phénomène ne tiendrait qu'à cette objectification et marchandisation reviendrait à passer à côté d'une bonne partie de la signification locale, régionale, nationale et internationale induite par le travail patrimonial ¹.

1. INTRODUCTION

La place Jemaa El Fna a été proclamée patrimoine oral et immatériel de l'humanité en mai 2001. Depuis 2007, elle a intégré, tout comme les 90 chefs-d'œuvre proclamés par l'Unesco, la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité mise en place par la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003. Plusieurs années auparavant, en 1985, la richesse patrimoniale de la médina de Marrakech lui avait valu d'être inscrite sur la liste du patrimoine mondial. Mais dans quelle mesure cette valeur patrimoniale est-elle évaluée à l'aune des habitants de la ville, du lien consubstantiel qui les lie à ce patrimoine tangible et intangible qu'ils ont, depuis des siècles, œuvré à bâtir ?

¹ James Clifford, « Expositions, patrimoine et réappropriations mémorielles en Alaska », in Octave Debray & Laurier Turgeon, 2007, *Objets et mémoires*, Paris, Éditions de la MSH et Québec, Presses de l'université de Laval, p. 97.

En effet, la notion de patrimoine, et notamment de patrimoine mondial, renvoie souvent à une approche étriquée où l'objet patrimonial semble comme déterritorialisé. Mais peut-on réellement appréhender un quelconque patrimoine hors de sa référence locale, de son contexte social ? La question est d'importance puisque aujourd'hui, à l'Unesco, on tente de ralentir le rythme des nouvelles inscriptions au patrimoine mondial², parce qu'elles entraînent avec elles, du fait de l'engouement touristique pour les sites, une plus grande vulnérabilité du patrimoine censé être protégé et surtout la marginalisation des plus démunis. Dans un forum organisé à Barcelone il y'a quelques années³, l'accent a été largement mis par les participants sur la nécessité de préserver les populations locales de l'éviction consécutive à la spéculation effrénée et à l'engouement touristique brutal pour ces sites nouvellement classés.

Que signifie dans ce contexte la gentrification progressive de la médina de Marrakech ? L'impact d'une telle mutation sur un espace aussi emblématique, marqué depuis des siècles par la mixité sociale, est décisif. Aujourd'hui, le risque de mutations sans précédent de la médina de Marrakech, investie massivement par des résidences secondaires pour une certaine élite sociale et des riads⁴ transformés en maisons d'hôtes, est bien réel. Il est vrai que c'est là un phénomène global que nombre de régions du monde connaissent ces dernières années, surtout autour de la Méditerranée. Seulement, dans les villes ou les régions majoritairement pauvres comme l'est Marrakech, l'impact n'est pas proportionnel au nombre des nouveaux résidents (nationaux ou étrangers) ni à leur concentration. Il l'est davantage à la puissance économique de ces nouveaux résidents qui finit par déteindre sur l'environnement social immédiat et au-delà. D'autant que le lien séculaire qui liait les zones d'habitation et les zones d'activité intra muros est de plus en plus ténu et nombre d'artisans qui vivaient généralement dans la médina des petits métiers qu'ils y exerçaient ne peuvent plus le faire dans l'espace historique qui les abritait et d'où la spéculation à outrance les a chassés.

2. MERCANTILISATION DE LA PLACE JEMAA EL FNA : UN DÉSÉQUILIBRE CROISSANT DANS SES FONCTIONS « TRADITIONNELLES »

C'est dans ce contexte que l'on doit appréhender la situation actuelle de la Place Jemaa El Fna. En effet, l'engouement croissant pour Marrakech, devenue l'une des destinations touristiques prisées, notamment en Europe, est tel qu'il incite de plus en plus les acteurs, tant publics que privés, à « mettre en scène la

² C'est l'un des objectifs de la *Stratégie Globale pour une liste du patrimoine mondial représentative, équilibrée et crédible* lancée par l'Unesco dès 1994.

³ Unesco World Urban Forum, *Social Sustainability of historical Districts*, 13 September 2004, Barcelona, Spain.

⁴ *Riad* : nom donné aux maisons traditionnelles marocaines en médina pourvues d'un jardin intérieur. Ces dernières font depuis quelques années l'objet d'une spéculation effrénée, d'abord à Marrakech puis dans plusieurs villes du pays. Voir Anne-Claire Kurzac-Souali, *Les Médinas marocaines : une requalification sélective. Elites, patrimoine et mondialisation*, thèse de doctorat, Institut de géographie, Paris IV Sorbonne, 2006, 483 pages. L'auteure y présente un état des lieux des médinas marocaines, ces centres historiques aujourd'hui incorporés à des agglomérations de diverses dimensions, allant de grandes métropoles comme Casablanca, Rabat, Fès ou Marrakech à des villes de province de taille moyenne ou petite comme Oujda, Essaouira, El Jadida, Sefrou ou Azemmour.

ville ». Cette relation exclusivement visuelle à l'espace va déterminer un nouveau rapport au patrimoine, désormais conçu comme un décor, censé répondre aux attentes présumées du touriste-roi.

C'est particulièrement le cas de la place Jemaa El Fna qui a connu des mutations extrêmement rapides ces dernières années : prolifération de cafés panoramiques, surélévation, déferlement des enseignes, dallage de la place, design « pseudo authentique » en forme de calèches stylisées pour les vendeurs de jus d'orange ou mobilier urbain répondant à des normes esthétiques en rupture avec l'esprit de la place⁵. Dans le sillage de ces aménagements, un mouvement insidieux se produit, conduisant au nom de la loi de l'offre et de la demande à un déséquilibre croissant dans les fonctions « traditionnelles » de la place. Peu à peu la logique de la rentabilité l'emporte sur celle de la créativité ou du talent.

Devenue de plus en plus mercantile, la Place favorise l'expansion des commerces ou de la restauration de plein air au détriment du spectacle. Nombre d'acteurs de la place autrefois incontournables, sont aujourd'hui éclipsés ou confinés à la périphérie, alors que pendant des siècles, ils en ont occupé le centre. Même la traditionnelle concurrence entre les *hlaïqis*⁶, autrefois réglementée par un code subtil d'usages et d'interdits auquel tout le monde se devait de se conformer, a fait place à une véritable foire d'empoigne régulée de manière autoritaire par les pouvoirs publics. Malgré cela, la lutte fait rage non seulement entre les différents acteurs animateurs de la Place mais aussi entre les commerçants, « les tenants du bazar », car les intérêts en jeu sont considérables.

Le développement du tourisme a pesé certainement très lourd dans cette situation⁷. Ainsi, si la place reste apparemment le lieu par excellence du divertissement, ce dernier revêt désormais une forme de moins en moins recueillie, de moins en moins solennelle. Le pacte entre le public et la place semble comme brisé. En tout cas, il est en train de changer de manière profonde sous les yeux, souvent nostalgiques, d'autochtones médusés ne s'y rendant plus, sauf contraints ou forcés. Pourtant, on a longtemps décrit ce public particulier de Jemaa El Fna comme un public d'autant plus exigeant qu'il était en phase, toujours prêt à vibrer à l'unisson dès lors que le talent se manifestait. Mais force est de constater que le public de la place a changé. Celui d'aujourd'hui, est à l'évidence plus affairé, plus versatile. Il n'est pas rare de le voir butiner ici ou là quelques bribes de récits sans jamais prendre le temps d'assister à la totalité d'un spectacle, alors qu'autrefois la chose eut semblé inconcevable. Le changement indéniable du rapport des marocains au temps est-il pour quelque chose dans cet éclatisme nouveau ? La question mérite réflexion.

Le développement du tourisme, ces dernières décennies, a eu des répercussions directes et immédiates sur les pratiques en usage sur la Place. Ces mutations

⁵ Skounti, Ahmed, 2008, *The Authentic Illusion. The Intangible cultural Heritage of Humanity, the Moroccan experience*, in Laurajane Smith & Natsuko Akagawa, *Intangible Heritage*, London, Routledge, pp. 74-92.

⁶ *Hlaïqi* : praticien de la *halqa*, animateur d'un cercle de conte, de prêche, de médecine traditionnelle, de chant et musique, de théâtre, etc.

⁷ La relation entre tourisme et patrimoine est ici particulièrement évidente. Voir Jean-Gabriel Leturcq, *La Question des restitutions d'œuvres d'art : différentiels maghrébins*, in *L'Année du Maghreb, Dossier : La fabrique de la mémoire*, Paris, Éditions du CNRS, 2008 : 79-97.

ont frappé de plein fouet les tenants de la *halqa*⁸, dont ils ont, selon la nature de leur activité, précipité le déclin ou favorisé l'essor.

3. MUTATIONS DANS LES PRATIQUES ET LES USAGES DE LA PLACE

Combien sont-ils et surtout comment se déclinent leurs activités sur la Place ? L'animation occupe « officiellement » près de 251 personnes d'âge variant entre 14 et 70 ans, de sexe majoritairement masculin. Selon ce recensement effectué par les autorités de la ville⁹, ces personnes s'organisent autour d'activités diverses : conteurs, chanteurs et musiciens, danseurs, charmeurs de serpent, acrobates et jongleurs, guérisseurs, herboristes, tatoueurs au henné, etc. Leur provenance, leur âge, leur vitalité diffèrent beaucoup d'une activité à l'autre. La moitié des acteurs de Jemaa El Fna proviennent de la ville de Marrakech (126), soit 50 %. La majorité des autres est issue des communautés avoisinantes, de la plaine comme de la montagne : Rehamna au nord : 37 ; Sraghna au nord-est : 27 ; Haut-Atlas au sud : 19 ; Ahmar à l'ouest : 16. Quelques uns d'entre les acteurs de la place sont originaires de villes plus éloignées, mais il ne s'agit là que d'une infime minorité : Casablanca : 08 ; Meknès : 03 ; Salé : 01.

Certaines activités attirent encore de nombreuses personnes, attestant de leur vitalité et de leur audience auprès du public : charmeurs de serpent, acrobates, Gnaoua¹⁰, chanteurs et musiciens reprenant des répertoires modernes de la chanson marocaine, mais cela n'est nullement le cas pour d'autres activités pourtant emblématiques de la place Jemaa El Fna, comme celle des conteurs dont le nombre décroît et la moyenne d'âge ne cesse d'augmenter. Une enquête¹¹ réalisée sur la place Jemaa El Fna, en 2006, révélait derrière la diversité des activités d'animation sur la place, qu'à l'exception des restaurateurs et des herboristes, tous étaient insatisfaits à la fois de leurs revenus et des mesures prises ces dernières années par les autorités et qui visent à réglementer leur emplacement¹² et du même coup à exercer un contrôle sur leurs pratiques.

La majorité des personnes interrogées (70 % de celles qui animent une halqa) considèrent que la désignation d'un emplacement fixe n'a d'autre objectif que de restreindre leur liberté de mouvement, pour protéger le touriste d'un harcèlement éventuel (propos tenus essentiellement par les acrobates et les Gnaoua). En réalité, d'après eux, cette gestion autoritaire de la place a surtout pour effet, d'entraver le libre exercice de leur métier, générant frustrations, perte de la qualité de leurs animations et aussi et surtout baisse effective de leurs revenus.

Les revenus déclarés par les personnes interrogées s'élèvent en moyenne à 1500 dirhams par mois (150 € environ). Ces revenus augmentent d'autant plus que les

⁸ Halqa : cercle de spectateurs qui délimite le périmètre dans lequel se déroule le spectacle, par extension le spectacle ou l'animation qui s'y déroule.

⁹ Mairie ou Préfecture ?

¹⁰ Membres d'une confrérie issue du métissage d'un fonds culturel sub-saharien porté par les descendants d'anciens esclaves et des traits de la culture musulmane mystique.

¹¹ Enquête réalisée dans le cadre de « L'étude des profils sociologiques des acteurs de la place Jemaa El Fna », menée par Ahmed Skounti et Ouidad Tebbaa en 2006, dans le cadre du programme *Revitalisation et Revalorisation de la Place Jemaa El Fna*, mis en œuvre par le Bureau de l'Unesco à Rabat et le ministère marocain de la Culture grâce à un financement du Fonds-en-dépôt du Japon auprès de l'Unesco.

¹² En effet, depuis quelques années, chaque personne autorisée à exercer a sur la place un emplacement désigné. Cela vaut pour les commerçants les plus en vue comme pour les cirqueurs de chaussure.

activités proposées sont plus attractives pour les touristes. À titre d'exemple, certaines tatoueuses de henné prétendent gagner des revenus allant jusqu'à 10 000 dirhams. Il est vrai qu'elles couplent, pour certaines et de leur propre aveu, cette activité avec une autre, moins licite, la prostitution. Le tourisme joue ici un rôle décisif non seulement dans la détermination des revenus moyens de chacun mais également dans le degré de satisfaction qu'il éprouve à exercer son métier.

À l'inverse, les personnes qui ne peuvent, pour une raison ou une autre, accéder à un public de touristes étrangers, considèrent leur activité sur la Place comme un pis-aller, un cache misère. C'est particulièrement le cas des conteurs dans leur majorité absolue. Cette insatisfaction génère le refus de transmettre, voire le désir croissant de ne plus pratiquer. Le conte, jadis considéré comme l'emblème de la place, est à l'évidence aujourd'hui le parent pauvre de Jemaa El Fna¹³.

3.1 La disparition de certaines pratiques

Hier figures de proue de la halqa, les conteurs ne sont plus aujourd'hui qu'une poignée : 7 peuvent encore exercer leur métier et leur âge varie de 50 à 75 ans. Confinés à la périphérie de la place, ils n'exercent plus leur métier que par intermittence, dans des conditions telles que leur charisme ne leur est plus d'aucun secours, car il ne s'agit plus de parfaire l'expression pour convaincre le public, mais d'élever la voix par dessus le vacarme ambiant pour se faire entendre ! Il est vrai que cette place qu'ils haïssent parfois au point de ne plus désirer y revenir, n'est plus à même de leur assurer le minimum de subsistance vitale. Elles profitent à d'autres activités plus lucratives car plus faciles d'accès pour le touriste étranger ! Nulle barrière de la langue pour l'acrobate ou le charmeur de serpent.

Au dénuement matériel des conteurs s'ajoute donc un dénuement moral. Non seulement ils vivent dans la plus grande précarité, avec un revenu parfois inférieur à 30 dirhams par jour, mais le mépris dont ils sont l'objet fait qu'ils se sentent étrangers à leur propre univers, dépossédés de cette Place dont ils étaient autrefois les maîtres grâce à la magie du verbe. C'est pourquoi, depuis quelques années, ils ont renoncé à cela même qui fonde leur survie et la perpétuation de leur art : la transmission de leur savoir. Car la transmission n'est jamais gratuite, au sens pécuniaire comme au sens moral. Et le fil de la transmission peut se rompre, quand elle n'offre plus de perspectives d'avenir.

La place Jemaa El Fna est « *belia*¹⁴ », affirment les conteurs et quand le cercle de la halqa se brise, les frustrations s'aiguisent et la vie rattrape celui qui sut, le temps d'un spectacle, la suspendre au fil de sa parole. Ainsi, à l'heure où la culture orale acquiert un statut social officiel, une crédibilité internationale, elle connaît la désaffection la plus grande puisque la chaîne de maître à disciple qui reliait la vieille génération à la nouvelle s'est comme brisée. Les réticences et

¹³ Il n'est pas rare d'entendre certains, dans le cadre de débats sur le devenir des conteurs, suggérer que de jeunes conteurs proposent des contes dans des langues étrangères (anglais, français, espagnol) sur la place afin d'intéresser le touriste souvent exclu du cercle du conte par le fait qu'il ne comprend pas la lingua franca de la place, l'arabe marocain ou la *darja*. Mais que fera-t-on de la transmission et de la langue qui en est le véhicule ? Car, inversement, le public local ne maîtrisant pas les langues étrangères se verra exclu du spectacle. Sauf à encourager une double pratique : celle qui se transmet en marocain et celle qui a pour véhicule les langues étrangères !

¹⁴ Ce terme en arabe marocain signifie l'addiction.

même l'aversion avec laquelle les conteurs de la place Jemaa El Fna envisagent aujourd'hui que leurs enfants puissent leur succéder en dit long sur la valeur qu'ils confèrent à leur art et surtout celle que la société lui confère. Reproduisant le mépris dans lequel leurs propres pères tenaient leurs vocations naissantes, ils interdisent aujourd'hui à leurs enfants de se rendre sur la place, qu'ils perçoivent, à leur tour, comme un lieu de perte.

3.2. Appauvrissement et travestissement de certaines pratiques

La situation des acrobates ou des charmeurs de serpent est certes moins dramatique que celle des conteurs. Leur spectacle, moins austère, plus visuel requiert moins d'effort de la part du spectateur et il attire par conséquent un grand nombre de touristes étrangers. Leurs revenus en sont d'autant plus substantiels (ils varient parfois du simple au double par rapport à ceux des conteurs). C'est la raison pour laquelle, le fil de la transmission s'y maintient vivace, malgré l'évolution actuelle qui bouleverse pour une large part les schémas de transmission traditionnels.

Mais les charmeurs de serpent de Jemaa El Fna, encore nombreux, unis par des liens de sang qui maintiennent à la fois la cohérence et la solidarité des groupes, sont aujourd'hui confrontés à un autre écueil majeur : les jeunes ne sont plus ou à tout le moins ne se sentent plus capables de maîtriser l'art de chasser le serpent car ils jugent cette pratique trop périlleuse. Seule une poignée de leurs aînés s'en charge encore aujourd'hui. Cette situation ne manque pas d'influer de manière décisive sur leur activité puisque la pénurie de serpents met un terme à toute velléité de vivre le rituel des Aïssaoua¹⁵ dans son intégralité. D'autant que le rite est aujourd'hui en contradiction flagrante avec le souci moderne de protection des animaux et qu'il leur impose de ne plus avoir recours publiquement à des pratiques ancestrales considérées par nombre de touristes, comme choquantes ou intolérables.

Dans ce cas précis, l'écueil dans le processus de transmission induit des modifications profondes dans les modalités du rite et peut donc à terme appauvrir ce dernier. Du propre aveu des Aïssaoua eux-mêmes, la menace la plus immédiate consiste dans la folklorisation de leurs pratiques et leur transformation en un simple spectacle de divertissement pour touristes de passage ! Ainsi, malgré l'appât du gain, les Aïssaoua, surtout ceux dont la moyenne d'âge est supérieure à la quarantaine, n'appréhendent pas sans crainte un afflux plus important de touristes.

Si les pratiques séculaires se déploient entre mort lente (le conte) et dégénérescence progressive (Aïssaoua, Gnaoua), qu'en est-il des activités nouvelles sur la place ?

L'émergence de nouvelles pratiques en conformité avec le développement du tourisme

Dans le cadre de deux enquêtes réalisées en 2007 par Kaoutar Tayaa¹⁶, sur un échantillon de 80 tatoueuses de henné qui exercent leur métier à Jemaa El Fna

¹⁵ Nom de la confrérie des charmeurs de serpent. Elle se rattache à Sidi El Hadi Ben Aïssa, saint-patron de la ville de Meknès.

¹⁶ Cette étudiante a présenté un projet de fin d'études en Tourisme sur la *Préservation du patrimoine oral de la place Jemaa El Fna. Les tatoueuses au henné*. Ce travail a été soutenu en juin 2007, sous la direction

et de 100 touristes qui ont visité la place, il s'avère que sur un total de 5 nationalités au moins (marocaine, française, espagnole, allemande, américaine et autres), les activités les plus prisées par les touristes interrogés sont les tatouages de henné (55 %), les danses (20 %) et la restauration (15 %). La *halqa* ne vient que loin derrière, avec 5 %.

Activité générée par le tourisme pour une large part bien que s'enracinant dans des traditions familiales anciennes, le tatouage au henné occupe donc la première place au vu des résultats de cette enquête. Qu'elles bénéficient d'un emplacement fixe ou mobile, que leur activité ait ou non l'aval des autorités, 80 femmes exercent aujourd'hui sur la place cette activité lucrative au regard d'autres métiers plus traditionnels : 50 % d'entre elles ont un revenu journalier qui varie entre 150 et 250 dirhams par jour. 25 % des tatoueuses ont même un revenu supplémentaire d'une autre activité (quatre d'entre elles se déclarent, dans cette enquête, ouvertement prostituées et leur nombre est sans doute plus important).

Mais il apparaît, en même temps, que l'activité la plus en vogue sur la place est aussi celle qui dévoile le plus crûment la vulnérabilité des acteurs de la place. L'enquête sur les tatoueuses révèle en effet derrière la manne du tourisme et ce qu'elle génère comme revenus, une situation d'extrême détresse tant matérielle que morale et affective. En effet, il apparaît que 50 % de ces femmes sont veuves ou divorcées, voire mères célibataires, que la majorité d'entre elles a un enfant et plus. Toutes sans exception entretiennent des personnes et 70 % ont à leur charge au moins 3 individus !

Sur une place où les démunis et les laissés pour compte sont nombreux, leur vulnérabilité semble plus grande encore du fait que ce sont des femmes et qu'elles sont victimes d'un ostracisme aggravé car, ne nous y trompons pas, la morale courante réproche tous les acteurs de Jemaa El Fna mais plus particulièrement celles qui ont osé braver le tabou et s'exposer sur le lieu de la subversion, de la perte – Jemaa El Fna – alors même qu'il était traditionnellement réservé aux hommes !

4. CONCLUSION : QUEL DEVENIR POUR LA PLACE JEMAA EL FNA, ENTRE PAUVRETÉ ET FOLKLORISATION ?

Si la place Jemaa El Fna fait partie du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, cette reconnaissance internationale ne doit pas faire oublier l'ostracisme et le dénuement dont les acteurs de la place, dans leur grande majorité, sont encore aujourd'hui victimes. Car, derrière cette reconnaissance, il n'y a nulle gloire à escompter, nul horizon prometteur à scruter. Toujours dépourvus de couverture médicale, de retraite, de statut véritable, en somme de droits sociaux, ceux qui animent Jemaa El Fna, nuit et jour, vivent ce paradoxe étrange d'être à la fois considérés comme des parias et des trésors humains vivants !

La sollicitude excessive dont ils sont aujourd'hui l'objet n'a d'égal que notre indifférence effective à leur sort. C'est pourquoi, même à l'heure de la

reconnaissance de leur talent et du désir de sauvegarde de ce patrimoine dont ils sont les précieux dépositaires, ils demeurent, dans le dénuement qui est le leur, le mépris ou la suspicion dont ils sont affublés, les laisser pour compte d'une société qui reste indifférente au sort d'un pan fondamental de son imaginaire et de son rapport au monde : celui qu'elle a développé au fil des siècles à travers l'oralité et qu'une histoire multiséculaire faite de transmissions, de filiations, d'initiations a acheminé jusqu'à nous.

C'est tout le devenir de la place et de son patrimoine qui est donc aujourd'hui en jeu et le tourisme loin d'être une panacée a sans doute largement contribué, entre dénuement et appât du gain, à un appauvrissement des rites et une folklorisation des pratiques. Car ce qui s'observe aujourd'hui à Jemaa El Fna, entre disparition de pratiques ancestrales et dévoiement de nombre d'entre elles, s'est généralisé de façon insidieuse à l'échelle de toute la ville de Marrakech. Au Festival national des arts populaires de Marrakech¹⁷ pendant des décennies et plus récemment de manière encore plus folklorique, *Chez Ali*¹⁸ ou à la Ménara¹⁹, le patrimoine immatériel sommé de répondre aux exigences du tourisme se dénature : soit que les contraintes scéniques imposent la répétition sclérosée des mêmes gestes qui en annihilent le sens ou que les contraintes horaires du spectacle « formaté » pour le besoins des circonstances imposent des coupes arbitraires dans les chants ou les danses, soit que le désir pressant de séduire le public conduise inévitablement à un travestissement des formes et à une confusion des genres. Le cas de *Chez Ali* est à cet égard éloquent : ce restaurant qui accueille des centaines de touristes propose un dîner spectacle où les références culturelles berbères rurales vidées de leur substance se mêlent à celles d'un Orient « réinventé » par « l'Orient » où Aladin, son tapis et sa lampe merveilleuse semblent tout droit sortis de *Disney Land* !

À un moindre degré mais tous les jours, les acrobates, les Gnaoua ou d'autres acteurs de la Place se produisent dans les hôtels et les restaurants prisés par les touristes. Et ce qu'ils gagnent dans cette activité parallèle, en termes d'amélioration de leurs revenus, ils le perdent dans la maîtrise et l'exécution de leurs pratiques ancestrales.

Mais si rien ne garantit à l'heure actuelle le maintien des rites ou des pratiques dans leur intégralité, si les oublis, les écueils, les ruptures sont nombreuses, comment pérenniser, malgré tout, le processus de transmission ?

En fait, la pérennité de Jemaa El Fna passe par deux préalables essentiels et impératifs : la sensibilisation du public à cette culture discréditée et de plus en plus méconnue et la réhabilitation, y compris par des procédés d'apprentissage formel, de nombre de pratiques considérées aujourd'hui par les plus jeunes comme désuètes et archaïques. La mise en place d'un système qui garantit un minimum de droits sociaux aux acteurs et à leurs apprentis peut également être une mesure salutaire. Il n'y a qu'ainsi que l'on peut susciter la naissance de

¹⁷ *Le Festival des arts populaires de Marrakech (FNAP)*, a été initié par l'État en 1965. Il perdure encore aujourd'hui.

¹⁸ *Chez Ali* : restaurant qui est l'un des hauts du tourisme de masse à Marrakech et où est proposé dans le sillage du repas un spectacle haut en couleur, mettant en scène traditions berbères et références aux Mille et Une Nuits.

¹⁹ Ménara : jardin historique de Marrakech qui remonte au XI^e siècle avec son pavillon du XIX^e siècle où fut aménagé pendant quelques années au début des années 2000, un spectacle de sons et lumières mettant en scène l'histoire de la ville et du pays, largement revisitée et interprétée.

nouvelles vocations. Car, seul l'avènement de nouvelles générations de conteurs, de jongleurs, d'acrobates, de musiciens, de chanteurs désireux de nourrir des savoir-faire passés mais aussi de s'ouvrir au présent et à l'avenir, peut véritablement garantir la pérennité d'un tel patrimoine. À défaut d'une transmission directe, immédiate et pérenne toute cette culture encore vivante sera réduite, comme le souligne l'écrivain Juan Goytisolo, à l'état de « fossile » qui n'intéressera plus que les historiens et les conservateurs de musées.

RÉFÉRENCES

- CLIFFORD, James, 2007, *Expositions, patrimoine et réappropriations mémorielles en Alaska*, in Octave Debray & Laurier Turgeon, *Objets et mémoires*, Paris, Éditions de la MSH et Québec, Presses de l'Université de Laval, pp. 91-125.
- KURZAC-SOUALI, Anne-Claire, 2006, *Les Médinas marocaines : une requalification sélective. Élités, patrimoine et mondialisation*, thèse de doctorat, Institut de géographie, Paris IV Sorbonne, 2006, 483 pages.
- LETURCQ, Jean-Gabriel, 2008, *La Question des restitutions d'œuvres d'art : différentiels maghrébins*, in *L'Année du Maghreb*, dossier : *La Fabrique de la mémoire*, Paris, Éditions du CNRS, pp. 79-97.
- MOQADEM, Hamid, 2001, *Place Jemaa El Fna. Traditions orales populaires de Marrakech*, Marrakech Publications de l'Association place Jemaa El Fna Patrimoine Oral de l'humanité.
- TEBBAA Ouidad, EL FAIZ Mohamed et NADIM Hassan, 2003, *Jemaâ el Fna, Casablanca*, La Croisée des Chemins & Paris-Méditerranée, Paris.
- SKOUNTI Ahmed, 2005, *Le Patrimoine culturel immatériel au Maroc. Promotion et valorisation des Trésors humains vivants*, étude réalisée pour l'Unesco, Bureau multi-pays de Rabat. Inédit.
- SKOUNTI, Ahmed, 2008, *The Authentic Illusion. The Intangible cultural Heritage of Humanity, the Moroccan experience*, in Laurajane Smith & Natsuko Akagawa, *Intangible Heritage*, London, Routledge, pp. 74-92.
- SKOUNTI A. et O. TEBBAA, 2006, *La Place Jemaa El Fna, patrimoine culturel immatériel de Marrakech, du Maroc et de l'humanité*, Rabat, Publications de l'Unesco, Bureau multi-pays de Rabat.
- TAYAA, Kaoutar, 2007, *Préservation du patrimoine oral de la Place Jemaâ El Fna. Les tatoueuses au henné*, faculté des Lettres et des Sciences humaines, université Cadi Ayyad, Marrakech.

À QUI PROFITE LE TOURISME À MARRAKECH ?

Rachida SAIGH BOUSTA

École doctorale Internationale du Tourisme, université Cadi Ayyad, Marrakech

INTRODUCTION

Dans le contexte économique marocain, le contrat programme 2010 a mis en œuvre de multiples projets dans la perspective d'atteindre 10 millions de touristes en 2010. Aussi, de grands chantiers ont-ils été mis en œuvre pour atteindre ces objectifs prévisionnels dont la finalité demeure bien entendu le développement du pays et, pourquoi pas, la création de synergies pour réduire la pauvreté à travers – entre autres – la création d'emplois.

Cependant, le chercheur est en droit de se poser un certain nombre de questions quant aux moyens mis à contribution, pour permettre d'atteindre ces objectifs. Autrement dit, dans la posture qui est la nôtre, il importe d'étudier les modalités de mise en œuvre des programmes du secteur du tourisme tels qu'ils sont conduits à travers divers chantiers, et plus spécialement d'analyser leur potentiel à réduire la pauvreté.

En d'autres termes, les activités économiques qui se déploient à travers les programmes relatifs au secteur du tourisme sont-elles de nature à promouvoir et améliorer le revenu aussi bien des personnes qui œuvrent dans le secteur que celles qui gravitent autour ? Par voie de conséquence, les conditions de vie des plus démunis dans le contexte marocain peuvent-elles être améliorées par les effets qu'entraînent les multiples projets touristiques engagés ?

Nombre de questions demeurent posées et suscitent réflexion. Au moment où les grandes destinations (notamment les villes dites impériales) explosent et que l'extension des structures touristiques se fait de plus en plus sur le compte du paysage rural, les nouvelles communautés qui se trouvent impliquées ont-elles été préparées aux avancées urbanistiques qui grignotent leurs territoires et, du même coup de pioche, entament un mode de vie séculaire ?

Plus grave encore, quelle est la place et le rôle impartis aux moins nantis dans ces énormes chantiers, outre les basses besognes sans qualification, les fonctions ingrates qui leurs reviennent invariablement de droit ?

Le souci de lutter contre la pauvreté est aujourd'hui partagé par la plupart des États. Car, comme le clame Francesco Frangialli, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, la pauvreté ne s'analyse pas simplement

comme une insuffisance de revenus¹. La pauvreté draine dans son sillage tout un ensemble de réalités amères et douloureuses.

De surcroît, la pauvreté crée des situations et des rapports complexes, fortement intriqués qui interagissent et génèrent certains désordres dans la société. Si la pauvreté est coiffée par le chômage, l'analphabétisme ou la déscolarisation, elle alimente également la dégradation de l'environnement, l'ignorance qui appauvrit les cultures, notamment celles « exposées » à la séduction et la provocation de l'argent... Parmi les « parures » de la pauvreté, les déficits sanitaires sont en première loge. Mais le plus insidieux est la décrépitude qui se traduit le mépris de soi, l'indifférence ou la marginalité, en passant par toutes les formes de dérives possibles.

Certes le tourisme est reconnu aujourd'hui comme un secteur représentant une multitude d'activités économiques avec un potentiel très grand de diversification et de créativité. Il rassemble des conditions économiques, sociales et culturelles susceptibles de créer une dynamique de production d'une grande envergure.

De plus en plus, « le tourisme s'analyse comme une activité à forte intensité de main d'œuvre ». Dans le cas du Maroc, les retombées sont loin d'être négligeables puisqu'une telle activité économique a des implications directes sur de nombreux secteurs : l'artisanat, l'agriculture, l'industrie, le bâtiment... dans toutes leurs déclinaisons. Nécessairement, il génère de l'emploi. Il présente également l'insigne avantage de drainer des devises.

Face à ces atouts avérés, il reste à savoir comment mettre à contribution le tourisme pour réduire la pauvreté et non pour creuser les écarts entre ceux qui en tirent les bénéfices conséquents et ceux qui en sont les courroies de transmission, sacrifiées pour le rendement du capital des grandes chaînes hôtelières ou les investisseurs de tout acabit, investisseurs souvent peu scrupuleux et dédaigneux à l'égard d'une main d'œuvre facile et bon marché ! Comment donc exploiter les apports du tourisme pour mieux cerner la pauvreté et l'éradiquer ?

Il est évident que c'est au moyen d'un processus de développement durable que le tourisme peut générer une plus value au bénéfice des ressources humaines. Lorsqu'on parle de développement durable, il importe de le saisir au moins dans ses trois dimensions : environnementales, sociales et culturelles.

En effet, dans une perspective de développement durable, la notion de durabilité est en étroite interaction avec les problématiques de l'environnement, les implications directes sur le social et les effets certains sur le domaine économique. Il est donc impératif d'établir une adéquation entre le développement du tourisme et celui des ressources humaines qui sont le pilier de ce secteur de service.

1. DÉVELOPPEMENT DU TOURISME ET SITUATION DES RESSOURCES HUMAINES

Il est certain que la mise en œuvre d'un programme de développement du secteur tel que la « Vision 2010 » draine dans son sillage de nombreux projets touristiques avec des capitaux conséquents. Mais il faut également rappeler que

¹ Discours prononcé à Marseille en septembre 2003 lors de la Conférence inaugurale du Forum international « Tourisme solidaire et développement durable ».

cette vision stipule que les pratiques du tourisme soient révisées à la hausse, notamment par un alignement sur les standards internationaux. En conséquence, les ressources humaines devraient naturellement y trouver leur place et en tirer les meilleurs bénéfices aussi bien en termes d'accompagnement qu'en ce qui concerne l'amélioration du niveau de vie.

Rappelons également que le véritable capital de la profession, ce ne sont pas seulement les biens, certes indispensables dans un grand nombre de sous secteurs, mais les femmes et les hommes qui revalorisent ou dévaluent un métier de service. C'est leur potentiel d'appropriation de leur société et leur capacité d'adhésion à leur environnement professionnel qui déterminent leur engagement et leur pouvoir de propulser l'entreprise en avant et donc son développement effectif, son succès et sa pérennité.

D'autre part, si on prend en considération le fait que les besoins en recrutement dépassent de loin le potentiel humain existant, on pourrait théoriquement en déduire qu'il peut y avoir une véritable surenchère sur les ressources humaines.

Enfin, sachant qu'aujourd'hui la rareté de ressources humaines qualifiées dans le secteur entraîne une pratique de débauchage largement généralisée, on pourrait penser que le personnel du secteur touristique devient une denrée rare, ce qui pourrait lui permettre d'améliorer de manière notable ses revenus.

Or dans la réalité, les choses se passent tout à fait autrement comme peuvent en témoigner les cahiers de l'Observatoire du tourisme, et notamment son étude portant sur « Adéquation Formation – Emploi dans le secteur de l'hôtellerie pour la période 2007-2010².

L'analyse des caractéristiques du personnel du secteur touristique livre quelques vérités sur l'environnement professionnel et la part du « gâteau » qui revient aux employés.

D'abord, il est à noter que plus de 75 % des effectifs se recrutent dans la catégorie « employé » par distinction des agents de maîtrise et des cadres mieux logés dans l'entreprise. D'autre part, plus de 50 %³ des RH sont soit analphabètes soit ont un niveau de formation élémentaire. L'essentiel des effectifs dans le secteur de l'hôtellerie se recrute dans des métiers peu rémunérateurs tels que l'entretien, la maintenance, la sécurité, l'hébergement (employés d'étage), la restauration (serveurs, personnel de nettoyage, agent de restauration...). Les postes qualifiés dans ces secteurs sont très peu nombreux.

La moyenne d'âge (37 ans) très élevée s'explique souvent par le souci de recruter une catégorie ayant certes de l'expérience, mais également des personnes relativement dociles et « rangées », appartenant à une génération moins exigeante que les jeunes qui sont moins malléables. Ainsi, les hôteliers cherchent à trouver sur le marché de l'emploi des personnes déjà qualifiées et expérimentées, ce qui n'est pas en faveur de l'amélioration des plans de carrière.

Ainsi, les jeunes diplômés, lauréats des Instituts de tourisme, au lieu de se faire recruter avec la perspective d'acquérir la compétence sur le terrain (par le tutorat, le parrainage ou le transfert des compétences) demeurent dans une

² Cahiers de l'Observatoire, n° 3, mars 2008, in www.observatoiredu tourisme.ma

³ Ibid.

situation d'instabilité. D'où une grande vulnérabilité, qui entame leurs motivations, sans oublier des expériences décevantes, et un statut souvent aléatoire.

Par ailleurs, la profession, telle qu'elle est pratiquée, demeure largement renfermée sur elle-même dans la mesure où elle ne permet aucune ouverture pour apporter des changements et des perspectives de carrière en faveur des masses occupant souvent des fonctions peu gratifiantes.

En effet, de nombreux éléments sont à l'origine de cette situation, entre autres :

Par rapport à la nature de la profession et les habitudes des professionnels :

- La profession recrute massivement des personnes qui travaillent dans les métiers supports, et qui demeurent d'éternels subalternes sacrifiés : entretien, maintenance, buanderie, sécurité, ménage... ;
- les métiers du tourisme puisent leurs ressources humaines essentiellement dans les populations pauvres.

Du côté des jeunes :

- Les profils issus de la formation hôtelière représentent seulement 25 % des effectifs (étude ministère du Tourisme, Observatoire, citée plus haut) ;
- les bas salaires pratiqués ne stimulent nullement les jeunes diplômés qui aspirent à l'ascension sociale et vont chercher à se faire recruter ailleurs ;
- pour les jeunes, l'absence de visibilité du projet de carrière ne leur permet nullement de se projeter dans l'avenir.

Du côté patrons des structures hôtelières :

- L'absence d'un référentiel exigible des salaires en rapport avec les métiers est patent ; ce qui autorise tous les abus de nombre d'employeurs ;
- la nomenclature des postes n'est pas toujours en adéquation avec la réalité du poste en question. D'autre part, l'absence de descriptif des tâches peut permettre un usage abusif dont l'employé fait les frais, et qui, faute de réclamer ses droits, subit les conséquences de la précarité de cet emploi ;
- les horaires de travail extensibles à loisir sans pour autant qu'une indemnisation appropriée soit attribuée pour compenser les heures supplémentaires ;
- de nombreux hôteliers préfèrent recruter des personnes formées sur le tas plutôt que d'embaucher des diplômés qui peuvent se révéler plus exigeants et moins malléables ;
- le secteur connaît une pratique abusive de travailleurs saisonniers, en particulier l'éternel saisonnier (saisonnier depuis plusieurs années qu'on peut retrouver dans des entreprises touristiques de grande envergure) ;
- le personnel non déclaré ;
- le sort des stagiaires de plus en plus exploités sans compensation aucune ;
- le peu ou l'absence de formation en cours de carrière dans un secteur où on recrute souvent sans formation. Il s'agit également d'une profession où les exigences évoluent sans arrêt et nécessitent une mise à niveau des employés ;

– la généralisation de la pratique de l’externalisation de certains métiers, pratique qui sert aussi à mieux contourner les impératifs de la législation et facilitent certaines formes de licenciement...

Du côté des grands groupes acteurs et promoteurs :

La forte concurrence des Tarifs des TO tire les tarifs vers le bas, ce qui se répercute sur les salaires, mais également sur les conditions de travail et les Contrats à Durée Déterminée qui sont l’un des freins de la gestion des carrières ;

En conséquence, on assiste – entre autre – à la pratique de recrutements avec expatriation, notamment en Espagne, au Canada, et dans les pays du Golfe. Les candidats pour un visa pour l’étranger et un salaire en euros sont de plus en plus nombreux, d’autant que les sociétés hôtelières étrangères sont fortement demandeuses d’employés marocains avec d’ailleurs la bénédiction de l’État marocain qui a pourtant investi des coûts conséquents pour la formation des partants.

En somme, on ne le dira jamais assez, que le secteur puise ses ressources humaines essentiellement dans les populations pauvres, sans que celles-ci puissent tirer profit du développement économique exceptionnel de la profession, ni bénéficier d’avantages particuliers.

2. LES SYSTEMES DE PRESSION ET LEURS IMPACTS

Par ailleurs, le tourisme est incontestablement consommateur d’espaces, de produits et de cultures, ce qui est assurément un moyen efficace pour stimuler l’économie tout en créant de l’emploi. Mais cela ne va pas sans générer des contraintes conséquentes. En effet, nous retrouvons dans le contexte marocain un bon nombre d’éléments dénoncés par le Code mondial d’éthique du tourisme, adopté par l’OMT en 1999. Ces éléments concernent – entre autres :

- Une forte pression sur des espaces vulnérables tels que les quartiers traditionnels ou l’espace rural qui subissent les assauts du capital ;
- certains déséquilibres de la biodiversité peuvent se manifester par la surcharge de sites vulnérables, surtout si ces derniers n’ont pas vocation à se prêter à l’exploitation touristique ce qui est le cas -entre autres. de la médina de Marrakech. Le déséquilibre peut affecter également l’orientation des systèmes de production et dénaturer les modèles traditionnels. Il ne manque pas alors de se répercuter au niveau des modes de vie (ce qui peut par exemple initier ou stimuler l’exode rural ; dans d’autre cas cela peut exhorter les autochtones à vendre leurs biens, cas de la Médina). Ces déséquilibres se traduisent également par la surenchère sur les terrains à vocation agricole...ce qui appauvrit encore plus les pauvres qui, désormais, voient l’accès à la propriété définitivement refusé ;
- sachant que les besoins en eau dans une ville comme Marrakech posent des problèmes fondamentaux, comment peut-on multiplier les golfs, les résidences avec « lagon », les « plages rouges », les « aqua-parcs », les piscines individuelles qui sont devenues une mode... Qui paye la facture en dernier lieu si ce n’est le paysan qui voit la nappe phréatique s’appauvrir et les terres autrefois cultivables présenter leur face craquelée ? Et à quel prix l’autochtone aux revenus modestes va-t-il payer sa facture en eau dans un avenir proche qui, de

l'avis des experts, est loin d'être aussi serein que l'annoncent les vrais bénéficiaires du système ? Il est certain que l'insuffisance des ressources en eau porte atteinte en premier lieu à l'équilibre des populations autochtones, et surtout les moins nantis ;

– toutes ces manifestations vont générer à leur tour une forte pression qui affecte – et dans de nombreux cas – dénature les sites culturels. Dans certaines situations, le préjudice franchit les limites de l'irréversible, notamment lorsque ces infiltrations insidieuses atteignent les couches les plus fragiles de la population sans que celles-ci puissent les identifier, ni s'en prémunir d'une quelconque manière ;

– le tourisme expose également les personnes fragiles, notamment celles qui sont les plus démunies, parents pauvres de la locomotive dudit développement, qui peuvent succomber à toutes sortes de tentations. Il est naturel que chacun essaie de trouver une place dans le système de production des richesses, mais à quel prix ? C'est ainsi que des jeunes se trouvent sacrifiés sur l'autel du tourisme sexuel par exemple qui les capture dans leur ignorance, leur vulnérabilité, leur rêve et leur impatience d'ascension sociale. Ce fléau concerne aussi bien la prostitution plus ou moins déguisée et hétérosexuelle que l'homosexualité (la pédophilie n'étant pas absolument exclue même si elle n'est pas la principale incriminée) ;

– dans certains cas, l'exploitation du travail des enfants pour les besoins de la productivité est un autre revers douloureux de la médaille. En effet, dans le contexte de la mondialisation, le fléau de l'exploitation de l'enfant sera de plus en plus stimulé et exaspéré par les exigences de la compétitivité. L'enfance est ainsi sacrifiée dans le secteur de l'artisanat pour les besoins de la rentabilité. Même si le phénomène n'atteint pas des proportions et une masse critique au Maroc, il n'en reste pas moins qu'il continue à représenter une tentation pour les familles démunies, une attraction qui fait grossir les rangs des enfants déscolarisés, et une bouée de sauvetage pour les maîtres-artisans, eux-mêmes directement ou indirectement exploités ou sous pression des teneurs des macro structures qui dominent les marchés et obstruent les filières.

La gangrène la plus pernicieuse est certainement celle qui ronge en silence le patrimoine immatériel et menace les richesses que représentent les traditions locales. En effet, celles-ci sont devenues aujourd'hui un capital inestimable lorsqu'il est exploité à bon escient et draine un tourisme durable, solidaire ou simplement intelligent et respectueux des cultures. Ce capital est omniprésent dans la Médina de Marrakech et dans les zones rurales. Et les menaces qui pèsent sur lui génèrent indirectement de la pauvreté dans la mesure où les espaces concernés, une fois vidés de l'humus païen et de la saveur des spécificités autochtones, seront désertés par le tourisme qui leur apportait la plus value dont certaines populations ont tant besoin.

L'exploitation du patrimoine immatériel de manière sauvage se traduit par un appauvrissement culturel : standardisation, reformatage de la culture pour la rendre accessible à l'étranger, industrialisation des produits culturels, folklorisation abusive, exploitation anarchique du sacré et du profane...

Dans toutes les situations, le Maroc connaît une surenchère sur les produits de première consommation. En conséquence, le niveau de vie a tendance à galoper

à un rythme nettement plus élevé que les revenus des autochtones, ce qui constitue une entrave, voire un véritable handicap au développement effectif des personnes concernées.

En conclusion, le rôle de l'État comme celui des institutions sont indispensables dans la mesure où ils peuvent :

- protéger et soutenir les populations exposées par une législation adaptée qui leur attribue des droits économiques (réglementation des salaires, droits du travail...), sociaux (protection des cultures) et environnementaux (préservation des ressources naturelles et de la biodiversité...) qui les mettent à l'abri de toute exploitation sauvage. La lutte contre la pauvreté prend son élan d'abord dans une plateforme de lois conformes aux besoins des populations ;
- mettre en œuvre des projets pilote articulés sur le principe du développement durable, le tourisme solidaire équitable, l'écotourisme ;
- initier, renforcer et encourager les projets avec l'habitant ou basés sur son implication directe ;
- contrôler et gérer autant que possible les impacts indésirables du tourisme sur les sites et les populations fragiles (Médina, espace rural...) ;
- suivre et analyser les retombées du tourisme au niveau économique, social et l'environnemental.

TOURISME RURAL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS L'UTP¹ LA VALLÉE DE CRISUL REPEDE DES MONTS APUSENI

Rodica PETREA

*Professor, University of Oradea, Department of Geography, Tourism and Territorial Planning,
Str. Universitatii, nr. 1, 410087, Oradea, Romania, e-mail : petrearodica@yahoo.fr*

Luminita FILIMON

*Lecturer, University of Oradea, Department of Geography, Tourism and Territorial Planning,
Str. Universitatii, nr. 1, 410087, Oradea, Romania, e-mail : palelumi@yahoo.com*

Angela MARUSCA

*PhD student, University of Oradea, Department of Geography, Tourism and Territorial Planning,
Str. Universitatii, nr. 1, 410087, Oradea, Romania, e-mail : angelamarusca@yahoo.com*

Le contexte de la recherche :

L'étude fait partie d'un projet de recherche sur le thème « Étude de planification territoriale destinée à la reconversion et à l'aménagement d'UTP La vallée de Crisul Repede dans le contexte du développement durable », réalisée par une équipe de recherche du laboratoire Centre d'études et analyses territoriales, à l'université d'Oradea pendant le période de septembre 2007 à août 2010.

L'axe méthodologique central de ce projet de recherche est représenté par l'analyse du territoire en tant que composante bivalente du développement territorial, d'un côté par ses ressources comme éléments-support du développement et de l'autre côté par ses restrictions imposées vis-à-vis de certaines activités.

La question centrale de cette étude :

Est-il possible que le tourisme devienne une alternative durable de la reconversion territoriale de cet espace ?

La méthodologie :

L'étude comprend deux parties : la réalisation d'un diagnostic synthétique du territoire ayant comme but d'identifier les meilleures voies de reconversion économique de cet espace et l'évaluation du rôle potentiel du tourisme dans son développement territorial durable. Pour la réalisation du diagnostic, on a utilisé

¹ Territorial Planning Unit/Unité territoriale de planification.

des indicateurs généraux de la situation socio-économique qui reflètent le degré de vieillissement démographique, les disponibilités en force de travail, le dynamisme économique : le poids de la population âgée dans la population totale, le poids de la population active dans la population totale, le taux de chômage, le nombre d'agents économiques. La superposition de ces indicateurs nous a permis de mettre en évidence les zones le plus en difficulté, pour lesquelles l'assistance dans le processus de la reconversion est impérative. La deuxième partie de l'étude utilise des méthodes de travail et des indicateurs qui reflètent l'état actuel du tourisme dans l'espace analysé : l'identification des facteurs qui conditionnent le développement du tourisme, l'identification des ressources touristiques naturelles et anthropiques, l'analyse de l'infrastructure (la capacité d'accueil), l'identification des obstacles et des perspectives du tourisme dans cet espace.

Keywords : The Apuseni Mountains, UTP Crisul Repede Valley, rural tourism, sustainable development

1. INTRODUCTION : LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL EN ROUMANIE ; LES UNITÉS TERRITORIALES DE PLANIFICATION (UTP)

Les unités territoriales de planification sont des instruments de planification territoriale créés en Roumanie afin de répondre à la nécessité d'adaptation aux exigences de l'Union européenne et la réalisation des stratégies de développement territorial équilibré, par l'association volontaire des plusieurs collectivités territoriales locales dans le but d'avoir de nouvelles structures administratives et managériales de coopération intercommunale, plus efficaces dans l'absorption des fonds structurels.

Les UTP comprennent des groupements de territoires administratifs (communes ou villes) qui ont des caractéristiques communes, des relations de coopération et des intérêts communs, étant synonymes avec NUTS 4² ou LAU 1³. Au sein de ces groupements les communautés locales planifient en commun leur développement à travers des projets concrets, dans une approche de bas vers le haut, du niveau local vers les niveaux territoriaux supérieurs, départemental et régional.

Au niveau européen, les associations des collectivités territoriales locales, afin de mettre en place des projets de développement en commun, ont créé les structures intercommunales, les « intercommunalités », très différentes en fonction de leurs caractéristiques, nombre d'habitants, période de création etc.

En Roumanie, ces nouvelles formes de coopération territoriale sont au début de leur développement. Pour la région nord-ouest, dont le département de Bihor fait partie et par conséquent notre territoire d'étude, 41 territoires de type UTP sont nés suite au découpage qui a eu lieu en 2005.

Étant très nouvelles pour la Roumanie, elles ne fonctionnent pas vraiment encore. Dans chaque UTP, un pôle de développement a été établi, en général l'équivalent d'un centre urbain avec un rôle de coordination de développement local, ou de moteur du développement, à cause de son influence sur le territoire.

² *The Nomenclature of Territorial Units for Statistics in Europe.*

³ *Local Administrative Units in Europe.*

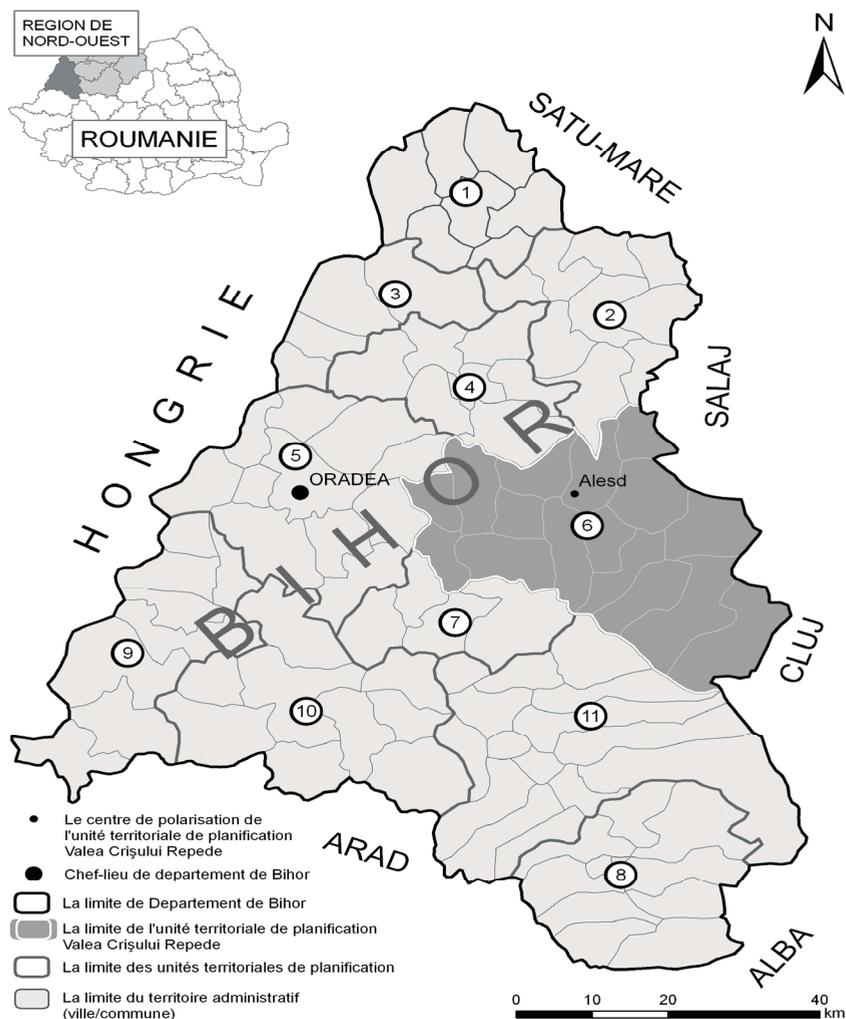


Fig.1. Le contexte territorial de l'UTP La Vallée de Crisul Repede (1. UTP Valea lui Mihai ; 2. UTP Marghita ; 3. UTP Sacuieni ; 4. UTP Salard ; 5. La Zone Metropolitaine Oradea ; 6, UTP La Vallee de Crisul Repede ; 7. UTP Ceica ; 8. UTP Stei-Nucet-Vascau ; 9. UTP Salonta ; 10. UTP Tinca ; 11. UTP Le Pays de Beius.)

2. LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL DE L'UTP LA VALLÉE DE CRISUL REPEDE

L'UTP La vallée de Crisul Repede est l'une des 11 UTP établies sur le territoire du département de Bihor, superposée du point de vue géographique sur quelques unités de relief du Monts Apuseni : la dépression Vad-Borod, les monts Plopis, les monts Padurea Craiului.

Du point de vue de l'organisation administrative territoriale, le territoire analysé couvre 15 communes (Bulz, Borod, Bratca, Şuncuiuş, Auşeu, Vadu Crişului,

Măgești, Aștileu, Lugașu de Jos, Jețchea, Vîrciorog, Tileagd, Săcădat, Copăcel, Șinteu), polarisées autour d'un centre urbain ayant le rôle de pôle de développement : Alesd. Situé à 39 km d'Oradea (la ville chef-lieu de Département de Bihor), Alesd bénéficie d'une position géographique favorable, car il est situé dans le Couloir du Crisul Repede, sur l'axe routier et ferroviaire vers Cluj-Napoca qui relie l'ouest et le centre de la Roumanie, avec des bonnes possibilités de connexion avec le reste du pays. Du point de vue démographique, il fait partie de la catégorie de petites villes, avec une population de 10705 habitants (recensement du 2002). Son développement économique et son affirmation en tant que centre de polarisation ont été aussi influencés par sa position géographique, bénéficiant de l'essor économique après l'ouverture de la voie ferrée Oradea-Cluj. Par la suite, Alesd a été déclarée ville en 1968. La situation économique et sociale actuelle de cet espace est tributaire des événements socio-économiques qui se sont déroulés en Roumanie au XIX^e siècle et, notamment, les mutations générées par le communisme et par la chute du régime communiste en 1989. La population totale de l'UTP, d'après les données du dernier recensement en 2002, était de 61 797 habitants. La tendance d'évolution démographique atteste une diminution du nombre d'habitants, conditionnée par divers facteurs, surtout économiques. Le processus de vieillissement démographique est très avancé et généralisé à tout le territoire analysé, le poids de la population âgée par rapport à la population totale étant de 16,3 %. Avec un pourcentage de 9,6 % population âgée, Alesd est la seule localité située sous le seuil de vieillissement démographique (plus de 12 % population âgée). Un processus de vieillissement démographique avancé caractérise les communes situées dans la proximité des montagnes (Varciorog, Copacel) qui ont perdu la population jeune et la commune de Sacadat, proche d'Oradea, devenue attractive pour les retraités qui quittent Oradea. Du point de vue économique, le régime communiste donna la priorité à l'industrialisation et notamment à l'industrie lourde (industrie extractive, centrales électriques, mécanique etc.). Dans ce contexte, pendant la période du communisme, plusieurs unités économiques fonctionnaient dans cet espace, notamment l'industrie extractive et des matériaux de construction (ciment, chaux, produits réfractaires) représentée par l'entreprise Refractara Astileu qui produisait des briques, l'entreprise de ciment de Chistag, l'entreprise pour le lavage du bauxite de Chistag, l'usine du meuble de Alesd, l'usine du verre de Padurea Neagra, l'hydrocentrale de Astileu, l'entreprise minière qui exploitait la bauxite de Calatea, Zece Hotare, Varciorog, les carrières de calcaire de Pestera et Subpiatra, la carrière d'argile à Sucuius etc. Après la chute du communisme, l'adaptation de ces unités économiques aux rigueurs du marché concurrentiel a été très lourde et difficile, créant beaucoup de problèmes sociaux connexes. En fait, les entreprises étaient, à cette époque, surdimensionnées et fondamentalement inefficentes. L'industrie ne répondait pas suffisamment aux besoins des marchés occidentaux étant caractérisée par des structures surdimensionnées, d'actifs obsolètes, de qualifications de la main-d'œuvre dépassées et de coûts de production élevés. Quelques entreprises ont fermé définitivement leurs portes : l'entreprise pour le lavage du bauxite de Chistag, la fabrique du meuble à Alesd, la fabrique qui produisait des plaques de l'amiante à Alesd, la fabrique du verre de Padurea Neagra, l'entreprise minière qui exploitait la bauxite de Calatea, Zece Hotare, Varciorog, la carrière d'argile de Suncuius. D'autres entreprises sont devenues après quelques années, compétitives à l'échelle européenne, grâce aux investisseurs étrangers comme Lafarge, Holcim, notamment l'entreprise de ciment de Chistag. D'autres investisseurs ont fait

également leur apparition dans le territoire, notamment dans l'industrie de chaussures et textiles.

Les conséquences de la reconversion économique difficile de ce territoire sont illustrées aussi par le taux du chômage assez élevé et par le nombre d'agents économiques au niveau des communes. Le taux de chômage sur l'ensemble du territoire était en 2005 de 10 %, en dessus de la moyenne du Département de Bihor (6,7 %). Il faut préciser le fait qu'une grande partie de la force de travail roumaine est partie à l'étranger, où les conditions de travail et les salaires sont plus attractifs. Les communes avec le taux du chômage le plus élevé sont celles dans lesquelles les entreprises communistes ont cessé leur activité : Suncuius, Alesd. Un taux de chômage moins élevé, mais avec un degré très avancé de vieillissement démographique se retrouve dans les communes situées dans les montagnes ou dans leurs proximités : Varciorog et Copacel, mais seulement parce que la force de travail a quitté ces communes sans perspective. L'analyse du nombre d'agents économiques par commune, met en évidence les progrès des espaces dans la voie de la reconversion économique. Le rôle de pôle économique bien évident, revient toujours à Alesd. Il est suivi par les communes assez dynamiques du point de vue économique, avec une bonne position géographique sur l'axe de circulation européenne (Bors, à la douane)-Oradea-Cluj ou dans sa proximité : Tileagd, Bratca, Aștileu, Borod, Lugașu de Jos. À l'opposé, les communes plus isolées dans l'espace montagneux ou dans sa proximité n'ont presque aucune activité économique : Șinteu, Vârciorog, Copăcel.

Superposant les indicateurs et analyses, on peut conclure sur le fait que, les meilleures possibilités de reconversion économique se trouvent dans les communes situées dans le lit de la dépression, dans la proximité des réseaux de circulation et les plus désavantagées sont les communes de montagne, avec un vieillissement démographique avancé et une force de travail insuffisante pour développer des activités économiques. Pour ces communes, le tourisme pourrait constituer l'une des plus durables et des plus réalisables options de développement territorial.

3. LE TOURISME COMME ALTERNATIVE DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DANS L'UTP LA VALLÉE DE CRISUL REPEDE

Dans les dernières décennies, la politique du développement régional de L'Union Européenne et les politiques nationales des états membres ont encouragé le développement du tourisme dans les espaces ruraux, en tenant compte des effets et des implications sociales positives du celui-là. En Roumanie, le rôle que pourrait jouer le tourisme dans le développement territorial est très important. Ces mutations récentes ainsi que les dernières nouveautés en terme de possibilités de loisir, peuvent constituer le principal argument pour le futur du territoire analysé comme destination pour le tourisme rural. La transformation des localités rurales en destinations touristiques est possible, dans le temps, avec deux scénarios possibles : à l'initiative des groupes d'intervention et des investisseurs qui développent des infrastructures et des attractions touristiques qui vont attirer les touristes ou spontanément, comme résultat de la découverte du patrimoine de cet espace par les visiteurs qui vont stimuler par leur demande la mise en place des infrastructures d'accueil pour les touristes.

3.1. Les facteurs favorables au développement du tourisme rural dans l'UTP La Vallée de Crisul Repede

Les facteurs qui favorisent le développement du tourisme dans l'espace étudié sont :

- la position géographique favorable, facilement accessible, soit par les aéroports internationaux de Cluj-Napoca et Oradea, soit sur l'axe routière européenne E60 ou l'axe ferroviaire (Budapest, en Hongrie)-Oradea-Cluj ;
- le potentiel touristique naturel attractif, due a la prédominance du relief montagneux avec des attractivités diverses (le défile de Crisul Repede, le relief karstique du mont Padurea Craiului, les barrages de Lesu, Lugasu de Jos et Tileagd) et les paysages naturels originaux, pittoresques et bien conservés (les monts Plopis) ;
- le potentiel touristique anthropique important, donné par le milieu rural authentique, avec les villages traditionnels, répandues également dans les montagnes, les collines et le lit de dépression), la conservation des anciennes éléments de civilisation rurale et leur permanence dans la vie quotidienne des habitants aussi que les attractivités folkloriques (l'architecture populaire, les savoir-faire locaux, le folklore, les costumes traditionnels, les habitudes locales etc.) ;
- la multitude d'activités touristiques qui peuvent être pratiquées dans cet espace : la randonnée, le cyclisme, l'équitation, la pêche, le kayak, le rafting, l'escalade, le spéléotourisme etc.

L'offre touristique peut être complétée par d'autres éléments spécifiques :

- l'accueil roumain avec des influences latines ;
- les habitudes qui caractérisent les grandes fêtes religieuses chrétiennes orthodoxes ;
- la consommation des aliments frais, écologiques qui provient des foyers locaux, à des prix accessibles ;
- la possibilité de faire des « cures de fruits » et d'autres produits de la forêt ;
- la possibilité de pratiquer la thérapie occupationnelle et de s'initier aux secrets de la médecine traditionnelle roumaine ;
- la possibilité d'intégrer des communautés rurales authentiques et d'en découvrir l'atmosphère et les spécificités au quotidien ;
- la diversité ethnique et les bonnes relations entre les ethnies (Roumains, Magyars, Tsiganes, Slovaques, Allemands).

3.2 La situation actuelle du tourisme rural dans l'UTP Valea Crisului Repede

L'espace du nord-ouest des Montagnes Apuseni possède un potentiel touristique tout particulier, mais encore modestement exploité. S'agissant des unités de relief plus basses, ce sont les interfluvies clames ou ondulés largement et ensoleillés qui dominent les permettant le développement des agglomérations dispersées permanentes. Même si elles ont des altitudes modestes, la lithologie

et la tectonique confèrent au relief une complexité et une attraction surprenante, en assurant en sorte un indice d'attraction élevée. L'absence du relief glaciaire est compensée par le développement à l'exo et endo karst (mes montagnes Padurea Craiului). L'humanisation intense explique la richesse des ressources touristiques de nature anthropique. Les objectifs anthropiques sont nombreux et variés : les ruines des châteaux, églises en bois, monastères, monuments historiques. On remarque également les zones ethnographiques rencontrées dans cet espace montagnard, chacune avec ses particularités folkloriques, traditions et coutumes. L'UTP Valea Crisului Repede dispose, en conséquence, d'un potentiel touristique d'une grande diversité, qui offre la possibilité de pratiquer plusieurs formes de tourisme, pendant toute la durée de l'année, le principal obstacle de la transformation de cet espace dans une destination touristique de succès étant l'état de l'infrastructure d'hébergement. Le modeste développement du tourisme rural s'explique par le fait que la filiale ANTREC⁴ n'ait été créée qu'en 2000, soit beaucoup plus tard que dans les départements limitrophes, par la réticence des autorités locales et des paysans, par le manque d'informations offertes aux paysans, etc. Malgré tout cela, en observant l'évolution du développement du tourisme rural, ces dernières années, on remarque une certaine accélération de ce développement. Dans les localités rurales de UTP Valea Crisului où les gîtes touristiques et agrotouristiques ont commencé à apparaître, on n'a pas réalisé d'investissements majeurs ni bénéficié de support consistant, par divers programmes ou projets, ce qui explique leur développement lent. Jusqu'à présent, les mesures législatives n'ont pas permis de stimuler le développement du tourisme. Les espaces d'hébergement du milieu rural de l'UTP s'encadrent, dans leur majorité, dans la catégorie des gîtes touristiques et agro-touristiques traditionnels. Il y a pourtant des espaces d'hébergement dans les campings, motels et hôtels. Les gîtes touristiques et agrotouristiques de la zone rurale sont des structures touristiques avec une capacité d'hébergement allant jusqu'à 20 chambres, fonctionnant dans les habitations des citoyens ou dans des bâtiments particulièrement aménagés, indépendants, qui offrent des espaces d'hébergement et de repas, et peuvent assurer une partie de l'alimentation des touristes avec des produits frais produits en interne.

Le nombre des unités d'hébergement de l'UTP est actuellement de 24 gîtes touristiques et agrotouristiques, 4 campings, 4 hôtels et 4 motels. La majorité des gîtes, particulièrement les gîtes agrotouristiques, ont connu un développement lent, sans support substantiel, raison pour laquelle ils ont des dotations modestes. La plupart des gîtes ont des dimensions moyennes, ce qui prouve que cette activité touristique n'est pas dans un stade avancé de développement et que, momentanément, elle crée seulement des revenus complémentaires aux habitants, par la mise en valeur au maximum des ressources propres de leur ménage, qui reste la principale source de revenus. Peu de gîtes n'obtiennent de revenus que de cette activité.

Parmi les gîtes existant, 18 sont classifiés et 6 ne sont pas classifiés. Dans le catalogue ANTREC, sont enregistrés 2 gîtes, même si, initialement, 13 gîtes faisaient partie de cette organisation. L'évolution du nombre de gîtes contenus dans l'ANTREC met en évidence le fait que beaucoup des gîtes classifiés dans ce réseau l'ont abandonné en cours de route, et ce pour divers motifs : pour se

⁴ Association nationale pour le tourisme naturel, écologique et culturel.

concentrer sur une clientèle fidèle et stable, pour échapper aux taxes et impôts, ou encore marquer son mécontentement face au soutien trop modeste des réseaux formels. Dans la plupart des cas, le réseau formel a été employé surtout pour faciliter la classification et pour se lancer dans l'activité. La majorité des gîtes sont à leur compte.

Des 24 gîtes existant en UTP, 20 (soit 83,3 %) sont des gîtes touristiques et seulement 4 (soit 16,6 %) des gîtes agrotouristiques. Les gîtes sont classifiés avec 1, 2 ou 3 marguerites. Seule une pension est classifiée avec 1 marguerite (soit 4,16 % du total des gîtes). Les petits gîtes (jusqu'à 5 chambres) représentent 37,5 % du total, les gîtes de taille moyenne (avec 6-10 chambres), 45,83 %, et les grands gîtes (avec plus de 10 chambres) 12,5 % du total des gîtes. La majorité des gîtes sont situés dans les zones touristiques consacrées : le Défilé Crisul Repede (Vadu Rosca, 2 gîtes ; Suncuius, 2 gîtes et 1 hôtel ; Bratca, 2 gîtes ; Balnaca, 1 pension ; Delureni, 1 pension) ; Valea Iadei (Remeti, 3 gîtes et 1 motel ; Bulz, 2 gîtes et 1 camping) ; le village de vacances Coada Lacului Lesu, 4 gîtes et 1 camping ; le village de vacances Padurea Neagra, 1 pension et 2 motels ; le plateau karstique Zece Hotare, 3 gîtes ; et l'arrêt touristique Pietra Craiului, 3 hôtels. On doit préciser aussi le fait que les gîtes touristiques et agro-touristiques de Suncuius, Vadu Crisului, Bratca, Balnaca, Delureni, Zece Hotare sont situées dans la zone minière défavorisée Borod-Suncuius-Vadu Crisului et bénéficient de certaines facilités qui avantagent aussi le développement du tourisme rural, pour une période de 10 ans à partir de l'année 1999, la plus importante étant l'exemption de l'impôt sur le profit.

3.3. Obstacles, contraintes et désavantages dans le développement du tourisme rural

Le tourisme rural est une activité complexe, qui s'appuie non seulement sur le ménage du paysan, mais aussi sur les vacances au milieu de la nature, déroulant des activités telles les excursions, cyclotourisme, équitation, chasse, pêche etc. L'image actuelle du village en tant que milieu de vie doit franchir certains obstacles et éloigner certains désavantages manifestés avec prépondérance dans les directions suivantes :

3.3.1. L'infrastructure

Dans toute la région, la valorisation des attractions touristiques est limitée en grande partie par la qualité de l'infrastructure, des services en général et des services d'hébergement et agrément, en particulier, tous ceux-ci se constituant comme des obstacles dans le développement du tourisme. La majorité des visiteurs étrangers arrivent en Roumanie par la voie terrestre. L'état déficitaire des routes est un obstacle majeur pour le développement du tourisme. Dans ce contexte, la réhabilitation, la modernisation et l'extension des réseaux routiers est essentielle, non pas seulement pour le tourisme, mais aussi pour le développement économique. Certaines dotations techniques éditaires augmentent le degré de confort et d'hygiène, sans conduire à l'urbanisation agressive de l'espace rural. La réalisation de cette demande devient une condition primordiale pour la création et le maintien d'un flux touristique constant qui assure l'amortissement des investissements et l'accumulation du profit. Le développement et la modernisation des transports, surtout par l'augmentation qualitative et quantitative des moyens de transport, des télécommunications, représentent une condition obligatoire pour le développement du tourisme dans cette zone.

En modernisant de manière radicale l'infrastructure, en général, et particulièrement les voies de circulation routière, des réseaux d'alimentation avec d'énergie électrique, eau et canalisation, on pourra promouvoir, outre l'agrotourisme, d'autres formes de tourisme : le tourisme curatif, en valorisant le bioclimat et les eaux minérales de Padurea Neagra, le tourisme scientifique en collaboration avec l'université de Oradea, le tourisme sportif, particulièrement le sport extrême (*rafting*, kayak, escalade, spéléotourisme, etc.).

3.3.2. Les ressources humaines

L'un des problèmes du tourisme dans cette zone est lié à la qualité de la force de travail dans le domaine touristique, respectivement la faible qualification en domaine. La majorité des propriétaires de gîtes touristiques de cette région, proviennent d'autres secteurs d'activité et n'ont pas une formation professionnelle adéquate pour faire face aux exigences du tourisme actuel. On constate la nécessité aiguë de qualifier et requalifier la force de travail de ce domaine d'activité.

3.3.3. L'environnement

Le développement du tourisme doit tenir compte des principes du développement durable, dans le sens de conserver et protéger le patrimoine naturel et culturel, mais aussi de réduire la pression anthropique sur l'environnement, inhérente dans les conditions de la pratique du tourisme à grande échelle. Le principal motif pour lequel les visiteurs choisissent les destinations touristiques rurales le représente le fait qu'ils désirent jouir de la qualité du paysage rural naturel, le maintien de la qualité de l'environnement étant une condition essentielle pour qu'un territoire soit attractif du point de vue touristiques. De ce point de vue, Valea Crisului Repede bénéficie, dans sa plus grande partie, d'un paysage naturel bien conservé et protégé de l'expansion urbaine.

3.3.4. Le manque de l'information et l'insuffisance des programmes stimulateurs pour les petits entrepreneurs

L'accès limité aux fonds européens causé par le manque d'information et des organismes qui offrent des services de consultance pour les potentiels investisseurs en vue de réaliser et d'implémenter des projets, qui conduisent au développement du tourisme dans la zone en cause, et qui offrent au touriste quelque chose en plus du point de vue de l'hébergement, de l'alimentation publique et de l'agrément, empêche le développement des certains paquets touristiques, qui auraient du succès sur le marché interne et international.

3.3.5. Le manque d'un brand et d'une stratégie de promotion de cet espace à destination touristique

La valorisation des ressources touristiques originales de cet espace permettrait la création de certains produits authentiques « de marque » (la céramique de Vadu Crisului, les couvertures de Bulz, etc.). Le perfectionnement des modalités de promotion qui est essentiel au présent, même si en apparence on constate un caractère plus diffus et des dimensions plus réduites des activités touristiques dans l'espace rural. Une stratégie initiale de marketing devrait inclure un programme agressif de publicité, par l'intermédiaire d'une page web, par la création d'une base de données et par la présentation continue d'informations, calendrier des événements, actualisations des produits et autres activités similaires, la pré-

sence des réclames dans les publications locales, régionales et nationales de tourisme, participation aux foires de tourisme de Roumanie et même de l'étranger. L'utilisation des systèmes IT & C est essentielle également à la promotion du tourisme contemporain, raison pour laquelle serait nécessaire la promotion des services touristiques sur l'internet, la création d'un réseau de centres d'information, l'utilisation des nouvelles technologies d'information touristique et marketing.

3.4. Opportunités et perspectives de développement du tourisme rural dans l'UTP Valea Crisului Repede

Après l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, les derniers règlements juridiques ont apporté des facilités accordées au développement du tourisme rural. Dans les conditions où le tourisme roumain doit s'aligner à la législation européenne, et la qualité des paquets de services touristiques doit augmenter, cette année on a légiféré la dénomination de « pension/gîte agro-touristique ».

Une opportunité pour le développement du tourisme rural dans la période 2007-2013, le représentent les fonds structurels, des sommes non remboursables importantes, qui peuvent être employées sous la forme des investissements directs dans l'infrastructure touristique, afin d'augmenter la qualité des services touristiques, pour la préparation et le perfectionnement du personnel du domaine, pour le développement des services d'agrément touristique, ainsi que pour la valorisation, la protection et la conservation du patrimoine touristique naturel.

Les ressources financières destinées au développement du tourisme sont allouées par l'intermédiaire de certains instruments financiers appelés Programmes Opérationnels. Dans le cadre du programme Opérationnel régional, le tourisme se trouve à l'axe prioritaire 3, « Développement du tourisme régional et local », qui a pour objet l'accélération de l'augmentation économique de toutes les régions, et particulièrement des régions peu développées et a en vue la valorisation des ressources touristiques existantes, ainsi que des ressources pas encore trouvées dans le circuit touristique (ressources touristiques historiques, culturelles, naturelles), la création de nouveaux emplois et l'augmentation des revenus provenant des activités touristiques, la création de nouvelles sources de revenu dans les zones isolées à potentiel touristique. La seconde opportunité de financement est représentée par le Programme opérationnel sectoriel « Augmentation de la compétitivité économique » au cadre duquel le tourisme se retrouve à l'axe prioritaire 5 « Roumanie – destination attractive pour le tourisme et les affaires », qui a en vue de soutenir l'augmentation de la compétitivité économique, par l'enrichissement de l'image de la Roumanie, par la promotion du tourisme roumain. L'axe 5 allouera des fonds pour deux domaines nationaux d'intervention majeures : promotion touristique et développement du réseau national de centres d'information et promotion touristique. Des fonds importants seront accordés aussi pour le développement du tourisme dans l'espace rural, par l'intermédiaire du Fonds européen agricole pour le développement rural. Par ce fond on va financer le Plan national stratégique de Développement rural, qui prévoit également le soutien du développement du tourisme rural.

CONCLUSIONS

Pour que le tourisme rural devienne une certitude dans l'UTV Valea Crisului Repede, se présentant comme une activité complexe, bien articulée, qui réponde de manière efficace à des besoins d'ordre économique, social, cultural et spirituel, on a besoin de tenir compte de quelques aspects dont la signification doit être intégrée dans le processus du développement, comme une garantie d'efficacité et de durabilité.

Le développement du tourisme ouvrirait de nouvelles perspectives pour la population de cette zone, permettant aussi la réduction du caractère saisonnier des emplois, par l'offre d'emplois tant dans l'industrie du tourisme, que par les opportunités qui s'ouvrent pour les firmes offrant des services, avec l'augmentation du nombre des visiteurs.

Actuellement, la principale difficulté consiste dans le manque d'organisations qui pourraient promouvoir le développement du tourisme, tant au niveau régional qu'au niveau local, problème qui peut être surmonté grâce à la création d'un bureau d'information touristique dans le pôle de développement de la zone, la ville d'Alsd. Les nombreux problèmes soulevés par les propriétaires de gîtes pourraient être résolus par leur réunion, dans une association touristique qui les représente et leur offre un appui, tant du point de vue administratif qu'au niveau de la promotion.

Sachant que la zone dispose d'un important potentiel touristique naturel et anthropique, bénéfique pour les divers types de tourisme, on considère que le tourisme peut devenir l'un des facteurs clé dans le processus de relance l'économique de l'UTP.

RÉFÉRENCES

1. COCEAN, P., (1997), *Geografia turismului românesc*, Editura Universității Ecologice, Deva ;
2. COCEAN, P., DEZSI, Șt., (2001), *Prospectare și geoinformare turistică*, Presa Universitară Clujeană, Cluj Napoca ;
3. COCEAN, P., VLĂSCEANU, Gh., NEGOIESCU, B., (2002), *Geografia generală a turismului*, Meteor Press, București ;
4. GLĂVAN, V., STOIAN. O., (1978), *Potențial turistic montan din România. Categori de potențial și priorități de valorificare în turism*, în vol. Studii de turism, vol II, Turism montan, București ;
5. MĂHĂRA, Gh. și colaboratorii (1999), *Potențialul turistic al bazinului hidrografic al Crișului Repede*, Editura Universității din Oradea, Oradea ;
6. PETREA, D., PETREA Rodica, (2000) *Turism rural*, Presa Universitară Clujeană, Cluj – Napoca ;
7. PETREA Rodica, (2004), *Turism rural în Munții Apuseni*, Editura Universității din Oradea, Oradea ;
8. POP, P. Gr. (2006), *Carpații și Subcarpații României*, Presa Clujeană, Cluj Napoca ;
9. www.fonduri-eu.com
10. www.antrec.ro
11. www.cotidianu.ro
12. www.listafirme.ro

TOURISME ET PAUVRETÉ : PROJET ET ATTENTES EN ÉRYTHRÉE

Fithawit WOLDEGHIORGHIS

*doctorante en Géographie en cotutelle,
La Sapienza, université de Rome – Paris I « Panthéon Sorbonne »*

1. INTRODUCTION

Pays situé dans la partie septentrionale de la corne d'Afrique, selon les données des Nations Unies et de la Banque Mondiale, l'Érythrée est l'un des pays les plus pauvres du Monde.

En dépit des décisions internationales et de la présence des Nations Unies en 2000, ses frontières méridionales sont encore occupées par les troupes éthiopiennes depuis 1998. Cela contribue à la perpétuation d'une « économie de guerre », depuis 10 ans, et à l'invariabilité des gouvernants depuis 15 ans.

La politique touristique de l'Érythrée est une feuille blanche sur laquelle les politiques ont tout à écrire. Sa mise en œuvre est et sera conditionnée par le contexte géopolitique et géoéconomique national, macro régional et international.

2. CADRE HISTORIQUE ET GÉOÉCONOMIQUE DE L'ÉRYTHRÉE

Colonie italienne de 1882 à 1941, l'Érythrée devient durant la seconde guerre mondiale protectorat des Nations Unies sous administration britannique. En 1952, l'État est fédéré à l'Éthiopie jusqu'en 1962 où il devient officiellement province de l'Éthiopie occupée par la force et finalement État libéré après la guerre qui se termine en 1991 avec la victoire du Front populaire de libération de l'Érythrée, d'inspiration marxiste.

Le référendum de 1993 proclame l'indépendance. Isayas Afeworki est élu président de la République par l'Assemblée constituante. La guerre se poursuit néanmoins depuis 1998. La Charte constitutionnelle de 1997 n'entre pas effectivement en vigueur et avec elle le système électoral multipartis.

Tab. 1 – L'Érythrée contemporaine : synthèse historique

Colonie Italienne	1882-1941
Protectorat des Nations Unies sous administration Britannique	1941-1952
État fédéré à la fédération Éthiopienne	1952-1962

Province d'Éthiopie occupée par la force	1962-1991
Victoire du FPLE et l'État est libéré	1991
Référendum proclame l'indépendance	1993
Guerre frontières avec l'Éthiopie	1998

2.1 L'espace géographique : au bout du Rif

Entre le Soudan (nord-ouest), l'Éthiopie (sud) et Djibouti (sud-est) l'Érythrée s'étend sur 124 320 kilomètres carrés. À l'est, le long de plus de 1 000 kilomètres de littoral, le pays donne sur la mer Rouge avec ses 350 îles. Autour de la péninsule de Buri et du port de Massawa, il y a l'archipel des îles Dahlak.

Le long de l'étroit couloir littoral, vers le sud, la dépression de l'Afar (Dancalie ou Danakil) est constituée par le déroulement tectonique de la mer Rouge vers l'ouverture du Grand Rif africain.

À l'intérieur, les hauts plateaux du centre et du nord s'élèvent à une hauteur moyenne de 2 000 mètres et la capitale Asmara se situe à 2 300 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Entre la capitale et le port de Massawa, l'une des villes les plus importantes, deux mille mètres d'altitude déclinent en l'espace d'une centaine de kilomètres en donnant lieu à des paysages et des variations climatiques extraordinaires.

Le long de la côte, aride et sableuse, et sur les îles Dahlak, le climat est très chaud ; les mois de juin à septembre sont très chauds (plus de 40 °C) alors qu'en hiver les températures descendent pour atteindre de 20 et 35 °C.

La dépression de l'Afar est connue pour ses conditions climatiques extrêmes, avec des températures qui dépassent les 50 °C.

Sur le haut plateau, le climat est tempéré, frais et humide, avec des variations minimales d'une saison à l'autre. Le mois le plus chaud est le mois de mai avec des températures à l'entour des 30 °C.

Dans les plaines du Sud-Ouest, le climat est très variable surtout du point de vue des précipitations. Celles-ci sont inconsistantes, au regard des longues périodes de sécheresse. Les fleuves ont un caractère saisonnier, à sec la plupart de l'année ils sont sujets à des inondations lors des pluies.

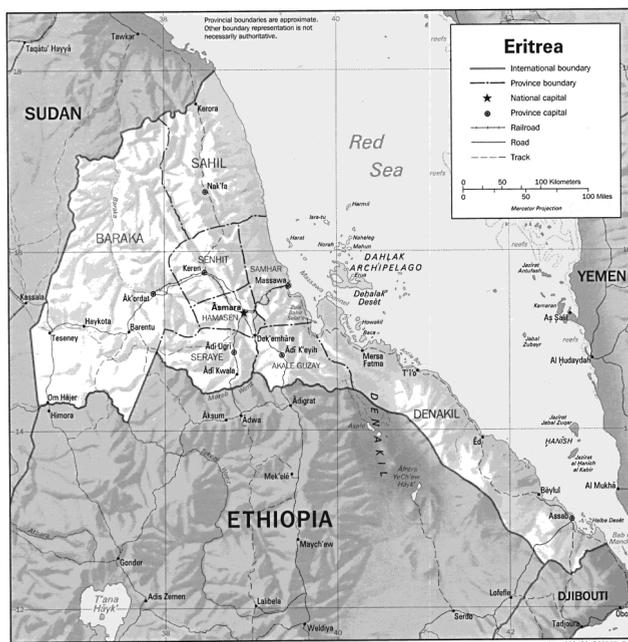
L'Érythrée est un pays multilinguistique et multiculturel, composé de neuf groupes ethniques (dont deux sont largement majoritaires) et de deux croyances religieuses principales : l'islam sunnite et le christianisme orthodoxe oriental.

Les langues officielles sont le tigrigna et l'arabe, mais l'anglais est la langue de l'enseignement officiel de toutes les matières à partir des classes secondaires (dans les 5 premières années on étudie la langue du groupe ethnique d'appartenance).

La population est de plus de 4,5 millions d'habitants (2005) et la capitale Asmara avec son demi-million d'habitants est la seule grande ville du pays.

Les six régions administratives sont ponctuées par des villes pas trop peuplées (la population urbaine est le 20 % du total) dont les principales sont : Keren (57.000 hab.), Asseb (28 000), Massawa (25 000), Afabet (25 000), Tesseny (25 000), Mendefera (25 000), Dekemare (20 000), Adi Kereh (15 000), Barentu (15 000), Ghinda (15 000).

Tab. 2 – L'Érythrée



Source : Perry-Castañeda Library Map Collection

2.2 L'économie érythréenne

L'Érythrée est un État récent et encore bouleversé. L'appareil statistique souffre encore de carences évidentes et les données sont peu nombreuses et peu fiables.

Dans cet article, des données aux provenances¹ et d'années différentes ont été confrontées entre elles, vérifiées et assemblées avec le plus de cohérence scientifique possible.

Le PNB de l'Érythrée en 2006 est de 900 millions de dollars environ, ce qui fait moins de 200 \$ par personne.

Le secteur primaire occupe environ 80 % de la population mais ne participe que pour 12 % au PNB.

L'industrie manufacturière qui s'était développée durant les années soixante-dix a connu un véritable échec et les industries recensées sont passées de 165 dans

¹ World Bank 2006, U.S. Department of State (December 2007), UNDP (2008), Ministry of information (2002), UNICEF (2006).

les années 1980 à 39 en 2000. Le secteur industriel produit ciment, verre, marbre et produits textiles, couvrant 25 % du PNB.

Le pays est riche en ressources naturelles pas encore exploitées : or, cuivre, fer, marbre, potassium et pétrole.

S'étant développé surtout dans les villes, le secteur des services joue un rôle décisif dans la formation du PNB, à hauteur de 63 %.

Les transferts d'argent de la diaspora sont décisifs : la Banque d'Érythrée estime un apport de presque 250 millions dollars en 1998 et environ 400 les années suivantes.

Tab. 3 – Érythrée : données géoéconomiques

PNB	900 millions \$
Population active	2 250 000
Population active par secteur	I 80 % II & III 20 %
Richesse par secteur	I 12 % II 25 % III 63 %
Importations	500 millions \$
Importations majeures	Nourriture Armements Energie Machines Technologies
Exportations	10 millions \$
Exportations majeures	Peaux Gomme arabique
Remises	32 % du PNB

La population active correspond à peu près la moitié de la population. Car presque la moitié de la population est âgée de moins de 15 ans.

Il s'agit bien évidemment d'une « économie de guerre » dans laquelle, depuis 1998, une partie de la population active, environ 10 %, est engagée dans l'armée et employée soit dans la défense nationale, soit dans le Plan de reconstruction nationale.

Le « Wefri Warsay Ykalo » est orienté vers la construction des infrastructures de transport, d'instruction et de santé indispensables. Apparemment, des premiers résultats sont constatés, parfois intéressants.

Les dépenses militaires dépassent 19,4 % du PNB estimé pour 2003 (*World Bank*). Outre la défense et le plan de reconstruction, elles incluent un soutien aux foyers des soldats, proportionnel à la composition des familles.

2.3 La pauvreté en Érythrée

Entre 1993 et 1995 environ 53 % de la population érythréenne vit au-dessous du seuil de pauvreté. Entre 2001 et 2003 ce pourcentage augmente et passe à 66 % à cause de la guerre et de la sécheresse de 2002.

Avec un revenu de moins de 200 Dollars par habitant, l'Érythrée est l'un des pays les plus pauvres du monde.

La pauvreté a toujours existé dans les campagnes exposées à l'irrégularité des précipitations. La guerre a contribué à l'augmentation de la pauvreté urbaine. Dans 30 % des familles la femme joue le rôle de chef.

Les migrations sont fortes soit vers les villes, en amplifiant le taux de marginalisation, soit vers l'extérieur (Amérique du Nord, Europe occidentale, Emirats arabes). Elles soutiennent une diaspora qui entre dans sa troisième génération en comptant plus d'un million de personnes.

Tab. 4 – Érythrée : données sur la population

Population	4 690 000 hab.
Densité de population	37 hab./km ²
Croissance annuelle	3,7 %
Population urbaine	20 %
Richesse par personne	> 200 \$
Espérance de vie	52 ans hommes 56 ans femmes
Mortalité infantile	48,5 ‰
Indice développement humain	0,444 (157 ^e)
Analphabétisme	39,5 %
Natalité	35,2 ‰
Fécondité	5,3

Dans les campagnes et dans les villes les familles pauvres dépendent de l'aide alimentaire qui est indispensable. En 2002, en bénéficiaient 800 000 personnes, parmi lesquelles 90 000 réfugiés érythréens au Soudan et 200 000 engagées dans l'armée sous le programme de démobilisation.

Ces données présentent les caractéristiques typiques des pays où le développement apparaît loin et difficile sinon impossible. Cependant, et en dépit de la guerre, certains facteurs politiques et sociaux agissent de façon positive.

Un réseau historique et complexe d'assistance réciproque entre les familles, les ethnies, les villages, les villes. Une politique de soutiens d'inspiration sociale dotée d'une certaine effectivité. Les transferts monétaires de la diaspora.

Tab. 5 – Comparaison macro régionale

	PNB Ab	Espérance de vie	Mortalité infantile
Afrique subsaharienne	828,7 \$	50,5	94,2
Érythrée	190 \$	57	47,8

Source : World Bank 2006.

Ces dynamiques sont indirectement perceptibles dans les statistiques. En faisant une comparaison avec les indicateurs de l'Afrique sub-saharienne, par exemple, le taux de mortalité infantile est inférieur presque de la moitié, l'espérance de vie à la naissance est bien plus élevée, l'indice de développement humain est à 0,44 à la 157 place mondiale.

Les standards de l'éducation et de la santé enregistrent des progrès.

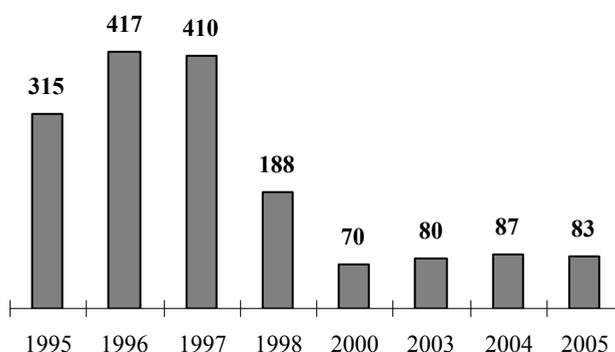
3. LE TOURISME EN ÉRYTHRÉE

Le tourisme en Érythrée est étroitement lié aux dynamiques politiques nationales et, surtout, internationales.

3.1 Quelques donnés

Le phénomène touristique augmente de 300 000 à 400 000 unités l'an entre le 1995 et la période 1996-1997. Depuis, il descend rapidement à 188 000 en 1998. Le nombre des arrivées a baissé de façon catastrophique avec la guerre de 1998. Les effets sont bien lisibles dans les statistiques.

Tab. 5 – Arrivées touristiques en Érythrée (en milliers par année)



Sources : Ministry of Tourism et WTO, Tourism Market Trends, 2006

En 1997 les touristes arrivaient surtout d'Éthiopie (275 534) et du continent africain en général. 12 000 européens et moins de 5 000 pour les Américains et Canadiens.

La guerre apporte avec elle un manque de données fiables. En 2005, presque 10 000 Européens et 5 000 Arabes entrent en Érythrée à des fins touristiques.

À l'intérieur du pays le tourisme reste le privilège d'une toute petite partie de la population. La mobilité en tous cas est intéressante et justifiée par le fonctionnement des réseaux familiaux.

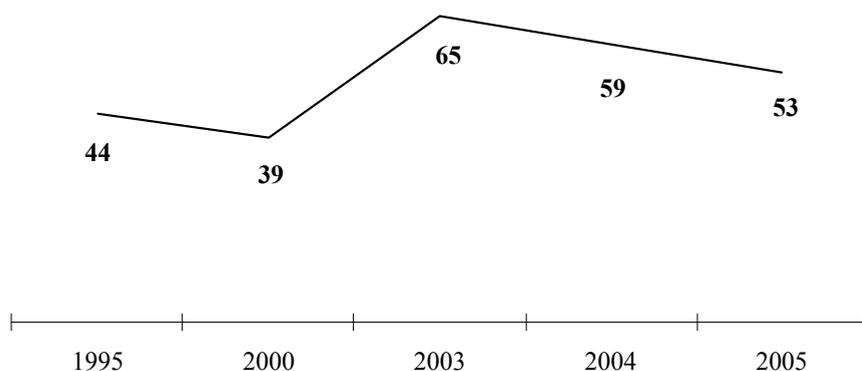
Festivals, mariages, funérailles, visites à des proches et des connaissances, obligation de l'État, voyages commerciaux font bouger les érythréens.

Selon les données du ministère du Tourisme d'Érythrée, presque 638 000 personnes se sont déplacées en 2005 pour de brèves vacances. Le ministère prévoit une croissance continue du phénomène touristique jusqu'à 1,5 million en 2020. Ce qui ne pourra qu'engendrer des bénéfices sur la totalité du système économique.

3.2 Quelques constats

Le développement touristique était et reste un projet du gouvernement. La création d'un ministère *ad hoc* en témoigne, ainsi que la mise en œuvre de formations à divers niveaux dans le but de développer ce secteur et par suite l'activité économique : jusqu'en 2006 l'État a formé 1 360 étudiants (pour la majeure partie des femmes). Mais également certains engagements internationaux (comme Asmara sur la liste indicative de Patrimoine mondial de l'Unesco) prouvent que le tourisme est l'objectif à atteindre du gouvernement et des acteurs locaux.

Tab. 6 – Revenus touristiques en Érythrée (en millions d'Euros, par an)



Source : WTO, Tourism Market Trends, 2006

En 2003, les revenus du tourisme contribuaient à hauteur de 11 % à la richesse nationale. L'inflation exceptionnelle explique le sursaut entre 1995 et 2003. Après 2003, la baisse des revenus du tourisme influe sensiblement sur le PNB et surtout sur l'attraction des monnaies fortes qui entrent dans le pays.

75 % des arrivées ont des motivations autres que les vacances ou les affaires (Calandra Turco 2007). En effet, sur la base de relevés personnels, les arrivées des dernières années se composent de membres de la diaspora internationale. Celle-ci représente un potentiel touristique non négligeable.

En termes d'infrastructures et de structures d'accueil, l'offre touristique ne peut que s'améliorer grâce au Plan de reconstruction national.

Une route littorale du Nord au Sud et un nouvel aéroport auprès de Massawa ont été bâtis. Les ports de Massawa et d'Asseb ont été restaurés ainsi que les routes internes. La formation du personnel est également importante.

En termes d'attractivité, l'offre Érythréenne se divise en trois éléments :

- Une offre balnéaire – sur la mer Rouge entre Massawa (qui s'apprête à devenir une zone de libre échange), la péninsule de Buri et les îles Dahlak, où se trouvent 8 villages très fréquentés par une clientèle arabe. Sur l'île majeure, l'île de Dahlak Kebir, des investissements étrangers sont actifs et des complexes touristiques sont en train d'être complétés.
- Une offre culturelle – Asmara dans la liste indicative de patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2005. Les autres villes disposent de vestiges culturels et entretiennent des liens très forts avec certains groupes ethniques (les Afar à Assab, les Kumana à Barentu, les Nara à Agordat).
- Une offre naturelle : avec un intérêt géologique (volcans, vallée du rif) et avec une richesse en terme de faune et de flore, soit à l'intérieur (désert, savane) soit le long des côtes de la mer Rouge.

Comme dans le cimetière des navires (plus de 80 navires de guerre, de pêche et de transport) auprès des Iles Dahlak qui à été transformé en excursion plongée guidée.

4. CONCLUSIONS

Sous plusieurs points de vue, le tourisme pourrait constituer une clef de lecture très intéressante des stratégies de développement économique et de consolidation géopolitique en Érythrée. Ces stratégies sont de toute évidence étroitement liées à la réduction de la pauvreté et au développement humain du pays. Des facteurs tels que la fin de la guerre et l'œuvre des organisations internationales sont, à ces fins, indispensables.

BIBLIOGRAPHIE

- FAO (1994), *Eritrea – Agricultural Sector Review and Project Identification Mission*, Rome.
- CALANDRA L. M., TURCO A. (2007), *Atlante del Turismo sostenibile in Africa*, Franco Angeli, Milano.
- MINISTRY OF AGRICULTURE (2002), *The national action programme for Eritrea to combat desertification and mitigate the effects of drought*, Asmara.
- MINISTRY OF INFORMATION (2002), *Eritrea a Country Handbook*, Asmara.
- MINISTRY OF TOURISM (1999), *National Tourism development plan 2000-2020*, Asmara.
- MINISTRY OF TOURISM (2002), *Tourisms Statistics Annual report 1995-2001*, Asmara.
- RONCALLI V. (1996), *Eritrea. Da Adulis all'indipendenza*, Roberto Chiaramonte, Torino
- SPINELLI G., (2006/2007) « Tourism for Peace Keeping : Lura in the Albanian Alps », in *Annali del Dipartimento di Studi Gececonomici Linguistici, Statistici, Storici, per l'Analisi Regionale*, Università di Roma "La Sapienza", Roma
- UNICEF (2008), *Statistics Country : Eritrea 2006*. [http :/.www.unicef.org/statistics](http://www.unicef.org/statistics)
- U.S. DEPARTMENT OF STATE (December 2007), *Bureau of African affairs*, www.state.gov
- UNDP (2008), *Houma Development Report 2007/2008*, 2007. www.undp.org
- Wb (2008), *World development indicators Country : Eritrea*. [http ://devdata.worldbank.org](http://devdata.worldbank.org).
- Wb (2008), *Data and statistics Country : Eritrea*. [http ://web.worldbank.org](http://web.worldbank.org).
- Wto (2008), *Tourism Market Trends*, 2006 Edition – Annex 4 -15 -20. www.world-tourism.org/facts/tmt.html
- Wto (2008), *World Tourism Barometer*, vol.1, Nr. June 2003. www.unwto.org/facts/eng/barometer.htm
- Wto (2008), *Tourism Vision 2020*. www.world-tourism.org/facts/eng/vision.htm

LE TONLE SAP AU CAMBODGE : VERS UNE EXPLOITATION TOURISTIQUE À TROIS VOIES ?

Sebastien PREUIL

Université Vauban, Versailles-Saint Quentin, France – sebpreuril@voila.fr

INTRODUCTION

Le Tonlé Sap, au Cambodge, le plus vaste lac d'Asie du Sud-Est s'avère être un véritable laboratoire d'étude touristique car il présente sur ce même espace à caractère lacustre plusieurs types de projets touristiques s'avérant plus ou moins durables, allant de la surexploitation ou la population ne profite guère des retombées économiques des visiteurs, avec le cas du village de Chong Kneas, à une exploitation qui tend vers un développement « raisonné » de l'activité touristique dans le village de Preak Toal. Entre ces deux cas de figure que tout semble opposer, nous observons un cas médian avec le village de Kompong Phluk.

1. LE PLUS GRAND LAC D'ASIE DU SUD EST : UN ESPACE LACUSTRE AUX CARACTÉRISTIQUES NATURELLES ET HUMAINES PROPRES

Le Tonlé Sap, dont le nom signifie « lac d'eau douce » en khmer, aussi connu sous l'appellation de « grand lac » se localise dans la partie nord-ouest du royaume du Cambodge à cheval sur plusieurs provinces dont celle de Siem Reap.

Ce lac est le plus grand de toute l'Asie du Sud-Est et fut de tous temps d'une importance majeure pour le peuple Khmer. La présence du site archéologique d'Angkor à quelques encablures de là, n'est pas fortuite. D'ailleurs, il est à noter que de nombreux bas reliefs du temple du Bayon (*cf.* photo 1) dans la citadelle d'Angkor Thom, représentent des scènes de vies lacustres (faunes et flores aquatiques, pêcheries, etc.) que l'on retrouve encore aujourd'hui.

1.1. Un phénomène hydrologique et un écosystème uniques

Le Tonlé Sap est unique car il est marqué par un phénomène de renversement du sens d'écoulement des eaux en saison des pluies. Ce phénomène entraîne l'extension de sa surface qui quadruple en fin de mousson, passant de 2 500 km² en saison sèche, pouvant aller jusqu'à 12 000 km² et donne naissance à l'écosystème unique de la forêt inondée, couvrant un espace ceinturant les eaux permanentes sur une distance de 7 à 40 kilomètres à l'intérieur des terres. Cette plaine inondable est la plus étendue de ce type en Asie.

Grâce en grande partie à ce phénomène hydrologique donnant naissance à un écosystème particulier, le Cambodge est le pays d'Asie du Sud-Est (malgré sa relative petite taille) à abriter le plus grand nombre d'oiseaux d'eau. À lui seul, le Tonlé Sap compte 120 espèces d'oiseaux aquatiques dont 16 menacées à l'échelle globale.

Contrairement aux autres espèces, la plupart des oiseaux d'eau vivants sur le lac ne migrent pas nord/sud mais en fonction des variations du niveau du lac. Leurs mouvements sont donc saisonniers : les oiseaux gagnent le lac lorsque les eaux se retirent et se regroupent en colonie de plusieurs espèces. À partir de juin, lorsque le niveau de l'eau monte, les colonies se dispersent et quittent progressivement le lac pour des retenues d'eau moins profondes du Cambodge et des pays voisins.

Le lac abrite également les eaux les plus poissonneuses au monde. Plus de 200 espèces de poissons y ont été identifiées, dont 80 sont régulièrement pêchées. La forêt inondée constitue un habitat et une source de nourriture vitale.

Au niveau des reptiles, il y a encore quelques dizaines d'années, le lac abritait de nombreux crocodiles, tortues et serpents sauvages aujourd'hui en nombre réduit à cause de l'activité humaine.

1.1.1. Un espace de vie adapté au milieu lacustre à la population vivant en majorité dans une très grande pauvreté

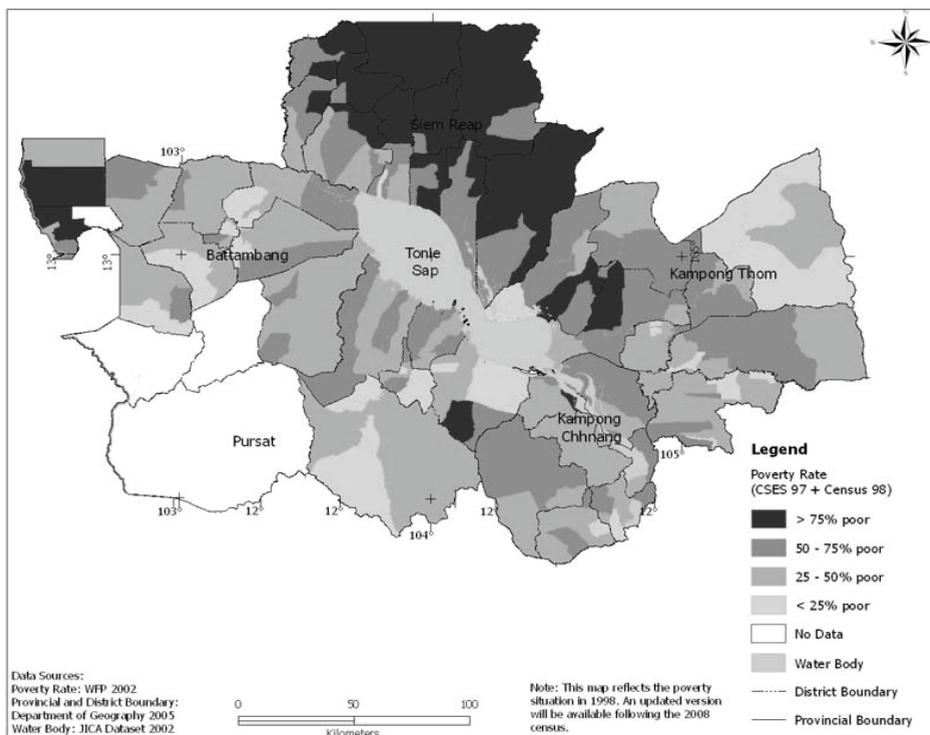
Le Tonlé Sap est également un lieu de vie pour de nombreux Cambodgiens. Près de 3 millions de personnes vivent sur le lac et dans ses plaines inondées, soit plus d'un quart de la population totale du Cambodge et dépendent directement des ressources du lac, dont le poisson fournit 70 % de leur apport protéinique.

La population croît rapidement et est en moyenne plus jeune que dans le reste du pays. Des Khmers en majorité bien sûr, mais aussi des Vietnamiens, des Chinois et des Chams vivent ensemble autour du Tonlé Sap.

On rencontre trois types d'habitations dans cette région, toutes adaptées au milieu lacustre et formant dans certains cas des villages flottants. Des maisons sur pilotis, faites en feuilles de palmiers ou en bois comme c'est le cas du village de Kampong Phluk, des maisons flottantes faites de bambou, souvent attachées ensemble mais déplacées au fil des saisons. Enfin Des maisons-bateaux, généralement habitées par les pêcheurs les plus pauvres.

Au niveau des activités économiques, La pêche et les activités qui y sont liées représentent bien sur la principale source de revenus pour les personnes habitants autour du lac. Exception faite de l'aquaculture qui ne doit pas être sous-estimée, la pêche sur le lac peut revêtir trois formes : la pêche commerciale ou industrielle, pratiquée sur des concessions (près de 80 % de la surface du lac), la pêche artisanale qui requiert l'obtention d'un permis, la pêche familiale pratiquée par les villageois. Des villageois qui vivent pour la grande majorité d'entre eux dans une très grande pauvreté.

Poverty Level



Carte pauvreté

Encore très rurale, les provinces autour du Tonlé Sap en particulier celle de Siem Reap sont parmi les plus pauvres du Cambodge, ce qui peut paraître contradictoire car cette dernière est la province du pays recevant le plus de devises grâce à la présence des temples d'Angkor. On peut en déduire que la grande majorité de la population ne profite pas de cette manne financière qui est engendrée par le tourisme.

2. UN ESPACE TRÈS MENACÉ, AUJOURD'HUI CLASSÉ RÉSERVE DE BIOSPHERE DE L'UNESCO

2.2. Une pression humaine non négligeable

La déforestation, par l'exploitation du bois et les défrichements agricoles, a fait des ravages sur le Tonlé Sap entraînant le recul de la forêt inondée qui serait passé de 1 million d'hectares dans les années soixante à 300 000 hectares trente ans plus tard. Par conséquent, les arbres ne peuvent plus servir de pépinière, ni de protection contre les tempêtes provoquant ainsi la disparition de la vie sauvage et l'envasement du lac.

La faune est sujette à d'autres menaces à cause de pratiques humaines trop prédatrices. De nombreuses espèces de poissons, oiseaux, tortues, serpents, crocodiles et mammifères vivant autour et dans le Tonlé Sap sont ainsi en voie de disparition. La capture en trop grand nombre de poissons et autres animaux pour la revente aux niveaux national et international empêche un renouvellement des générations. De plus, beaucoup de techniques de chasse et de pêche utilisées sont dangereuses pour les animaux et souvent illégales. Elles comprennent l'usage d'explosifs ou de produits chimiques, l'empoisonnement, la collecte abusive d'œufs et de jeunes oiseaux ou encore la mise en place de lignes munies d'hameçons au dessus de l'eau afin d'attraper les grands oiseaux d'eau.

La pollution de l'eau par le rejet d'ordures ou de produits chimiques menace également le Tonlé Sap. Cette pollution est néfaste aussi bien pour la faune du lac que pour l'homme qui est le dernier maillon de la chaîne alimentaire et voit son organisme bien plus altéré par la pollution par le phénomène de bioamplification.

2.2.2. Le Tonlé Sap : réserve de biosphère

Du fait des nombreux dangers qui menacent le Tonlé Sap, le label de réserve de biosphère reste peut être parmi les meilleurs moyens de préserver son extraordinaire richesse naturelle, mais aussi culturelle. Si l'homme avait été absent du lac, jamais le Tonlé Sap n'aurait été classé réserve de biosphère en octobre 1997, car la dimension humaine reste un élément majeur pris en compte dans la décision du classement. Cette dimension culturelle s'exprime entre autre par la célébration du renversement des eaux à travers plusieurs festivals, le savoir traditionnel lié aux ressources du lac et leur utilisation, le lien culturel et écologique avec Angkor.

Contrairement à un parc national, une réserve de biosphère est un espace protégé mais qui est aussi exploité par l'activité humaine. Afin de concilier les deux contraintes de protection et d'exploitation, le Tonlé Sap a été subdivisé en trois zones, plus ou moins restrictives au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'aire centrale. Les aires centrales au nombre de trois (en vert) sont strictement protégée et interdite à l'exploitation, la zone tampon (bleu) doit être gérée pour assurer un développement durable, la zone de transition (jaune) peut accepter des activités économiques mais en veillant à ne pas affecter les autres zones.

La réserve de biosphère comprend 170 villages lacustres pour un total de 80 000 habitants, dont les trois villages étudiés, pionniers dans le développement touristique et présentant des modes de gestion du tourisme différents :

Preak Toal est proche de l'une des zones ornithologiques de la réserve du même nom. Le tourisme y est géré par l'association Osmose qui privilégie l'écotourisme.

Chong Kneas, où l'afflux de touristes est lié à la proximité de Siem Reap. Le tourisme ne semble pas profiter aux populations locales.

Enfin Kompong Phluk, un village sur pilotis où le tourisme est organisé par un sous-comité écotouristique (20 personnes dont 50 % de femmes) dépendant du comité de pêche.

3. TROIS VILLAGES, TROIS MODES DE GESTION DU TOURISME DIFFÉRENTS

3.1. Le village de Preak Toal et Along Taour : pour une exploitation touristique raisonnée et durable ?

• Présentation du village

Le village de Preak Toal et Along Taour accolé à ce dernier existent probablement depuis la fin de XIX^e ou le début du XX^e siècle. Personne ne semble connaître leur date de création, même les anciens. Le village compte 929 familles, soit environ 4 000 habitants, dont le niveau de richesse se mesure au type d'habitat, maisons en bois peintes, maisons partiellement en bois non peintes, huttes de palmes et sampans.

Les habitations sont toutes flottantes sauf quatre bâtiments publics : le centre de santé, le temple des génies fonciers, l'école, la pagode et ses dépendances.

Toute l'économie et la vie sociale du village est basée sur le poisson et la pêche. 90 % des villageois sont des pêcheurs. Les activités dérivées les plus répandues sont l'étêtage, le fumage, le séchage et la saumure (*prahok*).

La pisciculture est pratiquée par les familles de classe moyenne ou aisée. Le résultat est fort aléatoire dû au manque de connaissances techniques (maladies, aliments...), un marché saturé provoquant l'effondrement des prix et un apport alimentaire irrégulier (les familles moins aisées ne capturent pas assez de petits poissons).

Enfin, plus de 5 000 crocodiles siamois sont élevés dans le village par 80 familles aisées. Autrefois très rentable, l'élevage de crocodile ne rapporte plus face à la concurrence du crocodile produit en Thaïlande qui présente une bien meilleure peau. Ainsi la plupart des villageois de Preak Toal élèvent des crocodiles sachant que peut être ils ne les vendront jamais.

• Le projet Osmose et la mise en place d'une approche multidisciplinaire à caractère durable

Osmose est une association à l'origine française loi 1901 à but non lucratif créée en 2001, mais auparavant engagée sur le Tonlé Sap depuis 1999. Elle est une ONG cambodgienne depuis 2007. C'est donc une initiative locale, née d'un coup de cœur pour un site naturel magnifique « Preak Toal » et la prise de conscience des menaces qu'il subit. Osmose est donc un projet de sensibilisation environnementale associant les priorités à court terme (sauver les colonies de l'extinction), une appropriation sur le long terme (éducation à l'environnement) et des incitations économiques (bénéfices directs ou indirects aux populations locales). Une approche intégrée (multi-disciplinaire) a donc été privilégiée avec pour idée centrale que les richesses naturelles de la zones de Preak Toal sont les meilleurs atouts pour le développement des villageois.

Cette approche multidisciplinaire est divisée en quatre volets : conservation, éducation, développement local et écotourisme. La conservation concerne le rétablissement de liens harmonieux entre les hommes et leur environnement naturel. En partenariat avec l'organisation internationale de protection de la faune (*Wildlife Conservation Society*) et le ministère de l'Environnement, le programme principal consiste en un programme de conservation des colonies d'oiseaux mena-

cées, en employant et en formant une équipe de 25 villageois de Preak Toal dont certains sont d'anciens collecteurs d'œufs et d'oisillons. Mettant leur connaissance de la forêt et de sa faune au service de sa sauvegarde. 17 plateformes d'observation leur permettent de veiller jour et nuit sur les colonies et d'effectuer des comptages réguliers. Depuis 2004, aucun incident de collecte n'a été observé, et les effectifs nicheurs récupèrent progressivement.

La dimension éducation est assurée par une sensibilisation à la fragilité de l'environnement, dont bénéficient à l'heure actuelle 1100 enfants. Des classes d'éveil à l'environnement et des sorties nature sont ainsi organisées (observation des oiseaux, connaissance des plantes, collecte de déchets).

• Vers la mise en place d'activité éco touristique

Osmose œuvre également à la valorisation du Tonlé Sap et de son écosystème par le biais d'un tourisme responsable et solidaire. L'ONG propose à des groupes restreints de visiteurs, de passer une journée dans la réserve avec possibilité de dormir dans un des villages flottants et de leur présenter les enjeux naturels et humains sur le lac et le projet. Les guides sont spécialisés et engagés dans le projet et sont pour beaucoup d'anciens braconniers reconvertis. Les retombées économiques de cette activité sont redistribuées de façon indirecte ou directe aux populations. À première vue, on observe une approche durable du tourisme, mais peut-on parler d'écotourisme pour autant ?

D'après la déclaration sur l'écotourisme du 22 mai 2002, il a été reconnu que l'écotourisme englobe les principes du tourisme durable en ce qui concerne les impacts de cette activité sur l'économie, la société et l'environnement. En outre, il comprend les principes particuliers suivants qui le distinguent de la notion plus large du tourisme durable.

- Il contribue activement à la protection du patrimoine naturel et culturel.
- Il inclut les communautés locales et indigènes dans sa planification, son développement et son exploitation et contribue à leur bien-être grâce à des retombées économiques.
- Il propose aux visiteurs une interprétation du patrimoine naturel et culturel.
- Il se prête davantage à la pratique du voyage en individuel et aux voyages organisés pour des petits groupes.
- Même si les autres définitions récentes de l'écotourisme connaissent quelques petites variantes, tous les auteurs sont d'accord au moins sur trois points fondamentaux :
- La conservation du milieu naturel visité.
- La création de retombées économiques pour les populations locales vivant à l'extérieur ou à l'intérieur du site visité.
- La participation active des populations locales.

Le projet Osmose semble répondre à ces trois critères de conservation, de développement économique et de participation active des populations dans la gestion du site éco touristique.

L'activité éco touristique permet à la fois des retombées économiques directes (prestataires de service : repas, rameurs, visite du village) ainsi que des retom-

bées économiques indirectes par le financement des deux volets du projet (éducation à l'environnement et le développement local).

Le prix d'une visite Osmose par personne certes assez onéreux et revenant à l'équivalent de 80 dollars la journée se répartie comme suit :

- 30 % ticket d'entrée dans la réserves des oiseaux (revenant au ministère de l'environnement).
- 30 % transport, nourriture et guides certifié.
- 10 % revenus directs pour les villageois.
- 30 % financement d'une partie des volets éducation à l'environnement et développement local.

Bien que le tarif semble onéreux, celui ci est justifié par le fait que la réserve de Preaek Toal ne peut pas accueillir un nombre trop important de visiteurs à l'année au risque de déranger les oiseaux. Ainsi, Osmose n'organise que quelques centaines de visites par an.

Les revenus issus de l'écotourisme pour le développement local sont après étude de cas de chaque famille (souvent les plus pauvres) redistribués ainsi :

- Potagers flottants.
- Soutien matériel (maisons et barques suivant situation d'urgence), soutien sanitaire (pour toutes les familles aidées par Osmose, prise en charge des transferts et couverture médicale).
- Installation de filtres à eau.
- Artisanat en jacinthe d'eau destiné à la vente pour les touristes.

L'objectif de ces activités sera d'améliorer les conditions de vie et réduire la pauvreté et de trouver des activités génératrices de revenus qui n'affectent pas l'environnement.

• Quel avenir pour l'écotourisme à Preaek Toal dans une perspective de lutte contre la pauvreté ?

Le bilan semble à première vue très positif et on observe une réduction de la pauvreté très nette dans le village de Preaek Toal qui tranche avec celui de Chong Kneas. Après neuf années d'efforts et de travail, les colonies d'oiseaux sont sauvées, plus de 1 100 enfants suivent le programme d'éducation à l'environnement, Osmose est le premier acteur du tourisme sur la zone, et plus de 100 familles sous le seuil de pauvreté bénéficient d'un soutien socio-sanitaire et de nouvelles activités génératrices de revenus.

Cependant la coordinatrice de l'association Osmose reste assez sceptique. L'association manque de moyen financier, et l'activité éco touristique ne suffit pas à couvrir tous les frais. Osmose doit trouver de l'argent ailleurs, auprès de donateurs ou organisations internationales (Fondation Nicolas Hulot, Banque Asiatique pour le Développement, Total etc...) et il n'est pas toujours facile de renouveler les aides.

Un autre problème vient se greffer. Si l'association venait à partir du jour au lendemain, il est à craindre que les populations ne puissent encore gérer de manière autonome et durable le projet.

Cependant le travail réalisé par Osmose reste louable et a permis à de nombreuses familles de vivre dans de meilleures conditions grâce aux activités éco touristiques ou autres activités alternatives tout en les sensibilisant à la protection de leur environnement.

3.1.1. Le village de Chong Kneas : une anti thèse du tourisme durable ?

Chong Kneas est un regroupement de sept villages dans lesquels on dénombre 5 000 personnes regroupées en 700 foyers. Comme le village de Preak Toal, le mode de vie est adapté aux saisons et aux fluctuations du fleuve. La plupart des gens vivent sur des barques et des maisons flottantes, mais certains sont installés dans des maisons sur pilotis le long de la digue. La banque asiatique de développement, qui a réalisé une étude de cette zone en 2002, fait état de l'extrême pauvreté de ces habitants et de la précarité de leur habitation.

• Un tourisme ne profitant pas aux populations locales :

Chong Kneas est le village flottant le plus proche de la ville de Siem Reap à seulement 8 kilomètres au sud de celle-ci. De ce fait, toutes les agences amènent les visiteurs souhaitant voir ce type d'habitat dans ce village. Malheureusement la population locale ne profite guère de la venue de ces visiteurs hormis quelques bateliers. Pire encore, les villageois en subissent les nuisances, notamment sonores avec le ballet incessant de bus et de bateaux à moteur.

Il n'y a donc aucune durabilité dans ce mode de gestion touristique, la population ne tirant aucun profit et l'environnement fortement perturbé. On assiste également à un phénomène de mendicité que l'on ne trouve pas à Preak Toal. Mais le pire reste sans doute à venir avec la construction d'une marina moderne destinée à accueillir les visiteurs toujours de plus en plus nombreux.

Une marina touristique : Le port de la discorde ?

Il y a un peu plus de un an déjà, le conseil pour le développement du Cambodge (CDC) a donné son feu vert à la compagnie sud-coréenne *Sou Ching Port Investissement Co. Ltd* pour la construction d'un « port touristique » à Chong Kneas. Ce projet de plus de deux millions de dollars a commencé de sortir de terre quelques semaines après cette signature. Du jour au lendemain, les habitants ont vu arriver des engins de terrassement faisant disparaître réserves d'eaux, canaux, fossés et rizières sous des tonnes de terre sans que personne n'en soit informé.

Ici très peu de personnes disposent de titre de propriété, on vit au gré des saisons, sans se soucier des délimitations foncières depuis des générations. Ainsi, les gens se font exproprier petit à petit, sans aucune indemnisation. Selon des documents que le journal *Cambodge soir* s'est procuré, Ros Chhoudeth, directeur de la compagnie coréenne en charge du projet, a demandé dans une lettre datant du 17 mai 2007, l'intervention du gouverneur afin d'aider à « lutter contre l'occupation illégale des terrains concernés ».

Quelques villageois ont été indemnisés un dollar le mètre carré proposé par la compagnie, ce qui est dérisoire. Quelques familles possédant un titre de propriété ont refusé ce dédommagement et exigé entre deux et sept dollars le mètre carré. La plupart des gens ont dû partir de force. De nombreux individus en civils auraient été vus, des barres à mines dans les mains dans le but d'intimider les villageois réticents. Mais partir pour aller où ? Les prix à Siem Reap sont devenus

bien trop élevés pour que les habitants puissent racheter un terrain. À l'heure actuelle plus de 300 maisons ont été démolies et de nombreuses habitations démontées par ses habitants pour être reconstruites quelques mètres plus loin.

En plus d'une possible expropriation les quelques habitants profitant du tourisme ont peur d'être tenu à l'écart une fois que la compagnie sud-coréenne gèrera elle-même les transports touristiques sur le lac. Déjà depuis plus d'un an, la compagnie sud-coréenne a organisé un service de bateaux pour amener les touristes moyennant un dollar par personne jusqu'au village flottant. Les agences de voyages locales ont adressé une lettre au gouverneur de la province pour exiger l'arrêt de cette pratique. Ho Vandy le représentant de ces agences de voyages reproche à la société Coréenne de ne pas avoir contribué au développement de la ville. La compagnie à répondu tout simplement que les associations n'avaient pas le pouvoir de lui interdire de « ramasser l'argent des touristes ».

Une menace pour le lac et ses habitants :

Chong Kneas et ses habitants ne seront pas les seuls à être touchés par la construction de cette marina touristique. Tous les villages y compris, Preaek Toal, seront alors relativement faciles d'accès et il est à craindre une surexploitation de ces sites par les agences locales de Siem Reap comme cela est le cas actuellement pour Chong Kneas. Les visiteurs passeront simplement dans ces villages sans que les villageois en tirent profit, ruinant ainsi tous les efforts menés depuis des années pour instaurer une gestion participative et durable du tourisme.

Mais la plus vulnérable sera probablement la réserve de biosphère. Le nombre trop important de visiteurs sera nocif pour les populations d'oiseaux qui finiront par ne plus migrer vers le Tonlé Sap devenu trop bruyant et trop pollué.

3.1.2. Le village de Kompong Phluk : une situation intermédiaire.

● Un village de pêcheurs sur pilotis

Le village de Kompong Pluk se localise dans le district du Bakong, à 16 kilomètres au sud-est de Siem Reap. Ce village présente la particularité d'être uniquement sur pilotis contrairement aux deux autres villages étudiés précédemment.

Le village est composé de 437 familles pour un total de 2767 habitants, en majorité des khmers. Pendant la saison sèche, de novembre à mai, beaucoup de villageois migrent sur le lac où ils établissent des maisons flottantes temporaires, d'où ils vont pêcher. Pendant ce temps les maisons sur pilotis sont occupées surtout par les personnes âgées. En juin lorsque le niveau du lac augmente, toute la population retourne au village.

Comme dans tous les villages aux alentours du Tonlé Sap, la principale occupation reste la pêche, surtout familiale. Certaines familles font également de l'élevage de cochons, de crocodiles, de poissons en cage et cultivent des jardins pendant la saison sèche. La pêche de crevette est très importante, que l'on fait sécher et transformer en pâte par la suite.

En 2002, les habitants ont constitué un comité de pêche pour gérer leurs ressources et améliorer leurs conditions de vie. Ils ont été aidé par l'Organisation des Nation Unies pour l'alimentation et l'agriculture jusqu'en 2005 et, maintenant, par le département provincial des pêches.

● Une gestion touristique autonome

Kompong Phluk se localise à proximité d'une vaste forêt inondée dont les arbres ont les pieds dans l'eau une bonne partie de l'année. Cette forêt protège entre autre le village des orages et des vagues et fournit du bois à ces habitants (chauffe, équipements de pêche etc.). C'est également une source abondante de nourriture et reste un lieu de reproduction et un abris pour les poissons noirs. Les villageois semblent conscients de l'importance de la forêt que l'on gère depuis 1916. Une limitation de coupe du bois a même été instaurée.

Mais ce type de forêt, nous l'avons vu est surtout un écosystème rare qui est susceptible d'attirer des visiteurs d'autant plus que le village sur pilotis, très différents des villages flottants de Chong Kneas et Preak Toal, présente un intérêt certain au niveau architectural. Le village est encore relativement difficile d'accès surtout pour des grands groupes et ne semble pas encore être la cible des tours opérateurs de Siem reap comme c'est le cas pour Chong Kneas. Ici, le tourisme est organisé par un sous-comité écotouristique (20 personnes dont 50 % de femmes) faisant partie du comité de pêche. Les revenus sont partagés entre les villageois et un pourcentage est gardé par la communauté. Une promenade en barque dans la forêt inondée coûte la modique somme de cinq dollars et les visiteurs peuvent manger dans le petit restaurant géré par le sous comité. Sans avoir la richesse ornithologique de Preak Toal, la forêt inondée de Kompong Pluck s'avère être une alternative intéressante pour les visiteurs moins fortunés souhaitant découvrir cet écosystème.

La gestion de l'activité touristique dans ce village semble être un intermédiaire entre le village de Chong Kneas et celui de Preak Toal. Les villageois semblent être davantage maîtres du tourisme sans être pour autant sous la gestion permanente d'une association comme Osrose et sans connaître la surexploitation de Chong Kneas, où les populations locales ne profitent guère des revenus laissés par les visiteurs. Cependant certaines améliorations peuvent être envisagées comme la création d'ateliers artisanaux pouvant être une source de revenus supplémentaires comme à Preak toal, mais également mettre en place de nouveaux petits circuits dans le périmètre du village et de la forêt inondée afin de prolonger la découverte de ce monde lacustre et augmenter davantage le prix de la visite car finalement, à l'heure actuelle, très peu d'argent reste dans le village après le départ des visiteurs.

● Vers une intervention de l'Autorité APSARA ?

L'autorité APSARA (Autorité pour la Protection du Site et l'Aménagement de la région d'Angkor) envisage sérieusement d'étendre son influence sur le Tonlé Sap afin de promouvoir le tourisme dans cet espace encore sous exploité et surtout de créer de nouveaux circuits touristiques susceptibles de pouvoir décongestionner le site d'Angkor.

APSARA a réalisé un diagnostic rapide des points forts et des faiblesses de Kompong Phluk. Il s'agit d'un endroit situé au bord du grand lac, dans la réserve de Biosphère de l'Unesco, et près de Siem Reap, qui se vante d'une grande richesse du milieu naturel, de paysages de qualité, de charme et d'authenticité. On y pratique l'artisanat des engins de pêche. Les flux touristiques sont peu importants. Somme toute, du point de vue d'Apsara, c'est un site idéal pour développer l'écotourisme.

Lors du 14^e comité technique du CIC (comité international pour la sauvegarde et le développement du site historique d'Angkor), APSARA souhaitait inscrire cette possible mise en tourisme dans un contexte de développement durable et de respect des populations villageoises.

De nombreux circuits combinés à partir de Kompong Phluk ont été proposés.

Circuit 1 : Kompong Phluk-temple de Roluos.

Circuit 2 : Kompong Phluk-village de Pradak-couche du soleil à Sras Srang (dans une logique d'alléger Phnom Bakheng et Angkor Wat).

Circuit 3 : Chau Srei Vibol-Kompong Phluk.

Circuit 4 : Temple de Roluos-rives du Tonlé Sap et sa forêt inondée, coucher du soleil à Phnom Krom.

Circuit 5 : Kompong Phluk et d'autres villages lacustres de Siem Reap.

Cependant il y a un risque de développement anarchique avec l'arrivée d'un tourisme mal maîtrisé. Les infrastructures et les équipements sont pour ainsi dire inexistantes. Il y a un risque de perturber la vie locale et de modifier l'écosystème avec l'arrivée de nombreux touristes qui auront plus facilement accès à Kompong Phluk. Or l'une des conditions définissant l'écotourisme est que cette activité se prête davantage à la pratique du voyage en individuel et aux voyages organisés pour des petits groupes. Si cette condition n'est pas respectée alors ce n'est pas de l'écotourisme.

CONCLUSION

Cette étude a permis de démontrer une exploitation touristique à plusieurs vitesses sur un site présentant à la fois un intérêt naturel mais aussi culturel, à seulement quelques kilomètres d'intervalle les uns des autres. Le village de Preaek Toal semble être celui ayant l'approche la plus « durable » intégrant une participation active des populations dans la gestion du site et un développement économique certain parallèlement associé à une réduction de la pauvreté. Certes le projet de développement prend du temps à se mettre en place, surtout avec les moyens faibles de l'association. Mais la finalité reste bien l'autonomisation et la pérennisation des projets.

Ainsi l'objectif est que le groupe des femmes travaillant dans l'artisanat deviennent indépendant à terme, idem pour le groupe des villageois impliqués dans l'écotourisme.

Cependant nous l'avons vu, les villageois restent très dépendants de l'association qui gère le projet à leur côté en créant une logique d'assistance surtout vis-à-vis des plus pauvres. La situation sur le lac se dégrade : baisse de la ressource en poissons, augmentation des prix. Les familles pauvres deviennent de plus en plus pauvres. Donc quand l'équipe Osrose leur rend visite, elles demandent de plus en plus à recevoir de l'assistance, matérielle ou autre. Lorsque ces cas de figure se présentent l'ONG tente d'avoir le discours adéquat pour leur faire comprendre que l'assistance n'est qu'une solution sur le court terme et qu'Osrose travaille avec des projections et des objectifs sur le moyen et le long terme.

Le village de Chong Kneas présente un cas de figure totalement différent, se présentant un peu comme l'antithèse du village de Preak Toal. Ici, c'est la surexploitation touristique à outrance sans que les villageois ne participent ou ne profitent des revenus générés par les visiteurs. Mais l'avenir reste encore plus incertain pour eux avec la création de cette marina touristique où déjà les autorités n'hésitent pas à exproprier les populations sans aucune indemnisation au profit d'une entreprise étrangère, sans considération pour les conséquences environnementales et sociales. On a là un des nombreux exemples d'une gestion pour le moins contestable du patrimoine national. La création de cette marina touristique risque au final de transformer le Tonlé Sap, en particulier la zone autour de Chong Kneas, en enclave touristique de luxe avec hôtels et magasins excluant la population locale, avec les conséquences que l'on peut observer dans des situations comparables d'autres pays en développement, comme au Maroc, où les quartiers touristiques de luxe jouxtent des quartiers particulièrement pauvres et favorisant davantage la mendicité.

On peut craindre également pour les trois zones centrales de la réserve de biosphère qui risquent de voir arriver des visiteurs par bateaux entiers au détriment de la faune. Déjà le gouvernement autorise la pêche dans la zone protégée, ce qui est contraire aux règles de l'Unesco définissant une réserve de biosphère. Mais au Cambodge il est très facile de contourner les règles contre de l'argent. L'Unesco n'a donc pratiquement aucun pouvoir pour s'opposer à un tel projet, surtout sur les réserves de biosphère qui finalement n'ont pas la même aura que les sites du patrimoine mondial.

Le village de Kompong Phluk est un exemple intermédiaire entre ces deux cas extrêmes, où on assiste à une réelle gestion de l'activité touristique de la part des populations locales sans assistantat permanent de la part d'une association ni aide publique. Le système de coopérative de pêche dont l'activité touristique dépend, à l'air de fonctionner et les femmes du village qui servent de guide se sentent réellement impliquées dans leur nouveau travail. En revanche, il est intéressant de se demander si l'autorité APSARA doit prendre le relais à son tour. Certes il est urgent de désengorger les temples d'Angkor et de mettre en place de nouveaux circuits. Mais de tels circuits ne risquent t'ils pas de faciliter l'accès à la forêt inondée, favorisant une arrivée massive de touristes et par conséquent une surfréquentation qui pourra s'avérer néfaste pour cet écosystème et sa population ? Un espace naturel s'étendant sur une surface restreinte n'a pas la même capacité d'accueil qu'un site culturel comme Angkor qui de son côté s'étend sur plus de 400 km². Les vieilles pierres d'Angkor Vat sont capables de voir passer plus de 1,5 millions de touristes à l'année, la forêt inondée de Kompuk Pluck certainement pas. APSARA devra donc prendre en compte cette considération avant d'envisager de mettre en place de nouveaux circuits sur le Tonlé Sap et de trouver des solutions permettant de canaliser le nombre de visiteurs.

Ces trois exemples montrent au final une très grande diversité d'acteurs (populations locales, organisations non gouvernementales, entreprises étrangères, grandes structures gouvernementales ou internationales) qui sont impliqués dans la mise en tourisme du Tonlé Sap. Mais cette étude de cas démontre également la grande difficulté à développer un tourisme durable impliquant les populations locales dès lors que le tourisme est susceptible de se massifier et de devenir source potentielle de profit pour de grandes structures ou entreprises.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DANS LES PROVINCES DU NORD DU VIÊT NAM

Alain MAHARAUX

*Université de la Réunion – CRLHOI
(Centre de Recherches Littéraires et Historiques de l'Océan Indien)*

INTRODUCTION

La lutte contre la pauvreté est au centre des débats et des préoccupations politiques vietnamiennes. De même, le tourisme apparaît une manne importante pour son économie. Ce tourisme est-il durable et peut-il contribuer à la lutte contre la pauvreté ? Peut-il aussi fédérer les différentes préoccupations et options politiques par une même recherche de la durabilité du développement. Notre contribution étaye sa réflexion avec des exemples choisis dans la Province de Lào Cai, région montagneuse du Nord du Viêt Nam et dans la région du Delta du fleuve Rouge où la pauvreté s'y exprime de façon différentielle, au même titre que les préoccupations socio-politiques et ethniques. Le défi est mesuré à partir de modèles de « villages communautaires » et des villages de métiers artisanaux » mais aussi à travers des initiatives individuelles marquantes.

1. DES RÉGIONS PAUVRES AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS SOCIO-POLITQUES, À L'ÉPREUVE DU TOURISME DURABLE

La pauvreté émerge différemment dans ces deux régions où résident minorités ethniques d'un côté et majorité de l'autre. Elles présentent aussi pour le pouvoir politique des préoccupations différentes, liées à la sédentarisation et l'intégration d'un côté et aux migrations de l'autre.

1.1. Régions montagneuses et Delta du fleuve Rouge, une pauvreté ou des pauvretés ?

Les cartes mettent en évidence d'une part une large répartition du phénomène de pauvreté (fig. 1) avec par endroit 80 % de la population en dessous de la ligne de pauvreté. Les régions montagneuses du nord-ouest du pays sont les plus touchées (fig. 1b). Mais d'autre part, paradoxalement, ou plutôt corrélativement à la densité de population, les chiffres absolus font émerger une grande pauvreté dans la région du Delta du fleuve Rouge et les régions côtières (fig. 1a).

Au cœur de notre problématique, la question est de savoir si le développement touristique peut engendrer une relation d'interaction positive avec cette pauvreté identifiée géographiquement, pour l'éradiquer, ou bien s'agit-il d'une construction intellectuelle à l'épreuve de la réalité du terrain. L'extrême pauvreté économique recensée à la fois dans le Delta du fleuve Rouge et dans les régions montagneuses ne présente-t-elle pas deux visages ? La question de la lutte contre la pauvreté fait partie d'une problématique plus globale du développement où tous les paramètres, tourisme compris, doivent être intégrés. En effet, aux solutions de développement in situ, dans les régions montagneuses va correspondre pour le Delta des politiques migratoires.

Ce constat d'une pauvreté différentielle reste pertinent dans la répartition géographique entre régions, mais extrêmement évolutif sur le plan quantitatif du fait de la réalisation des objectifs en matière de réduction du taux de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté qui est tombé de 58,1 % en 1993 à 28,9 % en 2002¹. Les chiffres disponibles pour 2004 suggèrent que l'incidence de la pauvreté a baissé à 24,1 %. La réduction de la pauvreté a augmenté au même rythme que la croissance économique, 7 % par an. La politique de Đổi mới² a su initier les mécanismes législatifs et décisionnels en l'absence d'aides internationales significatives. En 1992-1993 la situation du taux de pauvreté est sensiblement identique pour la région du Nord-ouest, 81 %, et le Delta, 62,7 %. L'écart va ensuite s'accroître avec une réduction exemplaire dans le Delta entre 1993 et 2004, diminuant à 21,1 alors que le Nord-ouest ne passe que de 81 à 54,4 %.

Le taux par ethnie confirme ces chiffres régionaux où les Kinh ont un taux de pauvreté de 53,9 % en 1993 passant à 23,1 % en 2002 et les minorités 86,4 % en 1993 pour 69,3 % en 2002. Il en résulte que s'accroissent globalement les disparités entre les urbains et les ruraux, entre les plus riches et les plus pauvres, entre les ethnies minoritaires et les Kinh majoritaires³. L'émergence de nouveaux pauvres, paysans sans terres, résultat du transfert de terres agricoles à d'autres fins, est un nouveau défi pour la réduction de la pauvreté au Viêt Nam.

L'évolution rapide et exemplaire enregistrée, qui se manifeste dans l'amélioration des systèmes d'irrigation, du réseau routier, d'accès à l'eau potable... pose les bases de notre équation : croissance économique, réduction de la pauvreté et durabilité du tourisme.

1.2. L'arrière-plan des résolutions et des directives sociopolitiques

Depuis le VI^{ème} congrès du PCV les réformes vont se mettre en place, surtout à partir de 1989. Les IX^e⁴ et X^e congrès donnent les cadres d'action de politique économique, sociale, ethnique ou religieuse. Ces textes permettent de tenir compte des contraintes spécifiques et des options prises par le gouvernement vietnamien dans le cadre d'une « économie de marché à orientation socialiste », en évitant une perception occidentale unique dans le cadre d'une économie libérale de marché.

¹ Source : GSO (General Statistic Office), cité dans *United Nations Country Team Viêt Nam* (2005).

² Politique de « changement pour faire du neuf » décidée au VI^e congrès du Parti Communiste Vietnamien (PCV) en 1986.

³ Source VLSS, VHLSS, GSO 2005, cité dans UNDP, *id. ibid.*

⁴ Éditions The Gioi, 2004, Résolutions du 7^e plénum du Parti communiste, p. 9

En 2001, le IX^e congrès du PCV se donne comme objectif l'éradication de la famine et la réduction du taux de pauvreté en « augmentant notamment les investissements, via le budget de l'État, dans la construction des infrastructures et ce en faveur des régions, des communes et des localités pauvres ». Le cadre est aussi fixé pour les transferts de population.

Dans ce contexte de renouveau économique, l'État vietnamien qui n'a pas les moyens d'être un État Providence « encourage toute la population à s'enrichir de façon légale et à aider les pauvres », pour éradiquer la pauvreté à l'horizon 2010, tout en diminuant progressivement les formes d'assistanat. Entre le matérialisme scientifique toujours prôné, et non contredit par un humanisme confucéen pragmatique, la compassion bouddhiste ou la charité judéo chrétienne, arrivée dans le sillage des O.N.G. occidentales, tout un chacun cherche sa place.

Sur le plan social le 7^e Plénum préconise la « consolidation et la mise en valeur du bloc de Grande Union nationale » qui doit être le principal moteur du développement national. Le Front de la Patrie et ses organisations membres, Union des femmes... le mettront en œuvre et deviennent les partenaires incontournables, instruments efficaces de par les personnalités à leur tête.

Les préoccupations en matière de développement dans les régions montagneuses des ethnies minoritaires sont globales. On doit y lier la « croissance économique à la solution des problèmes sociaux et à la réalisation des politiques envers les ethnies⁵ ». Égalité, solidarité et entraide sont placées au centre des préoccupations pour faire progresser la communauté des ethnies en élevant leur niveau de conscience politique et en « veillant à leur vie matérielle et spirituelle ». Il s'agit aussi de s'employer à « maintenir et faire s'épanouir leur identité culturelle, leur langue, leur écriture et leurs traditions » en voie de disparition.

De même, la question religieuse reste sensible dans ces régions lorsque les tentatives de prosélytisme religieux portent atteinte au Bloc de Grande Union nationale, et à la sécurité du pays. Tant que la gestion de l'État en matière de question religieuse n'est pas bien assise, la libre circulation des touristes s'ingérant dans les villages reculés peut apparaître comme une entrave. À ces préoccupations il faut adjoindre dans ces régions frontalières de la Chine, non exemptes de trafics divers et variés, où résident les ethnies minoritaires, des considérations géopolitiques et stratégiques pour maintenir la sécurité. Aussi la circulation des touristes y est-elle limitée et contrôlée sur les routes et sentiers.

En matière de réduction de la pauvreté le texte de référence est la circulaire 135⁶ qui s'applique aux communes en grande difficulté dans les zones montagneuses, frontalières et reculées. 22 groupes ethniques minoritaires en bénéficient⁷, répartis en trois régions en fonction du niveau du développement⁸. Il a fourni dans sa première phase un appui à plus de 10 millions de personnes dont près de 5,5 millions issus des minorités ethniques. Il est affecté à l'amélioration des infrastructures, au développement des centres communautaires, à la réinstallation des populations, au soutien à la production et à la

⁵ *Ibid.* p. 50. Cette politique est gérée par le Comité pour les ethnies minoritaires (C.E.M.).

⁶ 135/1998/QD-TTg publiée en 1998.

⁷ Banque asiatique de développement (B.A.D.), 2000.

⁸ Critères énoncés dans la décision 393/2005/QD-UBND.

formation, entre autres, des cadres communaux. En 2000 et 2001 les programmes 133 et 143 vont fusionner avec le programme 135. Des programmes régionaux les complètent depuis 2001 focalisés sur les régions en extrême difficulté du Nord – Programme 18⁹ – et en complément des programmes sous-régionaux spécifiques pour les provinces le long de la frontière sensible Viêt Nam-Chine, p. 120¹⁰ ou celles pratiquant la culture du pavot (Programme 06). Le programme 134 gère les questions foncières liées à la redistribution des terres, à la sédentarisation et à l'amélioration de l'habitat et peut interférer avec le tourisme par le biais des directives qui édictent les normes des maisons à construire avec l'aide des fonds attribués.

Ces politiques et ces mécanismes de développement mis en place pour lutter contre la pauvreté constituent des moyens bien spécifiques où à aucun moment n'apparaissent de considérations liées au tourisme bien qu'infrastructures routières, électrification, accès à l'eau potable vont participer directement à la mise en place de conditions favorables. Cloisonnement des financements et/ou volonté de traiter séparément des questions aux incidences diverses ? À l'État revient toutes les charges liées à la gestion de la pauvreté, et aux commerçants et agences touristiques la manne des bénéficiaires. Les exemples développés plus loin tenteront effectivement de voir liens et incompatibilités entre les deux termes proposés.

1.3. Une destination mythique à la recherche d'un second souffle pour une durabilité du tourisme

Le secteur touristique continue à croître représentant une des principales ressources de l'économie vietnamienne, attirant 3,5 millions de visiteurs internationaux en 2005, 3,6 en 2006 et 4,1 en 2007. Le touriste étranger a un profil tout d'abord asiatique, principalement chinois, bien que sa part absolue ait diminué depuis 2005 tombant de 752 000 à 516 000 et 558 000 respectivement en 2006 et 2007. Suivent, pour 2007, Taïwan avec 314 000 ; la Corée, 475 535 ; le Japon, 411 557. Les États-Unis, 412 000 ; l'Australie, 227 000 ; et la France, 182 000, constituent les premiers marchés occidentaux. Les motivations sont touristiques pour près de 59 % d'entre eux et bien souvent professionnelles ou familiales pour une grande partie des originaires d'Asie du Sud-est.

La courbe des âges des touristes, révèle la spécificité Viêt Nam qui, contrairement à d'autres destinations touristiques populaires, comporte une proportion des 20-35 ans et des plus de 50 ans beaucoup plus importante¹¹. Nous disons¹² que cette destination n'était pas anodine par son choix. Le passé colonial, la guerre du Viêt Nam, son combat contre l'impérialisme en ont fait après 1986, et depuis les années 1990, une destination mythique faite d'itinéraires du souvenir et de la nostalgie, pour les anciens combattants et tous ceux qui de près ou de loin ont un lien de mémoire, familial, affectif, idéologique avec ce pays.

Ces contingents vieillissent et le pays doit trouver un second souffle pour une destination d'exception qui doit se départir de ses voisins. Elle est loin derrière la

⁹ Décision 186/2001/QD-TT9.

¹⁰ Décision 120/2001/QD-TT9.

¹¹ Ambassade de France au Viêt Nam (2005).

¹² Maharaux Alain, (2003).

Thaïlande, en terme de fréquentation. La rapidité du développement économique qui a entraîné le développement touristique n'engendre pas automatiquement un tourisme durable. Il faut distinguer entre régions très touristiques, baie d'Along, Hué, Hoï An, et les régions considérées comme pauvre où le tourisme est relativement faible, sauf pour des secteurs comme Sapa.

Les professionnels émettent des avis critiques pour les conditions d'accueil quand à l'infrastructure de communication, la faiblesse des activités proposées, la mise en valeur des sites touristiques, et 53 % considèrent¹³ que les efforts des pouvoirs nationaux et locaux sont insuffisants. Par contre l'éloignement du pays et la pauvreté ne semblent pas des obstacles. Autre élément, la « fidélisation » est faible, 80 % viennent pour la 1^{re} fois. Il faut en déduire qu'elle n'est plus une destination prioritaire ou incontournable. Avec des séjours uniques et souvent courts dans le temps les circuits se limitent dans l'espace, du fait de la lenteur des transports, à l'opposé de ce que peuvent offrir les régions montagneuses éloignées ou les régions rurales. Ici la disponibilité en temps et un désir d'altérité sont les conditions requises pour un « tourisme rural riche et équitable » propice à engendrer des retombées économiques pour les populations.

La demande intérieure constitue par ailleurs un marché important et prometteur¹⁴. En 2005, 15 millions de vietnamiens ont voyagé de quelques jours à une semaine à travers le pays, pèlerinages, visites familiales, ou simples vacances ou échappades de week-end, le plus souvent en famille, pour une classe moyenne qui devient aisée. Les plages, mais aussi l'air pur et frais des montagnes attirent autant que les sites patrimoniaux. La volonté de s'inscrire dans une lignée, une culture, une identité, sont tout autant de motivations pour le choix des lieux et des régions que le désir de la découverte, auprès des minorités ethniques, de cultures et d'identités différentes.

2. LA PROVINCE DE LAO CAI, DISPERSION DE LA PAUVRETÉ ET CONCENTRATION TOURISTIQUE

Le couple dispersion/concentration est au cœur du débat du tourisme durable dans cette province où la pauvreté touche plus de 60 % de la population. Bien qu'éloignée de Hanoï les attraits touristiques qu'elle offre en font une destination qui entre dans un grand nombre de circuits organisés. Un schéma d'aménagement touristique de la province élaboré dans le cadre d'une coopération avec la région Aquitaine y « vise à créer les conditions d'un tourisme durable de qualité¹⁵ ».

2.1. Sapa, une station d'altitude mythique, pour une mise en scène ethnique

La ville dans les nuages (fig. 2) est une destination à laquelle rêvent de nombreux vietnamiens de Hanoï, au même titre que Dalat pour ceux du sud du Viêt Nam. Son image de ville de « cure thermique » où la fraîcheur bienveillante du climat au centre de paysages grandioses, évolutifs au fil des saisons, et symboliques, font partie des destinations incontournables. « Le marché des amours »,

¹³ *Ibid.*, p. 37.

¹⁴ Non pris en compte dans le rapport du CETIA, in *Ambassade de France au Viêt Nam*, 2005.

¹⁵ Ủy ban nhân dân tỉnh Lào Cai (2004).

les forêts de pins, les maisons coloniales émergeant, au petit matin, d'une mer de nuages, les cascades, les plantes médicinales, les fruits tempérés lui ont fait une réputation qui a attiré près de 45 000 touristes vietnamiens en 2002, et 64 000 en 2005, soit près de la moitié en chiffre absolu. Une évolution en croissance quasiment exponentielle.

Tableau de l'évolution de la fréquentation touristique à Sapa

Anne	Touristes vietnamiens	Touristes internationaux
2005	64 000	136 000
2006	166 000	90 000
2007	215 000	105 000

La fréquentation des touristes occidentaux stagne, signe que deux conceptions touristiques sont en concurrence. Les critères de durabilité des uns ne seraient-ils pas les critères de durabilité des autres ? Pourtant les critiques émises en 2002¹⁶ étaient conjointes aux vietnamiens et étrangers. Elles s'attachaient à dénoncer la sécurité routière, la propreté de la ville et des abords des villages... Un point souvent plus mis en avant par les étrangers que les vietnamiens. Par contre la préservation du style architectural originel « français » des maisons de Sapa est ressentie comme impérieuse par tous : le maintien d'une destination mythique pour les vietnamiens et d'un cachet architectural spécifique pour les étrangers. D'ailleurs, les très nombreuses maisons bourgeoises de la banlieue de Hanoï ne copient-elles pas ce style ?

Contribuer à lutter contre la pauvreté n'est peut-être pas dans l'esprit des touristes vietnamiens qui viennent à Sapa. Une majorité d'entre eux sortent à peine de conditions difficiles qui ne s'atténuent pas vraiment avec l'entrée dans la mondialisation. La demande de parcs de jeux et de loisirs, de dancing fait partie de cette demande de joies nouvelles et de modernité aux antipodes de l'attente étrangère éprise d'authenticité, d'exception, d'intensité... (les autres ne viennent pas au Viêt Nam). Il reste à installer une durabilité qui permette de concilier ces différentes perceptions en contribuant à lutter contre la pauvreté (30 à 40 % dans le district de Sapa).

L'analyse en termes de « produits » offerts, de « créneau » commercial, ou de « segments » de clientèle¹⁷ a du mal à nous convaincre, dans le souci de lutter contre la pauvreté, car en ciblant les touristes à haut pouvoir d'achat qui théoriquement contribuent le plus à la manne touristique, et en proposant des circuits balisés, encadrés vers des villages ciblés, un tourisme exotique de l'exception tendrait à se mettre en place.

La création d'une Maison du tourisme, d'une Maison multifonctionnelle, sorte de centre culturel et ethnique, et d'un Musée ethnologique est en train de renforcer

¹⁶ Culas Christian, Carré Servan... (2004).

¹⁷ *Ibid.*

sur la ville la concentration touristique et le mythe, décuplant l'attrait avec les manifestations et spectacles qui s'y dérouleront. Le charme de la petite station d'altitude risque de se transformer en cauchemar urbain.

Composée en majorité de Kinh, venus s'installer dans le sillage des français. Sapa comporte peu de résidents issus des minorités ethniques Hmong noir, Yao¹⁸ rouge, Tày, Thai, Xa Pho ou Giây qui viennent à pied, pour la journée, des villages environnants de la vallée. Les magasins de produits ethniques appartiennent pour l'essentiel aux Kinh, de même hôtels et restaurants. Sur 200 guides employés par les agences de voyages, seulement 60 sont originaires des ethnies locales, pour majorité des Yao. Obstacle des langues étrangères mal maîtrisées, en commençant souvent par le Viêt, souci de garder une liberté d'action, ou peur d'être prolétarisé dans des emplois subalternes ? Quelques Hmông se sont employés comme porteurs, la plupart du village de Sín Chài, pour les expéditions au Fan Si Pan¹⁹, l'un d'entre eux est passé guide, une exception pour cette minorité, alors qu'il maîtrise seulement l'anglais oral mais non l'écrit.

Dans l'hôtellerie, 130 hôtels à Sapa, et la restauration, seulement 120 personnes, issues de ces minorités ethniques, y occupent des emplois peu qualifiés. L'École hôtelière Hoa Sua de Hanoï qui a créé une antenne à Sapa n'a formé que des Kinh. Quant au restaurant à l'enseigne ethnique « Red Dao house » à l'architecture extérieure qui rappelle trop celle des Tày, les accueillantes serveuses sont Kinh et costumées en Yao rouge. Quant à la vente des produits artisanaux, elle fournit aux Yao et Hmông, en « alpauquant » les touristes dans les rues de Sapa, un revenu complémentaire aux activités agricoles. La démarche reste plaisante et folklorique, lorsqu'elle ne dérive pas au harcèlement. Mais contribue-t-elle durablement à l'élévation du niveau de vie des minorités ?

2.2. L'efficacité du modèle du tourisme communautaire à l'épreuve du temps

Trần Hữu Sơn²⁰ définissait en 2004 un schéma de village touristique culturel en prenant comme modèle les villages de Cát Cát et Bản Dền, district de Sapa (fig. 2d). Les éléments constitutifs définis sont liés à la diversité du paysage, au patrimoine culturel matériel et immatériel, à la localisation et l'accessibilité. Si l'attrait est important les conditions d'hébergement et de transport vont former les éléments décisifs. Le contenu va apporter les éléments de durabilité qui entraîneront le développement touristique et la réduction de la pauvreté. Un récent rapport²¹ analyse l'efficacité de ce tourisme communautaire à Bản Dền. En reprenant une partie des conclusions, et les informations de nos propres enquêtes (jt. 2008), il ressort que les interactions qui s'opèrent dans une campagne en mutation peuvent mettre rapidement en péril la durabilité du tourisme alors que la lutte contre la pauvreté est en voie d'être gagnée.

Construire un espace environnemental « beau » et propre était l'objectif assigné. Les efforts ont porté sur la restauration des paysages et la propreté de

¹⁸ Nous emploierons le terme international Yao. Le terme *Dao* est utilisé en vietnamien et se prononce Zao.

¹⁹ Le Fan Si Pan est le plus haut sommet de l'Asie du Sud-Est avec 3 143 m.

²⁰ Directeur de la Culture, du Sport et du Tourisme de la province de Lào Cai, dans son ouvrage, 2004.

²¹ *Sở văn hoá thể thao và du lịch*, 2008. Service de la Culture, du Sport et du Tourisme.

l'environnement, forêt sacré, abords des ruisseaux, protection de la source d'eau chaude... L'approvisionnement en eau propre, son stockage, la création de fosse septique, l'éloignement des porcheries et étables des habitations complètent les efforts à l'abord des maisons. Les infrastructures, route d'accès (elle n'existait pas en 2000), et l'électricité, financées sur le programme 135 qui apportent bien-être et meilleures conditions peuvent aussi avoir un effet pervers, anéantisant à Bàn Dền les efforts déployés. La construction d'un barrage hydroélectrique a récupéré 73 ha de terre alors que le reste est difficilement cultivable par manque d'eau et qu'il n'y a plus de poissons dans la rivière boueuse impropre aussi à la lessive. Une route tracée au flanc de la montagne a ouvert une saignée béante qui détourne les touristes du village. Reste le pont suspendu restauré et les maisons sur pilotis caractéristiques du village Tây. L'obligation de construire une telle maison pour obtenir l'autorisation d'hébergement ouvre un débat alors qu'une partie des villageois, les plus pauvres ne peuvent construire qu'à ras de terre, avec murs en treillis. Accepter la variété des matériaux et des types d'architecture ne fait-elle pas partie de la diversité également attendue par les touristes ? Les maisons à rez-de-chaussée uniquement, comme celles des Hmong, peuvent proposer des solutions acceptées par les touristes, sans avoir recours à un modèle unique sur pilotis beaucoup plus coûteux. Les familles les plus démunies peuvent emprunter jusqu'à 5 millions de Dôngs²², sans intérêt à la Banque des Politiques Sociales, ou à un taux faible, à peine 2 %. Mais, même là, le remboursement reste difficile. Une des solutions consiste à aller s'employer comme main d'œuvre sur les chantiers routiers subventionnés par l'État à 40 000 Dôngs par jour.

Le rapport²³ met en évidence que ce type de tourisme communautaire favorise la prise de conscience par les habitants de leur identité culturelle, et de la valeur de leur patrimoine qui peut être une source non négligeable de revenu. Ainsi le patrimoine musical et de danse va-t-il donner naissance à des groupes de musique non professionnels qui se produisent à la demande. En contrepartie le risque est que ces cérémonies se vident de leur sens social et sacré. Par contre, la tradition de savoir-faire pour le brocart, la brocatelle et la vannerie... a été ressuscitée par le tourisme.

L'efficacité et les limites du modèle peuvent se mesurer dans la répartition des revenus issus du tourisme, à l'intérieur de la communauté villageoise, et entre celle-ci et les agences touristiques. La Commission de Gestion du Tourisme Communautaire de Bàn Dền comptabilisait 128 familles en 2007, dont 20 participaient effectivement à l'hébergement (9 sans clients). En cinq mois, une famille a hébergé 470 touristes, générant un gain de 18,8 millions de VND, d'autres, seulement 2 touristes ! Des disparités énormes se créent liées à la position sociale et politique dans le village et aux liens entretenus avec les agences touristiques qui cherchent la solution de facilité. Quand à elles, selon une étude menée par l'ONG Bread For the World²⁴ Bàn Dền a accueilli 5862 touristes en 2007, sans doute un point de saturation au regard de la population. Le chiffre d'affaires généré est de 142 millions de Dôngs. Au final l'enquête fait ressortir que les villageois retirent 5 à 6 % de bénéfices et que le solde 94 à 95 % reste dans la poche des agences de voyage !

²² Soit environ 192 €, 1 € égale environ 26 000 Dôngs.

²³ *Sở văn hoá thể thao và du lịch*, 2008. p. 27.

²⁴ Citée dans ce même rapport p. 25.

Le tourisme communautaire a contribué à diminuer le nombre de foyers pauvres, seulement 6,6 % dans le village, pour un chiffre important de personnes 12 %, considérées comme riches. L'électricité atteint 100 % des familles, la quasi majorité des enfants font leurs études au collège ou au lycée et quelques-uns ont fait des études supérieures. Cependant, la durabilité est remise en cause par les éléments déjà énoncés, atteinte à l'environnement, émoussage progressif de l'authenticité, surpopulation touristique...

2.3. Le reste de la province, nombre de projets et d'initiatives en débat au cœur de l'authenticité et de l'identité

À Bân Dền l'initiative est communautaire dans le cadre des organisations politiques, Comité Populaire, Front national de la Patrie, Union des femmes... Elle se manifeste dans la gestion par le biais de la Commission de Gestion du Tourisme Communautaire (CGTC). Mais, d'autres initiatives méritantes, individuelles, existent ailleurs. À Tả Van, un Giay a construit hébergement et restauration dans une ambiance familiale, avec un rez-de-chaussée consacré à un ethnomusée. Des familles de Hanoï, réservent jusqu'à une semaine, démentant séjour rapide et focalisé sur Sapa. Il prouve aussi que ce « segment » de marché est recherché par la clientèle vietnamienne lorsque des conditions sont réunies (hygiène, cadre de nature...). La préparation et dégustation de mets locaux, comme le *Thắng cô*²⁵ fait partie de cette recherche de l'authenticité. Disons aussi en d'autres termes que cette expérience de l'altérité est fondamentale dans le cadre de la « consolidation de l'Union nationale ».

Bác Hà, ville-marché à l'autre extrémité de la province (fig. 2b) offre un intérêt folklorique tout aussi fort qu'à Sapa. Ici pas de schéma réglementant l'architecture, en l'absence de bâtiments anciens. La prospérité transforme vite en banalisant architecture, lieux de vie et paysage urbain. Un des premiers restaurants, le Cong Phu²⁶ offrait dans un cadre rustique d'une salle au plancher de bois une ambiance sympathique. Il ressemble maintenant par sa banalité à n'importe quel autre. Les bénéficiaires ont été réinvestis dans un hôtel moderne, où rien ne rappelle non plus les arts décoratifs ethniques de la région. L'exemple est caractéristique aussi du manque de circulation de l'information. La patronne de l'hôtel n'a jamais visité Sapa, à 90km, à titre comparatif. L'appât d'un gain facile et d'un enrichissement rapide risque de tuer cette poule aux œufs d'or du tourisme. La demande, vietnamienne ou étrangère, va dans le sens d'une authenticité accrue susceptible de la retenir.

La durabilité est aussi vue à travers la rénovation des bâtiments anciens. La conception patrimoniale de l'Asie n'est pas celle de l'Occident. Ainsi le palais de Hoàng A Tử ở (dit palais du roi Hmong) à Bác Hà a perdu, dans sa version restaurée et repeinte, toute son originalité historique. Dans nombre de bâtiments, temples, pagodes, la restauration est affaire de béton.

La préservation de l'harmonie paysagère et architecturale est l'autre souci pour les villages. Le programme 134 fournit des plaques en fibro-ciment pour la couverture des toits ce qui améliore nettement les conditions d'existence des habitants. Cependant, l'abandon des matériaux traditionnels rompt l'harmonie

²⁵ Fondue préparée dans un grand wok où mijotent principalement les abats et les tripes de divers animaux (porc, cheval...), spécialité en général peu du goût des papilles gustatives occidentales.

²⁶ Quasiment le seul cité dans Lonely planet en 2001.

paysagère. Des solutions existent, plus coûteuses certes, mais envisageables. Elles se mettent en place autour de Sapa. Parfois, l'initiative individuelle vient gâcher définitivement l'harmonie villageoise. Bàn Phõ, près de Bắc Hà, village sur un itinéraire pédestre, a vu poindre, une maison tube en béton de trois étages ! Seuls les villages et zones peu accessibles pour des raisons liées au réseau routier, à la sécurité militaire et frontalière conservent un fort potentiel touristique.

La durabilité du patrimoine, de l'identité, tient sans doute à un certain nombre de préalables qui valent mieux que des mises en défenses ou recommandations après coup. Le Directeur de Lào Cai a mis en œuvre, dans le cadre d'un projet Ford, l'identification et le recensement des documents écrits appartenant à l'ethnie Yao²⁷. Leur recensement est primordial pour la conservation de la culture et de l'identité religieuse des Yao. Des classes de formation à ces anciennes écritures ont été mises sur pied. L'engouement des candidats Yao est tel qu'ils sont deux fois supérieurs au nombre de place. Ces inventaires, indispensables, pourraient être réalisés dans d'autres domaines, habitat, costume, traditions musicales, de façon à servir à rédiger un cahier des charges pour un schéma global d'aménagement régional et touristique, précédé d'une étude d'impact. Celui existant²⁸ semble plus tourné vers une rentabilité économique. Le rapport préconise la déconcentration de certains sites au profit d'autres délaissés. Mais en ne souhaitant pas la dispersion d'une catégorie de touriste, les « Tay ba lô²⁹ » encore faut-il prouver qu'ils ne contribuent pas moins directement à la lutte contre la pauvreté que les touristes haut de gamme. N'oublions pas qu'une majorité de touristes sont ou seront vietnamiens, et qu'ils ne sont pas forcément fortunés.

Au-delà de villages communautaires touristiques modèles, de projets localisés liés à une spécificité, plantes médicinales à Tả Phìn, de mise en place d'hôtels de luxe, ou de questions liées à la compétence des guides allochtones et de formation du personnel régional, la question qui se pose est la globalité d'appréhension de la question du développement. Un cloisonnement souvent concurrentiel existe entre les services et leurs pratiques liées à une planification sectorielle.

Un schéma global d'aménagement en dépolarisant le tourisme de Sapa, démythifiant cette Station, et créant d'autres images de marque au sein de « pays³⁰ » pour lesquels Lào Cai, serait le pôle de rayonnement pourrait contribuer à cette durabilité tout en luttant contre la pauvreté. La création d'une caisse de compensation alimentée à partir de taxes prélevées sur les hôtels, restaurants, transports, pourrait par ailleurs être affectée uniquement à des actions spécifiques contre la pauvreté.

²⁷ Le plus souvent écrits en nôm Yao, caractères chinois dérivés, adaptés à la langue Yao.

²⁸ Ủy ban nhân dân tỉnh Lào Cai, 2004.

²⁹ Touristes occidentaux peu fortunés, voyageant avec un sac à dos.

³⁰ Dans son acception typiquement française d'espace sous-régional homogène labellisé par une identité propre.

3. LES PAYSAGES PLEIN D'HUMANITÉ DU DELTA DU FLEUVE ROUGE : DIMINUTION DE LA PAUVRETÉ ET DURABILITÉ DU PATRIMOINE TOURISTIQUE

La diminution exemplaire de la pauvreté dans le Delta du fleuve Rouge, descendue à 21,1 % en 2004 doit-elle une part de sa réussite au tourisme en engendrant un tourisme durable, ou bien ce dernier est-il en danger face à une croissance économique et urbaine qui intègre peu le volet touristique ou d'une façon marginale ? Ici, la problématique, est fondamentalement différente de celle des régions montagneuses.

3.1. Derrière la haie de bambou, les milliers de villages du Delta, traditions et autonomie

Il faut relire Pierre Gourou dans ses conclusions³¹, qui ne se démentent pas vraiment en 2008, au fil de « balades » en moto, en suivant chemins et digues qui encadrent les rizières, pour comprendre toute « l'humanité » qui se dégage de ce delta, admirablement décrit par ce premier. À soixante-dix ans d'intervalle, « entre ciel et terre » une permanence existe, élément d'une durabilité ressentie, pourtant en cours de transformation peut-être irréversible.

« La haie de bambou, cette limite sacrée de la communauté villageoise³² » est le symbole d'une force et d'une autonomie avec laquelle il faut compter pour voir clair dans les problèmes capitaux du Viêt Nam. Les directives politiques, les programmes du parti, les réformes peuvent parfois s'arrêter à la porte du village. Les mutations importantes derrière la haie de bambou, en régression constante par ailleurs, signe d'un changement patent, reflètent indépendances individuelles et collectives au sein du village.

Les milliers de village du Delta forment la trame d'un patrimoine culturel matériel et immatériel d'une très grande richesse. La durabilité du tourisme doit pouvoir s'appuyer sur cet ensemble de façon globale et non sur quelques sites exceptionnels. Quasiment chaque village mérite attention par sa maison communale, đình, son temple, đền, sa pagode, chùa, sa porte d'accès, son étang... Beaucoup ont leur Mandarin célèbre, leur Héros, leur « Homme de culture³³ » auxquels des cérémonies de culte leur sont rendues. Ce que les guerres n'avaient pas détruit et que la misère avait en quelque sorte préservé, la croissance économique et l'enrichissement sont en train de le transformer à grand pas.

La consécration de l'espace deltaïque aux activités agricoles et à l'artisanat utilitaire et de service ont fait du Delta grouillant et actif une région longtemps laissée à l'écart, non du tourisme, les grands sites font l'objet d'une exploitation intense comme Hoa Lu, la baie d'Along terrestre, Chùa Hương, la pagode des parfums, mais d'une réflexion pour un tourisme rural, culturel, thématique... La contribution du tourisme à l'éradication de la pauvreté, même si son rôle pourrait apparaître plus minime que dans les régions montagneuses, doit s'inscrire dans la durée. Une compétition s'installe entre d'un côté une demande de ha-

³¹ Pierre Gourou (1936), p. 554-556.

³² *Ibid.*, p. 250.

³³ Cas du village culturel et artisanal de Nhi Khê d'où est originaire Nguyễn Trai, écrivain, poète... reconnu comme « Homme de culture du monde » par l'Unesco.

noïens désireux de retrouver, le week-end, dans les villages, l'âme de leurs traditions et un cadre champêtre et de loisir calme et agréable, et de l'autre une modernité et une réussite économique individuelle affichées avec ostentation, rompant avec tradition et authenticité. Le compartiment en béton, qui remplace la maison traditionnelle en est un des signes tangible. Dépassant en hauteur le d'nh villageois il concrétise tout autant les changements sociaux que la question des fortes densités urbaines et du peu d'espace disponible. L'invention d'un nouvel urbanisme et de normes architecturales avec des zones protégées à délimiter, urbaines et rurales, pourrait être le préalable à la mise en place d'un tourisme durable. Seule la coopération entre services administratifs, souvent évoquée³⁴ peut faire avancer durablement la question. La fusion entre la culture, le sport et le tourisme est déjà une avancée sérieuse.

Faut-il aussi considérer une majorité de villages comme des îlots de durabilité, à protéger, à l'instar des forêts sacrés ? Ce n'est peut-être pas concevable mais un maximum d'éléments symboliques devrait l'être pour constituer de village en village un continuum, trame pour un tourisme rural à venir.

Elever la « conscience des populations » n'est pas non plus un vain mot, et le recentrage qui s'opère sur les valeurs sociales et culturelles traditionnelles³⁵ après des périodes d'« infantilisme révolutionnaire³⁶ » qui ont marqué la disparition de bosquets culturels ou de lieux de culte, doit être l'occasion de ne pas oublier ce patrimoine paysager, architectural, ou floristique, en le restaurant et réactivant les cérémonies traditionnelles. Le fait pour une population viÔt kiÔu ou ayant migré vers le sud depuis de longues générations, de revenir aux racines de leur identité, dans les villages du Delta, matrice de la culture Viêt, où se trouvent les registres généalogiques, n'est peut-être pas du « tourisme » au sens strict mais un flux migratoire qui peut s'installer dans la durabilité si le patrimoine culturel matériel et immatériel est conforme à leur attente, et l'occasion de contribuer à diminuer la pauvreté dans le village des ancêtres.

3.2. Les villages de métiers traditionnels artisanaux à la recherche d'une contribution au tourisme durable

À travers le pays 2000 villages artisanaux sont recensés dont 60 % dans le Delta du fleuve Rouge, le Nord et le Centre Viêt Nam, employant 3 millions de personnes, mais une activité complémentaire pour près de 11 millions³⁷, générant à l'exportation un chiffre d'affaires de 820 millions US \$ en 2007 contre 236,8 en 2001³⁸. Créer du travail et améliorer les revenus des ruraux en découle.

La définition de modèles de villages dits « touristiques et artisanaux » va-t-il dans le sens d'un tourisme durable ? Même s'ils contribuent à faire disparaître la pauvreté. L'énumération des critères d'éligibilité des villages à ce label laisse parfois en douter. Si les premiers, 50 % de travailleurs dans ce métier, être un « beau village », y posséder des éléments matériels ou immatériels liés au culte, y réaliser des démonstrations de savoir-faire portent peu à discussion, les derniers,

³⁴ Vu The Binh (2006).

³⁵ Le courrier du Vietnam publie régulièrement des articles dans ce sens, notamment ceux de Hữu Ngoc.

³⁶ Dinh Trong Hieu (1987).

³⁷ Chiffres recueillis auprès de M. Luu Duy Dan, vice-président de l'Association des villages artisanaux.

³⁸ *Courrier du Vietnam* n° 4 467 du 08/03/08.

l'existence d'une station de bus, de services de boissons et restauration et d'échanges culturels peuvent vite basculer, et rejoindre les critiques émises d'organiser des « tours » avec pour seul objectif de vendre des produits aux touristes³⁹. Par contre fabriquer son objet souvenir et l'emporter est d'une valeur affective autant recherchée par les touristes vietnamiens qu'étrangers⁴⁰. C'est en puisant dans les décisions 66 et 22⁴¹ qui donnent le cadre législatif, dans cette « étape de transition vers la modernité », pour moderniser les technologies et développer l'artisanat, que l'on pourra créer le lien avec le tourisme.

Bát Tràng pour la poterie, Đồng Kỵ pour le bois sont présentés comme représentatifs, dans leur spécialité, des villages artisanaux. L'élargissement des infrastructures de circulation doit servir au développement touristique mais aussi accroître la polarisation sur ces villages en facilitant l'accès. La présence d'un parking, de grandes salles d'exposition et de vente enlève à la visite touristique promise, de découverte et d'originalité, son sens et son âme, autant dans son itinéraire d'accès que dans son but.

Faut-il faire « la part du feu » et laisser aux voyageurs pressés et peu exigeants ces pôles artisanaux, en créant un tourisme à deux vitesses ? L'un privilégiant le but et l'autre le cheminement dans la perception globale d'un patrimoine et d'un environnement. Rénover les circuits offerts et les diversifier demande à repenser l'offre des "produits" en d'autres termes, et sans doute intégrer le paramètre tourisme dans une vision d'un schéma global d'aménagement du territoire.

Par ailleurs, les autorités⁴² et les responsables professionnels⁴³ sont conscients de la nécessité d'augmenter le niveau général des guides sur le plan linguistique, culturel... et de donner des spécialisations dans des domaines « pointus » car en effet le discours vague ou formaté, aux accents dogmatiques, a besoin d'être remplacé par une présentation culturelle et historique, documentée, ludique et éducative tout à la fois. C'est un autre défi à relever tout autant important que la mise en scène durable des villages touristiques et artisanaux dans leur multitude et leur diversité. Le tourisme n'est peut-être pas déterminant pour la lutte directe contre la pauvreté, mais l'est sans doute pour penser le Delta en termes autres que développement industriel et agricole qui prend le risque de lui faire perdre son âme.

3.3. Les « heures et les jours » dans le Delta du fleuve Rouge, entre circuits balisés et découverte individuelle

La diminution de la pauvreté dans le Delta du fleuve Rouge, zone densément peuplée, est rapide, alors que le tourisme ne semble pas y être la ressource économique première. Il revient à poser ici le problème en d'autres termes. Le patrimoine matériel et immatériel existant, dont la pauvreté a été un des éléments de conservation, peut et doit s'appuyer sur la mise en place d'un tourisme durable pour continuer à survivre. Le mode choisi de lutte contre la pauvreté doit aussi permettre un développement touristique durable. Si l'Unesco était

³⁹ Vu The Binh (2006).

⁴⁰ *Courrier du Vietnam*, 09/05/2008. « Se transformer en potier au village de Bát Tràng ».

⁴¹ N° 66/2006/ND-CP Gouvernement de la République Socialiste du Viêt Nam.

N° 22/2008/QĐ-UBND du Comité populaire de la ville de Hà Nội.

⁴² Vu The Binh, *id. ibid.*

⁴³ Phung Van Khai, in Délégation Wallonie-Bruxelles (2006).

sollicitée pour classer l'ensemble du patrimoine du Delta, il ne pourrait se contenter de quelques sites remarquables, îlots dans un océan de modernité urbaine et de banalités architecturales.

Un village, Mông Phụ, commune de Đường Lâm près de la ville de Sơn Tây est original⁴⁴ dans l'expérimentation qui y est tenté comme village d'accueil. Archétype à développer, le village possède maison communale, pagode, temple, avec un riche passé historique lié aux rois Phùng Hưng et Ngô Quyền. Version Delta des villages communautaires des régions montagneuses il offre dans quelques familles aux maisons traditionnelles très anciennes, un hébergement aux normes sanitaires requises. Les compagnies touristiques, comme Hanoi Tourisme ont parfois financé jusqu'à 30 millions de Đồng pour la restauration des habitations. L'existence d'un programme similaire au programme 135 pourrait sans doute, pour le Delta, aider à la conservation d'un habitat au cachet architectural typique dont la diversité a été décrite par P. Gourou dans ses composantes régionales à l'intérieur du Delta. Cette diversité, à conserver, permet aussi d'offrir une gamme de prix fonction de l'attrait de l'hébergement. Les réservations des prestations peuvent maintenant se faire par téléphone, toutes les communes et villages sont reliés au réseau. Les locations de vélo sont également possibles.

Le maintien et l'entretien d'un réseau de voies routières secondaires et de sentiers pédestres ou cyclables est suffisant mais indispensable pour la mise en réseau de villages de ce type à travers des itinéraires balisés. Le balisage par une signalétique apparaît comme un des points faibles de la circulation routière vietnamienne. De plus l'inexistence sur le marché, de cartes routières détaillées à l'échelle du 1/50 000^e ou 1/100 000^e ne facilite pas la circulation individuelle. La carte topographique de base reste un objet de suspicion attaché à un sentiment d'espionnage qui perdure. Dans le Delta, à l'écart des régions frontalières, la carte de randonnées, type IGN disponible en France, serait la bienvenue. Seuls les chauffeurs de cars et de voitures de louage ont la connaissance des itinéraires, et restent les décideurs d'un parcours où facilité et rapidité l'emportent sur la recherche de paysages pittoresques, et d'écrins de nature. Nous retrouvons peut-être, ici aussi, une autre conception du monde, non occidentale, où le cheminement le long d'un trajet apparaît d'un moindre intérêt par rapport au but à atteindre.

Les circuits et les itinéraires, thématiques ou non, sont en gestation ou à créer. La Délégation Wallonie-Bruxelles dans le cadre d'un projet de réhabilitation de villages artisanaux de poterie dont la 1^{re} phase s'est déroulée de 2004 à 2006 a élaboré un itinéraire culturel qui retrace l'histoire du potier et de la céramique, artisanat majeur du Viêt Nam. La rencontre des potiers de Chu Đậu, Cậy ou Bát Tràng se prolonge à Hà Nội avec la visite des Musées de l'Histoire du Viêt Nam, et des Beaux-Arts et peut être ponctuée, sur l'itinéraire, par des haltes aux pagodes et temples.

L'artisanat de la soie, propose aussi un itinéraire. Vạn Phúc, village reconnu pour ses soieries, dans la banlieue sud de Hanoi, s'inscrit dans une trame de villages à la tâche spécifique de chacun dans la filière de la soie, élevage des vers à soie, filage, tissage... À cette dernière étape des métiers Jacquard, à cartes perforées, y fonctionnent encore.

⁴⁴ À peine citée dans Vietnam guide touristique (2006).

L'ensemble du delta est un conservatoire de techniques, d'outils, de savoir-faire... que la sortie de la pauvreté est en train de faire disparaître. Leur identification, leur collecte, leur préservation... dans la perspective de mise en place d'un tourisme durable, tourisme rural et véritable écotourisme, contribuera au maintien de la mémoire mais aussi à apporter des revenus supplémentaires aux habitants. À l'horizon plus ou moins proche lorsque la mécanisation aura fait disparaître un certain nombre de matériels les citadins de Hanoï ou touristes étrangers aimeront peut-être retrouver la tradition d'hier dans des festivals à l'ancienne, « battages », « moissons »... à l'image de ceux qui existent dans l'Ouest rural de la France. Le Delta a aussi vocation à rester le poumon vert de Hanoï, le tourisme, industrie non polluante, peut y contribuer en augmentant de façon substantielle le revenu des habitants.

À l'analyse des quelques exemples développés il ressort que la double bataille, de lutte contre la pauvreté et de mise en place d'un tourisme durable, à l'épreuve du terrain, n'est pas encore vraiment gagnée. Chaque terme pris séparément va faire apparaître des résultats encourageants, mais pris dans ses interactions, de nombreuses contradictions se révèlent. Le creusement des écarts entre les pauvres et les riches, la transformation rapide de la campagne sur le plan paysager et architectural, dans le sillon des mesures économiques prises en faveur des minorités, la maîtrise incomplète des conséquences de l'entrée dans l'économie de marché, plus sans doute dans le Delta du fleuve Rouge que dans les montagnes entament le patrimoine culturel et humain, matériel et immatériel. La mise en place d'un véritable tourisme rural, déconcentré en dehors des villages touristiques et artisanaux modèles, est un des facteurs importants qui peut contribuer à l'œuvre de Grande Union nationale, par la découverte de l'altérité au sein des autres ethnies, pour les touristes vietnamiens tout d'abord, et à fidéliser les touristes étrangers en recherche d'authenticité et de l'âme d'un pays ensuite. Rendre compatible les deux perceptions du tourisme en présence, et continuer l'œuvre de rapprochement des Services techniques et administratif dans une vision coordonnée d'un Schéma global d'Aménagement du Territoire est parmi les tâches en cours ou à réaliser, avec la formation ad hoc du personnel touristique et des guides...

RÉFÉRENCES

ADMINISTRATION NATIONALE DU TOURISME DU VIETNAM, 2006. *Guide touristique*. Centre de la technologie d'information touristique (TITC) Hanoi.

Ambassade de France au Viêt Nam, 2005. *Synthèse sur le tourisme, Cahiers de la coopération française au Viêt Nam, Cahier n°1*.

CULAS Christian, CARRE Servan, MARRAN Julie, GIRARD Anne, BOURDENX Béatrice, 2004. *Schéma d'aménagement touristique de la Province de Lào Cai. Programme de Coopération Aquitaine – Lào Cai*. multigr.

DELEGATION WALLONIE-BRUXELLES A HANOI, 2006. Itinéraire culturel des villages artisanaux de potiers dans le nord-est du delta du fleuve Rouge, Séminaire international, Hanoi, 4 octobre 2006. Textes multigr.

DINH TRONG HIEU (1987). *Signes – Natures, Signatures, Biodiversité (1) : Les « bosquets culturels » au Vietnam*. Cahiers d'études Vietnamiennes. n° 12, 14 p.

ÉDITIONS THE GIOI, 2004. *Viêt-nam 2003-2004*, Hanoi, 184 p.

ÉDITIONS THE GIOI, 2004. Résolutions du 7^e plénum du Parti communiste.

GOUROU Pierre (1936). *Les Paysans du Delta Tonkinois. Étude de géographie humaine*. Paris, Les Éditions d'Art et d'Histoire, 666 p.

HỮU NGỌC (2008). *À la découverte de la culture vietnamienne*. Éditions The Gioi, 4^e édition.

MAHARAUX Alain, (2003). *Patrimoines vietnamiens entre reconnaissance et refondation*. In : *Patrimoines et développement dans les pays tropicaux*. Pessac, DYMSET, CRET, (Collection « Espaces tropicaux », n° 18).

MINOT Nicholas, Daulch Bob, Epprecht Michael, 2003. *Poverty and inequality in Vietnam : Spatial patterns and geographic determinants*, New Zealand Agency for International Development, International Food Policy Research Institute, ICARD, Institute of Development Studies, The Inter-Ministerial Poverty Mapping Task Force.

NGUYEN PHU TRONG (2004). *Le Viêt Nam sur la voie du renouveau*, Hanoi, Éditions Thê Gioi, 316 p.

NGUYEN THI THU PHUONG, BAULCH Bob, 2007. *A review of ethnic minority policies and programs in Vietnam*, Centre for Analysis and Forecasting, Vietnam Academy of Social Sciences Hanoi, and Institute of Development Studies University of Sussex. Brighton. UK, Hanoi, Draft for comment. 26 october 2007.

PARTI COMMUNISTE DU VIET NAM, 2001. IX^e Congrès national, Documents, Éditions The Gioi, Hanoi, 271 p

PHAM VAN DONG, 2002, *Culture et Renouveau*, Hanoi, Éditions The Gioi, 90 p.

PHAN Huy Le, Tu Chi, NGUYEN Duc Nghinh, DUONG Kinh Quoc, CAO Van Bien, 1993. *Village traditionnel*, Éditions The Gioi, Hanoi, 515 p.

PHUNG Van Khai, 2006.. Elaboration d'un voyage touristique par le biais du traitement de l'itinéraire culturel, in Séminaire international, Itinéraire culturel des villages artisanaux de potiers dans le nord-est du delta du fleuve Rouge. Délégation Wallonie-Bruxelles, Hanoi, 4 octobre 2006. multigr.

ROSSI Georges, 1995. In « Fleuve Rouge ». *Les Cahiers d'outre-mer*, avril-juin, n° 190

SACY (de) Alain S. (2002). *Vietnam le chagrin de la paix*, Vuibert, Paris, collection « Gestion internationale ».

SỜ VAN HOA THỂ THAO VÀ DU LỊCH, 2008. *Báo cáo khảo sát đánh giá thực trạng và hiệu quả mô hình du lịch cộng đồng tại thôn Bản Dền xã Bản Hồ huyện Sa Pa, Sa Pa tháng 6, 2008, Nhóm khảo sát*. Service de la Culture du Sport et du Tourisme, 2008. Rapport d'évaluation des situations actuelles et de l'efficacité du modèle touristique communautaire (village de Ban Den, commune de Ban Ho, district Sa Pa) Sapa, juin 2008.

SOCIALIST REPUBLIC OF VIETNAM, 2005. *Viet Nam Achieving The Millennium Development Goals*, Hanoi, August 2005.

SWISS NATIONAL CENTER OF COMPETENCE IN RESEARCH NORTH-SOUTH (NCCR) SWITZERLAND ; DEPARTMENT OF POPULATION AND LABOUR STATISTICS (GSO), GOVERNMENT OF VIETNAM ; INFORMATICS CENTER FOR AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT (ICARD), GOVERNMENT OF VIETNAM. 2004. *Socioeconomic atlas of Vietnam, A depiction of the 1999 Population and housing census. The cartographic Publishing House, Hanoi, NCCR Berne and Geographica Bernensia.*Swiss.

Trần Hữu Sơn, 2004.. Xây dựng đời sống văn hoá ở vùng cao. Nhà xuất bản văn hoá dân tộc. Hà Nội.

TRAN NGOC THEM, 2001. *Recherche sur l'identité de la culture vietnamienne*, Hanoi, Éditions Thê Gioi, 836 p.

UNITED NATIONS COUNTRY TEAM VIET NAM, 2005. *The Millennium Development Goals and Viet Nam's Socio-Economic Development Plan 2006-2010*, Ha Noi, 2005, UNDP Vietnam.

ỦY BAN NHÂN DÂN TỈNH LÀO CAI, 2004.. QUI HOẠCH PHÁT TRIỂN DU LỊCH TỈNH LÀO CAI (GIAI ĐOẠN 2005-2010 VÀ ĐỊNH HƯỚNG 2020), CHƯƠNG TRÌNH HỢP TÁC GIỮA TỈNH LÀO CAI -VIỆT NAM VÀ VÙNG AQUITAINE – CỘNG HOÀ PHÁP, LÀO CAI – COMITÉ POPULAIRE DE LA PROVINCE DE LAO CAI, 2004. *Planification du développement touristique de Lao Cai (Période de 2005-2010 et orientation pour l'an 2020)*, Programme de coopération entre la province Lao Cai, Vietnam et la province Aquitaine, France. Lao Cai.

VO MAI PHUONG, BURKERT Claire (2001). *A Yao community in Sapa*. Hanoi, The Vietnam Museum of ethnology.

VU The Binh, 2006. *Quelques questions concernant le tourisme culturel au Vietnam*, in Séminaire international, Itinéraire culturel des villages artisanaux de potiers dans le Nord-Est du delta du fleuve Rouge. Délégation Wallonie-Bruxelles, Hanoi, 4 octobre 2006. multigr.

AXE 3

TOURISME ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ. QUELLE POLITIQUE OU QUELLE STRATÉGIE D'ARTICULATION ?

DU NÉCESSAIRE TRAITEMENT DE LA PAUVRETÉ

ÉLÉMENTS POUR UNE APPROCHE DE LA RELATION PAUVRETÉ ET TOURISME URBAIN DANS LE CAS DE MARRAKECH

Nadir BOUMAZA

Professeur, université Pierre Mendès-France ; laboratoire PACTE, CNRS de Grenoble.

INTRODUCTION

Parce qu'elle est ancienne et diverse, la pauvreté présente des traits structurels pouvant être considérés selon les opinions politiques, comme composante d'un système économique et social hérité de l'histoire moderne ou bien comme le pendant logique de rapports sociaux autoritaires qui limiteraient les traits démocratiques comme les évolutions du système politique.

La pauvreté dont il faut rappeler qu'elle constitue un problème ancien, grave et toujours reporté, pose ainsi des questions de fond comme celle de son mode de traitement qui peut opposer des stratégies libérales où prévaut le point de vue social à des stratégies interventionnistes ou néo-keynésienne qui en font un levier stratégique.

Singulièrement orientées par le Programme de développement humain adopté en 2005 en lien avec la démarche du Programme des Nations Unies pour le développement, les orientations de la politique marocaine de développement indiquent des choix majeurs de rupture avec des rapports sociaux fondamentalement inégalitaires participant à l'inertie économique.

La faiblesse ou la lenteur des changements que traduit le recul du Maroc à la 126^e position dans le classement des pays en matière de développement humain en 2007, impose néanmoins une compréhension et une connaissance avancées des obstacles structurels à la résorption de la pauvreté et à un développement social et durable. Nous en examinons ici quelques aspects avec le cas de la pauvreté urbaine et de sa relation à l'activité touristique qui constitue une ressource majeure du Maroc et plus particulièrement de la ville et de la région de Marrakech.

1. LA PAUVRETÉ, UNE QUESTION D'ATTITUDE

1.1 Deux visions anciennes

La question de la pauvreté est de nature politique ou morale dès lors qu'elle pose un problème de choix entre une société solidaire dont l'ensemble des membres bénéficient de droits économiques et sociaux et une société de ségrégation et d'exclusion sociale acceptée ou subie pour des raisons idéologiques fondées sur une naturalisation de l'inégalité économique et sociale ou justifiées par des lois économiques. Interrogée dans les sociétés modernes où « elle se définit non en elle-même mais par rapport à un seuil de revenus qui augmente avec l'augmentation de la richesse », la pauvreté « renvoie à la faiblesse des revenus. Elle « présente donc un caractère équivoque et relatif » dont l'interprétation sociale et l'analyse théorique ont toujours opposé des attitudes « déterministes » d'acceptation ou de naturalisation de la pauvreté à des attitudes volontaires à caractère réformateur ou révolutionnaire. La première attitude peut viser l'infériorisation des pauvres. Le second type d'attitude prend en compte l'histoire des individus et des communautés et les situations ; elle met en cause des facteurs externes qui peuvent relever de l'oppression sociale et de la violence par le vol, l'expulsion etc. Elle met également l'accent sur la perpétuation et sa transmission aux enfants posant le problème des chances que doit donner la société aux individus pour les faire sortir du désespoir et leur faire croire à des valeurs d'humanité¹.

Ces oppositions, qu'il importe d'intégrer à toute analyse et à toute stratégie d'action, croisent les débats économiques opposant libéralisme et économie sociale de marché. Elles interrogent sur les formes possibles d'arbitrage permettant le dépassement de positions doctrinaires et idéologiques au bénéfice d'un traitement de la pauvreté dans le cadre d'une visée collective de bien être.

1.2 Du traitement nécessaire et efficace de la pauvreté

D'un certain point de vue, la pauvreté semble permettre aux membres les plus nantis de la société de bénéficier de la mauvaise distribution des richesses et d'une domination sociale des plus faibles. Dans cette vision archaïque encore très présente dans les sociétés hiérarchisées et autoritaires d'Asie et d'Afrique, les pauvres doivent accepter des conditions de travail et de rémunération indignes dans des sociétés où la solidarité sociale est remise en cause par l'évolution générale des modes de vie et de séparation sociale. La privation de moyens de se nourrir, de se loger, l'illettrisme et le mauvais état de santé, l'exclusion sociale constituent une source de problèmes sociaux, sanitaires, économiques, culturels et politiques et une source de gêne morale voire physique dans le contact avec les pauvres. La pauvreté oriente la demande et l'offre de travail dans un certain nombre de secteurs en exerçant une pression à la baisse de la rémunération, elle affaiblit les qualités et compétences de la main d'œuvre. Elle affaiblit la nation et ses communautés en donnant un sentiment de fragilité aux individus. Elle appelle pour cela la mobilisation de l'État Nation et des orga-

¹ Nous renvoyons au travail synthétique majeur de Serge Paugam (La disqualification sociale. Les formes élémentaires de la pauvreté. 1999) , et à sa référence majeure à Georg Simmel (*Les Pauvres*, trad. de l'allemand, PUF, 1991), mais également aux travaux de Pierre Bourdieu, (principalement, Pierre, *Questions de sociologie* et *La Misère du monde*), et à l'ensemble des analyses empiriques sur les théories du développement.

nisations afin de faire valoir la solidarité et de donner à l'ensemble des citoyens la dignité nécessaire au respect par tous du contrat social, ce qui nécessite l'effort de chacun dans le respect des règles.

Au Maroc, malgré des évolutions majeures, la pauvreté est associée à des situations archaïques de dépendance et de servitude comme la mendicité étendue, la domesticité et le travail difficile et mal rémunéré des enfants. Elle génère, avec d'autres phénomènes, le mauvais état physique d'un grand nombre d'individus. Ces traits sociaux, d'abord hérités de la colonisation, en font un phénomène ancien et structurel par sa permanence, son extension spatiale et son inscription dans des rapports sociaux hiérarchisés dont la relation de servitude est une composante importante étendue largement au-delà des classes supérieures. L'institutionnalisation sociale de la domesticité et du placement d'enfants en bas âge au sein de familles, qui donne lieu à la privation de l'école et la privation de l'enfance, participe largement à la reproduction sociale de la pauvreté même si celle-ci n'affecte pas spécifiquement les domestiques. L'acceptation morale de cette situation donne bien entendu lieu à des positions et attitudes morales et concrètes fort contradictoires dans lesquelles s'entremêlent fatalisme, affliction et attitudes plus ou moins conséquentes de générosité, de charité voire d'exploitation, plus ou moins justifiée, de la faiblesse des pauvres.

1.3 La lutte contre la pauvreté doit prendre en compte les représentations sociales de la pauvreté et se faire dans la longue durée

Les obstacles sociaux à la lutte contre la pauvreté constituent l'une des questions majeures du développement des initiatives et de l'exploitation des possibilités. Ces obstacles tiennent d'abord aux représentations et aux croyances concernant tout autant la pauvreté elle-même que les possibilités d'action.

Les idées communes véhiculées dans différents milieux sociaux tendent ainsi à réduire la pauvreté à certains de ses aspects les plus visibles comme la mendicité ou l'état physique et les attitudes de personnes très pauvres et diminuées physiquement. Ainsi l'opinion commune dans une ville comme Marrakech et plus généralement au Maroc et dans les pays du sud croit que le touriste, qui est stéréotypé comme un riche américain ou européen, peut être révolté par les images sociales et urbaines de la pauvreté.

D'autres opinions contradictoires sont véhiculées dans des milieux divers du point de vue du statut social, de la connaissance ou de l'instruction et de l'appartenance socioculturelle. Elles portent par exemple sur la relation entre pauvreté et développement avec des schémas mentaux de type malthusien selon lesquels la pauvreté tiendrait d'abord à l'arrivée massive des ruraux en ville et à la forte fécondité des classes populaires. La prospérité économique est perçue généralement comme une donnée constante naturelle ou culturelle dont la distribution sociale doit se faire avec le plus faible nombre c'est-à-dire par élimination des classes sociales les plus pauvres et les plus déconsidérées socialement.

Dans cette optique, l'équité et la justice sociale associées aux représentations de l'explosion démographique, peuvent être perçues notamment au sein des classes d'entrepreneurs non cultivés ou de membres de classes moyennes, comme des freins à la croissance. Cela rappelle et explique l'actualité des textes

et des positions prises par Alexis de Tocqueville sur l'intérêt moral et économique de la lutte contre la pauvreté. L'engagement de politiques redistributives qui imposerait de vastes réformes, dispose rarement du consensus social nécessaire à leur mise en œuvre dans les pays du sud où les représentations des plus faibles ne font fonctionner la solidarité qu'à l'intérieur des groupes d'appartenance.

Dans un pays comme le Maroc, la pauvreté qui est structurellement liée aux rapports sociaux fait l'objet d'une acceptation relative, dès lors qu'elle est accompagnée de gestes et d'actes de charité et de bienveillance. Elle définit et oriente la rémunération du travail et du service et participe au classement social. Elle constitue pour cela un blocage majeur de la mise à niveau et du développement puisqu'elle oriente les investisseurs (et l'ensemble du modèle économique) vers une pression à la baisse de la rémunération du travail, dont la justification est renvoyée à la compétition internationale. Il en résulte des stratégies qui n'accroissent pas la productivité du travail par l'investissement, par la formation et par la bonne organisation de l'entreprise. Cette pression oriente également les individus vers des stratégies d'allégeance ou de domination sociale plutôt que vers des stratégies de mobilisation par le travail, l'initiative et l'enrichissement du capital social et culturel.

1.4 De l'intérêt général.

La pauvreté est un facteur de blocage des transformations

Ces positions relèveraient de la différenciation sociale des positions et intérêts et de la seule responsabilité morale si la pauvreté ne participait pas au blocage social du développement du Maroc non seulement par l'image qu'elle peut donner mais aussi par ses effets sur la productivité, l'unité et la stabilité de la nation etc.

C'est pourquoi l'approche strictement sociale de la pauvreté qui est le plus souvent destinée à diminuer la souffrance est critiquable en ce sens qu'elle ne vise pas la modification des causes les plus profondes de la pauvreté. Elle peut cependant constituer une phase initiale et préparatoire de politiques structurelles en ce qu'elle permet aux riches de se repositionner et de repenser leur attitude et aux institutions de se donner le temps de réfléchir à l'approche stratégique.

Une voie moyenne permet ainsi de rapprocher le traitement social et l'approche stratégique. Il s'agirait d'intégrer la question de la pauvreté dans toute démarche sectorielle non pas comme un petit chapitre budgétaire supplémentaire mais comme une méthode pour intégrer les traits du local. Le tourisme peut en donner un exemple fort utile et pertinent du fait de la souplesse et de la diversité de ses types d'entreprises. Il présente précisément un cas spécifique fort complexe de développement générateur de revenus et d'effets problématiques. Il constitue un domaine particulièrement original et exemplaire pour l'étude de la pauvreté du point de vue de son traitement à partir des domaines économiques les plus importants.

La durabilité du tourisme qui conditionne la portée et les bénéfices sociaux du tourisme en dépend, non seulement pour des raisons d'unité de fonctionnement de la ville dont les différenciations sont génératrices de ségrégation dangereuse mais également pour des raisons économiques, sociales et culturelles.

Ainsi considérée, elle nécessite l'effort et la mobilisation d'une nation entière et rappelle que les logiques d'acteurs et l'égoïsme constitutif de la personne humaine font prévaloir les comportements de « passager clandestin » formalisés et théorisés par Mancur OLSON et la sociologie de l'action².

2. LES ÉVOLUTIONS CONTEMPORAINES

2.1 Les progrès économiques et le recul de la pauvreté au Maroc

Divers indicateurs de la pauvreté montrent un recul certain qu'il convient de mesurer le plus précisément possible et d'analyser en rapport avec les politiques publiques et avec les transformations sociales. Il s'agit là, de faire la part des facteurs généraux de transformation et celle des actions ciblées à caractère social et de lutte contre la pauvreté, et d'en identifier l'origine locale, nationale ou internationale.

Une enquête nationale (2001, ministère de la Prévision économique et du Plan³) sur la politique de la population a permis de constituer une carte de la pauvreté, à partir des concepts de pauvreté monétaire absolue et de pauvreté alimentaire. Elle indiquait une dépense annuelle de ménage (estimé en moyenne à 6 personnes) inférieure à 3920 DH (environ 392 euros) pour la ville et 3 037 DH en milieu rural. La pauvreté qui touchait, selon l'enquête, 12 % des familles urbaines et 27,2 % des familles rurales, était « plus criarde dans trois régions (dont celle de) Marrakech-Tensift-Haouz (83 %)... où elle touchait le milieu urbain... à 83 % ». »

Les données du recensement général de la population et de l'habitat de 2004⁴ ont permis d'actualiser les indicateurs de cette carte au niveau local. Donnant un taux de pauvreté de « 14,2 % contre 16,5 % en 1994, soit une diminution de 14 %, « plus accusée entre 2001 et 2004 qu'entre 1994 et 2001 », elles montrent une plus forte incidence au niveau rural (22 %) qu'en milieu urbain (7,9 %), avec des disparités régionales toujours très fortes (20 % dans 39 communes, et moins de 5 % dans 55 communes et centres urbains).

La diminution de la pauvreté, ainsi enregistrée, montre une intégration croissante de franges de populations marginalisées et une dynamique d'ensemble du processus de développement social. Elle appelle des confirmations par des enquêtes

² Nous nous appuyons pour mener cette analyse sur les travaux développés en sociologie des organisations puis de sociologie de l'action pour partie à la suite de Mancur Olson (*Logic of Collective Action*, Harvard University Press, 1971, traduction française : *Logique de l'action collective*, préface de Raymond Boudon, PUF, 1978 (2^e éd. 1987) dont la théorie « du passager clandestin » met en évidence l'importance du rôle de l'État comme outil de construction d'un « choix public » face aux logiques de l'action collective. Nous nous référons également aux travaux de l'école française dite « Économie des conventions » dont la démarche de prise en compte réaliste de l'incertitude « relativise la dichotomie moyen/fin à la base de la théorie du choix rationnel et ouvre sur une variété de formes d'engagement dans l'action » dans laquelle les représentations renvoient aux effets des idées et des attentes des agents sur la coordination de l'action. cf Article « économie des Conventions », anonyme, [http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%economie des conventions](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%economie%20des%20conventions), Philippe Batifoulier « Théorie des Conventions », *Economica*, 2001 ; Raveaud Gilles, <http://www.idhe.ens-cachan.fr/ric0503.pdf>,

³ *La Vie économique* (Casablanca), 6 août 2002. Selon la même source, l'inflation est maîtrisée : de 6,1% en 1995, la hausse des prix a été ramenée sous la barre des 3%. En 2000, elle a été contenue à 2,5%, à 1,4% en 2001, à 2.1% en 2002 , à 1.2 en 2003 et 1,5 en 2006

⁴ Dans les villes, le taux de pauvreté s'élève à 7,9 % en diminution de 2,5 points depuis 1994. (..) Le taux minimum est enregistré dans la région du Grand Casablanca (3,5 %), *Le Matin*, 4 mai 2008.

empiriques portant sur les conditions et le vécu des situations par les populations de quartiers types et de populations cibles.

Le recul résulte d'abord, d'un réel progrès économique du Maroc qui connaît depuis 1995, un taux de croissance⁵ positif quoique variable et fragile, avec un taux moyen de 4 % entre 1994 et 2004 et 8 % en 2006⁶ dans un contexte de forte chute de la croissance démographique descendue à 1,4 % en 2006 et de forte croissance du poids des jeunes en âge de travailler. Elle tient aussi aux politiques d'équipement et de scolarisation dans un cadre marqué par la faiblesse ancienne des politiques sociales. Le lancement de la lutte contre l'habitat insalubre et surtout la libéralisation de l'intervention des acteurs sociaux locaux et nationaux financés par les programmes internationaux et appuyés par les ONG internationales, en sont certainement la source majeure.

Ces reculs indiquent l'importance de l'action publique en faveur du désenclavement, de l'équipement et de l'offre publique généralisée de protection sanitaire et d'éducation. La pauvreté n'est en effet pas générée par les seules conjonctures de croissance démographique et urbaine. Régulièrement aggravée par la crise de l'agriculture et de l'élevage traditionnel et de l'ensemble de l'économie « traditionnelle », la pauvreté ancienne est renouvelée par la dissolution progressive des structures économiques, familiales et sociales. Elle se transforme avec les déficits de scolarisation et de formation, d'équipement et d'accompagnement des évolutions qui font apparaître les processus de disqualification sociale, de marginalisation ou dépossession des groupes de populations entières dans une médina recomposée et dans des quartiers composés spontanément. Les actions sectorielles concernant la mise à niveau de la ville, concernent directement les pauvres dès lors qu'elles ne les excluent pas et qu'elles sont définies avec des objectifs de cohérence et d'unité fonctionnelle de la ville. Elles ne suffisent cependant pas à résorber la pauvreté si l'économie générale n'offre pas suffisamment d'emplois et si les dispositifs de formation et d'encadrement des populations ne favorisent pas leur intégration.

2.2 Marrakech, une singularité, un champ intéressant d'expérimentation et d'innovation

Le cas de Marrakech qui ne saurait être appréhendé par sa seule exceptionnalité urbaine, culturelle et économique, se situe à l'opposé des contextes classiques de pauvreté : ceux des régions rurales défavorisées climatiquement et « géographiquement » ou ceux des bidonvilles et espaces urbains informels de villes à croissance économique faible ou modérée, ceux de métropoles comme Fès, Agadir, Meknès, ou de régions marginalisées comme celles du nord est marocain, de l'oriental, du sud ou du littoral central.

⁵ « L'économie du Maroc a enregistré durant les cinq dernières années un taux de croissance moyen de 5%. En effet, en 2001 et dans un contexte de contre performance du secteur agricole, de morosité de la conjoncture internationale, l'économie marocaine a enregistré un taux de croissance estimé à 6,5 % contre 1 % en 2000, 3,2 % en 2002, 5,5 % en 2003 et plus que 8% en 2006 (le taux le plus haut du Maghreb) ». Article Wikipedia reprenant les communiqués officiels marocains. Cette croissance semble se continuer selon le Haut Commissariat marocain au Plan, dans ses prévisions pour 2008, « s'attendant à une inflation, dont l'accentuation serait modérée. Les équilibres financiers sont progressivement restaurés.

⁶ <http://www.touijar.com/monblog/index.php?2007/10/22/156-les-chiffres-cls-de-l-economie-marocaine-leconomiste->

La pauvreté entendue au sens large de faible capacité des personnes à se nourrir, se loger, se soigner et non pas seulement, y est constituée principalement dans la médina et dans les bidonvilles. Elle est régulièrement alimentée par une immigration rurale et urbaine attirée par la croissance de la ville orientée par le tourisme et la spéculation foncière et constructive. Cette pauvreté se manifeste chez des populations actives occupées par le travail artisanal, les services etc., et, au sein de populations marginalisées par l'âge, le mauvais état de santé plus ou moins handicapant, les situations de désaffiliation et de précarisation comme celles de mères de petits enfants, dépourvues de moyens quelconques de logement et de possibilité de s'activer ou encore, la présence dominante du tourisme dans la ville entraîne des contacts et relations directes entre les pauvres et les touristes, notamment dans les circuits où la pauvreté devient très visible et se manifeste par la mendicité. Principalement présente dans le reste de la ville, dans les bidonvilles et dans les interstices, la pauvreté participe de la pression à la baisse relative sur les salaires et à l'entretien de conditions de travail difficiles. Sa résorption suppose la constitution progressive d'un modèle évolutif de production dans lequel la formation, la rémunération et la stabilisation des actifs amélioreraient non seulement la productivité et la qualité de la production en lien avec la consommation et l'usage des touristes mais également avec l'ensemble de la structure économique de la ville. La question de « durabilisation » du tourisme et du développement urbain croise par là, le traitement de la question sociale et l'oriente vers une articulation des domaines d'action nécessaires à la définition et à la réussite du projet urbain.

C'est bien dans la médina de Marrakech que la relation entre pauvreté et tourisme urbain est la plus forte et la plus à même de fournir des pistes de réflexion et d'action. La forte activité artisanale et commerciale constituant un attrait majeur des touristes et une ressource importante, il y a lieu de rechercher les formes de « durabilisation » de l'activité touristique par une régulation des liens et un accompagnement des activités et des acteurs vers des objectifs de développement durable de l'emploi par la formation, l'organisation de l'activité, selon des règles de protection des employés les plus fragiles, d'amélioration et de développement des produits et sur la base d'une vision moderne, équitable et mutuellement avantageuse.

3. PENSER L'ACTION SUR LA BASE DES ÉVOLUTIONS

3.1 Une évolution des dispositions à l'échelle internationale

Les causes de la pauvreté étant structurelles, c'est-à-dire sont liées à l'évolution de l'économie internationale et aux politiques nationales telles qu'elles sont orientées par l'histoire et l'état politique des nations.

La prise de conscience de l'aspect choquant des évolutions a progressivement amené la communauté internationale à réaffirmer l'importance de la priorité en faveur de la lutte contre la pauvreté remise au centre des préoccupations. Les manières de l'aborder ont été modifiées par les résultats de plusieurs sommets internationaux comme celui de Copenhague sur le développement social (1995). Différents groupes de travail, d'instances et organismes internationaux ont favorisé la mise en chantier des nouvelles orientations du PNUD, de la Banque Mondiale et de la coopération européenne. Elles sont de plus en plus déclinées dans les domaines d'action possibles comme ceux des services de base aux po-

pulations, de la valorisation d'activités traditionnelle ou informelles et par l'aide en micro crédit et dans le tourisme.

Dans ce cadre, l'Organisation mondiale du tourisme a sélectionné sept moyens d'action comme l'emploi des plus pauvres dans les entreprises touristiques, la fourniture de produits et de services et la vente directe par les plus pauvres aux entreprises du secteur, les actions de bénévolat des touristes et des entreprises de tourisme, l'investissement dans les infrastructures de base au bénéfice des plus pauvres et du développement touristique de leurs territoires. Des expériences sont ainsi menées en divers pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, avec l'appui d'ONG comme Planète finance.

Cette prise de conscience internationale principalement encouragée par des ONG indique des pistes d'action précises et fondées sur des expériences. Elle débouche aujourd'hui à l'échelle internationale sur la faisabilité des projets et ouvre des possibilités d'encadrement des initiatives depuis la conception et le financement jusqu'au suivi des PME constituées sur la base des expériences de management, de gestion et de développement durable les plus performantes. Des expériences sont ainsi constituées au Maroc avec la fondation Zagoura (constituée en 1995) qui a réussi à mobiliser d'importants financements en faveur de la réalisation d'entreprises d'insertion et de développement et avec Planète finances Maroc qui a notamment favorisé des opérations dans la région de Fès (Aïn Leuh).

La ville et la région de Marrakech ne manquent pas d'associations liées à des ONG ni d'expériences à valoriser et prolonger ni encore d'amoureux de la ville susceptibles de favoriser un tourisme équitable et durable générateur de développement social.

3. 2 Dépassez la séparation des mondes

Problématique dans le contact avec les touristes, la pauvreté donne lieu à des réactions des acteurs locaux en faveur d'un éloignement des touristes ou des pauvres comme si le tourisme nécessitait des territoires spécifiques.

Il en résulte d'abord la nécessité de vérifier les attitudes et dispositions des touristes dont on sait qu'ils sont fort divers et qu'ils viennent à Marrakech pour diverses raisons dans lesquelles l'exotisme mais aussi le contact avec des réalités sociales et culturelles rencontrent des opinions critiques vis-à-vis de l'ordre du monde.

La question de la séparation des mondes se pose ainsi tant à propos de l'organisation des programmes des touristes dans la ville mais également à propos des champs et des modes d'intervention sur la pauvreté par les opérations de développement économique et social dont il est fort utile de savoir s'il est plus stratégique de les constituer à l'écart de l'activité la plus importante de la ville.

Le tourisme permet ainsi de remettre en cause la relation constituée entre les pauvres et leur environnement et de la transformer de sorte que les pauvres puissent s'engager dans des trajectoires dynamiques encadrées dans des champs d'actions et dans des relations interpersonnelles susceptibles de pallier aux lacunes des dispositifs classiques et de sortir les pauvres de leur « ghetto ».

3.3 La nécessité : agir avec des objectifs, avancer avec pragmatisme et validation des expériences, s'appuyer sur la connaissance et organiser la connaissance en fonction des besoins de l'activité

Les facteurs susceptibles d'activer la mobilisation et avant tout la réflexion sur la démarche sont le plus souvent externes aux sociétés locales. Ils peuvent se résumer à la décision des autorités centrales qui suivent généralement les effets de conjoncture comme l'événement sur le terrain ou des enjeux politiques de type électoral, l'engagement des organisations mondiales et avec elles, l'arrivée de financements externes.

Le consensus international en faveur de la lutte contre la pauvreté, renforcé par les mesures d'allégement de la dette des pays du Sud, représente pour cela une opportunité majeure pour améliorer le sort des populations concernées. Il est d'autant mieux venu avec les très fortes perturbations de l'économie internationale et des effets à venir assez mal mesurés, si l'on considère le recul des économies vivrières dans les pays du sud, les perspectives de très forte baisse des pouvoirs d'achat et la chaîne des processus et mécanismes économiques, sociaux et politiques. Les effets du consensus comme ceux des mobilisations internationales ne sont néanmoins pas accompagnés de convictions locales et c'est pourquoi la question de la nécessité et de l'utilité économique, sociale et politique de la lutte contre la pauvreté reste centrale.

La nécessité tient aussi au fait que la pauvreté exerce une pression à la baisse sur le marché du travail sans pour autant générer une productivité du travail ou la dynamique d'entreprendre du fait que ces facteurs économiques ne sont jamais spontanés et dépendants de nombreux facteurs et principalement de la stabilité politique, de l'exercice de l'autorité et d'une administration efficace et ajustée aux besoins des acteurs économiques. La pauvreté réduit ensuite le pouvoir d'achat de populations entières et oriente à la baisse les transactions et la circulation de la marchandise tout comme elle oriente à la baisse la force de travail et la motivation.

La lutte contre la pauvreté et les inégalités suppose un engagement intense et soutenu dans la durée. Elle nécessite certes et de façon permanente la mobilisation de la communauté internationale pour traiter les causes structurelles. Elle doit aussi être menée localement sur le double front de l'aide aux populations concernées selon des règles fondées sur l'expérience et de façon conjuguée aux efforts de développement.

L'efficacité de l'action impose pour cela la continuité, la hauteur nécessaire des moyens et le choix des bonnes méthodes dans l'aide aux populations elles mêmes, pour que l'aide n'alimente pas le phénomène lui-même en pérennisant l'assistance.

3.4 Le passage à l'action comme outil de dépassement des difficultés

Mais si la nécessité de son éradication et de l'action en faveur des pauvres fait l'objet de consensus, la décision d'agir comme la manière ne manque pas de poser plusieurs questions.

Le passage à l'action reste aujourd'hui confiné dans les bonnes intentions et les soutiens à une ou deux associations et reste difficile comme pour toute action dont la définition échappe aux nomenclatures budgétaires et organisationnelles

des administrations centrales et locales. Manquant d'institution dotée de pouvoirs dans un contexte national où l'accumulation des obligations est aggravée par les problèmes de compétence, de coordination d'action, etc. la question de la pauvreté demande en premier lieu détermination et conviction alors que manquent les acteurs mobilisés, dotés de pouvoir et de compétence ainsi que les pouvoirs périphériques comme ceux de l'opinion publique et de la société civile. La question relève ainsi de la seule bonne volonté ou prise de conscience accompagnée de velléité passagère le plus souvent suscitée par une situation, une visite officielle, une réunion de travail sur la dynamisation du tourisme. Les opinions communes et non organisées l'emportent ainsi dans la représentation qui reste régulièrement marquée par des interprétations anciennes du phénomène, par des situations de contact avec l'espace de la rue. Elles renvoient d'abord la responsabilité de la pauvreté à la fatalité, à des forces externes comme l'exode rural, le « sous développement » ou l'infériorité ou l'incapacité des sociétés arabes et musulmanes et ensuite aux pauvres eux-mêmes.

À Marrakech, les ingrédients de l'action nous semblent tout particulièrement réunis. Celle-ci peut être pensée, conçue, organisée et expérimentée pour être mise en œuvre selon les règles de la meilleure efficacité.

4. LA CONNAISSANCE ET LA RECHERCHE SONT AUSSI INDISPENSABLES QUE LE FINANCEMENT DE L'ACTION

La lutte contre la pauvreté appelle comme toute autre action sectorielle un travail institutionnalisé de connaissance des populations concernées, des processus concrets et localisés, des interactions entre pauvreté, résorption de la pauvreté et développement sectoriel et de la question de l'action avec ses problèmes de définition stratégique, de méthode et de leviers d'action, de suivi et d'évaluation à des fins de correction, de valorisation et de prolongement des actions réussies.

4.1 La production de connaissances scientifiques relève de l'application des règles connues par le monde scientifique

L'expérience scientifique montre combien le hasard des découvertes impose les principes de liberté du savant et des choix des objets de recherche, il ne prend de sens et ne donne de résultats qu'avec des capacités à identifier et interpréter l'importance de la découverte. La connaissance résulte également de la bonne organisation de la recherche et des capacités de la société à la faciliter et la valoriser par l'accroissement permanent des moyens humains et matériels, par la constance et la continuité du travail scientifique qui nécessite la mise en place de base de connaissances et de liens concrets et permanents entre la production de savoirs et de connaissance et le déroulement des activités générales. La connaissance de la pauvreté demande pour cela un accrochage aux réalités sociales, à leurs permanences et à leurs évolutions et aux possibilités et dispositions des acteurs sociaux et institutionnels.

4.2 La connaissance des acteurs constitue une condition généralement nécessaire à la définition de toute action du fait qu'elle permet en même temps de comprendre et de constituer les bases et les supports sociaux des pratiques

Cette connaissance qui doit être faite dans le cadre des études comme dans la définition des stratégies d'action, impose une identification préalable des acteurs certes mais également et surtout l'analyse du rapport global et local des acteurs à la pauvreté, du point de vue des représentations qui constituent un frein majeur au traitement de la pauvreté. Il importe en effet en premier lieu d'agir contre les obstacles sociaux opposés à la lutte contre la pauvreté en visant la mobilisation et la motivation des acteurs sur la base d'une connaissance de ces derniers et de leurs expériences de situation. La prise de conscience collective de ce que les réalités sont différentes des représentations en dépend.

Des hypothèses intéressantes peuvent être soumises à vérification à partir d'opérations expérimentales pouvant être accompagnées de campagnes de communication du système touristique.

La relation « moyenne » entre le touriste et les pauvres est généralement positive et la gêne ou l'émotion ressentie par ce premier devant la pauvreté ne le dissuade pas de revenir ou de diffuser une image positive de la ville et de son séjour. Cette relation est variable d'un groupe et d'un type de touristes à un autre, variant en fonction des conjonctures et des situations. Elle appelle certes une vigilance à propos de certaines mises en contact et un travail sur la diversité des produits et des modes d'accueil et d'accompagnement des touristes comme des populations. Les pauvres de leur côté ne sauraient être confondus avec les seuls mendiants et personnes qui se manifestent auprès du touriste même si le harcèlement s'explique autant par la précarité et la pauvreté que par les stratégies des hôteliers et commerçants.

Les opérateurs touristiques sont intéressés par la valorisation des produits et agissent sur la base de règles économiques et financières sur lesquelles se greffent des options et décisions subjectives généralement déclenchées par la conjoncture, le contact personnel, ...etc.

Le tourisme éthique et solidaire constitue une ressource d'avenir qui doit être impulsée et intégrée prudemment dans l'ensemble de l'activité. Le tourisme urbain et la pauvreté qui constituent des « mondes » théoriquement contradictoires ou opposés, offrent en effet une possibilité de rapprocher des mondes séparés grâce à la solidarité et la morale. A l'opposé des visions strictement marchandes, ludiques et de recherche de détente en rupture avec les réalités sociales, se situent des individus dotés de sentiments, de morale, de références et de recherche de sens. La question de la pauvreté peut participer à la valorisation de l'éthique comme « régime de grandeur » (Boltansky) pour les acteurs en recherche de modèles sociaux alternatifs et de possibles dans la façon d'organiser ou de panacher les modèles de consommation touristique, et de faire vivre autrement les relations sociales induites par la relation touristique.

« La nature ayant horreur du vide », ce sont les mobilisations autour de projets qui définissent l'avenir et les contenus des processus et c'est pourquoi la définition du projet urbain, touristique, de développement...est indispensable à toute démarche de durabilité et de traitement des grandes questions comme la pau-

vreté. Le management du projet est ainsi essentiel à l'avancement des questions stratégiques comme celle de la pauvreté...

4.3 La prudence vis-à-vis des faits sociaux a pour corollaire l'application des protocoles les plus rigoureux d'observation et d'étude

S'agissant du tourisme urbain, apparaît d'abord l'urgence d'une connaissance solide de la pauvreté et des pauvres, des représentations et des types de contact des touristes et des opérateurs avec la pauvreté et avec les pauvres, ces objets étant à définir en termes réciproques⁷ et sur la base des connaissances nouvelles ; ainsi en est-il du passage des approches de la pauvreté par le revenu et la consommation à des approches à partir de notions plus vastes de bien être et de la privation, de la prise de conscience, des mécanismes de paupérisation ou d'installation dans la pauvreté et de « décrochage », de vécu, etc... Les appareils d'hypothèse pour être sérieux et non stéréotypés devront intégrer sur la base de tests et de pré-enquêtes non seulement les différenciations de genre, de statut, d'âge, d'expérience mais également et surtout la remise en cause de pré-notions rarement vérifiées et que critiquent des spécialistes comme Sally Baden et Kirsty Milleverd⁸. Les enquêtes pour être très solides sur le plan scientifique doivent être, non pas avant tout très lourdes et coûteuses, mais d'abord construites avec des appareils d'hypothèse sérieux et des protocoles très précis de vérification et de mesure de l'information. De même, faut-il rappeler les linéaments de l'enquête socio-économique et sociologique ou géographique dont le traitement et l'analyse doivent se faire en référence avec des indicateurs constitués dans l'enquête même et avec des indicateurs statistiques standards mais également en fonction des objectifs d'action justifiant l'enquête. Plutôt que d'engager des enquêtes lourdes, coûteuses et difficiles à exploiter, il apparaît indispensable de construire à Marrakech, un dispositif expérimental de connaissance localisée susceptible d'être étendu à l'échelle de régions d'actions puis de l'ensemble du Maroc.

4.4 Orienter la connaissance vers les objectifs d'action en fonction des règles d'organisation du savoir

Pour être utile dans des délais rapides et plus stratégiques d'action, la connaissance gagnera à être orientée par les possibilités réelles d'action. S'agissant soit d'emplois de très pauvres par les entreprises concernées soit d'achat de services et de produits à des pauvres qu'il s'agirait d'organiser, de financer et d'accompagner, le ciblage pourra être fait à partir de groupes et de personnes déjà identifiés par des dispositifs, par des fonctionnements d'activité ou par l'environnement des résidences ou des circuits de touristes.

Parce que l'action ne saurait attendre les résultats du travail de connaissance, il importerait de définir provisoirement des projets de démarrage de l'action contre la pauvreté avec les acteurs associatifs, institutionnels et surtout socio-

⁷ La définition de la pauvreté et des pauvres gagnera par exemple à être construite provisoirement à partir des représentations pour être rapportée ensuite à des indicateurs socio-économiques et socio-anthropologiques précises. De même gagnerait-on à construire les indicateurs de perception, de représentation et de disposition à partir des discours des interrogés.

⁸ Sally Baden et Kirsty Milleverd, montrent à partir d'enquêtes et d'analyses de travaux sur plusieurs cas de pays du sud que la vulnérabilité plus grande des femmes n'est pas démontrée, cf. Rapport n° 30, Bridge Gender Office, Agence suédoise de coopération, 1995, <http://bridge.ids.ac.uk/reports/21>

économiques du tourisme urbain. Ces projets pourront s'appuyer sur une expertise légère de spécialistes de sciences humaines et de professionnels, tant en matière de socio-économie et de développement social qu'en matière de management et de développement du tourisme, chaque développement étant lié à l'autre. Parallèlement, il appartient à l'onde universitaire de développer des travaux plus fondamentaux à relier aux travaux ponctuels dans une perspective de continuité et de fécondation mutuelle entre les retours d'action, l'empirie et la recherche fondamentale sur les modèles de régulation.

Il s'agirait par exemple de connaître la pauvreté en fonction des contextes et conjonctures dans la relation qu'en ont les touristes et acteurs et de l'étudier par le discours, la construction de types de mises en contact, de réactions suites à quels blocages et quels risques de nuisance à l'activité.

De même peut on penser et envisager l'expérimentation d'action sur la base de protocoles scientifiques définissant par hypothèses des aménagements, des circuits, la gestion du déplacement des touristes volontaires pour faire prendre en compte la pauvreté, générer de la solidarité constructrice par la coopération solidaire, la mobilisation des ONG et associations des mouvements caritatifs etc.

CONCLUSION : LE DÉPASSEMENT DE LA PAUVRETÉ COMME PERSPECTIVE SOCIÉTALE

Une telle approche permettrait de faire de la question de la pauvreté un outil de modernisation de la société en général. La pauvreté amène en effet à s'interroger sur les « catégories » de pensée en usage et de travailler de façon fondamentale c'est-à-dire à partir de ce qu'enseigne l'anthropologie en matière d'historicité et d'historicisation des phénomènes, des valeurs, des matérialités et des mutations idéelles et technologiques. Elle permet de réfléchir sur les différences entre les sociétés modernes et les sociétés anciennes dites développées et les sociétés du sud dont la dépendance et les problèmes de transformation sont liés à des évolutions qui ont supprimé les solidarités et les équilibres anciens générant des manques de régulation sociale, de justice, des effets pesants des inégalités et des retards socioculturels comme l'instruction. L'approche permettrait également de poser la question des obstacles sociaux au recul de l'illettrisme et des problèmes de santé physique à travers le problème de ce qui a été appelé le développement humain et qui donne lieu à un programme non dépourvu de difficultés de réalisation.

Ces questions de mutation vers une société de droits de base comme le droit de se nourrir, le droit à un abri et à un minimum de soins et d'instruction, se définissent elles d'abord et uniquement dans le cadre strict et mécanique des rapports sociaux qui sont des rapports de classe, de genre, de générations et de pouvoir ? Dans quelle mesure en effet, la force des inégalités et surtout celle des statuts tend-elle à faire recouvrir la question de la pauvreté par les intérêts des plus riches et par le poids des classes dominantes qui sont elles mêmes mal à l'aise vis-à-vis de leurs sociétés dans lesquelles peu d'individus se sentent suffisamment à l'aise, les plus pauvres, rêvant de l'émigration et malgré les risques les plus graves et les enfants des plus riches se sentant mal à l'aise dans leurs propres sociétés.

Ainsi la pauvreté et surtout l'organisation la plus consensuelle de son traitement dans le cadre du contexte existant, peut elle constituer un cadre particulièrement intéressant de dépassement des jugements portés sur les « riches », les « patrons », les « spéculateurs », les « touristes européens », « les pauvres », vrais ou faux, « le peuple », noble ou vil... au bénéfice d'une connaissance sociale faite du contact et de la mobilisation solidaire dans l'entreprise et dans la promotion sociale par le droit et sa concrétisation dans le contrat social et dans les engagements des pauvres comme des riches, des touristes et des institutions.

TOURISME ET PAUVRETÉ DANS LA VALLÉE DU ZAT, COMMUNE DE TIGHDOUINE : QUE FAIRE ?

Ahmed BELLAOUI
Chercheur géographe aménageur

1. INTRODUCTION

Ayant pour objet principal l'étude du territoire en tant qu'environnement physique et en tant qu'ensemble d'équipements et de modes de mise en valeur des terres et des ressources en rapport avec les activités de l'homme à la fois, la géographie se préoccupe :

- de la manière dont les différents éléments physiques et humains se combinent entre eux dans l'espace pour créer des ensembles homogènes appelés paysages ;
- de l'étude des cadres territoriaux dans lesquels se déploient les nombreuses et diverses activités aussi bien économiques que socioculturelles de l'homme ;
- de l'impact de ces activités à la fois sur ces cadres territoriaux et sur les conditions de vie des hommes qui les pratiquent et en vivent, et donc sur leur niveau de développement.

Or tout développement passe, d'abord, par la réalisation d'une série d'actions et de programmes et leur inscription dans le territoire, et ensuite, par leurs retombées sur le niveau de vie et de développement des hommes qui les réalisent.

C'est ainsi que l'image de tout territoire ne reflète-elle pas seulement son degré de transformation et d'aménagement par l'homme, mais aussi son niveau de développement.

D'où l'étroite corrélation entre territoire, action humaine et niveau de développement car comme on ne peut percevoir une géographie sans territoire, on ne peut percevoir un développement sans territoire et sans activités humaines à la fois.

Ceci est d'autant vrai que, même s'ils n'ont pas vraiment participé à l'élaboration des théories de développement – qui demeure encore aujourd'hui l'apanage des économistes – les géographes ont, par contre, fortement contribué, d'une part, à la mise en évidence des indicateurs et des caractéristiques du sous-développement, et d'autre part, à l'analyse des effets et impacts des politiques mises en œuvre par les gouvernements, sur le niveau de vie des hommes et des sociétés et donc sur leurs capacités :

- à satisfaire un nombre de plus en plus grand de besoins de tous ordres ;

- à lutter contre la pauvreté et l'exclusion ;
- à réaliser leur propre développement.

Or, parmi les grandes politiques mises en œuvre par le gouvernement marocain depuis l'année 2001, figure celle qui érige le tourisme en priorité économique nationale.

Le tourisme, perçu comme un véritable levier de développement économique, social et local du pays, est considéré, aussi bien par les gouvernements qui se sont succédés depuis 2001 que par les différents acteurs de développement, comme le secteur d'activité capable de lutter contre la pauvreté, de réduire les disparités entre riches et pauvres et de rétablir l'équilibre entre régions riches et régions pauvres. En un mot, un secteur d'activité économique susceptible de contribuer au développement harmonieux, équitable et durable du pays et de ses différentes régions.

Un peu partout, les acteurs locaux de développement se tournent vers le tourisme qui constitue à leurs yeux une aubaine à ne pas manquer, accélèrent la mise en tourisme de leurs territoires d'action et tentent d'attirer le maximum d'investissements, d'infrastructures et de touristes, à la fois. Il en est ainsi de la vallée du Zat, dans l'arrière-pays de Marrakech, dont un grand nombre d'acteurs comptent sur le tourisme pour se sortir de l'état de pauvreté et de sous-développement dans lequel vit la commune de Tighdouine, par exemple.

Quel impact le développement de l'activité touristique dans la vallée du Zat peut-il avoir sur le niveau de développement de la Commune rurale de Tighdouine ? Autrement dit, le tourisme est-il à même de réduire le degré de pauvreté et de sous-équipement de cette dernière classée, en 1997, parmi les communes rurales les plus défavorisées de la province d'Al Haouz ? Sinon, que faire ?

Des questions auxquelles cette modeste contribution tentera d'apporter des éléments de réponse en prenant appui sur l'étude du tourisme et de la pauvreté dans la Commune de Tighdouine.

1. LA COMMUNE DE TIGHDOUINE : L'UNE DES 20 COMMUNES RURALES LES PLUS PAUVRES ET LES MOINS DÉVELOPPÉES DE LA PROVINCE D'AL HAOUZ

L'un des résultats auxquels est parvenue l'« étude monographique de la province d'Al Haouz » réalisée en 1997 par le ministère chargé de la Population, est le classement de la Commune de Tighdouine, dans la vallée du Zat, parmi les 20 communes rurales les plus pauvres et les plus défavorisées de la Province.

Mais avant d'analyser les objectifs et les indicateurs qui ont servi de base à la dite monographie, la question de la définition même de la notion de pauvreté s'impose.

1.1. De la définition de la notion de pauvreté.

Pour le dictionnaire Le Robert, *pauvreté* signifie : « Être dans le besoin » ou encore « Insuffisance dans le domaine matériel ou moral ». Le même dictionnaire donne pour le mot *pauvre* la définition suivante : « Qui manque du

nécessaire ou qui n'a pas le strict nécessaire ; qui n'a pas suffisamment d'argent, de moyens pour subvenir à ses besoins ».

La pauvreté se caractériserait donc d'une façon générale par le manque, ou du moins, par l'insuffisance de moyens nécessaires à la satisfaction d'un certain nombre de besoins considérés comme essentiels à la vie.

Du point de vue économique, la notion de pauvreté a plusieurs significations selon l'approche utilisée¹. Elle a pour sens premier et selon une approche purement monétaire « l'état des individus ou des ménages dont les revenus ou les dépenses sont inférieurs à un seuil de pauvreté » déterminé sur la base de la valeur monétaire d'un « panier de biens et de services considérés comme le minimum nécessaire à l'existence » de tout individu.

Cette approche monétaire de la notion de pauvreté, qui se fonde sur la reconnaissance d'un minimum vital au-dessous duquel l'existence d'un individu se trouve en danger, pose deux problèmes au moins :

- celui de l'identification même du « panier » dit « de la ménagère » et donc des besoins de tout individu variables, de toute évidence, d'une personne à l'autre, d'une catégorie sociale à l'autre, d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre ;
- celui du revenu au sens de « ce qui peut être consommé ou dépensé – par un individu – au cours d'une période de temps sans entamer la valeur de son patrimoine » et, donc, sans s'appauvrir, le patrimoine étant, pour un individu ou un ménage, l'ensemble de ce qu'il possède (terres, maison, arbres fruitiers, meubles, bétail...) à un moment donné.

Pour d'autres économistes, la notion de pauvreté intègre celle de « besoins fondamentaux » qui s'étendent, au-delà de l'alimentation, du vêtement et de l'habitat, aux besoins en rapport avec la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, à l'électricité...c'est-à-dire en rapport avec des biens et services fournis collectivement et qui déterminent ce que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qualifie, depuis les années 1990, d'Indicateurs de pauvreté humaine (IPH).

Au-delà de ses approches fondées la première sur le revenu et la seconde sur l'accès à un certain nombre de services collectifs ou publics, il existe une définition beaucoup plus globale et plus étendue de la notion de pauvreté.

En effet, selon cette nouvelle approche, la notion de pauvreté « ne se réfère pas uniquement aux diverses formes de dé-privation matérielle ou de services sociaux, mais à un processus de désintégration sociale » et donc d'exclusion, qui accorde une place de choix au travail perçu « non seulement comme mode d'accès à des moyens d'existence – et donc, à un revenu – mais aussi comme principal vecteur de lien social et d'identité sociale ».

Au terme de cet essai de définition de la notion de pauvreté, qui semble avoir connu une importante évolution à travers le temps en relation avec l'évolution plus globale de la définition de la notion de développement, il s'avère que celle-ci sous-tend un certain nombre d'idées parmi lesquelles :

¹ *Dictionnaire des sciences économiques*, Armand Colin, 2001.

- l'idée de l'insuffisance voire même du manque de revenus, de moyens ou de ressources – matériels et immatériels – indispensables à la satisfaction d'un nombre de plus en plus grand de besoins ;
- l'idée de besoins physiologiques et autres (habillement, transport, télécommunication, culture, enseignement, santé, loisirs, voyages...) nécessaires à l'épanouissement de l'homme qui tendent de nos jours à s'ériger en droits que tout responsable de la chose publique se doit d'exaucer et à la tête desquels le droit au travail ;
- l'idée d'égalité des chances et du refus de toutes formes de marginalisation et d'exclusion sociales, enfin.

Or, aussi bien en terme de revenu et de satisfaction des besoins qu'en terme du droit au travail, la Commune de Tighdouine est encore loin de répondre, tel qu'il sera analysé plus loin, aux attentes de ses habitants dont le nombre n'a cessé de croître d'un recensement à l'autre, comme il se dégage des chiffres donnés ci-dessous :

Recensements	Nombre d'habitants
1960	12 768
1971	14 872
1982	18 744
1994	20 939
2004	22 353

Source : Recensement général de la Population et de l'Habitat.

1.2. L'étude monographique de la Province d'Al Haouz, en bref

Dans le cadre des activités du Programme de développement humain durable et de Lutte contre la pauvreté mis en œuvre par le ministère chargé de la Population en collaboration avec le PNUD, celui-ci a réalisé, en 1997, une monographie de la pauvreté en milieu rural de la province d'Al Haouz à partir de l'analyse des principales caractéristiques démographiques, économiques et sociales des 38 communes rurales de ladite province.

Le programme avait pour objectifs :

- « l'élaboration d'une Stratégie nationale et d'un Plan d'action national de lutte contre la pauvreté en milieu rural ;
- l'établissement d'un Rapport national sur le développement humain ;
- l'identification des causes de la pauvreté en milieu rural ;
- le renforcement de la mobilisation sociale, de la participation et du partenariat entre les pouvoirs publics et la société civile » (*Étude monographique de la province d'Al Haouz, 1997*).

La réalisation de cette étude s'est faite en collaboration avec les autorités et services ministériels provinciaux dont les données ont servi de base aux diffé-

rentes analyses monographiques ayant permis l'appréhension des principaux aspects de la pauvreté en milieu rural dans ladite province.

Sur la base de ces analyses, un classement des 38 communes rurales de cette dernière a été opéré selon les 11 critères socio-économiques donnés ci-dessous :

1. Le taux de dispersion de la population au sein de la commune.
2. Le taux global d'analphabétisme.
3. Le taux global d'inscription en 1^{re} année du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental.
4. Le taux global d'inscription des filles en 1^{re} année du 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental.
5. Le taux global de scolarisation au 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental.
6. Le taux de scolarisation des filles au 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental.
7. Le taux de chômage (année 1994).
8. Le taux de desserte en eau potable.
9. Le taux de desserte en électricité.
10. Le pourcentage de la population se situant à une distance de 6 km et plus de la formation sanitaire la plus proche.
11. La densité du réseau routier viable.

1. 3. Tighdouine, l'une des 20 communes rurales dont le niveau de développement est très en dessous de la moyenne provinciale

L'analyse des données de ces 38 communes rurales sur la base des 11 critères précédents – bien qu'insuffisants pour rendre compte du degré de pauvreté dans la commune de Tighdouine – a permis de classer ces dernières en deux grandes catégories selon le total de leurs rangs² :

- les communes dont le total est supérieur à la moyenne provinciale, au nombre de 18 ;
- les communes dont le total est inférieur à la moyenne provinciale au nombre de 20 ; ces dernières étant considérées comme les plus défavorisées de la province.

La répartition de ces communes par cercle administratif, consignée au tableau ci-dessous, montre que 55 % d'entre elles relèvent du cercle d'Ait Ourir dont elles constituent un peu plus de 73 % du total :

² A. Bellaoui, 2006.

Classement des communes par cercle administratif selon le niveau de développement

AIT OURIR	THANAOUT	ASNI	AMIZMIZ
1. Aït Aadel	1. Setti Fadma	1. Imegdal	1. Dar Jemaa
2. Iguerférouane	2. Oukaïmeden	2. Ijoukak	2. Azgour
3. Tighdouine	3. My Brahim	3. Aghbar	
4. Tamaguert		4. Ighil	
5. Aït Hkim			
6. Abadou			
7. Tidili Mesfioua			
8. Tazart			
9. Touama			
10. Zarkten			
11. Sidi Ghiat			
Total des communes : 15	Total des communes : 06	Total des communes : 07	Total des communes : 10

Par ailleurs, la comparaison de ces communes entre elles, classées par rang, place la commune de Tighdouine au 5^e rang de ces dernières derrière celles d'Aït Aadel et d'Iguerférouane (cercle d'Aït Ourir), de Dar Jemaa (cercle d'Amizmiz) et de Setti Fadma (cercle de Tahanaout).

Au sein du cercle même d'Aït Ourir, Tighdouine occupe le 3^e rang parmi les 11 communes les plus défavorisées.

Même par rapport à ces communes limitrophes, la position de Tighdouine n'est guère meilleure, tel qu'il ressort de la lecture des indicateurs donnés ci-dessous :

	Tamaguert	Tidili	Tighdouine	Touama	Setti Fadma	Zerkten
Taux de desserte en électricité	70 %	06 %	13 %	17 %	31 %	08 %
Taux d'analphabétisme	86 %	91 %	93 %	17 %	87 %	89 %
Taux de scolarisation	42 %	46 %	40 %	59 %	44 %	61 %
Taux de chômage	06 %	02 %	05 %	09 %	07 %	12 %
% population résidant à 6 km et plus de la formation sanitaire proche	68 %	88 %	71 %	60 %	37 %	40 %

Au vu de ces données, il s'avère que la quasi-totalité des communes rurales de la province d'Al Haouz (20 sur 38 soit près de 53 %) et à fortiori celle de Tighdouine, ont besoin de gros efforts afin de rattraper le retard qu'elles ont enregistré par rapport à la moyenne provinciale d'abord, et par rapport à la

moyenne nationale ensuite ; d'autant plus que la province d'Al Haouz est parmi les 4 provinces les plus pauvres du Royaume.

En 2004, la situation dans la commune de Tighdouine ne semble guère avoir beaucoup changé par rapport à celle de 1997, comme il se dégage des données suivantes relatives aux indicateurs consignés aux tableaux ci-dessous :

Taux d'analphabétisme et d'activité par sexe

Sexe	Taux d'analphabétisme	Taux d'activité
Masculin	65,20 %	56,60 %
Féminin	87,00 %	10,20 %
Ensemble	75,00 %	41, 20 %

Répartition des ménages selon les équipements de base de leur logement

Équipements	%
w.c.	19,90
Bain moderne ou douche	02,30
Eau courante	23,00
Électricité	16,40

Source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, Année 2004.

Des données qui montrent que la commune de Tighdouine est encore loin de résoudre les problèmes de l'analphabétisme et du chômage et encore moins d'assurer à une grande partie de ses habitants les éléments basiques de confort tels que l'eau courante et l'électricité.

Une pauvreté qui s'explique, au moins en grande partie :

- par la nature du système économique de la grande majorité des communes de la province d'Al Haouz, pour ne pas dire de la plupart des communes des zones de montagne du Maroc, encore largement dominé par l'agriculture et l'élevage (A. Bellaoui, 2006) ;
- le fait que les nombreux programmes nationaux - tels que le Programme national des routes rurales (PNRR), le Programme d'électrification rurale global (PERG) ou le Programme d'approvisionnement global en eau du monde rural (PAGER) - ne semblent pas avoir particulièrement profité aux communes des zones de montagne.

Une question se pose à ce stade de la réflexion : le tourisme est-il en mesure de lutter contre la pauvreté dans les communes de montagne, en général, et dans la commune de Tighdouine dans la vallée du Zat, en particulier ?

2. TOURISME ET PAUVRETÉ DANS LA VALLÉE DU ZAT ENTRE LA REALITÉ DU TERRAIN ET LES ATTENTES DES POPULATIONS

Tel qu'il a été dit ci-dessus, pour un grand nombre de plus en plus grand de gouvernements et de pays, dont le Maroc, le tourisme constitue un véritable levier de développement socio-économique aussi bien national que local.

Pour beaucoup d'entre eux, la solution aux différents problèmes liés aussi bien à la pauvreté et à l'exclusion qu'au sous-développement tout court, réside dans la promotion du tourisme devenu, de l'avis même de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), la première industrie du monde d'aujourd'hui.

En 2005, pour la première fois, les recettes touristiques réalisées par le Maroc ont dépassé les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) : 40 milliards de DH contre 34 milliards de DH seulement, pour les seconds.

C'est dire l'intérêt que l'on porte au tourisme au Maroc à l'échelle tant nationale que locale. Pour beaucoup de responsables et de professionnels, voire même pour un grand nombre de marocains de tous les niveaux et de tous les bords, le tourisme est perçu, aujourd'hui, comme une activité capable de dynamiser les autres secteurs de l'économie nationale et de leur servir de locomotive, et à fortiori de lutter contre la pauvreté.

Qu'en est-il, dans le cas de la vallée du Zat et de la commune rurale de Tighdouine ?

2.1. Le tourisme dans la vallée du Zat : une activité qui peine à se développer

À l'instar des autres vallées voisines du versant Nord du Haut Atlas de Marrakech, celles d'Ourika et d'Imlil par exemple, la vallée du Zat possède d'importants atouts en matière de tourisme, aussi bien national qu'international, qui tendent à en faire une nouvelle et émergente destination dans l'arrière-pays montagneux de Marrakech³.

Blottie au milieu d'un important système de montagnes parmi les plus hauts sommets de l'Atlas tels que l'Adrar Meltsen (3595 m) et l'Adrar Tircht (3578 m), la vallée est perçue comme « un endroit paradisiaque, idéal pour une randonnée paisible » et où « les cultures en terrasses se disputent l'espace avec des villages berbères aux maisons de pierres et de multiples cascades où il fait bon se rafraîchir et se baigner » (Marrakech et sa région, publication du ministère du Tourisme, Rabat et du Centre régional du tourisme, Marrakech).

Des atouts, entre autres, qui commencent à avoir, en toute évidence, une grande attraction sur les touristes qui viennent d'aucuns pour y randonner, d'autres pour s'y rafraîchir, d'autres enfin, pour s'y faire soigner par les eaux minérales de la source de Sidi El Wafi dont les effets thérapeutiques sont connus un peu partout au Maroc⁴.

³ A.Bellaoui, 2005.

⁴ A.Bellaoui, 2006.

De juillet à septembre, un nombre de plus en plus grand de touristes, plus nationaux qu'internationaux, fréquentent la vallée, soit en petits groupes organisés, soit en familles, soit en couples, soit carrément en individuels.

Leur chiffre encore difficile à déterminer avec précision se reconnaît, cependant, à travers :

- le grand nombre de voitures, de grands taxis beiges ou blancs, de minibus, de Land Rover et d'autocars qui stationnent, partie au parking communal de Larbaâ Tighdouine et partie à proximité du pont de Talatast sur le chemin de la source de Sidi El Wafi ;
- le nombre de muletiers et de « guides » qui courent derrière les voitures à leur arrivée à Larbaâ ou à proximité de l'oued ;
- l'explosion des prix de location des chambres aussi bien à Larbaâ qu'au site de la source de Sidi El Wafi ;
- le nombre de têtes de bétail égorgées aux abattoirs de la Commune et vendues tant à Larbaâ qu'à la source.

Sans vouloir avancer un quelconque chiffre, faute de données fiables, disons que le nombre de visiteurs nationaux approcherait, en moyenne, pendant les mois de Juillet - Août, les 100 personnes par jour, contre un peu moins de 10 par jour pour les touristes internationaux.

En réponse à cette affluence dont l'importance tend à augmenter de saison en saison, les habitants de la vallée tentent, tant bien que mal, de proposer des structures d'hébergement dont le nombre et la nature ne cessent de croître et de se diversifier au fil des années.

Pour accueillir les visiteurs nationaux attirés principalement par les effets thérapeutiques de la source de Sidi El Wafi, les propriétaires des terrains du site ont d'abord commencé par proposer de simples huttes de branchages (de 1989 à 1990) avant de les transformer d'abord en cabanes en plastique (de 1991 à 1992) puis en véritables maisons à étages construites en parpaing, à partir de 1993.

Un véritable centre de loisirs et de vacances est entrain de se créer en face de l'ancien souk et centre de commerces et de services de Larbaâ, sur la rive gauche de l'oued Zat à proximité de l'ancienne zaouia naciriya de Sidi Ahmed El Wafi.

Géré par l'association Sidi El Wafi - qui regroupe l'ensemble des propriétaires des terrains situés aux abords immédiats de la source dont le nombre a beaucoup augmenté depuis l'exploitation de cette dernière du fait de la vente -, le site de Sidi Ahmed El Wafi offre aux visiteurs marocains surtout, outre de nombreuses petites chambres à louer, une grande variété de commerces, de lieux de restauration et de bains de boue et d'eau minérale pour les soins du corps.

En dehors du site de Sidi El Wafi, certains habitants du centre de Larbaâ ont investi, dès l'arrivée des premiers visiteurs nationaux du site de Sidi El Wafi, soit dans l'aménagement de cafés - restaurants ou de chambres à louer, soit dans la construction de maisons pour ne pas dire « d'hôtels » totalement destinés à l'accueil des touristes.

Ailleurs, et principalement dans les douars situés sur les circuits touristiques de la vallée les plus commercialisés, certains villageois n'hésitent pas à héberger les touristes, surtout étrangers, dont le recours à ce type d'hébergement s'explique, pour certains, par la quête d'une réelle immersion dans le mode de vie des Berbères du Haut Atlas encore bien conservé dans la haute vallée en particulier, pour d'autres, par simple souci d'économie.

Un peu partout, des chambres sont aménagées pour accueillir les touristes, le plus souvent sur demande de guides, de faux guides ou de simples conducteurs de taxis voire même de riads et hôtels de Marrakech. Il en est ainsi dans les douars d'Igherm Mellouln (« chez Fikri ») et de Talmat (« chez Jellali ») aux abords de Larbaâ chez les Ait Inzal de la vallée ; d'Ait Ali n Oubdir dans la cuvette des Ait Inzal de la montagne (« chez Hassan ») ; de Tizirt (« chez Hassan ») , d'Ansa (« chez Alain ») et de Taghzirt (« chez Belhaj ») dans le haut Zat.

Aux douars Timzellit et Ighalen, situés successivement à près de 9 et de 2 km en aval de Larbaâ, deux promoteurs touristiques originaires de Marrakech viennent d'ouvrir deux grands restaurants spécialisés dans la cuisine traditionnelle marocaine.

Certaines associations n'hésitent pas, à leur tour, à se lancer dans la construction de gîtes ruraux. Il en est ainsi :

- de l'association Tawada domiciliée à Marrakech qui possède un petit gîte au douar de Hlawt chez les Ait Inzal de la montagne, destiné à l'accueil de ses membres et de leurs familles ;
- de la section de Tighdouine de l'Association des maisons d'hôtes du Sud qui a entamé la construction d'une maison d'hôtes au douar Ansa dans la haute vallée du Zat ;
- de l'Association des amis du Zat (AAZ) pour le développement et l'environnement domiciliée à Larbaâ qui possède, quant à elle, 3 gîtes ruraux dans les douars d'accueil d'Ait Ali, Warzazt et Tizirt ouverts aussi bien à ses membres et aux membres des associations partenaires qu'aux touristes et aux étudiants dans le cadre de conventions de partenariat avec des agences de voyage, des associations voire même avec l'université Cadi Ayyad de Marrakech et certains Lycées, Instituts et écoles de l'enseignement supérieur de France, d'Espagne et de Suède.

Cependant, bien qu'assez diversifiées, les structures d'hébergement qu'offre la vallée demeurent encore largement insuffisantes et donc peu à même d'attirer un grand nombre de touristes surtout étrangers.

Par ailleurs, bien que très demandé par les populations locales, le tourisme ne profite encore qu'à une poignée de personnes à la tête desquelles les hébergeurs et loueurs de chambres, les faux guides, les muletiers, les commerçants et les restaurateurs établis sur le site de la source, soit en tout et pour tout moins de 300 à 400 personnes.

Seuls les habitants des villages d'accueil de l'Association des Amis du Zat arrivent à profiter collectivement des revenus des prestations de services offertes à l'association : une rotation est organisée par les villageois eux-mêmes pour la location des mules et pour tout autre service demandé par l'association. Mieux encore, celle-ci réserve annuellement à ces villages, sous forme de projets

communautaires, 20 % de ses propres recettes. C'est ainsi que depuis 2004, année de construction des 3 gîtes, l'association a réalisé les actions de développement suivantes :

- la construction de l'école de Tizirt ;
- l'aide à la réhabilitation de la mosquée de Tizirt ;
- la construction du château d'eau de Warzazt et l'installation d'un réseau de conduites PVC pour l'adduction de ses trois sous douars en eau potable ;
- la construction sur l'oued Zat de la passerelle du douar Ikkis/Warzazt à hauteur du lieudit Ti'alwit en amont d'Azgour ;
- la construction du château d'eau du douar Ait Ali et la participation à la réalisation du réseau villageois d'approvisionnement en eau potable.

C'est dire combien le tourisme a encore du mal à se développer dans la vallée du Zat et à contribuer sinon au développement de la commune de Tighdouine, du moins à la lutte contre l'état de pauvreté dans lequel continue à vivre un pourcentage relativement important de ses habitants.

Ceci est d'autant vrai que le tourisme n'a encore aucune retombée sur le budget de la commune en terme de recettes – en dehors de la location du parking communal – en raison de l'absence de textes juridiques qui rendraient obligatoire le recouvrement par les communes rurales de taxes sur les nuitées touristiques.

2.2. Que faire pour que le tourisme devienne un moyen efficace de lutte contre la pauvreté et un véritable levier de développement humain ?

Pas plus que l'agriculture, l'élevage, l'industrie ou l'artisanat, le tourisme est, de toute évidence, incapable de réussir, à lui seul, le défi de la lutte contre la pauvreté et de la mise à niveau sociale.

En dépit de la croissance du nombre de touristes – surtout nationaux, qui fréquentent la vallée, la commune de Tighdouine continue à connaître une situation difficile marquée par l'enregistrement de taux élevés d'analphabétisme et de chômage et par l'insuffisance de l'accès aux équipements et services sociaux de base, tel qu'il a été montré ci-dessus. D'où, la question suivante : que faire pour que le tourisme contribue à la lutte contre la pauvreté et au développement de la commune de Tighdouine et, par extension, de la vallée du Zat ?

La réponse à cette question nous amène à faire les quelques propositions suivantes :

- mise à niveau des infrastructures de base indispensables à la promotion et au développement de toute activité touristique, tels que les routes, les pistes et les moyens de communication et de télécommunication, l'approvisionnement des douars en eau potable, l'électrification de tous les douars, la résolution du problème de l'assainissement liquide et solide dans le site de Sidi El Wafi et au centre de Larbaâ Tighdouine d'abord, et bientôt dans tous les grands douars (Talatast ; Talmat ; Taçort et Timzellit, par exemple) ;
- la définition de la place du tourisme dans le système économique global de la vallée par la réalisation d'un diagnostic territorial de haut niveau sur

« les potentialités économiques de la vallée et ses axes stratégiques de développement » ;

- l'élaboration d' « une stratégie de développement touristique » propre à la vallée du Zat, en collaboration avec le Conseil communal, les associations et acteurs locaux de développement, les agences de voyage et autres professionnels du tourisme, le Centre régional du tourisme (CRT), le Centre provincial du tourisme (CPT) et l'autorité de tutelle (ONMT et ministère du Tourisme) ;
- la création d'un produit touristique « Zat » spécifique et original capable à la fois, d'attirer les touristes aussi bien nationaux qu'internationaux et de résister à la concurrence des produits proposés par les autres vallées haut atlasiques telles que l'Ourika, Imlil ou les Ait Bouguemez ;
- intéresser les agences de voyage et les tours opérateurs au produit « Zat » par élaboration des supports publicitaires et promotionnels propres à la vallée
- le développement et l'encouragement de la mise en place dans la vallée, de structures d'hébergement et la de restauration légères et faiblement capitalistiques⁵ ;
- la formation des jeunes des deux sexes aux métiers du tourisme rural tels qu'accompagnateurs, muletiers, hébergeurs et animateurs ;
- la promotion d'un tourisme responsable, solidaire et citoyen et ce, en limitant le tourisme de masse, en ciblant une catégorie bien définie de touristes et en œuvrant à la naissance d'une culture touristique respectueuse des identités socio culturelles et des spécificités environnementales de la vallée ;
- le développement d'un tourisme associatif géré par des associations locales et dont les recettes sont réinvesties dans le financement de projets communautaires ;
- le parrainage, par les agences de voyage, du développement de leurs villages d'accueil ;
- la généralisation des bénéfices de la manne touristique à l'ensemble des habitants de la commune et ce, par l'institution d'une taxe sur les nuitées touristiques en milieu rural au profit de la Commune ;
- la mise à niveau des responsables locaux et en particulier des élus, le conseil communal étant au regard de la loi et avant tout autre acteur surtout privé, seul responsable du développement socio-économique et environnemental de sa Commune.

Autant de propositions qui pourraient être à même, à condition de bien les négocier avec l'ensemble des acteurs en place dans le cadre d'une approche participative réelle et sincère, de contribuer sinon au développement durable de la commune, du moins à la lutte contre l'état inacceptable de pauvreté dans lequel continue à vivre, encore aujourd'hui, une bonne partie de ses habitants.

⁵ A.Bellaoui, 2001

RÉFÉRENCES

1. PNUD ET SECRETARIAT D'ÉTAT A LA POPULATION, 1997, « Étude Monographique de la province d'Al Haouz », Programme de développement humain durable et de lutte contre la pauvreté. Direction de la Programmation, Rabat.
2. BELLAOUI A. 2001, « Pour un tourisme de montagne doux, discret, intégré et de qualité ». Journées d'étude organisées à Ouirgane par la Chambre de commerce et de services de Marrakech. Publié in *Ittihad el Ichtiraki*, juillet 2001.
3. BELLAOUI A., 2005, « La vallée du Zat : un pays d'accueil touristique émergent dans l'arrière-pays montagneux de Marrakech ». In *Téoros*, dossier Maroc, ESG UQAM vol. 24, n° 1, printemps 2005.
4. BELLAOUI A., 2006, « Tourisme et système économique des zones de montagne au Maroc, état actuel et perspectives d'avenir : le cas du Haut Atlas de Marrakech ». Communication au colloque sur « Le tourisme de montagne, réalités et perspectives », publication EDIT, LERMA, ERCPT, faculté des Lettres et des Sciences humaines, université Cadi Ayyad, Marrakech.
5. BELLAOUI A., 2006, « De la pertinence de la commune comme cadre territorial de développement : le cas de la commune de Tighdouine ». In « Développement rural, pertinence des territoires et gouvernance », publication de l'Institut national d'aménagement et d'urbanisme, Rabat.
6. BELLAOUI A., 2007, « Le tourisme dans la vallée du Zat : acteurs, stratégies et retombées ». Communication au colloque sur « Le tourisme dans la vallée du Zat » organisé par le programme PROTARS, en collaboration avec l'Association des amis du Zat, Marrakech et Tighdouine (non publié).

LE JEU DE LA GALLINA : DU REGARD À L'IMPLICATION CULTURELLE ET TOURISTIQUE DE JEUNES PUBLICS AU CŒUR D'UN QUARTIER ANCIEN EN DIFFICULTÉ (QUARTIER SAINT-JACQUES, PERPIGNAN, FRANCE)

Christine PAGNON-MAUDET

*Vice-Doyen de la faculté de Tourisme et Hôtellerie internationale,
Enseignant-chercheur de l'université de Perpignan*

Marianne CHARLET

Chargée du service éducatif du patrimoine – Perpignan, France.

INTRODUCTION

Qui pourrait nier l'importance du ludique et de l'auto-découverte dans le développement intellectuel et affectif de l'enfant ? Sûrement pas le psychanalyste (Bettelheim, 1976), non plus l'éducateur (Piaget, 1969), encore moins le sociologue, surtout quand ce dernier s'intéresse au tourisme (Amirou, 2000) en le liant intimement à l'imaginaire... À l'heure des préoccupations quant à la durabilité des mesures prises par les acteurs culturels et touristiques des territoires, s'interroger sur les conséquences de leur mise en place importe d'autant plus que la cible concernée est un jeune public, particulièrement fragile du fait de son âge et de ses conditions de vie. Nous avons choisi de présenter une action culturelle et touristique à destination de jeunes scolaires d'un quartier urbain en difficulté, le quartier Saint-Jacques, réalisée par l'intermédiaire d'un jeu. Cette démarche, insolite et innovante a été réfléchi et menée dans le cadre du service éducatif de l'animation du patrimoine de Perpignan La Catalane¹, ville la plus méridionale de France labellisée « Ville d'art et d'histoire² ». L'objectif premier était de faire découvrir aux enfants de Saint-Jacques³ l'architecture et le

¹ La ville de Perpignan est la cité de plus de 100 000 habitants la plus méridionale de France. Actuellement forte de 115 041 âmes, la ville fut antérieurement choisie pour capitale par Guilabert 1^{er} (991-1013) lors de la création du comté du Roussillon, et joua depuis lors un rôle clef dans l'histoire de la Catalogne.

² En 2002, la ville de Perpignan a obtenu le prestigieux label « Ville d'art et d'histoire », reconnaissance de la qualité exceptionnelle de son patrimoine et facteur d'attractivité touristique. La création d'un service d'animation du patrimoine est liée à l'obtention de ce label et concerne tous publics, enfants et adultes, concitoyens et touristes.

³ Le quartier Saint-Jacques constitue l'un des trois quartiers du cœur de cité. Il se caractérise par un habitat fortement condensé émaillé de bâtiments historiques remarquables. Sa population vit souvent dans des conditions difficiles, tant aux niveaux familial, financier que social : elle est issue d'immigrations successives ; s'y côtoient diverses communautés dont les plus nombreuses sont actuellement les gitans et les maghrébins.

patrimoine de leur propre lieu de vie. Le quartier ciblé se déploie sur l'une des collines de Perpignan, appelées puigs en catalan. Il a été aménagé au XIII^e siècle par Jacques Le Conquérant, fondateur du Royaume de Majorque.

Au Moyen-âge, il est surtout peuplé de tisserands et de jardiniers ; dans sa partie nord, est créé le quartier juif ou call. Des espaces monumentaux importants y sont édifiés au fil des siècles, au gré des influences et pouvoirs politiques : remparts, églises, vastes couvents, casernes militaires, université... À partir de 1814, des familles gitanes, vivant depuis la fin du XVIII^e siècle à l'extérieur des remparts et au faubourg, ou venant de Catalogne Sud, s'y implantent et donnent au quartier une forte identité culturelle. Une partie de la population gitane, auparavant semi-nomade, se sédentarise à Saint-Jacques. « L'identité gitane est définie par l'appartenance à une famille, à un lien particulier et à un mode de vie gitan [...] Chacun évolue dans l'immense cocon protecteur de la communauté⁴. » Au cours du XX^e siècle, ce fut l'arrivée dans le quartier de populations maghrébines, émigrants économiques pour la plupart, attirés par des logements vacants à bas prix car souvent très vétustes. Petit à petit, la cohabitation s'organise au détriment des classes populaires locales qui quittent alors les lieux. À ce jour, la quasi-totalité des enfants de Saint-Jacques sont d'origine gitane ou maghrébine. Il faut noter que, dans ces deux cultures, l'enfant est roi, habitué à obtenir ce qu'il veut de ses parents. Les garçons surtout renforcent le prestige de la famille au sens élargi et représentent l'un de ses biens les plus chers.

L'expérience réalisée avec des enfants majoritairement gitans de l'école de la Miranda, située à côté de l'église Saint-Jacques, haut symbole culturel du centre ancien de Perpignan, va montrer que le but de départ du projet, la découverte patrimoniale de leur quartier, sera rapidement dépassé... Ici commence la mise en œuvre et le potentiel du « jeu de la Gallina », facteur de changement de regard, moteur d'implication culturelle, générateur de découverte touristique pour un jeune public, au cœur d'un quartier sensible...

1. UN PROJET ORIGINAL ?

L'une des attributions de la responsable du service éducatif du patrimoine est de faciliter la compréhension du patrimoine architectural par les enfants afin de mieux les impliquer, de les enraciner en quelque sorte dans leur lieu de vie⁵. Face à la difficulté de capter leur attention, et surtout d'accrocher leur intérêt, une démarche basée sur le jeu est apparue comme la plus pertinente pour s'adresser au jeune public de Saint-Jacques, tant le niveau économique que social des habitants de ce quartier est très fragile dans ce cœur historique. S'y surajoutent des conditions d'habitats qui, pour certains d'entre eux, peuvent être qualifiés de potentiellement indignes⁶. À ce jour, les anciens métiers pratiqués par les gitans ont disparu (commerce de chevaux, tonte d'animaux,

⁴ Ouvrage collectif, *Le Livre des gitans de Perpignan*, 2003, p51-52, L'Harmattan, Paris.

⁵ Ce travail de terrain a été réalisé en collaboration avec les services concernés de l'Éducation nationale, tout particulièrement avec les maîtres d'école de La Miranda et des autres établissements scolaires du quartier et de la ville.

⁶ Depuis 2002, un Plan d'éradication de l'habitat indigne a été mis en place à Perpignan, accéléré en 2004 par l'intervention financière de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). À terme, 33 % de la population de la ville sera concerné directement par ces opérations de requalification du cadre de vie et de l'habitat, de désenclavement des quartiers et de redynamisation des activités économiques.

vannerie, récupération de ferrailles et chiffons, marchands ambulants...). Au chômage, qui frappe de plein fouet ces familles, se juxtaposent les fléaux de la drogue et du sida, générant violences et drames domestiques. De ce fait, de nombreux enfants scolarisés dans le quartier vivent dans des conditions de pauvreté et de précarité certaines⁷.

Mettre en œuvre des processus de découverte patrimoniale est également opportun ici de par la richesse majeure du territoire concerné offerte au regard quotidien de ses habitants ainsi qu'à celui de tous les perpignanais et des touristes. Pour y parvenir, le choix pédagogique se porta sur la réalisation d'un jeu de l'oie avec une classe de cycle 2 (correspondant à la grande section de maternelle, au cours préparatoire et au cours élémentaire 1^{re} année) de l'école de la Miranda. Cette classe comprenait 17 enfants âgés de 6 à 10 ans⁸, en quasi totalité d'origine gitane, encadrés par leur enseignante et une médiatrice culturelle, en l'occurrence la responsable du service éducatif du patrimoine de la ville. Les éducateurs s'attelèrent alors à un travail régulier avec la classe choisie⁹ et celles qui lui ont succédées. La première étape fut d'amener les enfants à réfléchir sur leur quartier, sur ses limites et sa situation à l'intérieur de l'espace urbain. Il s'avéra rapidement que, pour l'enfant de Saint-Jacques, son quartier est son monde ou, plus simplement, que le monde se réduit à son propre quartier. L'enfant n'a pas de repères globaux du type pays, région, voire ville. Il possède ses repères personnels liés à son quotidien : sa maison, sa rue, son école... représentent les limites de son monde connu car familial. D'ailleurs, ce monde semble lui suffire, c'est celui de son clan, de son cocon protecteur. Malgré la présence de la télévision dans les foyers, l'enfant vit ici dans un environnement assez clos ; bien qu'il joue dans la rue très fréquemment¹⁰ avec des jeunes de son âge, il est très centré sur son mode familial d'existence, chaque communauté composant cette société cosmopolite pratiquant une forme de repli protecteur sur ses propres traditions¹¹. Il était donc important de prendre un jeu connu et facile pour intermédiaire¹², à la fois pour élargir le propre regard des élèves fréquentant la classe concernée, mais aussi celui de

⁷ Si l'on se réfère aux chiffres 2007 du Comité de suivi du centre ancien de la ville de Perpignan qui s'appuie sur les données de la Caisse d'allocations familiales (CAF), le quartier Saint-Jacques regroupe 3 087 habitants dont 2 830 sont concernées par les d'allocations familiales. 1661 sont directement allocataires en tant que chef de famille (soit 5,6 % des allocataires de la ville qui compte plus de 110 000 habitants!) : 626 perçoivent le Revenu minimum d'insertion (RMI), 128 l'Allocation de parent isolé et 294 l'Allocation d'adulte handicapé...

⁸ L'âge des enfants peut surprendre pour un cycle 2. Il n'a rien d'exceptionnel dans le quartier Saint-Jacques, beaucoup d'enfants ayant un important retard dû au peu d'intérêt de nombreuses familles quant à l'assiduité scolaire et aux objectifs pédagogiques à atteindre.

⁹ Concrètement, le travail avec la classe de l'école de La Miranda dura 2 ans de 2005 à 2006 puis fut repris avec d'autres classes du quartier et d'ailleurs. Il fallut faire face à de l'absentéisme, à des comportements violents de la part de certains enfants, à des difficultés de concentration et d'acceptation des règles du travail en groupe...

¹⁰ Jusqu'à l'âge de la puberté, les enfants gitans et maghrébins se rencontrent dans la rue et à l'école. Au-delà, les filles gitanes sont confinées au foyer : de leur virginité avant le mariage dépend l'honneur familial ; leur fréquentation scolaire est donc stoppée pour qu'elles ne soient pas en contacts avec des garçons. Le rituel du mouchoir (*diklo*) lors du mariage sert à prouver la pureté de la fiancée.

¹¹ Les traditions quoique parfois semblables, se superposent sans véritablement se mêler au cœur d'un quartier pluriculturel. La structure de base culturelle des gitans et des maghrébins est la société patriarcale.

¹² Notre civilisation est fondée sur l'idée que la culture, aussi simplifiée soit-elle, est la médiation nécessaire pour accéder à soi-même, une sorte d'objet transitionnel ; lire, à ce propos, Winnicott, *Jeu et réalité*, (1975), Gallimard, Paris.

l'ensemble des enfants du quartier Saint-Jacques¹³, afin de les inciter à s'impliquer dans leur territoire, puis à échanger leurs découvertes avec le plus grand nombre de jeunes de la ville et d'ailleurs. Car, en recherchant et en percevant son identité culturelle, en parcourant et en interprétant les richesses patrimoniales de son lieu d'existence, chacun(e) est mieux à même d'y vivre, de le respecter pour ensuite le partager et recevoir en retour. Le regard posé sur soi-même, sur son environnement et son vécu personnel, peut ainsi changer (Pagnon-Maudet, 2005 : p. 19), surtout lorsque le visiteur a, à son égard, de la bienveillance... Si la culture est une médiation nécessaire pour accéder à son être, il importe d'en donner les clefs aux enfants à travers ce qu'ils connaissent bien puisqu'ils le côtoient journalièrement : école, rues, places, commerces... leur vécu quotidien en somme. Plusieurs actions furent menées en parallèle afin d'y parvenir. Tout d'abord, un travail de repérage personnel, à travers le quartier Saint-Jacques et aussi au-delà dans d'autres quartiers de la ville, va permettre à l'enfant, accompagné de ses éducateurs, de vivre un triple phénomène d'enracinement, de positionnement et d'ouverture : enracinement dans une cité où il demeure avec sa famille, même si ses origines sont ailleurs ; positionnement dans un plus vaste ensemble, celui de sa ville, par le biais de l'initiation aux différentes échelles spatiales ; ouverture par l'échange, la rencontre avec la différence, lui permettant une meilleure intégration sociétale. « Se sentir bien à Perpignan quand on y vit, c'est se savoir héritier de multiples passages, brassages et sédentarizations de peuples divers aux faciès différents, originaires du Nord ou du Sud, de contrées proches ou lointaines, de religions et de coutumes spécifiques... C'est être parti prenant d'une ville matricielle accueillant des gens issus d'autres histoires qu'il faut aider à repérer ce qui est leur au sein de notre histoire¹⁴. » Sont alors organisées par les responsables du projet éducatif des sorties découvertes avec la classe pour amener les enfants à voir autre chose que ce que perçoit leur regard habituel. Les thématiques abordées sont d'abord liées au vécu des élèves (places, rues...), pour ensuite s'élargir aux monuments religieux militaires, civils... Le regard des enfants est orienté par l'animatrice sur ce qu'ils ne verraient pas spontanément, sur les marquages historiques et les identifiants patrimoniaux du territoire. Ces visites sont enrichies d'ateliers de dessins d'architecture¹⁵ *in situ* pour une meilleure imprégnation sensitive et une éducation artistique : les travaux des enfants seront ensuite exposés et certains reproduits pour illustrer les cases du jeu. Parallèlement, une restitution écrite et orale est toujours effectuée en classe afin d'améliorer l'expression française des élèves. Dernier aspect et non des moindres, la réalisation du fameux jeu de l'oie fait « maison », pas vraiment conventionnel ! En effet, de nombreux gallinacés sont visibles dans le quartier, élevés dans les arrière-cours, voire dans les maisons, le plus souvent pour des combats¹⁶. Les enfants gitans de fait n'eurent aucun mal à comparer immédiatement l'oie du jeu au coq, animal à plumes si familier pour eux. L'oie

¹³ Environ 458 enfants de 3 à 14 ans sont scolarisés dans des établissements maternels et primaires situés dans le quartier Saint-Jacques (école de La Miranda : 188 enfants).

¹⁴ Pagnon-Maudet, Christine, Perpignan l'enjôleuse, une démarche publique touristique durable, p.197, *in Perpignan une et plurielle*, 2004, éditions Les Trabucayres, Perpignan.

¹⁵ Grâce à la collaboration de Manu Clabecq, dessinateur graphiste, les enfants reproduisent les détails de l'architecture médiévale (l'église Saint-Jacques, par exemple) mais aussi ceux de l'architecture contemporaine (leur école La Miranda réhabilitée avec des matériaux modernes).

¹⁶ Les combats de coqs sont illégaux en France mais néanmoins fréquents à Saint-Jacques : ils donnent lieu à des paris avec argent et chaque volatile vaut son pesant d'or !

étant une femelle, ils en vinrent à évoquer la poule, la gallina en catalan, leur langue d'expression majoritaire¹⁷. L'adaptation était donc faite : dans le quartier Saint-Jacques, on allait créer tous ensemble « El Joc de la Gallina » (le jeu de la Gallina). Et si pour commencer, on fabriquait des poules en carton¹⁸ ?

2. DU PROJET À SA CONCRÉTISATION

Permettre à l'enfant de se situer dans son espace, de le rendre signifiant, de se l'approprier, d'en être fier, donc de vouloir le respecter et le partager, va l'aider à prendre véritablement place dans une société très majoritaire de payos¹⁹, parfois peu bienveillante face à ses façons d'être et de se comporter : le regard de l'autre est souvent chargé d'opprobre, au mieux de parfaite curiosité. L'étrangeté est un facteur suraggravant des formes de pauvreté vécues ici. Le processus d'implication des enfants dans leur environnement y trouve sa justification. « Si mon quartier mérite un jeu, pourquoi ne mériterait-il pas d'être aimé pour ce qu'il est, d'être apprécié par nous, ses habitants, d'être visité car embelli par nos soins, animé de la richesse de nos différences ? Pourquoi moi, son créateur, ne mériterais-je pas de prendre véritablement ma place dans ce quartier, cette ville, ce pays ? » Année après année, case après case, le schéma du jeu se remplit grâce aux enfants. Il s'enrichit de leurs lieux quotidiens mais aussi des éléments patrimoniaux nouvellement découverts, désormais intégrés à leur domaine connu suite aux sorties de terrains effectuées avec leurs responsables pédagogiques. Comme dans un jeu de l'oie classique, sont créées des cases « action » et des cases « piège ». Sur fond rose vif, elles représentent des Gallinas s'ébrouant au gré des noms de lieux du quartier, évoquant sa vie, les métiers pratiqués, les activités d'antan, les richesses du patrimoine bâti... Lançons les dés... Vive la place de l'huile : si tu y arrives, tu glisses et avances de trois cases ! À la rue du Paradis, tes ailes d'ange t'emmènent plus loin... Place du Puig, bravo : le commerce des tissus t'enrichit, tu peux donc avancer de deux cases. Si tu t'arrêtes rue Carola, ton voisin de droite sera solidaire : il t'y rejoindra pour t'aider à faire de la poterie et passera un tour ! Ne rêve pas rue Rabelais car observer les remparts te ferait passer un tour. Pareillement, tu t'arrêteras rue du Musée, car tu devras t'occuper à constituer ton arbre généalogique... Méfie-toi de la rue Jean-Vielledent, ici veillent les militaires : apprête-toi à faire des exercices avec eux et recule de trois cases. Mais tu pourras reprendre des forces rue du sommeil en y restant un tour ! Attention à la rue de l'Eglise Saint-Jacques : te voilà coincé dans un enfeu et, sans faire un six, tu y resteras. Quant à la place de la Révolution française, il te vaudra mieux l'éviter car, si tu tombes dans la fontaine, catastrophe : tu rétrogrades de la case 49 à la 12... Grâce au jeu, les mots, les noms de rues et leurs plaques

¹⁷ Dialecte nord-africain pour d'autres, le français appris à l'école, au contact de la population locale, pratiqué dans les relations avec les services administratifs et sociaux ainsi que dans les célébrations évangélistes (religion majoritaire des gitans), et l'espagnol, langue le plus souvent chantée. L'ensemble produit souvent un parler mélangé, le *melandjao*, tout à fait spécifique de ce territoire.

¹⁸ Les enfants ont réalisé ce travail d'art plastique encadrés par Manu Clabecq.

¹⁹ Le terme *payo* en *kaló* désigne le non gitan. Dans *Le Livre des gitans de Perpignan*, réalisé avec la participation de la communauté gitane de la ville et de quelques *payos* (2003, L'Harmattan, Paris), plusieurs témoignages évoquent le fait que l'école est l'occasion pour les jeunes gitans de découvrir le rejet, le racisme, la différence. Ce qui devrait être un lieu de rencontre peut devenir celui d'un affrontement confortant les *payos* dans leur discrimination et les gitans dans leur isolement communautaire marginalisant.

signalétiques bilingues²⁰ deviennent signifiants puisqu'ils s'appuient sur du concret, du vécu : ils permettent d'évoquer la vie passée du quartier, ses activités, ses richesses, son évolution. L'enfant « travaille » ainsi son expression française sans s'en rendre compte en rédigeant les règles du jeu puis en créant les cases. Outre les cases « action » et « piège » déjà évoqués, il complète avec ses camarades les autres cases, du point de départ Casa Xanxo, Maison d'art et d'histoire siège du service de l'animation du patrimoine de Perpignan et précieuse maison gothique du début du XVI^e siècle, jusqu'à l'arrivée place de la Révolution-française. Anciennement place des Œufs, le jeu s'arrête ici au pied du quartier Saint-Jacques, là où l'enfant côtoie un monde différent du sien : celui des payos. Certaines cases colorées de jaune, sont illustrées par de joyeuses Gallinas stylisées, « customisées » en quelque sorte, ainsi que par un dé indiquant clairement à l'enfant qu'il peut rejouer. Chaque case reproduit une perspective de rue, de place, de fontaine, un détail architectural, une spécificité de quartier. Tout ce travail artistique a été réalisé sous la responsabilité du dessinateur qui a animé les ateliers de dessins d'architecture, d'arts graphiques et plastiques avec la classe de la Miranda. Le parcours proposé tout au long du jeu a été réfléchi par la responsable du service éducatif du patrimoine afin de mener l'enfant à travers un véritable itinéraire culturel et artistique. Deux « entrées » dans le jeu sont dès lors possibles : soit il est utilisé comme support d'aide pédagogique à une découverte à pied du quartier, d'une durée d'environ une heure et demie dans le dédale des rues et places animées et cosmopolites, soit il constitue un jeu de l'oie traditionnel du type jeu de plateau. Quand le résultat est réussi, ne faut-il pas le donner à admirer ? L'occasion fut toute trouvée lors des Journées du patrimoine 2007²¹. La Casa Xanxo abrita une exposition constituée d'une part des photos prises par l'animatrice tout au long des diverses activités, mais aussi des textes écrits à la main ou tapés sur ordinateur par les enfants eux-mêmes²² à la médiathèque de la ville, suite aux visites guidées et pour la rédaction des règles du jeu de la Gallina. Baptisée « Tour et contours de Saint-Jacques, le quartier en cinquante cases », l'exposition, laissée en place plus de trois mois, a dévoilé également les croquis d'architecture des enfants réalisés dans le cadre des ateliers du patrimoine ainsi que le plateau de jeu finalisé. Naturellement, les enfants et leurs familles ont été à l'honneur²³, très fiers de leur réalisation... et de leur quartier Saint-Jacques, valorisé d'autant. Mais, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Quand les moyens sont rares, il faut avoir des idées !

²⁰ Dès 1993, la Municipalité de Perpignan a mandaté une Commission extra municipale pour effectuer un remarquable travail scientifique concernant le bilinguisme des noms des rues et la recherche des anciens noms catalans pour les lieux d'intérêt culturel et touristique du cœur urbain.

²¹ Traditionnellement, en France, les Journées du patrimoine se déroulent le troisième week-end de septembre. Toutes les manifestations proposées (visites découvertes, marché médiéval, conférences, expositions, entrée dans les musées et monuments...) sont gratuites pour toutes et tous, habitants ou touristes.

²² Rappelons que, selon Piaget précité, le principe de la participation active de l'élève constitue la voie privilégiée vers l'approche scientifique à l'école.

²³ Rien n'a manqué à la fête : visites successives de M. l'inspecteur d'académie, de Mme la directrice régionale de l'Action culturelle, du maire sénateur et des élus municipaux, des habitants du quartier et de la ville, de touristes de passage... Un livre d'or fut mis à disposition et les commentaires qui y figurent sont évocateurs du succès de l'opération !

3. DE SA RÉALISATION À LA VULGARISATION

Atteindre un objectif, en la matière créer un jeu, lorsque a priori les enfants inventeurs n'ont pas vécu de réussites antérieures surtout dans les domaines scolaires et parascolaires, c'est prouver à soi-même que l'on est capable d'observer, de comprendre, d'analyser son environnement, de mieux s'y sentir puisque l'on a pris conscience de sa valeur, des traces du passé dont on est parti prenant. C'est apprendre à devenir, à se constituer réellement citoyen du lieu où l'on réside, en ayant repéré et valorisé ce qui est sien dans l'histoire collective de sa ville. Ainsi s'est toujours constitué le peuple catalan, par intégrations successives, plus ou moins lentes, de celles et de ceux qui aiment vivre dans ce territoire en tolérance et en acceptation des différences. L'identité catalane, qui a valu à Perpignan le titre de « Capital 2008 de la cultura catalana²⁴ », est de ce fait spécifique car elle puise ses racines dans un lieu de passage et de conflits, mais aussi d'accueil et de paix retrouvée où il peut être possible de se sédentariser²⁵. Cette identité constituée est bien la résultante d'altérités se projetant dans une communauté de destins (Costa, 2006 : p. 6). Il apparaît donc essentiel que tous les enfants qui vivent dans la ville soient aussi en capacité d'interpréter le patrimoine à travers une approche sensible perçue bien réellement par leur cinq sens, à leur mesure personnelle, qu'ils soient en potentialité de percevoir que leur cité leur parle et qu'elle produit du signifiant pour eux, enfants du XXI^e siècle. Est tout naturellement arrivé le temps pour les jeunes de l'école de la Miranda de partager leur jeu, de le voir s'échapper de leurs mains de créateurs, à la conquête de l'espace monde, sous leurs regards éblouis ! Objectif : utiliser le travail réalisé pour toucher un plus large public en faisant mieux connaître et apprécier le quartier Saint-Jacques. Pour ce faire, le service de l'animation du patrimoine et l'illustrateur élaborèrent un système spécifique de repérage pour les visiteurs par représentation graphique illustrée ; plus besoin de plan complexe et encombrant pour se guider soi-même au fil des rues ! À partir de cette réflexion, une planche de jeu a été réalisée sous forme de document attractif et pratique, utilisable à la fois in situ et à domicile. Ce dépliant, soumis à la contrainte de la charte graphique des Villes et Pays d'art et d'histoire²⁶, fut conçu dans le même esprit artistique que les précédents documents de découverte du patrimoine édités à Perpignan à destination des jeunes publics²⁷. Aussitôt pensé, presque aussitôt réalisé ! Le jeu de la Gallina, dans sa version publique gratuite et bilingue français-catalan, a été proposé aux écoles de la ville dès octobre

²⁴ Ce titre a été décerné à la ville par une association catalane indépendante basée en Espagne et constituée des recteurs des Universités de Palma de Mallorca, Barcelona, Girona, Lleida et Valencia. La thématique proposée par Perpignan est « Paix, pacifisme et pacification » évoquant la valeur centrale défendue au cours des temps par le peuple catalan que son destin collectif a conduit à apprendre les vertus de la négociation avec l'un et l'autre des États qui le cernent, tant au nord qu'au sud.

²⁵ Le peuple Rom s'est mis en marche depuis l'Inde et s'est répandu à travers le monde a priori depuis la fin du IX^e siècle. Protégés ou rejetés par les territoires visités, du fait de l'importance pour eux de préserver leur culture et leur différence, le voyage constitue leur mythe définissant leur ethnie : quand ils se sédentarisent, les musiques et les danses assimilées et intégrées au cours de leurs pérégrinations, leur servent d'évasion, hors des ghettos de leurs lieux de vie.

²⁶ Depuis 2002, la ville de Perpignan a obtenu le prestigieux label « Ville d'art et d'histoire », reconnaissance de la qualité exceptionnelle de son patrimoine bâti et facteur d'attractivité.

²⁷ L'une des missions du service d'animation du patrimoine étant d'en faciliter la compréhension par tous, ont été successivement créés des jeux-découverte de la ville : Le rallye de Lora destiné aux 4-8 ans, le rallye d'Arthur pour les 8-12 ans et le rallye d'Archibald à partir de 12 ans. Concernant la visite de la cathédrale Saint-Jean, en particulier, véritable joyau artistique, deux livrets sur des thèmes différents sont proposés aux enfants : Quel sacré décor ! Quelle sacrée architecture !

2007 avec, comme intérêts pédagogiques, l'apprentissage du repérage spatial, la compréhension de l'histoire et des origines du quartier, la découverte d'un patrimoine remarquable, la rencontre avec les enfants et les habitants de Saint-Jacques. À ce jour, plus de 40 classes ont bénéficié gratuitement de cette visite à travers ce jeu découverte dans le cadre scolaire ou périscolaire : certaines étaient composées de plus jeunes enfants (dont des classes bilingues français-catalan) ; d'autres concernaient des collégiens plus âgés, particulièrement ceux qui ont choisi des sections artistiques : chant, musique, danse (classe CHAM). Sont également conviés ; les scolaires du département et de Catalogne du Sud, le bilinguisme du jeu renforçant son ancrage identitaire. Chacun(e) y trouve intérêt tant il est évident que l'on se constitue et que l'on apprend mieux en s'amusant ! En découvrant lui-même le sens caché des lieux et des choses, l'enfant crée au lieu de subir passivement une influence : il apprend ainsi l'autonomie de la pensée et aiguisé son esprit critique, celui qui fera de lui un être plus conscient. Concernant la diffusion du jeu de la Gallina auprès du public familial, 5 000 exemplaires ont déjà été distribués à la Casa Xanxo ou dans les deux points d'accueil de l'Office de Tourisme²⁸ ; il convient pour tout âge et l'on peut s'y adonner à son rythme, en famille, en solo ou en groupe, ou en fonction de ses propres centres d'intérêt. Voilà donc notre Gallina qui continue son envol : l'une d'entre elles accompagnera un écolier parisien venu admirer avec ses parents notre belle région ; l'autre sera usée jusqu'à la trame tant une bande de copains en voyage scolaire dans la région y auront joué et rejoué ensemble ; une autre encore sera gardée soigneusement par une mamie baroudeuse qui aura usé ses semelles en visitant Saint-Jacques et se sera parfaitement repérée grâce au livret du jeu à travers ruelles typiques et monuments prestigieux : elle ne résistera pas à l'envie de rapporter ce jeu en cadeau à son petit-fils, afin de l'initier ainsi aux richesses patrimoniales de Perpignan pour lui donner envie d'y venir à son tour... Mais pourquoi ne pas voir encore plus grand ? Et si l'on réalisait un jeu à dimension humaine sur un support de 5 x 7 mètres en bache résistante imprimée, du type « monde de Gulliver » pour s'amuser tous ensemble sur les places de la ville en se déplaçant case après case ? Cela est d'autant plus tentant qu'une expérience similaire a déjà été réalisée dans un autre cadre par l'Atelier d'urbanisme²⁹. Voilà désormais, le jeu de la Gallina est reproduit avec une dimension telle que l'on y joue en se positionnant physiquement à l'intérieur ! Lors de la 4^e édition de « Perpi-Jeux³⁰ » ; chacun(e), petit ou grand d'une autre manière a pu, de cette manière ludique et originale, visiter le quartier Saint-Jacques « exporté » dans d'autres lieux de la ville commerçante et touristique : Espace des cultures populaires, place de la République, place de la Victoire, place de Catalogne. L'enfant de Saint-Jacques voit désormais son

²⁸ Les deux points d'accueil de l'Office du tourisme de la ville ont renseigné au guichet plus de 150 000 visiteurs en 2007, outre les internautes qui téléchargent les documents depuis leur domicile (152 680 documents téléchargés en 2007 pour 504 397 connexions au site web) et les touristes qui se les font envoyer par voie postale ou les récupèrent dans les hôtels, restaurants, cafés de la ville dans lesquels ils sont gracieusement distribués. Globalement, un million de touristes séjournent annuellement à Perpignan, auxquels il faut rajouter plus d'un million d'excursionnistes.

²⁹ L'A, ou Atelier d'urbanisme, a fêté ses 10 ans en 2004 sur le thème « Vivre en ville, citoyens-citoyens ». Entre autres actions, rues et quartiers ont été reconstitués en maquettes géantes et exposés publiquement afin que les perpignanais s'approprient physiquement leur espace de vie en repérant qui sa place, qui ses lieux familiers, qui son immeuble...

³⁰ Perpi-Jeux, calqué sur un événement national, a vécu sa 4^e édition le samedi 17 mai 2008 au cœur de l'Espace des cultures populaires : chacun(e) a pu s'adonner à des jeux de rôles, et bien sûr, au *jeu de la Gallina* ! un vrai succès...

travail, le jeu qu'il a créé en y mettant une part de lui-même et de son environnement familial, exposé au regard de tous, admiré et utilisé même par celles et ceux qui ne comprennent pas encore vraiment qui il est, où et comment il vit, ce qu'il ressent face à l'autre... Comme le jeu, qui a su franchir les limites du quartier, il aura envie de sortir de son espace quotidien, grâce à cette médiation, son espace de vie étant lui-même sorti de son propre cadre pour en être valorisé, à l'instar de la ville de Perpignan mise à l'honneur dans l'une des cases prestigieuses de la dernière édition du Monopoly ! Avoir été guidé dans sa quête inconsciente, mais bien réelle, d'identité et de racines va lui permettre à terme de mieux se structurer et de trouver sa juste place au sein d'une société faite de métissages culturels.

Si l'on rêvait encore d'un jour prochain où le jeu de la Gallina irait par delà mers et océans, routes et chemins, à la rencontre d'autres enfants du monde, revisité par eux à la lumière de leurs propres traditions, de leurs vécus personnels ? N'est-ce pas là un simple mais bien réel outil de lutte contre la pauvreté, quelle qu'en soit la forme ou la latitude d'expression, un jeu adaptable à tous pays et régions du monde pour un coût quasiment nul ? Ne peut-on pas y voir aussi un vecteur de tourisme culturel intelligent car pleinement participatif et impliquant, à destination d'un jeune public et familial en quête de découvertes authentiques ?

Bibliographie :

- ALDUY, J.-P. (2007), *Perpinyà, Perpignan 2020*, Éditions du Rocher, Paris. Dans cet ouvrage, le maire-sénateur de Perpignan a analysé sa vision de la ville et ses perspectives.
- AMIROU, R. (2000), *L'Imaginaire du tourisme culturel*, PUF, Paris.
- BATAILLOU, C. (dir.) (2007), *Voyages : raisons et pratiques*, Presses universitaires Perpignan, collection « Études », p.53-91, Perpignan.
- BATAILLOU, C. et SCHEOU, B., (dir.) (2007), *Regards croisés : la quête de l'authenticité dans le tourisme*, Presses universitaires Perpignan, collection « Études », p. 203-211, Perpignan.
- BETTELHEIM, B. *Psychanalyse des contes de fées*, (1976), Robert Laffont, Paris.
- COSTA, M. (2006), directrice de l'action culturelle de la ville de Perpignan, actes du colloque de l'Association des conservateurs des collections des musées de France, Corse.
- COVA, V. et COVA, B. (2002), *Les Particules expérientielles de la quête d'authenticité du consommateur*, *Décisions marketing*, n° 28, p. 33-42, Paris.
- DOCQUET, A. et LE MENESTREL, S. (2006), *Le Tourisme culturel, Introduction*, revue *Autrepart*, n° 40, p. 3-13, Paris.
- DORTIER, J.-F. (1999), *L'Individu dispersé et ses identités multiples*, in *L'Identité, l'individu, le groupe, la société*, Direction Ruano-Borbalan, Auzerre, Éditions Sciences humaines, p. 51-56, Paris.
- FELIU, S. (1998), *Intégration scolaire des enfants tsiganes à Perpignan*, mémoire de maîtrise, Département d'études hispaniques, université de Perpignan.
- FURT, J.-M., et FRANK, M. (dir.) (2006), *Tourisme et identités*, L'Harmattan, Paris.
- FURT, J.-M. et FRANK, M. (dir.) (2007), *L'Identité au cœur du voyage*, L'Harmattan, Paris.
- HERVE, M. (2001), *Citoyenneté et identité*, in *Pays d'art et d'histoire et Pôles d'économie du patrimoine*, Datar, La Documentation française, p. 41-43, Paris.
- LEBLON, B. (dir.) (2003), *Le Livre des gitans de Perpignan*, L'Harmattan, Paris.
- MOSSA, *La Gitane et son destin*, (1992), L'Harmattan, Paris.
- PAGNON-MAUDET, C. (2004), *Perpignan l'enjôleuse*, in *Perpignan une et plurielle*, Édition Les Trabucayres, Perpignan ; *Une démarche touristique publique durable*, (2005), revue *Espaces*, n° 231, Paris.

- PAGNON-MAUDET, C. (2008), *Perpignan, Capitale de la culture catalane 2008, consécration identitaire ou réinvention culturelle et touristique ?* Colloque international *Les Rendez-vous Champlain sur le tourisme*, Montréal, Québec, 30 mai-3 juin 2008, Canada.
- PIAGET, J. (1969), *Psychologie et pédagogie*, Denoël, Paris.
- TARIUS, A. (1997), *Fin de siècle incertaine à Perpignan. Drogues, pauvreté, communauté d'étrangers, jeunes sans emplois et renouveau des civilités dans une ville moyenne française*, Édition Les Trabucayres, Perpignan.
- VIARD, J. (2001), *Identité et patrimoine*, in *Pays d'art et d'histoire et Pôles d'économie du patrimoine*, Datar, La Documentation Française, p. 13-26, Paris.
- WINNICOTT, D.W. (1975), *Jeu et réalité*, Gallimard, Paris.

LE TOURISME COMMUNAUTAIRE, UN INSTRUMENT DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ?

TRUONG Thi Thuy Hang

*Master 2 Recherche en « Société, Aménagement et Territoire » (2007-2008)
université de Pau et des Pays de l'Adour, email : hangni2002@yahoo.fr*

1. INTRODUCTION

Le tourisme communautaire demeure encore peu connu dans le monde. Et s'il apparaît de façon importante sur les sites internet d'origine anglo-saxonne, dans le cas de la France, nous entendons parler davantage du tourisme responsable, équitable et solidaire. Le tourisme communautaire se trouve en fait perdu dans ce vocabulaire multiple. Que nous cache cette profusion de termes ? Ont-ils pour finalité les mêmes objectifs ?

Comme il n'existe pas (à notre connaissance) d'études francophones sur le tourisme communautaire, nous avons donc décidé de nous y intéresser.

Notre hypothèse de recherche veut montrer que vocabulaire employé varie en fait selon les pays : d'une part, les pays émetteurs francophones de grands flux touristiques emploient principalement les termes de Tourisme solidaire, Tourisme équitable. Par contre, dans les pays d'accueil (Pays en voie de développement et pays pauvres), on va plutôt utiliser les termes de Tourisme communautaire. Cette hypothèse est étayée par l'étude de la mise en place du tourisme communautaire au Vietnam, utilisé comme un outil de développement durable et de réduction de la pauvreté, et considéré comme tel par les pays émetteurs de tourisme (à l'exemple de la France).

Notre recherche tend donc vers trois objectifs principaux :

Premièrement, nous allons clarifier la notion du tourisme communautaire : pourquoi ce mot et pas d'autres ? Nous arriverons donc à identifier le tourisme communautaire ainsi que de ses caractéristiques à travers différentes définitions.

Ainsi, dans un deuxième temps, nous allons expliquer l'utilisation de différentes appellations des pratiques du tourisme durable dans lequel s'inscrit le tourisme communautaire. L'objectif est de montrer que les différents vocables utilisés relevant du grand domaine du tourisme durable dépendent de l'origine géographique des pays.

Dans la troisième partie, nous tenterons de mettre en valeur le rôle du tourisme communautaire dans la réduction de la pauvreté, plus particulièrement à travers l'exemple de Sapa (Vietnam).

Méthodologiquement, ce travail de recherche s'est heurté à certaines difficultés. D'une part, le peu d'ouvrages concernant ce thème nous a obligé à effectuer un long travail de définition, qui s'est avéré au final intéressant puisque les regards géographiques différents permettent de comprendre le fonctionnement de ce nouveau type de tourisme. D'autre part, ce travail a été réalisé en France ; aussi nous a-t-il été très difficile d'obtenir des informations « pratiques » sur les programmes vietnamiens de tourisme communautaire. Ainsi, la recherche et l'analyse des documents en ligne ont finalement constitué notre principale source d'informations. Toutes fois, nous avons aussi cherché à appréhender le tourisme communautaire à travers des analyses qualitatives grâce à douze entretiens et des échanges avec des agences de voyage en France et au Vietnam, mais aussi auprès de touristes et de scientifiques spécialistes de ces questions. Nous avons également, de façon qualitative, étudié les circuits touristiques proposés par des opérateurs français. Enfin, nous n'avons pas négligé l'aspect quantitatif en analysant les rares chiffres consacrés au développement du tourisme communautaire.

2. LE CADRE THÉORIQUE DU TOURISME COMMUNAUTAIRE

Actuellement, il existe de nombreuses conceptions différentes relatives au tourisme communautaire. À notre avis, la définition la plus précise et la plus complète à l'heure actuelle est celle du répertoire du tourisme durable :

« Le tourisme communautaire (*Community based tourism* – CBT) est donc un tourisme socialement durable qui est initié, et pratiquement toujours exclusivement géré par la population locale et autochtone. Il se caractérise par une priorité à l'enrichissement de toute communauté plutôt que le choix de projets individuels. D'autre part, il prône des pouvoirs à l'intérieur de la communauté et par une initiation à garder une culture traditionnelle au sein de son territoire¹. »

La définition donnée correspond en fait à l'explicitation de la notion de « Tourisme communautaire ». Ce dernier présente aussi des caractéristiques propres :

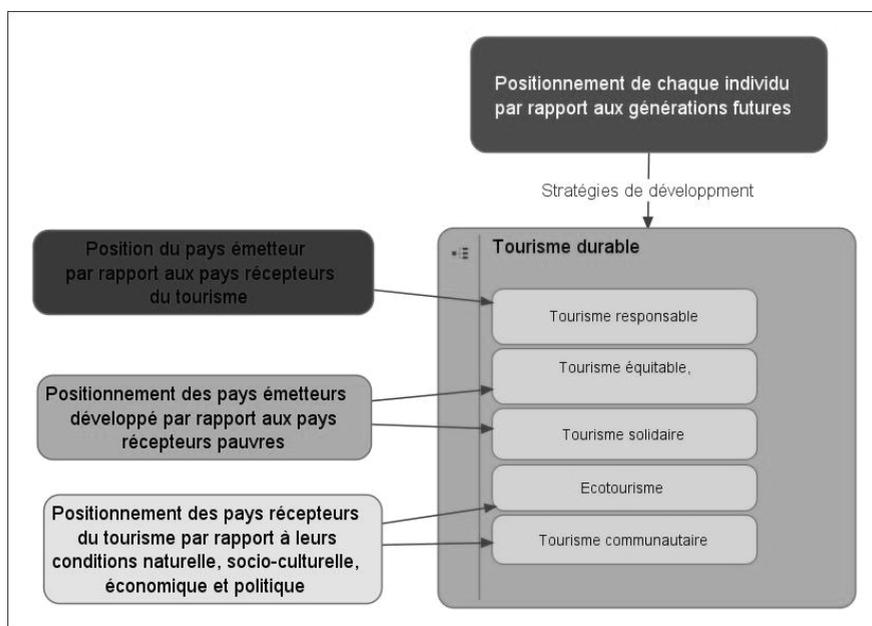
- Le tourisme communautaire est proposé et géré par la population locale,
- Les activités touristiques se passent au sein de la communauté d'accueil (souvent dans de petits groupes ethniques),
- Ce tourisme se développe dans des régions souvent marginales économiquement, afin de donner aux habitants pauvres un outil pour sortir de la pauvreté,
- Les touristes vivent en lien avec la nature et la culture. Ils acceptent de vivre dans des conditions difficiles pour expérimenter la vie autochtone et n'ont pas des mêmes confort que dans les grands sites touristiques « classiques ».
- Si le tourisme communautaire se développe dans ce sens, il doit donc contribuer à une certaine protection de l'environnement et du bien être socio-économique des habitants des zones souvent marginales.

¹ « *Community-based tourism is socially sustainable tourism which is initiated and almost always operated exclusively by local and indigenous people. Shared leadership emphasizing community well-being over individual profit, balances power within communities, and fosters traditional culture, conservation, and responsible stewardship of the land.* » site : <http://www.sustainabletourism.travel/communitybasedtourism.html>

Et pourtant, malgré son grand intérêt, jusqu'à l'heure actuelle, nous ne trouvons pas de publications officielles sur ce sujet tant au niveau de la France, du monde francophone que même à l'échelon international. En France, nous relevons un grand panel de nouvelles notions liées au domaine du tourisme telles que le tourisme durable, le tourisme responsable, le tourisme équitable, le tourisme solidaire, l'écotourisme ou encore, le tourisme communautaire. Ce foisonnement nuit à la lisibilité, comme le souligne Philippe Falbet, chef de projet du tour-opérateur « La route des voyage », lors d'un entretien avec lui : « Le problème, c'est qu'en France il y a beaucoup de notions, on part d'abord des concepts et on met du terrain dessus alors que c'est le contraire qu'il faudrait faire. Donc on parle de tourisme responsable, éthique, durable, communautaire, solidaire. On est perdu, un peu, dans tous ces concepts². »

3. LA CONSTRUCTION D'UN MODÈLE CONCEPTUEL DU TOURISME COMMUNAUTAIRE

Grâce à l'analyse de douze entretiens, nous avons réalisé que l'utilisation d'un mot plutôt qu'un autre s'explique avant tout par la place qu'occupe celui qui parle (ou qui écrit) dans la hiérarchie complexe des acteurs développant des projets touristiques, fondée sur le fait que le tourisme jongle entre pays émetteurs et récepteurs du tourisme. Nous avons donc élaboré un schéma synthétique et analytique afin de clarifier toutes ces notions dans le but de mieux positionner le tourisme communautaire.



² Entretien du 28 mars 2008.

Notre analyse dévoile en 3 ensembles distincts :

Si nous prenons le positionnement des pays émetteurs du tourisme par rapport aux pays récepteurs pauvres, il s'agit de tourisme équitable et tourisme solidaire.

Ce tourisme équitable reprend en fait les principes du tourisme du commerce équitable.

Le tourisme solidaire lui insiste plutôt sur les actes de solidarité reliant d'une part les communautés d'accueil et d'autre part les tour-opérateurs et les touristes.

Notre carte mondiale des destinations liées au tourisme équitable et solidaire se base sur les circuits proposés par l'ATES (Association du tourisme équitable et solidaire). Cette association, reconnue officiellement, est sensée rassembler l'ensemble des structures s'occupant de tourisme équitable et de tourisme solidaire.

Comme nous pouvions s'en douter, la carte souligne que la plupart des destinations du tourisme équitable et solidaire sont dans les pays pauvres ou en voie de développement. Or, dans ces mêmes pays, à l'échelon officiel, à savoir les instances gouvernementales qui s'occupent du développement touristique, ce sont des notions qui n'apparaissent pas. La thermologie et la pratique de ce tourisme mériteraient des études approfondies, en tant qu'outil de développement durable, ce que nous n'avons pas pu faire dans le cadre de ce mémoire de Master et que nous souhaiterions pouvoir réaliser à l'occasion de recherches doctorales.

Si nous prenons le positionnement des pays récepteurs, leurs discours s'appuient sur des conditions naturelles, culturelles, socio-économiques, politiques pour identifier les programmes touristiques. Dans ce, ils parlent davantage de tourisme communautaire et d'écotourisme. Qu'entendons-nous par écotourisme ?

L'écotourisme réunit toutes les activités reliées à la nature. La principale motivation des touristes est d'aller observer, de comprendre et d'apprécier la nature.

Puis enfin, nous voyons l'apparition du *tourisme communautaire*. Il est proposé et géré par une communauté d'accueil. Les activités se passent principalement dans l'enceinte du village.

Dès lors, le *tourisme responsable* constitue une forme de développement, d'aménagement et d'activité touristique qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles, culturelles et sociales.

Au final, toutes les pratiques convergent vers un tourisme durable, appelé de leurs vœux tant par les pays récepteurs qu'émetteurs. Ces pratiques s'appuient sur l'idée de développer des pratiques responsables pour les générations futures.

Toutes ces notions visent à réaliser les objectifs d'un tourisme dit durable, soit réaliser la solidarité, l'équité, le respect, la responsabilité et la durabilité pour l'environnement, les ressources naturelles, les identités culturelles, l'autonomie et la démocratie et l'économie. Le tourisme communautaire vise à assurer les mêmes objectifs.

4. EXEMPLE DU TOURISME COMMUNAUTAIRE À SAPA (VIETNAM)

Le Vietnam constitue une destination actuellement très appréciée par les touristes internationaux. Comme dans d'autres pays en voie de développement, le tourisme au Vietnam doit assumer une double fonction : une contribution annuelle à la croissance économique du pays pour rattraper le retard avec des pays développés mais aussi un développement durable soucieux de l'environnement physique et humain du pays. Dans ce contexte apparaît le tourisme communautaire. Ce dernier peut-il vraiment assurer ces deux fonctions ?

Avant d'approfondir le projet de tourisme communautaire au Vietnam, l'étude de l'exploitation actuelle du tourisme par des circuits de visites proposés nous semble nécessaire. Comme notre étude est réalisée en France et que ce pays constitue un des principaux marchés du Vietnam, nous avons fait une recherche sur les circuits proposés actuellement par les opérateurs français dans le cadre d'un tourisme responsable.

Son analyse des circuits montre que la plupart sont des circuits Nord-Sud de 15 à 25 jours. Nous y observons des sites incontournables qui sont toujours : la capitale Hanoi avec ses quartiers anciens ou le musée ethnographique, la baie d'Halong, la ville impériale de Hué où l'on trouve les vestiges de la dynastie des Nguyen, l'ancienne cité de Hoi An, la ville de Nha Trang avec les tours Cham de Po Nagar et sa célèbre plage, et enfin Hô Chi Minh-Ville qui constitue souvent la fin du circuit. D'autres sites sont également très visités mais de façon moins systématiques. Il s'agit de : Sapa et ses alentours avec les maisons sur pilotis des ethnies minoritaires, de la baie d'Ha Long terrestre, de l'ancienne capitale de Hoa Lu, de l'île de Cat Ba, des grottes de Phong Nha, du sanctuaire de My Son, du musée Cham de Danang et des villes du delta du Mékong ainsi que les marchés flottants.

Nous avons remarqué ainsi que la région montagnarde du Nord, particulièrement autour de Sapa, attire de plus en plus de touristes grâce aux beaux paysages naturels et à la richesse culturelle des ethnies minoritaires. Cette partie du Vietnam, souvent appelée par les opérateurs par son nom français historique, « le Haut Tonkin », est surtout proposée pour les voyages de trekking, par la présence du Mont de Fan Xi Pan. Les circuits de 12 à 15 jours dans cette région du Nord permettent aux touristes de découvrir les paysages en marchant, mais aussi, du fait de loger la nuit chez l'habitant, de découvrir la vie quotidienne « authentique » des ethnies comme les Hmongs, les Thais ou les Daos. Ils peuvent, par exemple, visiter des marchés hebdomadaires souvent organisés le dimanche, où ils découvrent toutes les couleurs des costumes ethniques. C'est dans cette région, plus précisément à Sapa dans la province de Lao Cai, que développe, en 2001, un programme relevant du tourisme communautaire.

Le tourisme communautaire (« *du lich cong dong* », en vietnamien) est abordé depuis une dizaine d'années. Pourtant, les documents sur ce thème restent très restreints. Nous allons nous concentrer sur les pratiques de ce tourisme et ses premiers résultats économiques, grâce aux sources d'informations consultables sur « internet » et des courts échanges par courrier électronique avec quelques fonctionnaires et professionnels travaillant dans le tourisme.

Le programme de développement de tourisme communautaire à Sapa a été proposé par le Groupe de développement néerlandais SNV, en collaboration avec l'Institut de recherche sur le développement du tourisme (ITDR)) et

l'Administration nationale du tourisme du Vietnam (VNAT) dans le but initial de faire bénéficier des habitants pauvres des retombés du tourisme.

La région concernée se compose de 17 communes et la ville de Sapa a été choisie comme site-pilote parce que cette ville est une destination touristique attractive tant pour des touristes vietnamiens et que pour des voyageurs internationaux depuis de longues années. Comme nous l'avons déjà souligné, cette région possède de beaux paysages montagneux, son climat frais est attractif et elle est réputée pour la diversité de ses ethnies, les différentes valeurs culturelles véhiculées par les très nombreux groupes minoritaires ethniques reliées à la production de leurs produits artisanaux spécifiques.

Les objectifs principaux du projet sont d'établir des principes pour un partage plus équitable des avantages économiques du tourisme et de soutenir la participation active de la communauté dans la prise de décisions relative à l'activité touristique et dans la mise en œuvre de ces activités. Il s'agit, par exemple, d'augmenter la participation active de la population locale pour tenter de réduire concrètement les impacts négatifs de tourisme tant sur l'environnement naturel que culturel. Leur but est donc de garder Sapa propre, verte et attirante.

Depuis que ce projet pilote a commencé, les habitants locaux ont reçu une aide afin de faciliter la plupart des activités présentées par les projets touristiques, comme le développement d'un système homogène de prix à demander aux touristes, l'exploitation de circuits de trekkings responsables et l'établissement à Sapa d'un centre d'information touristique et de services. De même, des actions concrètes sur les logements ont été menées par la population locale : des bâtiments sanitaires aux normes modernes ont été construits dans un style architectural traditionnel, des lits avec des matelas ont été préparés, les Hmongs ont ajouté des petits objets comme des verres de bambou, des pantoufles et des tissus pour se sentir plus à l'aise dans leur ferme... De plus, les villageois comme les visiteurs ont participé non seulement aux activités touristiques, mais aussi aux activités de conservation du milieu comme la plantation d'arbres, le ramassage d'ordures non biodégradables.

Après cinq ans de réalisation, le programme de tourisme communautaire a amené des résultats remarquables :

- Les identités des ethnies montagnardes sont mises en valeur.
- Les habitants proposent de plus en plus de séjours chez l'habitant (homs-tay) et de même que des circuits de découvertes de type trekking.
- Le confort des habitations s'est amélioré.
- Les activités de conservation du milieu naturel sont renforcées comme le ramassage des ordures non -biodégradable, la plantation d'arbre.

Du coup, le nombre de touristes est passé de 49 000 en 2000 à 200 000 en 2005³. Sapa devient un des sites incontournables des circuits touristique au VN.

En parallèle, nous notons aussi des inconvénients découlant de ce développement touristique, à l'exemple de l'urbanisation et bétonnage des paysages, le tourisme communautaire ne s'étant pas développé seul. D'autres types de tou-

³ VNAT : l'Administration du tourisme du Vietnam.

risme et surtout de masse se greffent à cette pratique. Du coup, on assiste à des conflits entre les différents acteurs locaux (les communautés, l'administration provinciale, les agence de voyages, le parc national). Le risque de pertes d'identité culturelle à Sapa constitue aussi un grand inconvénient de ce type de développement touristique, comme le souligne Hélène Alex : « Si tout le monde veut voir Sa Pa, veut rencontrer les peuplades folkloriques, dormir dans leurs villages, acheter leurs broderies, se promener en sécurité dans leurs montagnes, il est normal que Sa Pa se transforme. Sa Pa devient de plus en plus touristique, jusqu'à ne plus rien avoir d'authentique. Les Hmong, peuple villageois agricole, échangent peu à peu leur culture et leurs traditions contre une place dans le système néolibéral⁴. »

Le modèle de tourisme communautaire montre donc, au final, que si ses objectifs théoriques sont bien affirmés, l'application ne respecte pas toujours les principes de départ. Le développement du tourisme contribue bien à réduire assez rapidement la pauvreté mais en revanche, constitue quand même un facteur potentiellement destructeur autant pour l'environnement humain que naturel. Le modèle du tourisme communautaire s'avère souvent loin d'être bien construit et abouti.

En réalité, les stratégies de développement durable du tourisme au Vietnam restent encore trop théoriques. Il manque des démarches opérationnelles reliées à des actions concrètes. Selon Annalisa Koeman, « le tourisme durable est une notion très nouvelle au Vietnam et qui n'est connu que par ceux qui sont dans le secteur du tourisme. Peu de personnes comprennent ce terme et ses implications. Beaucoup continuent à assimiler le « tourisme durable » au « maintien de la croissance touristique » et soutenir la croissance du tourisme semble une priorité majeure de la politique actuelle du tourisme⁵. »

5. CONCLUSION

Le tourisme communautaire constitue une formule touristique qui, théoriquement, s'inscrit dans le cadre du tourisme durable et contribue à la réduction de pauvreté dans des régions marginales. Pourtant en réalité, il n'assume que son rôle de réduction de pauvreté mais pas de durabilité. Son grand danger est qu'il se trouve lié et mélangé avec du tourisme de masse. Pour qu'il constitue en même temps un outil de réduction de la pauvreté et facteur de développement durable, il faut éviter la transformation du tourisme communautaire en un tourisme de masse pour des bénéfices économiques aléatoires et à court terme.

Au final, nous pensons qu'il reste encore à élaborer un vrai modèle de tourisme durable, tant au niveau local que national, afin de mettre en valeur l'image d'un Vietnam en communauté.

⁴ Le journal *le Courrier du Vietnam*, le 25 mai 2008.

⁵ « *Sustainable tourism and ecotourism* », site :

[http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/1A03035194C194664725692800174AC3/\\$FILE/FULLTEXT.html](http://www.mekonginfo.org/mrc_en/doclib.nsf/0/1A03035194C194664725692800174AC3/$FILE/FULLTEXT.html)

RÉFÉRENCES

Ouvrages

- VELLAS François, *Le Tourisme mondial*, Paris, Économica, 1996, 109 p.
- AMALOU Pierre, BARIOULET Hervé, VELLAS François (2001), *Tourisme, Éthique et Développement*, L'Harmattan, 303 p.
- FAVREAU Louis & FRECHETTE Lucie (2002), *Développement local et économie solidaire en Amérique latine : des expériences innovatrices*, Cahiers de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Série Pratiques économiques et sociales n° 21, université du Québec en Outaouais.
- HARRIBEY Jean-Marie, *Le Développement durable est-il soutenable ?* séminaire de l'OFCE, 18 juin 2002, 27 p.
- BORIS Martin, *Voyager autrement : Vers un tourisme responsable et solidaire*, Paris, C.L.Mayer, 2002, 161 p.
- CAZES Georges et COURADE George, *Les Masques du tourisme*, Paris, Presses universitaires de France, 2004, 479 p.
- BEINSE Nicolas et GARO Guillaume, *Le Tourisme solidaire : un outil de développement durable pour le village de Keur Samba Yacine et sa communauté ?*, mémoire de master professionnel 2^e année en Aménagement touristique, UPPA, 2006, 75 p.
- ACTES DU COLLOQUE ORGANISÉ PAR LE CONSEIL DE L'EUROPE (DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES POUVOIRS LOCAUX) ET LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DE SLOVENIE, MARIBOR (SLOVENIE), 12-14 SEPTEMBRE 1996, *Développement touristique durable : conciliation des intérêts économiques, culturels, sociaux, scientifiques et environnementaux*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1997, 156 p.
- DE VIENNE Marie-Sybille, *L'Économie du Vietnam : Bilan et Prospective*, Paris, CHEAM, La Documentation Française, 1994, 223 p.
- ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME, *La Réduction de la pauvreté par le tourisme : un recueil de bonnes pratiques*, Madrid, Organisation mondiale du tourisme, 2005, 151 p.
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, *Coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires : Vade-macum 2006*, Paris, ministère des Affaires étrangères, 2006, 94 p.
- SECRETARIAT DE LA C.N.U.C.E.D : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement-Genève, *Les Éléments de la politique du tourisme dans les pays en voie de développement*, New York, 1973, 66 p.
- MICHAUD Jean-Luc, *Tourisme : chance pour l'économie, risque pour société ?* Paris, PUF, 1992, 304 p.

Documents d'internet

- RUBITSCHON Olga (1999), « Le principe de durabilité dans le domaine du tourisme d'un point de vue philosophique et éthique et dans l'optique des Générations futures. Où mène le voyage ? Et qui en fait partie ? », actes des « Premier Sommet du tourisme », Chamonix, Mont-Blanc, Genève 1-3 décembre 1999. Site : www.sommets-tourisme.org/f/sommetsG/premier-sommet/actes/rubitschon.html.
- KRUK Ester, HUMMEL John, and BANSKOTA Kamal, Octobre 2007, « Facilitating Sustainable Mountain Tourism », International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD), Kathmandu, Nepal. Site <http://www.icimod.org/home/>
- NGUYEN Thi Kim Dzung , Cu Chi Loi , Vu Hung Cuong, Tran Minh, « Pro-poor Tourism in Vietnam », Institut économique du Vietnam, Hanoi, 2007. Site www.vies.org.vn
- HUM Bahadur Gurung, LE DONG Phuong, « Capacity Building for Sustainable Tourism Initiatives Project », *Report of the review/evaluation mission*, The World Conservation Union (IUCN) et Institute for Tourism Development Research (ITDR), Vietnam, octobre 1999. Site : <http://www.iucn.org/programme/eval/database/region/south-and-south-east-asia/1999/vietnam-sus-tourism-eval.pdf> (site de l'Union internationale pour la conservation de la nature)

- TOOT Oostveen, NGUYEN Minh Thu , Nguyen Van Lam, « Community based tourism development in sapa/vietnam », SNV The Netherlands Development Organisation, Vietnam. Site <http://turismo-sostenible.rds.hn/documentos/documentos/SAPA-Vietnam.pdf>
- VIGNA Anne (2003), « Tourisme à tort ou à raison », Ekwo, juin 2003, www.echoway.org/fr/apprenez.htm.
- PHAM Trung Luong, « Vietnam tourism : current status and development orientation », Administration du tourisme du Vietnam, The Workshop on "Mekong Tourism : Learning Across Borders » Social Research Institute, Chiang Mai University, 24 February 2005. Site : [www.rockmekong.org/events/html_file/socialResearchCHM/files/Pham %20 %20Trung %20 %20Luong.pdf](http://www.rockmekong.org/events/html_file/socialResearchCHM/files/Pham%20%20Trung%20%20Luong.pdf)
- JACQUOT Philippe (2003), « Attention à la « bulle solidaire », www.ecorev.org.
- GRYNBERG Chrystelle (2002), « Tourisme responsable : valoriser les projets respectueux des cultures locales », CFDT, mise en ligne le 30/7/2002, site www.cfdt.fr.
- CRIDEAU (2001), « Tourisme, éthique, environnement et Développement Durable », rencontre internationale des 20 et 21 juin 2001, Centre international de droit comparé de l'environnement, univ. de Limoges : www.mdh.limoges.free.fr/support/ritimo/tourism.htm.
- EL ALAOUI Françoise (1999), « Le tourisme équitable », publié sur le site <http://elalaoui.free.fr/table.html>
- LAURENT Alain (2003), « Caractériser le tourisme responsable facteur de développement durable », page 38, site <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>
- CAIRE Gilles. & ROULLET-CAIRE Monique (2001), « Le tourisme peut-il être un élément de développement durable ? », publication électronique du site www.tourisme-durable.net.

LES VILLAGES DE MÉTIER TRADITIONNEL CHAM À NINH THUAN : LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET TOURISME ?

VO SANG Xuan Lan

Faculté du Tourisme, université Van Lang, Vietnam

INTRODUCTION

À la fin du siècle dernier, la communauté internationale a engagé un programme intitulé « Les objectifs du Millénaire pour le développement » (OMD) sous l'égide des Nations Unies. Ce plan vise à résoudre des problèmes issus de la pauvreté croissante dans différentes régions du monde, ainsi qu'à prévenir une dégradation des conditions de vie suite au développement accéléré en ce XXI^e siècle des économies mondiales.

Dans cette vision, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a fait appel à la réduction de la pauvreté par le tourisme ; ce dernier s'avère un des atouts des pays en voie de développement, selon la Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui s'est tenue à Bruxelles le 14 mai 2001.

Pays en voie de développement, le Vietnam a adopté depuis les années 1990 une ouverture économique qui apporte certains résultats encourageants. Les efforts du gouvernement vietnamien destinés à réduire la pauvreté des couches de la population les plus modestes ont apporté leurs fruits et sont bien estimés par les institutions internationales (ADB, FMI, UNDP...). Dans cet objectif, à côté de divers autres domaines (petit commerce, agriculture, aquaculture, atelier de métier artisanal), le tourisme constitue un secteur encouragé par des politiques et/ou des réglementations gouvernementales relatives pour la croissance économique du pays.

La question du tourisme comme un instrument de la lutte contre la pauvreté a été traité par des chercheurs et des économistes, dont la plupart soulignent l'effet bienfaiteur de ce secteur sur la vie des communautés [21] :

« Tourism can have important pro-poor impacts and these can be strengthened by deliberate public policy interventions[3] »

« Recent poverty reduction strategies increasingly highlight tourism, and new tourism policies contain commitments to harness tourism for poverty reduction – not just to generate foreign exchange... [2] »

Les ONGs internationales ont travaillé ou conduit des études sur le tourisme, surtout sur le tourisme communautaire et la lutte contre la pauvreté par le tou-

risme (*pro-poor tourism*). Ce sujet retient beaucoup l'attention au Vietnam, tels :

- Le programme de SNV (*Netherlands Development Organisation*) pour le tourisme durable contre la pauvreté, par une planification et une politique appropriées, par le développement des produits touristiques, par l'accès aux marchés, etc., à Lao Cai, Dien Bien, Son La, Hanoi, Hue, An Giang et Tien Giang.
- Les projets soutenus par l'IUCN (*International Union for Conservation of Nature and Natural Resources*) pour le tourisme durable à Sapa, en 2000.
- Les recherches menées par l'Institut de Recherche sur le développement du Tourisme (IDR - Vietnam) en 1998.
- En 2002-2007, la Banque Mondiale propose un projet de développement du tourisme sur le Mékong (*Mekong Tourism Development Project*) pour promouvoir le tourisme communautaire dans ces provinces rurales du Vietnam.

La loi du Tourisme, paragraphe G de l'Article 6, souligne que le Gouvernement vietnamien conduit d'importantes politiques foncières, financières, de crédit... pour la réduction de la pauvreté.

Dans ce contexte, les villages de métier traditionnel Cham de Bau Truc et de My Nghiep à Ninh Thuan représentent un cas intéressant de combinaison de plusieurs facteurs au profit de la population locale. Notre recherche, basée sur l'analyse de ces réalisations, se propose d'aborder les points suivant : la place du tourisme dans la réduction de la pauvreté - le rôle des communautés (les Cham) dans cette lutte, ainsi que celui des autorités locales - de même que sur le choix géographique de l'implantation du projet.

1. LA POTERIE ET LA BROCATELLE CHAM DE NINH THUAN

Cette province côtière située au sud du Centre du Vietnam a été créée en avril 1992 à partir de l'ancienne province de Thuan Hai. Ses conditions climatiques et géographiques sont marquées par une côte de 105 km de longueur - un territoire présentant 63,2 % de montagnes, 14,4 % de plateaux et 22,4 % de campagne littorale - et une sécheresse assez accentuée (la saison des pluies ne dure que 2 mois/an). L'économie de Ninh Thuan est multisectorielle avec des productions agricoles spécifiques (tabac, canne à sucre, coton, ail, oignon), une aquaculture assez développée (Ninh Thuan est une des quatre grandes pêcheries du Vietnam avec 40 000 tonnes/an), des ports de pêche facilitant des échanges commerciaux maritimes, une exploitation de granite grâce à des mines à ciel ouvert d'une capacité de 1 (?) milliard de mètres cubes de haute qualité... [12, 9].

Malgré toutes ces conditions, Ninh Thuan est considérée comme une des sept provinces les plus pauvres du Vietnam. Conscientes de cet « handicap », et désirant de profiter d'autres caractéristiques locales comme la richesse culturelle de la province, les autorités locales essaient de promouvoir le tourisme qui représente un des éléments clés de la région trigonale de Dalat, Nha Trang et Phan Rang. À Ninh Thuan cohabitent 27 ethnies, représentant un total de plus de 600 000 personnes. Parmi celles-ci, on compte 23 % de Cham et de Raglay, deux des quatre grandes familles ethniques de la province (en plus des Kinh et

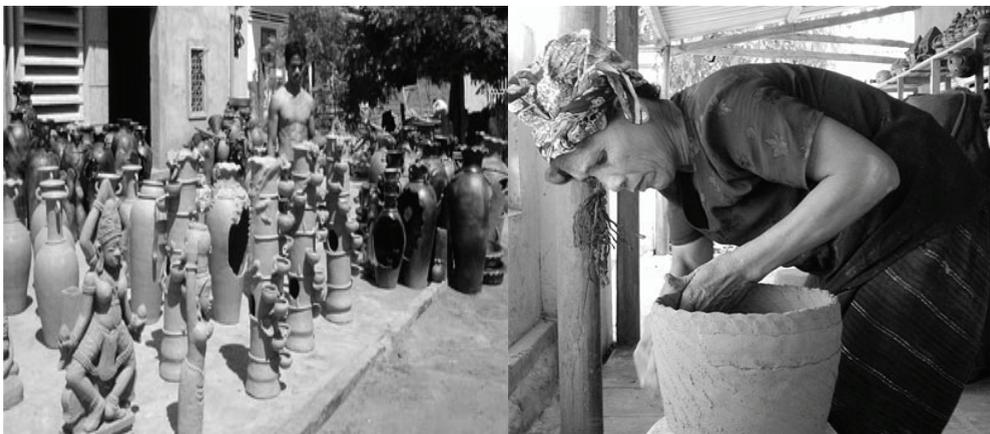
des Hoa). Il est évident que le patrimoine culturel de Ninh Thuan est renommé pour ce précieux héritage, à l'exemple des tours antiques, une sculpture unique, des festivals, des chants et des danses traditionnels spécifiques, etc. Ces richesses s'ajoutent aux ressources naturelles pour former des attraits touristiques de la province.

Au Festival Ninh Thuan 2007, organisé la première fois du 15 au 21 août 2007 par le Comité populaire de la province, les « villages de métier traditionnel » Bau Truc et My Nghiep représentent l'artisanat Cham comme un des nouveaux produits touristiques du Centre. Situé à 10 km du sud du chef-lieu Phan Rang-Thap Cham, sur l'autoroute Hô Chi Minh Ville – Hanoi, le village Phuoc Dan, canton de Ninh Phuoc, attire de plus en plus des touristes venant du pays mais aussi du monde entier pour contempler des produits originaux de la poterie et de la brocatelle (tissu) cham. Ces villages de métier traditionnel constituent une forme de production regroupée (tels des coopératives) datant de plus de cent ans, ayant acquis un renom en présentant des métiers parmi les plus anciens du Sud-Est asiatique.

Bau Truc, le dernier village de poterie ancienne des Cham au Vietnam, servait de fournisseur de poterie aux Chams des deux provinces de Binh Thuan et Ninh Thuan. Des changements survenus récemment dans la vie des Cham ont eu un impact sensible sur la vie socio-économique de la population : 20 % d'entre elle s'est convertie au commerce et aux services, 80 % continuant à préserver les traditions artisanales des ancêtres, qui, selon les historiens, leur sont parvenues à travers une culture vieille de quelques milliers d'années.

La poterie Cham se différencie des autres poteries par des spécificités telles que :

- la fabrication manuelle, sans recours de la plaque tournante ;
- l'absence du fourneau et une cuisson non-couverte grâce au foin et aux bûches ;
- l'utilisation des couleurs naturelles pour la décoration des produits.



Parmi les 425 familles Cham de Bau Truc, 3 000 personnes participent à la production directe et 200 familles contribuent à la préservation de la poterie Cham. Cette dernière, en sus, représente l'équivalent de 1 000 saisonniers, apportant un revenu annuel de 10 millions de VND par famille [15]. Les produits se font connaître et se vendent durant les festivals, les expositions ou grâce au support du Comité populaire régional à la promotion des métiers artisanaux.

Tout en préservant la technique traditionnelle, les artisans ne cessent de créer de nouveaux modèles en réponse à la demande du marché domestique et des touristes étrangers. Ainsi, après des années de « somnolence », l'artisanat Cham a été réveillé d'abord par des amateurs d'art Cham (le styliste Sy Hoang, [15], M. Nguyen Viet Thang de Norvège [14]) dans les années 1990. Ce mouvement de « renaissance » a été soutenu ensuite par une politique centrale (politique d'aide aux minorités ethniques, de réduction de la pauvreté [11], [16], [20]), et renforcé par le tourisme qui apporte un nouveau souffle à cette culture spécifique.

Personne ne peut ignorer le rôle important joué par le village Bau Truc et par les monuments culturels sur l'activité touristique de Ninh Thuan. La brocatelle, un autre métier artisanal que, selon les requis de Muk Thruh Palei – la Mère Patrie des Cham, toutes les femmes Cham devaient pratiquer, participe aussi de cet attrait touristique. Si l'histoire de la poterie est assez connue, celle de la brocatelle reste au contraire floue : on décèle toutefois des vestiges de cet artisanat sur les monuments Cham de l'époque du I^e siècle jusqu'au XVIII^e siècle [17]. Dans le même canton que Bau Truc, le village de My Nghiep est renommé pour le tissage à la main pratiqué par 95 % des familles ; cela représente près de 2900 habitants [18] produisant des objets d'art qui sont distribués actuellement dans les grandes villes du Vietnam, ou vendus sur place aux touristes.

La fabrication de brocatelle cham existait déjà avant 1975, avec une technique plutôt primitive qui tombait en décadence. L'originalité de cette technique réside dans l'utilisation des matériels naturels et de motifs textiles traditionnels. À partir de 1985, la fabrication a été rétablie pour fourniture des tissus utilisés dans les rites, ne devenant vraiment une activité économique fructueuse qu'après la création du premier atelier – l'Inharani en 1992.



Avec une volonté affichée de réduire la pauvreté par le développement des métiers traditionnels, les autorités locales construisent à partir de 2002 des villages

artisans, favorisant de même l'établissement de 3 coopératives rassemblant 18 familles et 253 ouvrières à My Nghiep. Il faut noter qu'en parallèle l'Union des femmes organise des classes d'apprentissage au tissage destinées aux filles et aux femmes. Une politique très nette a été établie à travers des moyens synchrones : investissement dans l'infrastructure, promotion et publicité, amélioration de la qualité des produits pour une commercialisation dans le tourisme. Pour ce faire, une somme de 10,8 milliards de VND a été budgétisée pour rétablir ce métier à My Nghiep [19]. Une recette annuelle de 10 à 15 milliards VND matérialise un résultat jugé déjà satisfaisant de cette politique [15].

2. ÉLÉMENTS ET ACTEURS DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Dans la politique soutenue par différents acteurs à Ninh Thuan, trois éléments importants se mélangent dans une communion parfaite :

- la culture représentée par des métiers traditionnels, difficile à trouver dans d'autres endroits de l'Asie du Sud-Est ;
- l'économie avec la fabrication et la commercialisation des produits artisanaux ;
- le tourisme traduit par la présence et l'intérêt des visiteurs.

En général, quand on parle de la lutte contre la pauvreté par le tourisme, le point crucial réside dans la participation des communautés locales aux activités d'accueil des touristes [3], [5], [9]. Le cas de Bau Truc et de My Nghiep ne constitue pas une exception. Cependant, les études de terrain conduites en 2007 et 2008 montrent que le tourisme, tout en étant un instrument de cette lutte dont nous parlons depuis le début, intervient en troisième, comme quelque chose qui est évident lors du développement de ces villages. En remontant le cours des événements, on constate que le gouvernement vietnamien a entrepris une politique globale de lutte contre la pauvreté à partir de 2001 [13] dans les provinces rurales. Dans ce cadre, celle de Ninh Thuan représente un des terrains où se déroulent des projets axés sur les communautés ethniques. Il faut souligner en sus une caractéristique propre à cette même province : le tourisme commence à s'y développer seulement à partir du XXI^e siècle, alors que la politique engagée par le Comité populaire date depuis plus longtemps.

Localement, le patrimoine culturel des Cham constitue un atout remarquable, avec un artisanat très spécifique par sa technique et par le rôle que jouent les femmes dans la production : les Cham sont matrimoniaux et le savoir-faire se transmet de mère en fille. Dans les années 1970, le développement de la production des ustensiles en aluminium et en plastique a porté atteinte à la poterie Cham qui a failli disparaître. Les ouvriers ont dû quitter leurs villages pour chercher du travail ailleurs. La brocatelle aussi a subi une décadence, le textile industrialisé étant de plus en plus utilisé dans la vie courante.

Suite à ces phénomènes, dans l'objectif d'améliorer le niveau de vie des Cham et sauvegarder des métiers en voie de disparition, le Comité populaire a procédé d'abord au rassemblement des communautés puis, dans un deuxième temps, a entrepris la construction des villages de métier. On se retrouve alors avec les deux premiers éléments de réduction de la pauvreté économique et culturelle, le tourisme ne se développant à Ninh Thuan qu'à partir de 2005. A cette époque, le

gouvernement et sa politique s'avèrent donc des acteurs principaux dans la lutte contre la pauvreté (économique et culturelle).

Une question se pose : pourquoi a-t-on regroupé la population à Ninh Phuoc et non dans les autres cantons voisins ? La réponse réside en partie dans la technique même de la poterie traditionnelle : le matériel principal (l'argile) ne peut être trouvé qu'au bord de la rivière Quao qui traverse le village de Bau Truc. Et comme un couple inséparable, le village de la brocatelle a été installé en face de celui de la poterie, ces deux métiers représentant l'âme de la culture Cham. Comme tout changement, le regroupement de ces villages a constitué un long processus, difficile, qui demanda des efforts de deux côtés : d'une part, les autorités pour l'installation des infrastructures et la mobilisation des entités Cham, et d'autre part, les communautés pour l'intégration au nouveau cadre des villages de métier traditionnel. Cette opération a servi de modèle pour faire aboutir le projet d'un autre village cham de ce type à Binh Thuan, avec toujours pour objectif affiché la lutte contre la pauvreté économique et socio-culturelle.

Les activités des villages de métiers traditionnels Cham se sont vues renforcées quand le tourisme, peu à peu, s'est retrouvé constituer une des activités économiques de pointe de la province. Désormais, Ninh Thuan tente, par cette industrie de service, de se faire connaître et de se distinguer de ses deux voisines renommées : Nha Trang (province de Khanh Hoa) et Phan Thiet (province de Binh Thuan). Les flux des touristes commencent à arriver pour découvrir « le pays des cactus et la riche culture des Cham ». L'intérêt porté par les visiteurs aux produits fabriqués par les femmes Cham a encouragé les communautés à développer ces activités, favorisées par des campagnes de promotion lancées par les autorités. De plus en plus, conscientes de l'importance du tourisme et des activités relatives, les populations contribuent leur part active dans l'économie locale par « l'exportation sur place ». Ainsi on note la création de nouveaux ateliers de textile brocatelle et de poterie qui fabriquent et commercialisent leurs produits.

À l'heure actuelle, plusieurs acteurs interviennent dans la lutte contre la pauvreté : la population locale (les Cham), les autorités et institutions gouvernementales (le Comité populaire, le département de la Culture, des Sports et du Tourisme, le département de l'Industrie et du Commerce...), les organisations non gouvernementales (l'Union des femmes, l'Union des jeunes, les associations de métiers artisanaux), ainsi que les touristes domestiques et étrangers. Suite aux premières mesures de réduction de la pauvreté sous l'égide du gouvernement vietnamien, traduites par une politique socio-économique centrale, le tourisme est utilisé en termes d'outils pour l'amélioration du niveau de vie des populations locales et aussi pour l'image de la province.

Cependant la vision du marché reste à améliorer, notamment pour la poterie : la fragilité des produits sera moins accentuée si les formes des vases, des statuettes, des pots... sont repensées pour faciliter le transport à l'étranger par les touristes internationaux. Jusqu'à maintenant, la production vise plutôt la clientèle domestique, offrant des grands vases « fen-shui » avec des cascades en miniature qui servent de décoration dans les grandes résidences de ville. La distribution constitue aussi un domaine à ne pas négliger, pour que les producteurs puissent profiter pleinement des bénéfices dégagés par la vente. Les prix, augmenté par les intermédiaires qui se chargent de la distribution, ainsi que la présence des produits dans plusieurs magasins des villes et des provinces, peuvent être un frein dans la

promotion de cet artisanat (les spécialités régionales ne doivent pas être si facilement trouvées !).

CONCLUSION

En fin de compte, l'amélioration du niveau de vie des Cham est marquée par une suite d'activités, à commencer par la lutte contre la pauvreté amorcée par les autorités. L'objectif suivant vise l'épanouissement d'une culture « ancestrale », qui aide les Cham à préserver leur identité en leur offrant une opportunité de développement économique et social. Cette dernière sera consolidée par le tourisme communautaire qui, par sa nature et à son tour, contribue à l'expansion de toute cette richesse. Ainsi est créé le processus de développement communautaire des villages de métier traditionnel Cham à Ninh Thuan, avec une infrastructure non loin des standards urbains classiques, une alphabétisation des enfants, et un enrichissement des familles. Au final, nous pensons que l'ensemble de ce mouvement peut être considéré comme un modèle pour un développement durable des espaces ruraux vietnamiens, remarquables par leur richesse culturelle.

RÉFÉRENCES

En langues étrangères :

- ASHLEY Caroline and HAYSOM Gareth (2005), « From philanthropy to a different way of doing business : Strategies and challenges in integrating pro-poor approaches into tourism business ». *Atlas Africa Conference*, Pretoria, October 2004.
- ASHLEY Caroline and GOODWIN Harold (2007), « "Pro. poor tourism" : What's gone right and what's gone wrong ? » - *Opinion 88*, June 2007. ODI, London.
- « Can tourism offer pro-poor pathways to prosperity ? Examining evidence on the impact of tourism on poverty » (2007) - *Briefing Paper 22*, June 2007. ODI, London
- CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES (2001), « Lutte contre la pauvreté - Rapport du secrétaire général ». Commission du développement durable constituée en comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, 30 avril-2 mai 2001.
- « Le tourisme peut contribuer à la réduction de la pauvreté » (2007) - Programme ST-EP, OMT.
- McCARTY Adam (2006), « Vietnam : Economic Update 2006 and Prospects to 2010 ». Regional Outlook Forum 2006, Singapore.
- PLUSS Christine (2001), « Le tourisme peut-il vraiment aider les pays pauvres ? ». Troisième Sommet du tourisme, 5-7 décembre 2001.
- « Productive Strategies for Poor Rural Households to Participate Successfully in Global Economic Processes », *Country Report for Vietnam*.
- « Résultats de la réunion de haut niveau sur le tourisme et le développement dans les pays les moins avancés » (2001) - Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Bruxelles, 14 mai 2001.
- RÆ Dilys, ASHLEY Caroline, PAGE Sheila and MEYER Dorothea (2004), « Tourism and the Poor : Analysing and Interpreting Tourism Statistics from a Poverty Perspective ». *PPT Working Paper n° 16*, London.
- TOURISM AND LOCAL ECONOMIC DEVELOPMENT (2004), « How can business in travel and tourism increase the contribution of the industry to local economic development and pro-poor growth ? ». International Centre for Responsible Tourism, London.

En vietnamien

- « Cẩm nang Thị trường Ninh Thuận », cuốn 1 (2007), NXB Thông Tấn (*Manuel du marché de Minh Thuận*, livre 1).
- « Chiến lược toàn diện về tăng trưởng và xóa đói giảm nghèo » (*Stratégie globale de croissance et de réduction de la pauvreté*) :
[http://www.worldbank.org.vn/TV/strategy/cprsVN/pdf/CPRGS %20Vietnames %20edited.pdf](http://www.worldbank.org.vn/TV/strategy/cprsVN/pdf/CPRGS%20Vietnames%20edited.pdf)
- « Đến làng Chăm học làm gốm cổ » (*Apprendre la vieille poterie au village Cham*),
<http://www.hoitu.vn/KnowlDetail.aspx?idKnow=87>
- « Gốm phong thủy » (*La Poterie feng shui*) :
<http://www.hoitu.vn/KnowlDetail.aspx?idKnow=85>
- Hòa Bình, « Những làng nghề Chăm ở Ninh Thuận » (*Les Villages de métier Cham à Ninh Thuan*) <http://www.hoitu.vn/KnowlDetail.aspx?idKnow=103>
- « Khôi phục làng nghề miền Trung : cần "tiếp sức" đồng bộ » (*Restaurer les villages de métier du Centre : besoin de renforcement synchronique*), Kinh tế Nông thôn, 17/03/08,
http://tintuc.timhanh.com/kinh_te/20080317/35A734C9/
- « Làng cổ gốm Chăm Bàu Trúc » (*Le Vieux Village de poterie Cham Bau Truc*),
<http://www.hoitu.vn/KnowlDetail.aspx?idKnow=101>
- « Ninh Thuận - Làng gốm Bàu Trúc » (*Ninh Thuan - le village de poterie Bau Truc*),
<http://www.maxreading.com/?chapter=4192>
- « Làng nghề truyền thống : dệt thổ cẩm » (*Le Village de métier traditionnel : la brocade*),
<http://www.ninhthuanpt.com.vn/SacCham/Langnghetruyenthong.htm>
- L.TRƯỜNG, « Ninh Thuận : gần 11 tỷ đồng khôi phục nghề dệt thổ cẩm Chăm » (*Ninh Thuan : presque 1 billion de VND pour restaurer le métier de brocade Cham*), Tuổi Trẻ en ligne, 08/03/08, <http://thegioi.sanngnghiep.vn/?view=detail&id=1811>
- LAM VIEN, « Du lịch kết hợp xóa đói giảm nghèo » (*Le Tourisme et la réduction de la pauvreté*), Thanh Niên en ligne (TNO), 31/10/2007 :
<http://www.thanhnien.com.vn/KinhTe/Dulich/2007/11/2/214537.tno>
- MINH TRI, « Ninh Thuận : khôi phục nghề thủ công của dân tộc Chăm » (*ninh Thuan : restaurer le métier artisanal de l'ethnie Cham*). Báo Công nghiệp Việt Nam, 15/10/07,
<http://www.ubdt.gov.vn/modules.php?name=News&op=detailsnews&mid=1193>
- THAI SƠN NGỌC, « Gốm Bàu Trúc bừng tỉnh những làng Chăm » (*La Poterie de Bau Truc réveille les villages Cham*), 22/06/04 :
<http://www.vietnamnet.com.vn/xahoi/doiuong/2004/06/165300/>
- « Văn hóa Chăm » (*La Culture des Cham*) :
<http://www.ninhthuanpt.com.vn/SacCham/Index.htm>

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ouidad TEBBAA

Tourisme et Pauvreté ? Les deux termes n'ont pas coutume de cohabiter de manière pacifique, et, quand on les associe, c'est généralement pour dresser l'un contre l'autre. Cet ouvrage a tenté de sonder aussi bien leurs incompatibilités, que la possibilité qu'ils se conjuguent harmonieusement en vue d'offrir un mieux vivre à des contrées minées par le sous développement et ses répercussions en tout genre...

Mais envisager le tourisme comme un levier de lutte contre la pauvreté nécessite des préalables nécessaires, car il ne s'agit ni d'une panacée ni d'un remède miracle. En inscrivant le tourisme dans son contexte géopolitique et économique, en confrontant les résultats effectifs aux attentes et aux espoirs qu'une telle activité a suscités, un tel ouvrage aspire à une vision plus juste de ce qu'il est possible d'en attendre, dans des contextes aussi divers que le Maroc, Madagascar, le Vietnam ou le Cambodge.

Rappelons tout d'abord que le tourisme est dans les faits et dans les représentations, une activité de « pays riche », qu'il engage les classes aisées ou les classes moyennes. L'industrie touristique privilégie plus que toute autre, les échanges de capitaux et ceux des personnes, un échange à sens unique, où 13 pays parmi les plus riches de la planète accaparent plus des trois quarts des revenus du tourisme mondial !

Que dire, dans ce contexte, de la pauvreté, et ce, avant toute donnée quantifiable ? D'abord, la pauvreté n'est pas l'apanage des pays du Sud. Dans les pays du nord, où la pratique du tourisme s'est à ce point démocratisée, en être exclu est en soi un indice de pauvreté ! Les pays du sud, quant à eux, sont pour leur majorité des pays d'accueil et aux abords de leurs zones d'aménagement touristique, s'étalent souvent au grand jour, tous les stigmates du sous développement : zones d'habitat insalubre, problèmes d'assainissement, décharges à ciel ouvert.

Comment concevoir dès lors, le rapport entre tourisme et pauvreté ? Comment faire en sorte qu'il ne se traduise plus seulement, dans les faits, par une confrontation brutale entre deux réalités antinomiques mais impulse une dynamique qui permette aux plus démunis d'améliorer un tant soit peu leurs conditions de vie ?

L'OMT a fait son credo de ce principe, ne cessant d'affirmer que le tourisme peut être une source indéniable de croissance économique, à condition de gérer cette croissance avec intelligence, en mettant l'accent sur « l'éthique », « la réduction de la pauvreté », « les intérêts particuliers des pays en développement » et « le développement durable ». C'est dans cet esprit que fut adopté en 1999 un « Code mondial d'éthique du tourisme ».

Pourtant, lorsqu'on confronte ces recommandations internationales à la réalité du terrain, le constat est pour le moins mitigé. De l'aveu de nombre de chercheurs présents à ces deux colloques, le tourisme, pourvoyeur de devises et d'emplois a certes des effets bénéfiques sur l'équilibre de la balance des paiements, mais ses effets sur les populations d'accueil, en terme de formation, de salaires, de hausse du niveau de vie sont loin d'être aussi concluants.

Car l'attractivité d'une destination a aussi son coût et le plus évident est la compression des charges salariales, le maintien d'une économie informelle – flexible à souhait ! – et par voie de conséquence, un déficit chronique de personnel qualifié. Comment le tourisme peut-il réellement, dans ces conditions, contribuer à la lutte contre la pauvreté ?

Si l'on se penche plus avant sur l'analyse du coût social et culturel du tourisme, la réalité semble plus amère encore : le tourisme, aux dires de nombre participants à ces colloques, peut conduire à un appauvrissement irréversible des pratiques et des usages « traditionnels », non seulement en raison d'une méconnaissance foncière des visiteurs à l'égard de la culture qu'ils découvrent mais aussi de la persistance des autochtones eux-mêmes à vouloir répondre aux besoins présumés d'un touriste dont ils ignorent, en fait, les attentes véritables.

Le tourisme conduit aussi à des décompositions et des recompositions territoriales complexes. Il suscite, au cœur de cités multiséculaires, des phénomènes de gentrification au coût social et culturel pour le moins élevés. Ce phénomène global que nombre de régions du monde connaissent ces dernières années revêt un caractère particulier dans les pays du sud car l'impact de la gentrification ne s'y mesure pas à l'aune du nombre de résidents ni à leur concentration, mais à leur puissance économique qui finit par influencer de manière certaine, sur l'environnement social immédiat et au-delà. Consciente de ces dérives, l'Unesco préconise depuis quelques années, de ralentir le rythme des nouvelles inscriptions au patrimoine mondial, parce qu'elles entraînent avec elles, du fait de l'engouement touristique pour les sites, une plus grande vulnérabilité du patrimoine censé être protégé et surtout la marginalisation des plus démunis.

Cet engouement pousse à la conquête de territoires toujours nouveaux, comme si le tourisme ne pouvait s'empêcher d'annexer toujours plus d'espaces, de les remodeler au gré de ses besoins, selon une ligne de partage de plus en plus floue entre zones touristiques et non touristiques. Des cimes de montagnes aux confins des déserts, le tourisme semble vouloir tout domestiquer, tenir à sa merci... Cette volonté de consommation effrénée de territoires, le conduit de plus en plus, à prospérer là où on ne l'attend pas, sur les lieux même de la marginalité sociale et économique. Ainsi, après avoir longtemps clivé le territoire en zones, marquant une véritable ligne de démarcation entre zones d'accueil touristique et zones d'exclusion que l'on dissimule pudiquement au regard du touriste, la pauvreté est devenue aujourd'hui un facteur d'attractivité touristique : on visite les favelas et les bidonvilles au même titre que les monuments consacrés !

La marchandisation et le quadrillage des territoires ont pour corollaire la transformation du monde en un gigantesque parc de loisirs, où le corps se vend et s'achète. De tous les méfaits directs ou indirects du développement touristique, le tourisme sexuel est sans doute le plus pernicieux...

Au regard de la manne qu'il procure, sommes-nous donc en droit de considérer les coûts sociaux, environnementaux et culturels du tourisme comme de simples

« dommages collatéraux » dans la guerre sans merci qu'il est censé livrer au sous développement ? Pour répondre à cette question, il nous faut revenir au bilan clair, sans équivoque de nombre d'analyses ici rassemblées : le développement du tourisme ne peut être considéré comme un remède miracle. Il peut même exacerber ce phénomène de pauvreté par les écarts qu'il met brutalement à nu entre le niveau de vie des populations autochtones et celui des touristes de passage. Comment éviter ce que d'aucuns ont appelé, le néo colonialisme ou le « colonisme » ? Les investisseurs du Nord exportant leurs capitaux et leurs clientèles vers le sud, ne laissent qu'une marge de manœuvre dérisoire aux pays d'accueil face à l'omnipotence des tours opérateurs et des firmes internationales ? 80 % des bénéfices du tourisme dans les pays du Sud reviennent à des entreprises touristiques au Nord !

Certes, le développement du tourisme ne semble pas contribuer pas suffisamment à la lutte contre la pauvreté, mais peut-on considérer pour autant qu'il l'aggrave ? La question est d'importance quand on songe que les politiques économiques engagées par nombre de pays du sud n'ont cessé, ces dernières années d'encourager le secteur du tourisme, engageant d'importantes mesures de dérégulations et de libéralisations dans ce secteur qu'elles considèrent comme le remède à tous leurs maux.

En fait, il est courant d'attribuer au tourisme des vertus qu'il n'a pas mais il est aussi de bon ton de lui imputer tous les maux ! En réalité, le tourisme participe de processus complexes qu'il exacerbe ou atténue, selon les cas. Loin des jugements simplistes, les études de cas présentées dans cet ouvrage, confirment que le tourisme peut aussi impulser, une dynamique nouvelle, au cœur de traditions séculaires, devenant le gage le plus sûr de leur pérennité. En désenclavant, en dynamisant les économies locales, il offre des alternatives de développement à des régions longtemps maintenues à la marge, à condition qu'il s'agisse d'un tourisme « durable », « doux », « responsable ». Qu'importent les vocables, pourvu qu'il reste soucieux des équilibres sociaux, environnementaux, culturels, qu'il contribue, de manière notable, à améliorer les conditions de vie du plus grand nombre et surtout qu'il trouve une alternative réelle à l'offre standardisée du tourisme de masse !

Mais selon quelles modalités concrètes, pour que ce développement ne soit ni une utopie, ni un leurre ? L'un des soucis récurrents qui s'exprime dans cet ouvrage, est l'internalisation des retombées économiques du développement touristique et la participation effective des populations locales tant au niveau de la conception des projets que de leur réalisation. Or, cette participation n'est pas à la portée de tous. L'absence de formation et l'isolement peuvent constituer des obstacles insurmontables. Plus grave, le dénuement dans lequel se trouvent plongées certaines régions du monde, aujourd'hui livrées aux assauts du tourisme, est sans aucun doute incompatible avec le développement d'une activité exigeant un minimum de moyens et de savoir-faire, de maîtrise de la part de populations de leur environnement naturel, socio-économique ou culturel. Il importe donc de mettre l'accent sur des actions visant d'abord l'alphabétisation et la formation, préalables nécessaires à une meilleure participation aux systèmes de gouvernance locale et à l'émergence d'associations ou de coopératives qui seront autant de leviers au développement du tourisme local.

Plus généralement, s'agissant de lutte contre la pauvreté, la priorité est de réduire l'injustice sociale, car le tourisme seul ne peut se concevoir comme une

réponse appropriée là où les moyens humains et institutionnels à mettre en œuvre sont d'une autre ampleur. L'enjeu, ici, est tout autant politique qu'économique. On ne peut promouvoir l'activité touristique dans un tel contexte sans l'inscrire dans une stratégie globale qui intègre aussi bien les ONG, les associations de développement qui œuvrent sur le terrain, que les organismes et les départements gouvernementaux impliqués dans la lutte contre la pauvreté...

Enfin, face aux défis que soulève une telle problématique, la recherche doit non seulement se poursuivre mais se renforcer tant au niveau de l'approche méthodologique que conceptuelle... Gageons que cet ouvrage fondé sur deux rencontres internationales qui se déroulèrent simultanément au Vietnam et au Maroc sera l'occasion de mobiliser davantage les chercheurs du sud à prendre en charge, la production et la diffusion d'études capables de contribuer de manière concrète à résoudre les problèmes qui affectent leur environnement socio-économique et culturel.

TOURISME ET PAUVRETÉ

Tourisme et Pauvreté ? Les deux termes n'ont pas coutume de cohabiter de manière pacifique... et quand on les associe, c'est généralement pour dresser l'un contre l'autre... Cet ouvrage a tenté de sonder aussi bien leurs incompatibilités, que la possibilité qu'ils se conjuguent harmonieusement en vue d'offrir un mieux vivre à des contrées minées par le sous-développement, le chômage, l'analphabétisme ou la dégradation de l'environnement...

Mais envisager le tourisme comme un levier de lutte contre la pauvreté nécessite des préalables nécessaires... Car s'il constitue une opportunité à saisir, il appartient d'en déterminer les modalités, les actions, les moyens, les acteurs, et surtout la capacité qu'il peut avoir à contribuer réellement à une réduction de la pauvreté. S'il ne s'agit que d'une activité économique « égoïste », capitaliste, indifférente à la misère tant qu'elle ne la menace pas, elle risque d'aggraver la pauvreté au lieu de l'atténuer... et dans ce cas, quels sont les risques encourus ?!

Le tourisme n'est peut être ni une panacée ni un remède miracle dans des pays où la pauvreté est un enjeu sociétal majeur... En l'inscrivant dans son contexte géopolitique et économique, en confrontant les résultats effectifs aux attentes et aux espoirs qu'il suscite, un tel ouvrage aspire à une vision plus juste de ce qu'il est possible d'en attendre, dans des contextes aussi divers que le Maroc, Madagascar, le Vietnam ou le Cambodge...

Les directeurs de cette publication sont tous deux enseignants chercheurs à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech.

Ouidad Tebbaa travaille plus particulièrement sur la médiation de la culture, les rapports entre patrimoine et société dans les pays en voie de développement. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages en particulier sur le devenir du patrimoine oral et immatériel.

Said Boujrouf est un spécialiste des problèmes d'aménagement et de développement touristique en zone de montagne. Ses publications et les projets de recherche qu'il coordonne portent en large partie sur la question des politiques territoriales et de la marginalité.

Prix public : 34 euros TTC (Prix préférentiel AUF - pays en développement : 17 euros HT)

ISBN: 978-2-813000-27-9

